

## L'ordre règne à Téhéran

**C**ombien étaient-ils, au soir de ce 31 janvier 1979, sur les petites routes de la banlieue parisienne menant de Neuilly-le-Château à l'aéroport de Roissy, à croire que la frêle silhouette tout de noir vêtue, assise au fond d'une voiture rouillée, à l'aspect ouvert sous escorte policière française, était non seulement « à l'abri » d'un empire, mais, surtout, bouleversait la scène internationale ? Malgré un an de sanglantes émeutes dans tout l'Iran, on avait encore du mal à assimiler le simple fait qu'un vieux religieux à la vie ascétique, entouré d'écadants débraillés, avait déjà réussi à chasser l'homme qui présidait depuis trente-cinq ans aux destinées de l'une des principales puissances du Moyen-Orient avec l'appui, qui plus est, des États-Unis.

Le 1<sup>er</sup> février 1979 au matin, ils sont quelque trois millions à être venus accueillir, à l'aéroport de Téhéran, l'exilé de Nadjaf, en Irak, puis de Neauphle : l'imam Khomeiny. Une époque est révolue. En cet instant de triomphe, le « phénomène islamique » est encore loin de s'imposer à tous. Pourtant, de tous ceux qui ont « ouvert » l'ère révolutionnaire iranienne, aucun n'a conservé — hormis l'imam lui-même, bien sûr — ne serait-ce qu'une parcelle de pouvoir. Les uns ont été exécutés comme Ghotbzadeh, d'autres vivent en exil comme Bani Sadr, les derniers se cantonnent dans une discrète opposition, comme Bazargan.

**D**ix ans plus tard, l'islam règne sans partage sur le pays : l'Iran — même en difficulté — est toujours debout. Et, si la lutte pour la succession est ouverte, exacerbant les tensions entre dirigeants, peu paraissent, aujourd'hui, sur le renversement d'un régime qui a résisté à huit ans de guerre. L'avenir paraît, aux yeux de nombreux iraniens, se limiter à la seule question : qui, du camp des « durs » ou de celui des « modérés », l'emportera ?

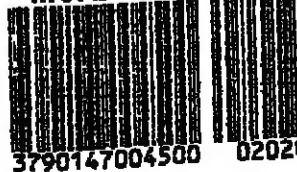
Les bouleversements provoqués par la révolution islamique ne se seront pas bornés à l'intérieur du pays. Toute la région en a subi le contre-coup, du golfe Arabo-Persique aux confins libano-israéliens, où l'on est toujours obligé de tenir compte des rapports de force entre les ayatollahs de Téhéran. Plus loin encore, aux États-Unis comme en Europe — par otages ou attentats interposés, — l'influence de l'imam a laissé de profondes empreintes : le procès de l'« Irangate » qui vient de s'ouvrir à Washington est là pour le rappeler.

**E**n tout cas, il ne faut pas se méprendre sur la pérennité de la révolution islamique : les efforts déployés par les responsables iraniens pour sortir un tant soit peu de leur isolement diplomatique n'ont pas empêché que dix femmes soient pendues, ces derniers jours, pour « corruption » et « adultère ». Quatre responsables de la radio viennent également d'être condamnés à cinq ans de prison et à cinquante coups de fouet pour avoir permis la diffusion d'une émission « anti-islamique » sur la femme. Pour ne rien dire des milliers d'exécutions de détenus politiques.

L'ordre islamique tel que le conçoivent les ayatollahs règne bien à Téhéran, même s'ils ont dû en rabattre au moins provisoirement sur l'exportation de l'intégrisme.

(Lire page 5 l'article d'YVES HELLER sur le livre de William Shawcross : le Chah, roi et mort d'un personnage encombrant.)

M 0147 - 0202 0 - 4,50 F



L'ouverture d'une information judiciaire après la publication des conclusions du « gendarme de la Bourse »

## Les Américains voient dans le rapport de la COB un premier pas vers une coopération internationale contre les délits d'initiés

Dans le rapport sur l'affaire Pechiney qu'elle a remis le 31 janvier au ministre de l'économie et des finances, la Commission des opérations de Bourse met plus particulièrement en cause M. Max Théret et démontre clairement, au terme de ses travaux, qu'il y a bien eu délits d'initiés à partir de la France. Comme

elle l'avait annoncé, elle a transmis son dossier au parquet de Paris, où le procureur de la République, M. Pierre Bezard, devait, mercredi 1<sup>er</sup> février, requérir l'ouverture d'une information judiciaire, très vraisemblablement contre X, dont sera chargé un juge d'instruction désigné par le président du tribunal de

grande instance. Les Américains, qui s'inquiètent des conséquences de la mondialisation des marchés boursiers, voient dans le rapport de la COB un premier pas vers une coopération internationale contre les délits d'initiés. M. Bérégovoy a souhaité, mercredi, la conclusion rapide d'un accord entre la COB et la SEC.

Lire pages 35 à 40 :

- Le texte intégral du rapport.
- Réponses et questions.
- La procédure judiciaire.
- Max Théret, coupable idéal ?
- Jean-Pierre Michau, un juge discret.
- Les réactions françaises et américaines.
- Les précédents.



## Contrôler un marché mondial

NEW-YORK  
de notre correspondant

Le silence absolu dans lequel s'enferme la Securities and Exchange Commission (SEC) irrite sans doute la presse et soulève des commentaires interrogateurs sur les motivations véritables des « anges gardiens » de la Bourse américaine. Ici et là, l'on a déjà entendu dire que la SEC « se servait du cas Triangle-Pechiney pour régler des comptes internes », qu'elle « entendait punir la COB pour son manque de mordant », ou, pis, que « l'ogre américain partait en guerre contre des places concurrentes ».

Le très sérieux Wall Street Journal a remporté la palme grâce à un invraisemblable commentaire publié le 20 janvier. Inspiré directement par une longue entrevue entre l'auteur de l'article et M. Pierre Bérégovoy, le journal croit pouvoir affirmer que des jeunes loups aux dents longues ont décidé de transformer la SEC en une sorte de bras armé de la « loi américaine » et que la commission aurait désormais pour but de

« déstabiliser des gouvernements amis ». Pour ne pas s'arrêter en si bon chemin, le commentaire tombe dans le délire : « Il faut décriminaliser les délits d'initiés sur le plan international », conclut l'auteur.

Très mal reçu à New-York, le commentaire du Wall Street Journal inspire la réflexion suivante à un banquier influent : « De deux choses l'une, ou bien M. Bérégovoy a effectivement suggéré la décriminalisation dans ce cas, le ministre favorise ouvertement la fraude, — ou alors les éditorialistes du Journal sont devenus fous. »

Pourquoi donc en France, demande un opérateur boursier, chaque événement financier devient-il une affaire politique ? Le banquier Ezra Zilkha est encore plus sévère : « En réagissant ainsi, le gouvernement français se met dans la situation d'une république bananière qui, pour couvrir la corruption, accuse l'impérialisme de travailler à sa perte. »

CHARLES LESCAUT.  
(Lire la suite page 37.)

## Du grain à moudre

A l'impossible, la Commission des opérations de Bourse n'était pas tenue. Aussi est-elle victime d'un faux procès après la diffusion de son rapport d'enquête sur l'affaire Pechiney. Pour une fois qu'elle travaille avec diligence et transparence, la voici soupçonnée de ne pas avoir été assez curieuse et d'être restée à mi-chemin de la vérité. Faut-il rappeler que ses pouvoirs sont limités — sinon pourquoi le gouvernement envisagerait-il de les étendre ? — qu'elle ne peut exister de contrainte, confronter des témoins ou des suspects, bloquer des comptes bancaires, enquêter à l'étranger, etc. ?

C'est à cette aune qu'il faut mesurer le rapport rédigé par M. Jean-Pierre Michau, chef de son service d'inspection, et non pas à celle des commentaires préfabriqués de certains membres du gouvernement qui, pour faire face au trouble grandissant de l'opinion, se défont d'avance sur le rapport de la COB et les supposées vérités, voire « surprises », qu'il contiendrait.

Car, ces derniers jours, l'attitude du pouvoir fut à tout le moins paradoxale. Tout en s'abri-

tant derrière les travaux de la COB, qui mettraient fin aux rumeurs et aux soupçons, il décidait de précipiter le mouvement en annonçant, jeudi 26 février, par la voix de M. Pierre Bérégovoy, que le dossier serait transmis au parquet qu'il fallait que soient les conclusions de la Commission. Une réaction à contretemps puisque l'on s'était jusqu'alors refusé à saisir le parquet de Paris en vue d'une enquête préliminaire qui pouvait se mener avec d'autres moyens d'investigation que ceux de la COB.

Le rapport Michau n'en est pas moins un bon rapport en ce sens que, s'il ne répond pas à toutes les questions soulevées par les enquêtes de presse sur l'affaire Pechiney, il ne dissimule rien de ce que la COB a pu savoir ou établir. Il remplit la mission qui lui fut confiée en démontrant clairement qu'il y eut bien délits d'initiés à partir de la France et non pas par rebond d'indiscrétions américaines.

ERIK IZRAELEWICZ  
et EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 35.)

## Le cessez-le-feu entre chiïtes au Liban

Imposé par Damas et Téhéran.

PAGE 5

## La corruption au Costa-Rica

Le gouvernement éclairé.

PAGE 9

## La marmite mexicaine

Les réformes tous azimuts du président Salinas.

PAGE 8

## Les communistes et les municipales

La « chasse aux reconstruc-

PAGE 10

## Air Inter et l'Europe

Un entretien avec le PDG de la compagnie aérienne, Pierre Eelsen.

PAGE 41

## Les langues à l'école élémentaire

A l'occasion du Salon Expolangues (du 1<sup>er</sup> au 6 février à Paris), un dossier sur les expériences d'enseignement des langues vivantes à l'école élémentaire en Alsace et dans le Nord, sur l'arabe dans les grandes écoles et le bilan de la filière langues étrangères appliquées à l'université.

Pages 15 à 20

## Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

■ « Femmes au bord de la crise de nerfs », de Pedro Almodovar. ■ Rétrospective Nestor Almendros à New-York. ■ Les Variations Glenn Gould. ■ L'invasion de la « house music ».

Pages 21 à 23

Le sommaire complet se trouve en page 44

## Une nouvelle illustration du rapprochement Est-Ouest

### Dégel coréen

La Corée du Sud et la Hongrie ont établi, le mercredi 1<sup>er</sup> février, des relations diplomatiques. La Hongrie sera ainsi le premier pays communiste à ouvrir une ambassade à Séoul. Face à cette évolution de la part de ses alliés, la Corée du Nord commence à sortir timidement de son isolement.

TOKYO

de notre correspondant

Ce qui semblait impensable il y a quelques mois est aujourd'hui une réalité : M. Chang Ju-yung, le « patriarche » du premier groupe industriel sud-coréen, Hyundai, symbole pour Pyongyang du « capitalisme à la solde de l'impérialisme américain », est actuellement en visite en République populaire démocratique de Corée (RPDC). Le vice-ministre

hongrois des affaires étrangères, M. Gyula Horn, a, de son côté, signé, mercredi 1<sup>er</sup> février, un protocole d'accord pour l'établissement de relations diplomatiques avec la Corée du Sud, premier pas vers la reconnaissance de celle-ci par le bloc soviétique. Quant aux Américains, ils ont repris leurs contacts informels avec les représentants de Pyongyang (le Monde du 28 janvier).

On ignore jusqu'où Pyongyang est décidé à aller (ou à se laisser entraîner par Moscou et Pékin) dans ce processus de détente dans la péninsule coréenne. Mais Pyongyang semble sortir de son immobilisme. La radio nord-coréenne a ainsi rappelé inopinément, le 29 janvier, une déclaration vieille de trois mois de M. Kim Il-sung affirmant qu'il était prêt à rencontrer le président des États-Unis si Washington prenait des mesures pour diminuer la tension dans la

péninsule. Le même jour, six personnalités politiques de Corée du Sud, ainsi que le cardinal Kim, recevaient des lettres d'invitation à Pyongyang pour s'y entretenir avec le « Grand Dirigeant ». Un premier test des intentions de la RPDC sera le résultat du dialogue entre Coréens, qui devrait conduire, le 8 février, à une réunion au niveau des vice-ministres chargés de préparer une rencontre entre chefs de gouvernement.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 6.)

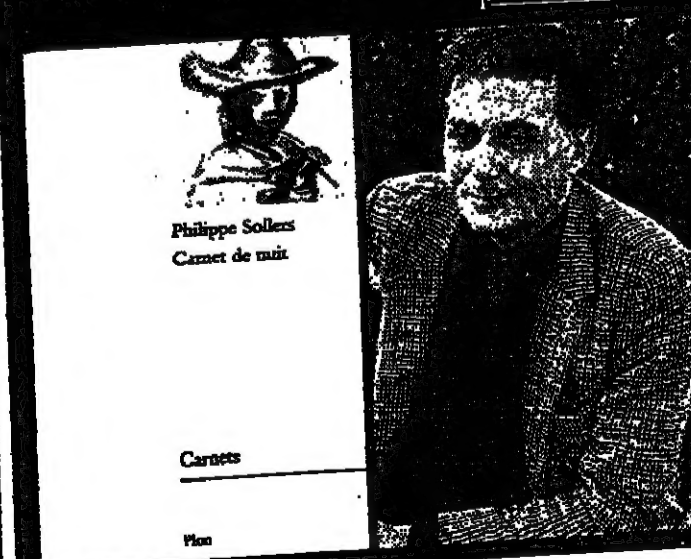
### Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

Pages 32 à 34

## Philippe Sollers / Carnet de nuit

Philippe Sollers / « Intempestif. Sollers ? Bien sûr ! » de la grâce des conversations qui sculptent l'air du temps. — JEAN-PAUL FENOUILLAT, La Nouvelle Observateur



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 155 pes. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 150 l. ; Japon, 1.700 ¥ ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; République Fédérale, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,60 fr. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.

مكتبة من الأصل







# Etranger

YUGOSLAVIE : devant le comité central de la Ligue des communistes

## Plusieurs militaires critiquent sévèrement les autorités politiques

Le comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) a prolongé, mercredi 1<sup>er</sup> février, la réunion commencée lundi dernier, sans avoir épuisé le premier point inscrit à son ordre du jour : l'examen de la crise que traverse le pays et les responsabilités de la direction du parti.

BELGRADE  
de notre correspondant

L'un des orateurs les plus écoutés, au cours de la séance de mardi, a été l'amiral Stane Brovet, vice-ministre de la Défense, qui a insisté sur le manque d'unité entre les différentes directions régionales de la Ligue, l'affaiblissement du poids de l'Etat et l'impuissance, au niveau fédéral, de la Ligue, devenue un organisme de « représentation » incapable d'agir avec efficacité. L'amiral a condamné les attaques contre l'armée de Tito, affirmant que « le peuple est mécontent avec raison ». L'armée, a-t-il conclu en sub-

stance, est prête à défendre l'intégrité territoriale de la Yougoslavie, elle en est capable, mais elle craint que « les responsabilités individuelles et collectives soient établies ».

Le point de vue des militaires s'était déjà exprimé lundi par la voix de l'amiral Petar Simic, chef de l'organisation du parti pour l'armée, qui avait annoncé que cette dernière était résolue à « s'opposer à quiconque s'aventurerait à jouer avec les destinées du pays. Alors que « la crise se rapproche à grands pas de son point culminant », avait-il dit, la LCY « perd un combat après l'autre », et le système politique est « paralysé ». L'amiral Simic a implicitement pris parti contre les autorités de plusieurs républiques qui tentent l'existence de groupes non officiels, parfois très nombreux, dans la Ligue. « L'opposition, a-t-il dit, agit au grand jour » et avance sur l'avenir de la Yougoslavie des conceptions « rejetées depuis longtemps ». « Jamais l'intégrité du pays ni l'avenir de la révolution n'ont été en plus grand

danger, a estimé l'amiral, en relevant que les forces « nationalistes, anti-yougoslaves et antisocialistes » étaient présentes dans tout le pays. « Si la lutte pour la Yougoslavie est engagée, a-t-il ajouté, cette lutte ne se fera pas sans l'armée yougoslave ».

Le thème du « nationalisme » a été repris dans de nombreuses autres interventions. Tous les orateurs reconnaissent les ravages dont il est responsable, mais chacun affirme que dans sa propre république ou son propre parti, il ne joue qu'un rôle mineur, le fléau étant le propre de son voisin.

La position du président fédéral de la Ligue, M. Sutar, a été directement mise en cause par plusieurs intervenants proches, en général, du mouvement serbe, M. Milosevic.

On a beaucoup parlé du Kosovo. Un consensus paraît se dessiner sur ce sujet, et des mesures politiques nouvelles d'apaisement pourraient intervenir dans cette région dans un proche avenir.

PAUL YANKOVITCH.

HONGRIE

## Polémique à la direction du PC sur les événements de 1956

Les déclarations d'un membre de la direction du PC hongrois sur la révision des événements de 1956 ont provoqué une crise qui a amené le bureau politique à convoquer d'urgence un plénum du comité central pour le 10 février, consacré à « l'analyse de la situation intérieure du pays ».

Le numéro un hongrois, M. Karoly Grosz, et le premier ministre, M. Miklos Nemeth, sont revenus mardi 31 janvier, pour les conférences, sur les déclarations faites au cours du week-end par le membre le plus réformateur du bureau politique du PC hongrois, M. Imre Pozsgay, selon lequel l'interprétation officielle des événements de 1956 (le Monde du 31 janvier) avait été révisée. Selon M. Pozsgay, qui préside la commission de réexamen de l'histoire créée auprès du comité central, ces événements ne seraient plus considérés comme une « contre-révolution », mais comme une « soulèvement populaire ». Dans une interview à la presse hongroise, à son retour de Suisse, M. Grosz a estimé qu'une telle

qualification était prématurée, « un débat à ce sujet devant avoir lieu ». « J'ignore ce qui a amené M. Pozsgay à déduire cet élément de quatre décennies de travail d'analyse, a-t-il ajouté, il n'appartient pas à un individu ni à une commission de tirer la conclusion politique, mais au comité central ».

M. Grosz n'a pas exclu qu'une « nouvelle qualification politique » puisse être donnée aux événements de 1956 si l'on se trouvait « en possession de nouvelles connaissances ». De son côté, le premier ministre a qualifié d'« erreur grave » le fait de « réviser une interprétation unique de cette période. Les événements historiques ne sont jamais homogènes, et donc seule l'utilisation conjointe de termes contradictoires peut qualifier [les événements] d'octobre 1956, car le début en a été entièrement différent de la fin », a-t-il dit.

Un membre du comité central, M. Ferenc Tokés, s'est élevé pour sa part contre l'« erreur » trop hâtive, donnée par M. Pozsgay. — (AFP, UPL)

POLOGNE

## Washington demande des éclaircissements sur la mort de deux prêtres

Les autorités américaines ont appelé, mardi 31 janvier, le gouvernement polonais à éclaircir « rapidement et complètement » les conditions dans lesquelles deux prêtres sont morts en l'espace de dix jours.

Les premiers résultats de l'autopsie pratiquée sur le corps du Père Suchowolec, retrouvé mort le 30 janvier chez lui, à Bialystok, révèlent une mort par asphyxie à l'oxyde de carbone, a indiqué le procureur de Bialystok à l'agence officielle PAP, accablant la thèse de la mort accidentelle.

Le Père Stanislaw Suchowolec, trenté et un ans, est le second prêtre polonais trouvé mort à son domicile. Le 20 janvier, le corps du Père Stefan Niedziak, soixante-quatre ans, avait été découvert, le visage ensanglanté, dans son presbytère à Varsovie. Le prêtre avait confié avoir reçu des menaces de mort, et l'autopsie devait révéler plusieurs fractures, dont celle de la colonne vertébrale, qui lui fut fatale, mais les enquêteurs maintiennent que la présence d'un agresseur n'est pas pour autant établie.

Rumeurs  
d'une conspiration

Sans être proche de Solidarité, le Père Niedziak était connu pour ses vues patriotiques. Le Père Suchowolec, en revanche, était très lié au Père Popieluszko, assassiné en 1984 par la police politique, et avait adopté la même ligne à l'égard du syndicat de Lech Walesa. Depuis la mort du Père Popieluszko, le Père Suchowolec, qui connaissait bien ses parents et lui avait érigé un mémorial dans son village natal, avait acquis à Bialystok la réputation d'un prêtre sympathisant de Solidarité, au point d'être victime de plusieurs agressions depuis 1983 (nos dernières éditions du 1<sup>er</sup> février).

Au cours d'une conférence de presse, mardi, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a cherché à désamorcer les rumeurs qui courent déjà en Pologne sur une possible « conspiration » policière contre les prêtres d'opposition.

« Rien ne permet de supposer que quelqu'un soit en train de faire le tour de la Pologne pour tuer les membres du clergé », a-t-il dit.

Il en faudra sans doute davantage pour convaincre les catholiques polonais, qui n'ont pas une confiance illimitée dans leur police. La direction de Solidarité, pour sa part, continue de se tenir à l'écart de ces affaires. — (AFP, UPL)

● IRLANDE DU NORD : un soldat tué dans une explosion à Belfast. — Un soldat britannique a été tué et un autre blessé dans la nuit du 1<sup>er</sup> janvier à Belfast, par l'explosion d'une bombe. Dissimulée dans une gouttière sur le mur d'un pub et composée de 1 kilo d'explosifs conventionnels, l'engin a été activé à distance lors du passage d'une patrouille à pied de l'armée et de la police conjointes. — (AFP)

GRANDE-BRETAGNE

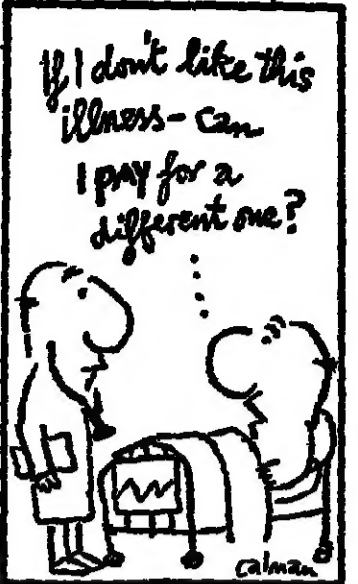
## Le gouvernement lance le débat sur la réforme du service de santé

Le gouvernement britannique a rendu public mardi 31 janvier à Londres les grandes lignes d'une réforme radicale du système national de santé, le premier à avoir offert après la guerre une médecine universelle et gratuite. L'objet de cette réforme, qui a suscité provoqué une levée de boucliers de la gauche travailliste et des syndicats, est de réduire plus de souplesse au système actuel en l'ouvrant aux lois du marché.

Ces propositions, qui doivent être précisées dans leurs détails, serviront de base à un projet de loi qui devrait être soumis à l'automne aux Communes. Le gouvernement prévoit la mise en place du nouveau système d'ici à trois ans. Le premier ministre, M. Thatcher, a promis que le système national de santé continuerait d'assurer une médecine pour tous, quel que soit le niveau de revenus, et d'être financé en grande partie par le budget public.

La lourdeur du système actuel, souvent fustigé par ses détracteurs comme « le deuxième employeur d'Europe après l'armée rouge », provoque des coûts importants sans empêcher des dysfonctionnements considérés de plus en plus comme intolérables. Il n'est pas rare d'être obligé d'attendre un an ou deux pour une opération de routine. Seuls les plus fortunés peuvent échapper à cette lenteur en ayant recours à une médecine privée, non remboursée. Le principe d'une réforme avait été décidé par M. Thatcher au moment de la grande grève des infirmières au cours de l'hiver 1986-1987.

Parmi les principales idées présentées lundi par le ministre de la Santé figurent notamment la dévolution aux grands hôpitaux d'une large autonomie, en matière de gestion aussi bien que de politique médicale. Les cabinets de généralistes se verraient fixer un budget dont ils



« Si je n'aime pas cette maladie, est-ce que je peux m'en payer une autre ? »  
The Times du 1<sup>er</sup> février.

seraient responsables en échange du droit de faire jouer la concurrence pour les prestations dont leurs patients ont besoin. D'une manière générale, la libéralisation du système serait assortie du renforcement du contrôle des dépenses.

Controverse autour des « Versets sataniques » de Salman Rushdie

## Mahomet doit-il être protégé par la loi britannique sur le blasphème ?

LONDRES  
de notre correspondant

Il s'est produit, le 14 janvier, un événement qui n'avait pas eu lieu en Angleterre depuis le Moyen Âge. Environ 1 500 personnes se sont rassemblées devant la mairie de Bradford, une grande ville industrielle du Nord, pour procéder à un autodafé de livres.

Ces manifestants, presque tous musulmans, ont solennellement brûlé des piles d'exemplaires du dernier ouvrage de l'écrivain britannique d'origine indienne Salman Rushdie, *Les Versets sataniques* (les Versets sataniques), paru en septembre et qu'ils jugent blasphématoire à l'égard de l'Islam (1). Rushdie, qui est né à Bombay en 1947 dans une famille musulmane et a émigré en Angleterre à l'âge de quatorze ans, reçoit chaque jour des menaces de mort. Il est discrètement protégé par Scotland Yard.

Rushdie est un des plus grands écrivains contemporains. Il obtint en 1983 le Booker Prize, l'équivalent du prix Goncourt, pour *Les Enfants de minuit* (2), qui raconte la naissance de l'Inde moderne et le partage sanglant avec le Pakistan vu par un jeune garçon. Il a bien failli le recevoir une seconde fois, ce qui est possible mais exceptionnel, le 16 octobre dernier pour *Les Versets sataniques*, un roman inclassable de 546 pages, dont les personnages principaux jouent double jeu. L'un d'eux, par exemple, est, dans la « réalité », un acteur adulé du cinéma indien, Ghilrah, mais il est aussi dans ses rêves (car cet acteur célèbre est un fou traité en hôpital psychiatrique) l'archange Gabriel.

Un chapitre a particulièrement choqué les intégristes musulmans. On y voit le prophète Mahomet (Mahomet) écrire ce qui ne peut être que le Coran sous la dictée de l'« archange », qui n'est autre, l'espace de quelques pages, que Satan (un ange déchu, après tout). Le prophète s'aperçoit de la supercherie et supprime du texte sacré ces « versets » (le terme de sourates serait plus approprié) inspirés par Lucifer. Un historien arabe aurait remarqué, il y a quelques siècles, qu'il manquait quelques sourates du Coran... A moins que Rushdie, qui est factieux et ne déteste pas le canular, surtout s'il est énorme, ait tout inventé.

Pour un musulman pieux, le blasphème est patent. Pour un lecteur occidental, cette liberté prise avec la lettre du Coran semble bénigne et il ne reste qu'une éblouissante construction romanesque, où l'on passe sans cesse de la réalité au fantasme comme chez Boulgakov (*Le Maître et Marguerite*) ou chez Rabelais, deux auteurs qui ont, de son propre aveu, influencé Rushdie. Ce dernier se défend d'être hostile à l'Islam. Il est d'abord écrivain, voilà tout.

Des menaces de mort

Rushdie a accepté de nous parler brièvement au téléphone, mercredi 25 janvier. « Je suis victime du fanatisme religieux, et pas seulement ici, en Grande-Bretagne, mais aussi en Inde, où mon livre a été interdit. Je ne suis pas le seul. Presque tous les romanciers et poètes musulmans contemporains ont dû faire face à des campagnes de ce genre. Voyez *Mahjoub*, en Égypte (3). J'aimerais que tous cela ne soit qu'une plaisanterie. Mais ce n'est pas le cas... »

Rushdie appartient, avec son aîné le dramaturge Harold Pinter, à un petit groupe très discret d'intellectuels et d'artistes plutôt à gauche et très anti-thatcheriens qui se réunis-

sent régulièrement pour parler de l'état du pays et chercher les moyens de s'opposer à ce qui leur paraît une montée du mercantilisme dans la société et de l'intolérance dans les esprits.

Les manifestants intégristes et brûleurs de livres de Bradford étaient des immigrés indo-pakistais, qui forment des communautés importantes dans ces villes du vieux cœur industriel de l'Angleterre. W. H. Smith, la principale chaîne de distribution du pays (430 librairies), avait d'abord pris peur et retiré les *Versets sataniques* de l'étalage et, peu ou prou, de la vente, officiellement « pour des raisons commerciales », mais a repris courage et remis l'ouvrage en étalage... sauf dans ses deux librairies de Bradford. Les intégristes musulmans ont d'autre part reçu un sou-

tien inattendu. Un des quatre députés noirs, tous travaillistes, du Parlement, M. Bernie Grant, originaire de la Guyane, a demandé il y a quelques jours à la direction de son parti d'exprimer son « regret » devant la publication du livre de Rushdie. Il soutient d'autre part la motion déposée devant le Parlement par quelques députés travaillistes d'extrême gauche qui proposent d'étendre aux religions non chrétiennes la loi sur le blasphème, rarement invoquée au cours de ce siècle.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Le livre est en cours de traduction en français et devrait être prochainement publié chez Christian Bourgois.  
(2) Traduit en français chez Stock.  
(3) Prix Nobel de littérature 1988, dont plusieurs livres ont été interdits en Égypte sous la pression des intégristes.

URSS

## Le modeste salaire de M. Gorbatchev

M. Mikhaïl Gorbatchev gagne 1 500 roubles (15 000 F) par mois en tant que président du gouvernement soviétique et secrétaire général du Parti communiste, a affirmé le rédacteur en chef du magazine *Ogoniok*, M. Korotitch, dans une interview au journal des jeunes moldaves, *Moldovj Moldavia*.

Ce salaire, qui peut paraître relativement modeste aux yeux des Occidentaux — celui de M. Bush est de 200 000 dollars par an (plus de 1,2 million de francs) — est de sept fois supérieur au salaire moyen en Union soviétique.

« Les gens se demandent d'où sa femme sort toutes ses nouvelles toilettes, mais ce n'est pas une question sérieuse, car Mikhaïl Sergueïevitch n'est pas si mal payé. Pourquoi sa femme ne s'achèterait-elle pas de nouvelles robes ? », estime M. Korotitch.

Selon lui, M. Gorbatchev a totalement renversé au Parti communiste les 500 000 dollars que la Russie a rapporté à l'édition américaine de son livre, *Perestroïka*. — (Reuters).

● Un mathématicien soviétique fait défection et se rend en Israël. — Le mathématicien soviétique Iakov Kogan, disparu à Paris au cours du week-end, est arrivé en Israël, a annoncé, mardi 31 janvier, le ministre israélien des affaires

étrangères. Le mathématicien, membre de l'Académie soviétique des sciences, était venu à Paris à l'invitation du ministre français des affaires étrangères pour participer à un collo-

## Afrique

## Les Etats francophones dénoncent la baisse des investissements français

FRANCEVILLE (Gabon)  
de notre envoyé spécial

Maints Etats d'Afrique crient naguère au néo-colonialisme dès qu'on parlait d'accroître les investissements européens chez eux. Aujourd'hui, face au repli d'une partie de ces capitaux vers l'Europe, un vent d'inquiétude quasi générale passe sur le continent.

On vient d'en avoir une démonstration au colloque international sur l'Acte unique européen du 31 décembre 1992 et la francophonie, tenu récemment à Franceville (Gabon) (le Monde du 28 janvier).

« Si on compare les investissements français dans les huit principaux Etats francophones subsahariens au cours des deux ou trois dernières années avec les exercices correspondants précédents, on constate que ces investissements ont globalement diminué de 60 %. D'où nos craintes », s'est écrit M. Daniel Ona-Ondo, planificateur gabonais.

Quant au ministre sénégalais du commerce, M. Omar Sy, considéré comme l'un des meilleurs « eurologues » d'Afrique, il a fait le procès des exigences de la Communauté à l'égard des économies du continent : « Une année, le cri d'alarme d'un spécialiste européen à propos du soi-disant caractère cancéreux de nos arachides nous oblige à construire une coûteuse usine de purification ; et quelque temps après, Bruxelles reconnaît que cette usine était inutile. Maintenant, on invoque la présence de telle substance nocive dans les phosphates du Maroc, du Togo et du Sénégal. Mais sans doute est-ce pour pouvoir justifier les achats européens en Israël, Afrique du Sud, Etats-Unis ou Russie, dont les phosphates seraient plus purs que les nôtres. En réalité, Bruxelles a oublié l'esprit de ses accords de coopération avec nous et la CEE s'organise en fonction des diktats économiques et financiers des Américains. »

J.-P. P.-H.

ذكرنا من الأصل



Europe

[illegible]

LES ESPACES  
NE SERONT  
JAMAIS  
ASSEZ  
VASTES  
POUR  
CONTENIR  
TOUTE  
L'IMAGINATION  
DE L'HOMME.  
LEONARDO DA VINCI

**CRAY**  
RESEARCH FRANCE







## Asie

### AFGHANISTAN

## Le retrait des troupes soviétiques pourrait s'achever le week-end prochain

Selon des sources diplomatiques occidentales à Islamabad, l'armée rouge pourrait avoir achevé son retrait d'Afghanistan dès la fin de la semaine. Entre-temps, les diplomates continuent d'évacuer Kaboul. Mardi 31 janvier, le Boeing 737 d'Indian Airlines, qui a transporté à New-Delhi des diplomates américains, a failli entrer en collision avec un Ilouchine-76 soviétique au-dessus de la capitale afghane. Le personnel de l'ambassade d'Italie et les familles des diplomates indiens ont également été évacués. En revanche, l'ONU a confirmé que les représentants de ses différents agences allaient demeurer sur place. Mercredi, à Kaboul, une fusillade a éclaté autour d'une pompe à essence, où se

trouvait une longue file d'attente. Plusieurs personnes auraient été tuées. Moscou a nié, mardi, pratiquer la politique de la « terre brûlée », rejetant ainsi les accusations américaines de la veille. Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a rejeté sur le compte de la résistance la responsabilité de l'escalade des combats. A Islamabad, entre-temps, d'intenses négociations se poursuivent. Le ministre iranien des affaires étrangères y est arrivé samedi dernier, son homologue soviétique y est attendu samedi prochain, en même temps que le prince Sadraddin Aga Khan, coordonnateur spécial de l'ONU. Enfin, à la demande des Nations unies, la France a détaché au Pakistan des spécialistes de

démontage qui apprendront aux familles de réfugiés afghans à faire face à la menace des engins non explosés lorsqu'ils regagneront leur pays. Au nombre d'une trentaine, ces démineurs, qui appartiennent au 17<sup>e</sup> régiment du génie parachutiste de Moudzhan (Laz-et-Garoum), sont au Pakistan depuis le 31 janvier aux côtés de contingents venus d'autres pays. Ces spécialistes français, dont certains sont déjà intervenus au Tchad et au Liban, demeureront sur le territoire pakistanais et devraient former à la lutte antiterroriste le plus grand nombre possible de réfugiés afghans. On considère généralement que les forces soviétiques et les résistants afghans ont disparu entre 20 et 25 millions de mines de toute origine et souvent sophistiquées.

## Les adieux du général Gromov

KABOUL, de notre envoyé spécial

« Ahmad Shah ne voulait pas écouter nos propositions raisonnables. Que pouvions-nous faire ? Nous n'avions pas d'autre choix. C'est donc, en quelque sorte, à contrecœur que l'armée soviétique s'est livrée, le 23 janvier, à un sanglant « nettoyage » de la zone du tunnel de Salang, sur la route du Nord qui mène à la frontière soviétique (le Monde du 31 janvier). Le général Boris Gromov, commandant en chef des forces armées soviétiques en Afghanistan, a expliqué, mardi 31 janvier, au cours d'une conférence de presse, qu'il a vu nombreux reprises et a été demandé à Ahmad Shah Massoud, chef local de la résistance, de « libérer » la route de Salang et de lever ainsi un début de blocus économique de la capitale. Pour des « raisons humanitaires », précise le général Gromov, une partie de la population de Kaboul étant réduite à la

« famine », les « soldats internationaux » sont intervenus.

Peu importe si, depuis deux jours, le gouvernement de Kaboul revendique la paternité de cette action et son bilan (377 victimes dans les rangs des moudjahidins du commandant Massoud). Le général Gromov précise même que l'aviation et l'artillerie de la XI<sup>e</sup> armée soviétique ont pris part aux combats. Bilan : 4 morts et 11 blessés du côté soviétique. En ce qui concerne les victimes civiles, Boris Gromov n'a pas de chiffres. Il estime cependant que, en face, les pertes ont été « très lourdes » et que le commandant Massoud ne pourra réorganiser ses troupes de sitôt.

Le général précise que ses hommes ont concentré leur attaque sur les « principales bases » des moudjahidins. S'agissant du retrait de ses troupes, le commandant en chef indique que des convois sont déjà en route mais il ne peut pas dire quand le dernier convoi — qui doit emmener également des journalistes — prendra le départ. Retour paisi-

ble, donc ? « Nous espérons, précise-t-il, que le commandant Massoud et les leaders des autres petits groupes de rebelles adopteront une politique raisonnable, mais nous sommes prêts à des opérations de combat lors de notre retrait à travers la passe de Salang. »

### Une amitié « solide et stable »

Le général Gromov — qui a consacré la moitié de son temps à parler du commandant Massoud — ne répond pas lorsqu'on lui demande d'expliquer pourquoi, après neuf ans, début de son intervention en Afghanistan, l'armée soviétique est toujours incapable d'assurer la sécurité du principal axe routier reliant ce pays à l'URSS. Cette route, longue de 440 kilomètres, passe à travers la barrière de l'Hindou Kouch et la chaîne du tunnel de Salang (long de 2,7 kilomètres), à une altitude de 3 363 mètres, a fait gagner 200 kilomètres sur la route initiale. Le tunnel de Salang, situé dans la province de Parwan, constitue donc, comme

l'a souligné le général Gromov, une position d'une « importance clé » à la fois pour le retrait soviétique et l'avenir du gouvernement de Kaboul. Moscou continuera, de toute façon, à apporter une assistance « matérielle et humanitaire » à l'Afghanistan puisque l'amitié entre les deux pays est « solide et stable ». Le général Gromov a d'ailleurs confirmé qu'« aucun soldat soviétique ne restera en Afghanistan après le 15 février ». Seul un « petit groupe » de conseillers militaires poursuivra sa tâche. Mais, cela va de soi, l'Union soviétique s'interdit de lancer des raids aériens à partir de son territoire. C'est sur cette promesse (« C'est notre dernière promesse ») que le commandant en chef des forces soviétiques a pris congé. « Je suppose que le général Gromov sera le dernier soldat soviétique à passer la frontière », ajoute-t-il avec un bon sourire.

LAURENT ZECCHINI

### Dégel coréen

(Suite de la première page.)

La Hongrie a, en quelque sorte, donné le ton : loin de chercher à composer avec Pyongyang, qui avait réagi vigoureusement lorsqu'elle décida en septembre dernier d'ouvrir une représentation commerciale à Séoul, Budapest envisageait de nommer ambassadeur à Séoul le diplomate qui occupait ce poste à Pyongyang avant son rappel.

Si, sur le plan politique, l'évolution est encore limitée, en raison du dogmatisme hérité de la guerre froide par Pyongyang, les changements ont été rapides et spectaculaires dans les relations commerciales. La visite en RPDC de M. Chang en est un exemple : premier industriel sud-coréen à se rendre officiellement à Pyongyang, M. Chang a été invité par M. Ho Nam, ancien ministre des affaires étrangères et président du Comité pour la réunification. Originaire du Nord, M. Chang y a encore des parents.

Même si les Coréens du Nord minimisent la portée de la visite de M. Chang, un tabou n'en a pas moins été brisé ces derniers mois et les échanges commerciaux, via des pays tiers (Hongkong et le Japon) ont repris. Certes, ce troc est négligeable en volume : du poisson séché et de la porcelaine contre des aciers spéciaux destinés à une usine automobile ; du cuivre contre des téléviseurs couleur ; des cigarettes et des alcools nord-coréens en échange de produits manufacturés. Mais il a une valeur symbolique.

La découverte de pétrole dans la mer Jaune, au large de la côte ouest nord-coréenne, représente également un tournant. Le quotidien du Sud Choson liba pourrait d'autre part activer la coopération entre les deux pays. Le Nord dispose, en effet, des matières premières qui font défaut au Sud.

Si, à Séoul, les livres sur la RPDC s'étaient désormais à la devanure des

librairies (y compris des biographies du président Kim Il-sung) et si une chaîne de télévision à même récemment présentée pour la première fois un documentaire produit au Nord, c'est plutôt vers l'Europe de l'Est que se tournent les hommes d'affaires. Après l'engagement pour la Chine, avec laquelle les échanges ont commencé il y a six ans et se sont élevés en 1988 à plus de 2 milliards de dollars, c'est l'Union soviétique qui est à la mode : il ne se passe pas un jour sans que la presse de Séoul n'en parle.

Les Coréens ont réalisé une dizaine d'implantations en Chine, où ils montent des téléviseurs, des réfrigérateurs ou travaillent les fourrures. Avec l'URSS, qui ouvrira en mars une représentation commerciale à Séoul (après la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne et la Yougoslavie), le groupe Hyundai a décidé de créer une entreprise conjointe pour le développement des mines primaires de Sibirie. Les Soviétiques auraient proposé aux Coréens du Sud de leur fournir de l'uranium enrichi pour leurs centrales nucléaires.

Les ouvertures des Etats-Unis et du Japon, sont en revanche prudentes et limitées, comme en témoigne la visite à Tokyo, la semaine dernière, d'une mission nord-coréenne. Aucun progrès substantiel n'a été accompli. Les relations entre les deux pays échappent sur la question de deux pêcheurs japonais retenus en Corée du Nord pour « espionnage » et d'un soldat nord-coréen qui avait demandé asile au Japon en 1983 et s'est vu accorder le statut de réfugié. Les Japonais ont eu beau déclarer que, « compte tenu du contexte actuel », ils souhaitent une amélioration de leurs relations avec la RPDC, il semble que Tokyo entende agir en étroite coordination avec Washington et Séoul et ne compte pas prendre d'initiative unilatérale.

PHILIPPE PONS.

## Diplomatie

### Un séminaire d'Amnesty International

## Le divorce entre psychiatrie et répression n'est pas encore consommé en URSS

Les régimes répressifs agissent avec la collaboration des professionnels de la santé. Ceux-ci n'ont-ils qu'une alternative : subir ou servir la répression ? Tel était le thème d'un séminaire organisé par Amnesty International, qui a réuni du 19 au 21 janvier, au siège de l'UNESCO, à Paris, des professionnels de la santé, des juristes, des représentants d'associations médicales et de défense des droits de l'homme. Plusieurs témoignages, émanant notamment de médecins origi-

naires d'Algérie, du Pakistan, d'Afrique du Sud ou de Tunisie, ont montré que le système, dans bien des pays, ne peut exister sans violer l'éthique médicale, les lois nationales étant en contradiction avec la déontologie.

Parmi les thèmes abordés — peine de mort, châtiments corporels légaux, participation à la torture — figuraient les abus psychiatriques, notamment en URSS, où une mission de psychiatres américains doit se rendre le 12 février.

« On ne libère des hôpitaux psychiatriques que ceux des détenus politiques dont les noms sont connus des organisations de défense des droits de l'homme dans notre pays ou en Occident ». Cette attention classique était censée disparaître du discours des dissidents soviétiques au cours de l'année 1988. Mais pour Alexandre Podrabinek, elle est toujours de mise. S'excusant de son absence dans une lettre envoyée de Moscou au séminaire d'Amnesty International, auquel il était invité, le dissident — qui a été condamné à dix ans de détention en 1977 pour avoir fondé une association contre les abus psychiatriques — reste très dubitatif quant à la volonté des autorités soviétiques d'éradiquer la répression psychiatrique.

Et pourtant... En mars 1987, des cas d'abus psychiatriques sont rendus publics pour la première fois dans la presse soviétique. Le 1<sup>er</sup> mars 1988, une nouvelle loi entre en vigueur : les internés de force peuvent faire appel aux institutions judiciaires et le réseau d'hôpitaux psychiatriques « spéciaux » est démantelé, les services psychiatriques passant de la tutelle du ministère de la Santé à celle du ministère de l'Intérieur à celle du ministère de la Santé. A la mi-octobre, l'URSS demande à être réadmis au sein de l'Association mondiale de psychiatrie (AMP), qu'elle avait quittée de son propre chef — pour éviter d'en être exclue — en 1983, et accepte, dans cette optique, la visite d'une mission américaine de psychiatres, laquelle doit avoir lieu courant février. Avant de signer, de bonne volonté à inscrire dans la perspective de la conférence internationale sur les droits de l'homme que l'URSS veut organiser à Moscou en 1991.

En matière d'abus psychiatriques, écrit Alexandre Podrabinek, dans un message adressé en décembre dernier à la communauté des psychiatres, « il y a des améliorations effectives, mais elles sont entourées de tant de propagande qu'elles apparaissent comme plus importantes qu'elles ne le sont en réalité ». C'est impossible de « chiffrer » ces améliorations. Le 3 novembre dernier, le porte-parole

du ministère des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, reconnaissait que vingt-cinq prisonniers politiques étaient internés dans des hôpitaux psychiatriques. A Moscou, la rédaction du bulletin dissident Glasnost, qui tient à jour une liste non exhaustive des personnes victimes d'abus psychiatriques, répertorie actuellement une vingtaine de cas connus.

Mme Tamara Grigoriants, épouse du fondateur de Glasnost et invitée au séminaire d'Amnesty International à l'occasion de son premier séjour en Occident, cite parmi les plus célèbres le cas de Sergueï Kouznetsov, arrêté le 10 décembre dernier à Sverdlovsk pour avoir participé à un meeting consacré à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Depuis le 4 janvier, Sergueï Kouznetsov est interné pour expertise psychiatrique. Selon Mme Grigoriants, un des membres du comité Karabakh récemment interpellés, M. Khatchik Stambolian, député du soviét d'Arménie, est également interné dans un service psychiatrique.

### L'incertitude du système

Alexandre Podrabinek cite quant à lui le dernier cas connu, celui de M. Anzoli Ilchenko, membre de la fédération Helsinki d'Ukraine, interné à Nikolaïev le 23 décembre dernier. Mais il se refuse à chiffrer le nombre d'affaires « politiques ». Son discours est le reflet des contradictions de cette question : pour eux, une personne est internée, ou pour des raisons politiques, ou pour des raisons mentales. Mais, dit-il, « il y a aussi de nombreuses personnes qui entrent en conflit avec les autorités locales au sujet de questions qui ne sont pas uniquement politiques. Elles ne se livrent pas à une agitation et à une propagande anti-soviétiques. (...) Néanmoins, comme ces personnes sont en désaccord avec les autorités locales, celles-ci abusent alors de leur pouvoir pour les éliminer de l'ordre de la psychiatrie ».

Ainsi, le système fonctionnerait par inertie, les autorités locales fai-

sant fi des instructions venant du niveau supérieur. La nouvelle loi ne serait pas suivie d'effet, faute d'un « contexte » d'application.

Alexandre Podrabinek cite le cas d'Alexandre Kanatov, interné à l'hôpital psychiatrique de Dnepropetrovsk, lequel, comme les autres, n'est plus considéré comme « spécial ». Certains de ses amis avaient déposé une demande de renseignements à son sujet. Dans sa réponse, le secrétaire du procureur fait référence à l'hôpital sous son ancien nom d'« hôpital psychiatrique spécial ». « Il se peut que les procureurs régionaux ne participent pas à la perestroïka », estime A. Podrabinek. (...) Ces fonctionnaires régionaux appellent toujours les choses par leur nom.

M<sup>me</sup> Grigoriants constate par ailleurs que les victimes d'abus n'ont pas été réhabilitées. « Les autorités savent que des milliers de personnes demandent des expertises pour prouver qu'elles n'ont jamais été folles, mais elles n'ont jamais évoqué l'opportunité d'une procédure qui permettrait de les réhabiliter ».

Encore faudrait-il que l'étape intermédiaire, c'est-à-dire la reconnaissance d'abus systématiques dans le passé, soit franchie. En novembre dernier, un psychiatre, M. Mikhaïl Bouyanov, évoquait les « abus systématiques dans les années 70, en vue de réduire les dissidents au silence », dans le quotidien des enseignants Ouchtskieskaya Gazeta. Mais de reconnaissance officielle, point.

Pour Alexandre Podrabinek, cette reconnaissance est à poser comme préalable à la réintégration de la société soviétique des neuropathologues et des psychiatres au sein de l'AMP, de même que la libération de tous les détenus politiques internés dans des hôpitaux psychiatriques, et la création d'une commission publique indépendante — composée de Soviétiques et d'Occidentaux — qui contrôlerait ces hôpitaux.

Les conditions seront-elles les mêmes que celles que posera l'Association mondiale de psychiatrie ? Réponse en octobre prochain, lors du congrès de l'AMP, à Athènes.

MARIE-PIERRE SUBTIL.

### Le début de la visite de M. Mitterrand en Inde

## Signature de plusieurs contrats

NEW-DELHI, de notre envoyé spécial

M. François Mitterrand est arrivé, le mercredi 1<sup>er</sup> février, à New-Delhi, pour une visite officielle de trois jours en Inde qui le conduira jeudi à Calcutta et vendredi à Bombay, où commenceront les manifestations de l'Année de la France en Inde.

Le président de la République a été accueilli au palais présidentiel par le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, au cours d'une cérémonie bon enfant. Il était accompagné par sept membres du gouvernement, dont MM. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères — curieusement baptisé « Ronald Dumas » par le protocole indien — et Jack Lang, ministre de la culture. Il a eu deux entretiens de caractère protocolaire avec le président de la République de l'Inde, M. Venkataraman, puis avec le vice-président, M. Sharma. En fin de journée, il devait rencontrer M. Rajiv Gandhi.

Au terme de la cérémonie d'accueil, interrogé sur le Cambodge, M. Mitterrand a déclaré, à propos de l'attitude du prince Norodom Sihanouk dans les négociations en cours, dont le chef de l'Etat souhaite qu'elles aboutissent à « une véritable indépendance » : « Il cherche certainement la paix, il ne bloque pas le processus. Il doit penser que, pour l'instant, les conversations se trouvent dans une impasse. Il pense qu'il est de meilleure méthode sans doute de l'arrêter là (...) A lui d'apprécier s'il faut hâter, ralentir ou même arrêter les négociations selon leur évolution. »

Avant l'arrivée de M. François Mitterrand à New-Delhi, la commission mixte franco-indienne s'est réunie lundi et mardi. Selon M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, les deux pays sont convenus de réduire le déséquilibre des échanges, qui s'exerce au détriment de l'Inde. Le taux de couverture des exportations françaises vers l'Inde, qui était de 340 % en 1986, est passé à 152 % en 1988.

Les Français ont obtenu de leurs interlocuteurs qu'ils leur consentent, comme aux Allemands et aux Japonais, des procédures d'investissement plus rapides, donc un assouplissement et une accélération des formalités. En retour, un « bureau de l'Inde » sera installé à Paris et en partie financé par la France afin de faciliter la vente des produits indiens.

### Une usine de vaccins

Mercredi, en présence de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, ainsi que de M. Alain Mérioux, un contrat a été signé qui prévoit l'installation dans la banlieue industrielle de Delhi d'une usine de production de vaccins, « la plus moderne du monde », selon la société Mérioux. Elle fabriquera à partir de mars 1992, vingt millions de doses pour la rougeole, cinquante

millions pour la poliomyélite et deux millions pour la rage. L'investissement s'élève à 500 millions de francs, dont Mérioux fournira le quart. Le minimum de la santé assurera environ 85 % des achats de la production.

Il s'agit pour l'Inde, où naissent chaque année vingt-deux millions d'enfants, de relever le pari lancé par M. Rajiv Gandhi, selon lequel la plupart des enfants mourront avant la fin du siècle. Chaque année quatre cent mille d'entre eux meurent de la rougeole et près de cent quatre-vingt mille sont atteints de poliomyélite. Deux autres contrats sont en passe d'être conclus pour deux centrales à l'énergie thermique à Tuleher, dans l'Etat d'Orissa (deux fois 500 mégawatts), et l'autre, hydroélectrique, à Dul-Hasti, dans le Cachemire (390 mégawatts). La part exportable de ces contrats sera d'environ 600 millions de francs et de 2 900 millions de francs.

JEAN-YVES LHOUEAU.

## Paris aidera New-Delhi à concevoir son porte-avions

La France a conclu avec l'Inde un contrat d'études pour un avant-projet de porte-avions destiné à la marine indienne et pour un audit en vue de déterminer si les chantiers navals de Cochin, dans le sud du pays, sont en mesure de construire un tel bâtiment de guerre avec l'assistance de techniciens français. L'offre française a été préférée à des propositions soviétiques et britanniques.

Cet accord a été officiellement annoncé, mardi 31 janvier, par le ministre indien de la défense, à la veille de l'arrivée de M. François Mitterrand. Mais le principe de cette convention était acquis depuis décembre 1988, lors d'une visite en Inde du ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevenement. Le contrat a été confié à la direction des constructions navales à Paris pour une durée d'un an.

A ce jour, la marine indienne dispose de deux porte-avions anciens d'origine britannique (l'ex-Hercules

et l'ex-Herme) qui déplacent entre 20 000 et 29 000 tonnes à pleine charge. Elle souhaiterait construire un ou deux porte-avions d'un tonnage supérieur (environ 30 000 à 35 000 tonnes), de la classe des Foch ou Clemenceau français, qui seraient opérationnels pour le milieu des années 90. Pour l'instant, le contrat d'études passé avec la France ne préjuge pas les caractéristiques militaires et logistiques du porte-avions : est-ce un porte-avions à catapulte à vapeur, pour lancer des appareils classiques, ou un porte-avions offrant une plate-forme pour des appareils à décollage et atterrissage verticaux.

De même, l'audit doit être chargé de la direction des constructions navales consistant à examiner si les chantiers de Cochin, situés dans l'Etat de Kerala et spécialisés dans la construction de navires de transport civils et de pétroliers, sont aptes à la conception de porte-avions et, ensuite, à leur entretien périodique. L'application de cet accord suppose le séjour en France d'une délégation d'ingénieurs indiens. Déjà, la marine indienne a acquis en France des avions Alizé de sûreté maritime et de lutte anti-sous-marin. Certains de ces Alizé peuvent être embarqués à bord du porte-avions Hercules (rebaptisé Vikram par la marine indienne) qui a conservé ses installations de catapultage à vapeur.

On sait, d'autre part, que le groupe Dassault-Breguet est en pourparlers avec l'Inde pour l'aider à construire localement un avion d'appui léger avec des moteurs américains.

### ESPACE SOCIAL

Premier hebdomadaire de la protection sociale et de la santé

Paraît le 3 février

DOSSIER N° 5

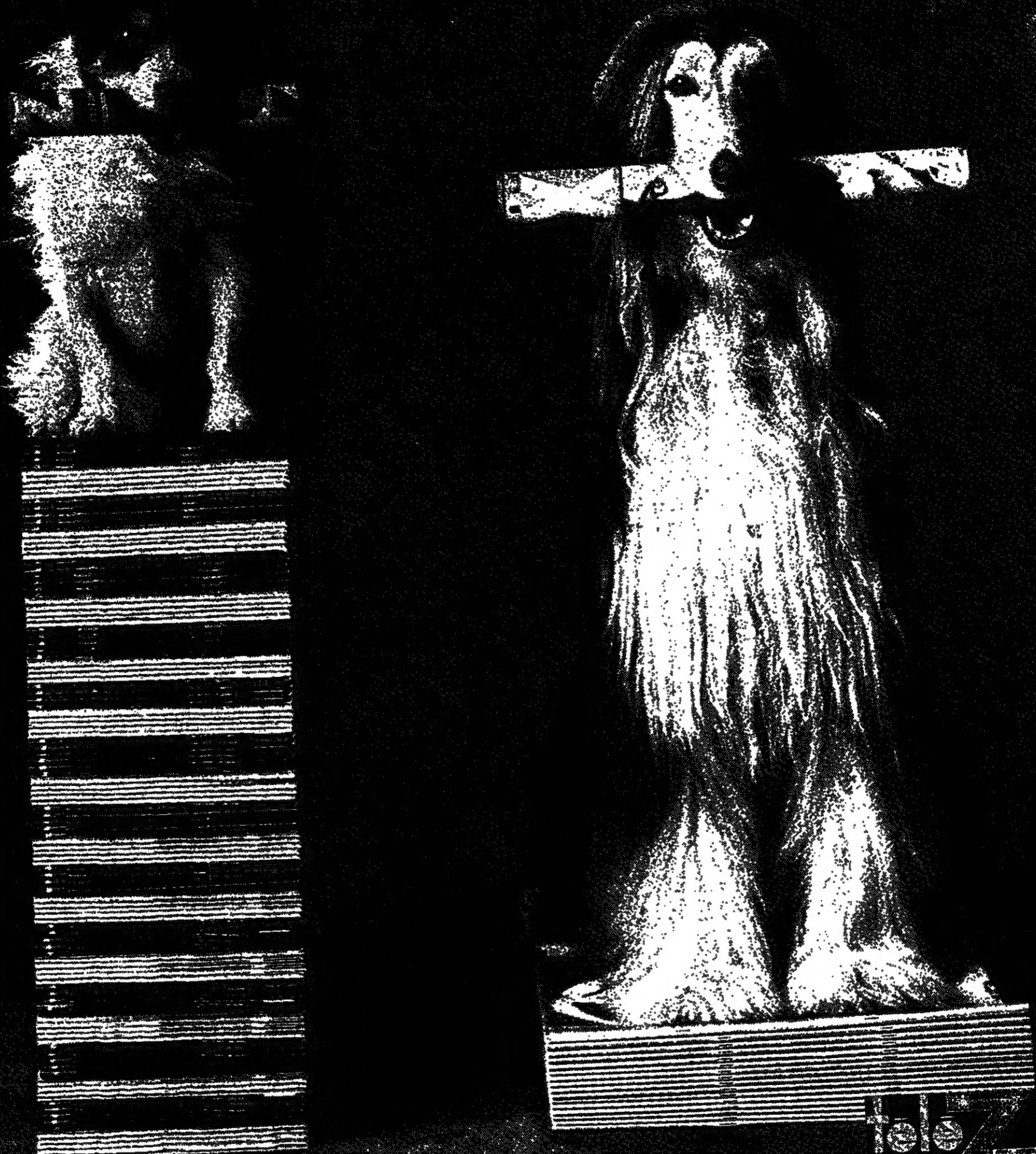
### R.M.I. : A LA RECHERCHE DE L'INSERTION

ESPACE SOCIAL est édité par l'Observatoire européen de la protection sociale  
62, boulevard Garibaldi, 75015 PARIS  
Abonnements : 45.66.98.11

Le Z. 2R  
d'exemplaires  
chaque semaine  
C'est le moment  
de vous inscrire  
pour recevoir  
une bonne



On peut encore réussir dans la presse sans être grand, cher et snob à la fois.



## Télé Z. 2F. 1 Million d'exemplaires.

- 1 million d'exemplaires vendus. C'est la barre franchie chaque semaine depuis 3 mois par Télé Z.  
- 3 millions. C'est le nombre de lecteurs de Télé Z chaque semaine. Ils le choisissent parce qu'un magazine de télévision clair et complet pour 2F, c'est une bonne affaire.

- La 6<sup>e</sup> place dans la presse hebdomadaire française. C'est le rang acquis en moins de 6 ans par Télé Z sur un marché puissant et de forte concurrence.  
- 1.100.000 exemplaires vendus. C'est le chiffre de la semaine dernière. Télé Z poursuit sa progression.

Editeur: EPM 2000 47.20.3116. Régisseur Publicitaire: Régie Presse 45.55.9171 - PARIS -

**tele Z**  
de A à Z

PROGRAMMES DU 1<sup>er</sup> AU 20 JANVIER

**2<sup>e</sup>**

ANNE SIRCLAIR

20 HISTOIRES DROLES

plein de jeux et la B.D. de

هكذا من الأصل



## Les réformes tous azimuts du président Salinas

**MEXICO**  
*de notre envoyé spécial*

**Syndicat révolutionnaire des travailleurs du pétrole (SRTPRM), l'un des piliers du PRI et du système. Joaquín Hernández Galicia, dit La Quina, a été arrêté et inculpé, avec une vingtaine de ses collaborateurs.**

échange de privilèges considérables octroyés aux dirigeants par le régime. Rompre avec cette règle non écrite, c'est aller à la rencontre des « sans-grade » et montrer que tout est possible, c'est aussi contester l'opposition de droite (PAN, Parti d'action nationale), qui réclame depuis longtemps une refonte des syndicats, au premier rang desquels ceux des enseignants, la plus puissante organisation d'Amérique latine, avec 900 000 adhérents.

Mais cette première décision, spécialement du nouveau gouvernement, n'est qu'un début. Dans un discours de campagne, Carlos Salinas de Gortari avait insisté sur la nécessaire adaptation de son pays aux réalités du monde actuel. La plupart des observateurs pensaient que la priorité serait accordée à l'amélioration du niveau de vie des Mexicains, les réformes de structure s'intervenant que dans un deuxième temps. Or le pouvoir met visiblement les bouchées doubles en multipliant des initiatives dans des domaines aussi variés que la pollution ou l'action sociale, avec une redéfinition de la politique étrangère en cours. Enfin, pour la première fois, un gouvernement — certes monocolore — intègre des ministres des gouvernements précédents.

négociation sur la dette extérieure. Il faut que le gouvernement donne des garanties sérieuses de sa volonté de remettre à l'ordre dans les affaires du pays. De tous les défis que le président doit relever, celui de la dette conditionne les autres. Mais, indépendamment de la complexité financière d'une telle négociation, le Mexique doit redéfinir sa politique et se rapprocher des Etats-Unis pour parvenir à régler les dossiers prioritaires : outre la dette, les problèmes de l'immigration et de la drogue. Mexico risque d'être contraint à une plus grande prudence en ce qui concerne ses alliances historiques avec le continent sud-américain. Les autres principaux pays endettés, le Brésil et l'Argentine, ont déjà affirmé qu'un accord des pays du sous-continent à ce sujet ne pourra se faire qu'au sud du Gouatale.

Tel n'est bien évidemment pas le sentiment du ministre des affaires étrangères, Fernando Solana, qui assure que « le développement des relations avec les Etats-Unis, le Japon et la Communauté européenne n'exclut pas le maintien de contacts étroits avec les pays latino-américains ». Il reconnaît toutefois que les intérêts « peuvent être différents », mais rappelle les invitations lancées par le nouveau chef de l'Etat

lors de son intronisation, et honorées par des présidents comme Fidel Castro (Cuba), Daniel Ortega (Nicaragua), José Napoleón Duarte (Salvador) ou Raúl Alfonsín (Argentine).

Sur le plan intérieur, sans aller jusqu'à parler d'un gaspillage du pouvoir, les promesses de démocratisation faites par M. Salinas de Gortari à l'hebdomadaire *Proceso* a relevé quatre-vingt-quatre engagements précis tendant à une redistribution du pouvoir politique. Le projet du président passe ainsi par un accroissement du pouvoir des vingt-deux Etats qui composent le pays. A cet égard, l'exemple du Chiapas, la frontière longtemps oubliée — du Mexique avec le Guatemala, est significatif. Loin de la capitale, c'est ici un nouveau défi qu'ont lancé les autorités, en souhaitant réduire la fracture économique entre les deux Mexique. « C'est vrai que nous croyons un peu à cette volonté de réforme », résume Martin Ebbé, professeur dans le Chiapas, qui ne cache pourtant pas ses sympathies pour l'opposition, « peut-être surtout parce que nous sentons que c'est une des dernières chances de transformation pacifique ». Devant cette marée en ébullition qu'est le Mexique, le chef de l'Etat a visiblement pris l'initiative, non sans risque.

**SAN-CRISTOBAL-  
DE-LAS-CASAS**  
*de notre envoyé spécial*

**C**E pourrait être le bout du monde, c'est la pointe du Mexique en bordure du Guatemala. Un curieux patchwork géographique composé de montagnes, de plaines et de plages, où vivent 2,5 millions d'habitants, dont un tiers indigènes. Un État pauvre parmi les plus pauvres d'Amérique latine. Un État de 100 000 kilomètres carrés, de la capitale. Des paysans sur terres insuffisantes, de misérables péones - ces salariés d'un jour, pour la plupart indigènes - qui se retrouvent parfois dans la prison de la capitale, Tuxtla-Gutiérrez, pour des délits qu'ils ignorent, jugés dans une langue qu'ils ne comprennent pas. « C'est l'État qui occupe la dernière place dans le développement du pays », résume le nouveau gouverneur Patrocinio González.

Pourtant, le Chiapas ne fournit que pas de ressources. Il n'aurait 60 % de l'énergie hydroélectrique du pays et, avec l'Elat du Tabasco voisin, près de la moitié de la production du pétrole américain. Sur le bord du Pacifique pullulent les fincas de café, les bananerales ou les plantations de manguiers. Dans la montagne, l'élevage est prédominant, et l'exploitation forestière en plein essor. Mais ces richesses sont aux mains de quelques grands propriétaires, contrôlés par un Etat centralisateur. « Il y a quelques années encore, dit l'ethnologue Andres Fabrega, la frontière mexicaine, c'était exclusivement celle du Nord, avec les Etats-Unis. Le Sud était une république négligée. » Dans ce Chiapas, qui est le seul Etat du pays à avoir voté « démocratiquement » son rattachement aux Mexicains, les aspirations politiques et sociales étaient, depuis toujours, si est, marquées par un archaïsme certain.

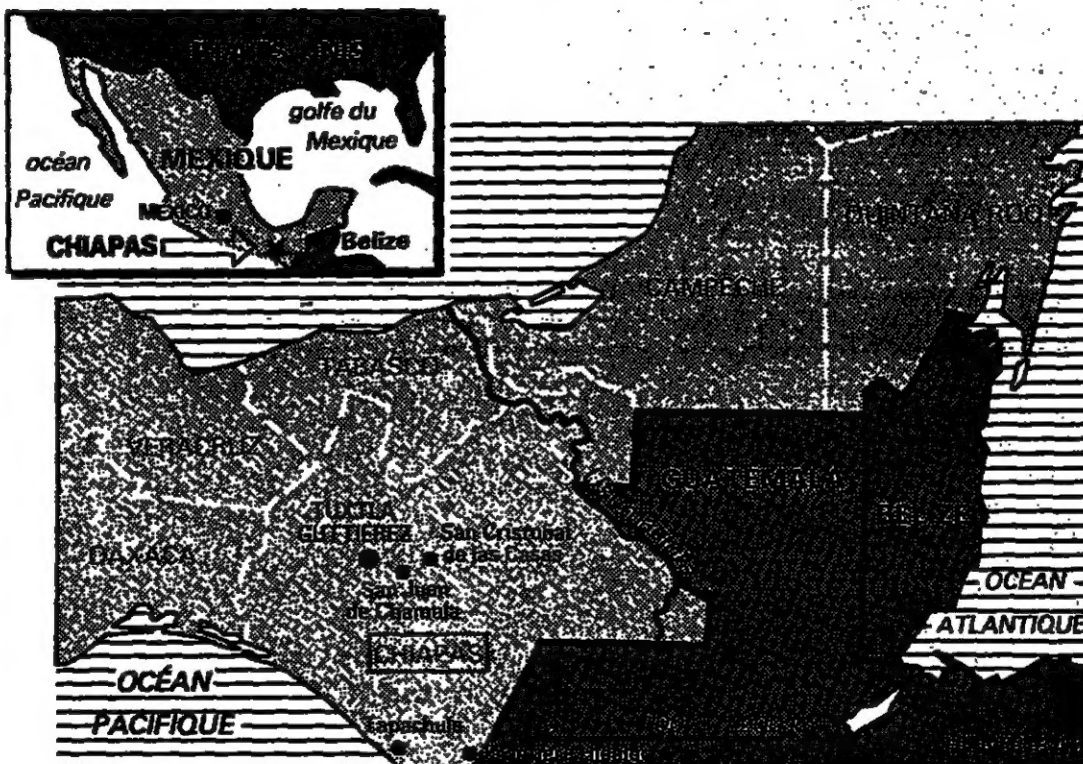
« Nous n'étions pas loin du fétichisme », rapporte encore Andres Fabrega. La réforme agraire n'a jamais pu connaître le véritable application; les paysans avaient même refusé, au moment de sa mise en place, de se approprier les terres du « patron ». L'histoire encore : le Chiapas est le théâtre de révoltes paysannes qui ont remporté une victoire militaire lors de la révolution. Les séquelles d'un passé si lourd subsistent, la fierté aussi. L'identité des Chiapanèques est bien marquée, et il ne s'agit pas seulement de la traditionnelle opposition à un pouvoir central considéré comme étranger. L'attachement à la qualité de l'actuel gouverneur et les discussions autour de sa naissance en sont un savoureux exemple.

Patrocinio Gonzalez est sans conteste un brillant politicien. Deux fois député, cet ancien sénateur fut aussi représentant du gouvernement mexicain auprès des Nations unies.

Fils d'une grande famille du Chiapas qui avoue n'avoir eu comme ambition que d'obtenir le poste qu'il détient aujourd'hui, le gouverneur doit expliquer régulièrement l'histoire de sa naissance. Par un pied de nez géographique, qui aurait pu être fatal à son pays d'adoption, le prospecteur de parents est en effet né à cheval entre les Etats voisins et rivaux du Chiapas et du Tabasco. Par chance, la maison où il a vu le jour était en territoire chiapaneco - ce qui lui a évité - après explications - l'accusation d'être un « étranger », qui aurait réduit sa position hiérarchique à bien peu de chose. Au Chiapas, on ne plaisante pas avec l'identité.

Moins encore avec les conflits de la terre. Ici, dit le député de gauche (FDN) Jorge Moscoso Pedredo, les violations des droits de l'homme sont monnaie courante. Pour la seule année 1987, 102 personnes ont été assassinées, 327 ont disparu et 594 ont fait l'objet d'une détention arbitraire. Les grandes exploitations sont théoriquement exemptes, mais de fait, les grandes familles distribuent les propriétés à tous leurs proches pour éviter qu'un seul nom apparaisse au cadastre. « Chez eux, dit-on, l'enfant dans le ventre de sa mère est déjà un grand propriétaire ».

Les relations sociales ont certes évolué depuis le siècle dernier. Les travailleurs journaliers mexicains sont mieux protégés, mais



une nouvelle main-d'œuvre vient grossir aujourd'hui les *fincas*, les plantations de café : les Guatémalèques, experts en la matière et, — moins nombreux — Pour les paysans guatémalèques, le « mirage mexicain » existe, à l'instar de ce que ressentent les Mexicains du Nord pour les Etats-Unis. Et chaque jour, dans la ville de Hidalgo, des centaines de gens franchissent le pont qui enjambe la frontière naturelle formée par le fleuve Usumacinta.

Certes, le temps des grandes migrations de réfugiés de la fin des années 70, lorsque plus de 40 000 Guatémaltèques sont arrivés au Mexique, est révolu. Cet ensemble de pesanteurs, historiques et géographiques, a pourtant conduit les autorités mexicaines à prendre conscience de ce qu'est la frontière sud et son caractère stratégique. Le choix d'un militaire, le général Absalón, comme dernier gouverneur du Chiapas était à ce titre révélateur. Mais la militarisation de la région

a montré ses limites. Aujourd'hui, le président Salinas de Gortari, qui a effectué ici son premier déplacement après son investiture, souhaite créer une zone de développement, pour en finir avec un pouvoir périmé fondé sur la corruption.

Car le peso, ici comme ailleurs, régit tout : emplois et salaires, mais aussi le fonctionnement de la presse : 27 quotidiens sont publiés chaque jour pour un Etat peuplé, rappelle-t-elle, de 2,5 millions d'habitants. En fait, ces « feuilles » rassemblent le plus souvent les articles payés par des entreprises ou autres « leurs positions. Un leurre s'étendait ainsi un jour, après le directeur d'un journal, de la publication d'un article mettant en cause sa propre femme en des termes « élogieux ». C'est un *papeo*, *rétribué* — lance le journaliste du quotidien sans s'émouvoir. Mais la corruption a des effets plus graves.

Ainsi l'ancien aéroport de Tuxtla-Gutiérrez, en pleine ville, a-t-il été cédé aux militaires. Un nouvel ouvrage ultramoderne... a été construit aux environs de la capitale. Mais la situation en altitude de la piste, compte tenu des particularités climatiques de la région, ne permet pas aux avions d'atterrir à tout moment. Les liaisons avec la capitale mexicaine et les autres villes du pays sont donc soumises aux caprices de quel que nuage... « Un problème que tout le monde connaît », explique aujourd'hui le gouverneur. Moyennant finances, malgré tout on a construit pour arranger le notable propriétaire du terrain.

Les autorités mexicaines ont pourtant perçu la nécessité d'une redefinition de la croissance nécessaire à cette frontière sud trop longtemps oubliée. Tout comme le président mexicain, le nouveau gouverneur entend mener son action tambour battant. **L'état compte 25 000 fonctionnaires, dont 13 000 enseignants, alors que nous pourrions parfaitement fonctionner avec 5 000 personnes**, dit-il.

Les prisons, quant à elles, sont remplies d'une population d'indigènes qui s'y trouvent pour des raisons minuscules. Dans ce dernier cas, le gouverneur a déjà annoncé sa décision : « 2 000 détenus pour des « délits de pauvreté » devront être libérés prochainement, et un projet d'amnistie est à l'étude pour couvrir une partie des 25 000 ». Un nouvel aspect de la « cohabitation » à la mexicaine.

**D**ANS l'égise, le sa racuel-  
lisme est en famille. Les  
termees, vñues de pon-  
chos colorés aux côtés des  
enfants, surveillent le flammé des  
cierges posés à même le sol. Les  
hommes entreprennent leurs chants  
et leurs danses, les femmes, Coca-Cola.  
La présence incongrue  
de l'obscure petite bouteille se  
retrouve chaque fois lors des céré-  
monies religieuses. Dans les  
superbes églises coloniales de San-  
to Domingo, les églises de la corniche  
dans la moindre chapelle à la  
sierra. Autrefois, le *posh* et la  
chicha, alcools de maïs ou de  
cane à sucre, s'intégraient à la  
pratique religieuse. Ces boissons  
sont aujourd'hui remplacées par  
au profit des *refrescos* (sodas)  
dans le sous-continent. Evolution  
pu banale qui correspond à l'his-  
toire même de l'intégration indigè-  
ne : celle qui a fait vouloir par  
le pouvoir centraliser.

Lorsque le président Lazaro Cardenas, père de la nationalisation du pétrole en 1938, se rend au

Chiapas, il est fasciné par ces Indiens de San-Juan-de-Chamula et décide de les aider et de créer ici le premier centre indigène du pays. A son invitation, un groupe de jeunes part à Mexico pour s'initier à la langue mexicaine.

Lorsqu'ils retrouvent quelques mois plus tard leur village d'origine, ils deviennent très vite les nouveaux caciques. Ils ont noué un tissu de relations avec l'administration mexicaine et acquis un certain sens des affaires. Alors que la multinationale américaine cherche encore et toujours des débouchés pour ses boissons, ces caciques deviennent les distributeurs de la célèbre marque lors des cérémonies religieuses.

Manuel Gomez Castellano, dit « Tushum », un vieillard de plus de quatre-vingts ans, était l'un d'eux. Aujourd'hui encore, lui et sa famille

contredit, avec quelques autres personnes, la distribution des secours dans les Chusmas. Cet exemple peu banal d'opposition est cependant significatif. A San-Juan-de-Chamula, la première victime indigène du pays, le pouvoir des caciques est toujours aussi fort. Au point qu'en 1974 plusieurs milliers d'indiens ont été expulsés de leur territoire par les caciques, s'opposer à leur suprématie. Régulièrement depuis, des familles sont contraintes de quitter leur terre. Les Chamulas indésirables se réfugient aux alentours de San-Cristobal-de-les-Casas. L'évêque du région, Mgr Samuel Ruiz, en signe de protestation, a refusé de donner un prêtre à San-Juan, où la foi religieuse continue pourtant d'être vivace, toujours sous le

L'intégration souhaitée s'est transformée en un mélange de résistance à la mexicanisation et de complicité avec les autorités. A San Juan, on vote pour le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel).

au pouvoir depuis soixante ans), et aucun autre candidat ne peut se présenter.

L'exemple de San-Juan-de-Charrul est un cas particulier. Mais lors des fêtes de l'Argée de Gunduap, le 12 décembre dernier, le Chapas, comme nous l'avons dit, est même la plus populaire du pays. De la sociologie, à la proximité de San-Cristobal-de-las-Casas, la propriété et quelques amis se retrouvent au Chapas. Peu de monde se presse autour d'une grande table, alors qu'à quelques centaines de mètres, dans le pays vu d'en haut, tous les travailleurs du monde se retrouvent pour les combats pour des rodes de tauromachie, des jeux, et bien sûr des distractions. Deux fêtes : celle du Chapas, qui se passe à l'ombre d'un grand arbre, et celle des indigènes : une cacophonie de caracoleros ? « La problème, dit un indigène Andres Fabrega, est que nous n'avons pas de caracoleros, qu'il ne s'agit pas d'une culture ».

**Enquête réalisée par  
DENIS  
HAUTIN-GUIRAUT**



## Amériques

### COSTA-RICA : la corruption des milieux politiques

#### Les révélations d'une commission d'enquête sur le trafic de stupéfiants éclaboussent le gouvernement

Les Costariciens sont atterrés : le président Oscar Arias, prix Nobel de la paix en 1987, aurait-il été élu grâce à l'argent de la drogue ? Jour après jour, les révélations de la commission parlementaire sur le trafic de stupéfiants lèvent un peu plus le voile sur la corruption des milieux politiques au Costa-Rica.

SAN-JOSÉ  
de notre correspondant

Trois juges de la Cour suprême sur dix-sept, un député du parti au pouvoir, le chef de la brigade criminelle de la police judiciaire, un ambassadeur et quelques personnalités de moindre rang ont déjà été invités à démissionner après avoir été gravement mis en cause à la fin du mois de novembre 1988 par une commission parlementaire chargée d'enquêter sur les ramifications du trafic de la drogue dans le pays.

La révélation, la semaine dernière, qu'un restaurant américain, M. Lionel Cassey, résidant au Costa-Rica et réclamé par les États-Unis pour trafic de drogue, avait contribué pour environ 15000 dollars à la dernière campagne électorale du Parti de libération nationale (PLN), social-démocrate au pouvoir, a provoqué la stupeur. Ce n'est pourtant qu'un scandale de plus, et sans doute pas le plus grave, qui s'ajoute à une longue liste. Cette fois, deux présidents de la République, et en cause celui qui a reçu les fonds, M. Daniel Oduber, chef de l'État de 1974 à 1978 et actuellement président de l'Internationale socialiste, et celui qui a été élu en 1986, M. Oscar Arias, tous deux du PLN.

Les Costariciens ont surtout été choqués par l'insouciance des deux dirigeants politiques, à la suite des confessions de M. Lionel Cassey devant la commission parlementaire. M. Oduber a simplement reconnu les faits, ajoutant qu'il avait reçu ce « don » à titre personnel — la loi interdit en effet aux étrangers de contribuer financièrement aux partis politiques — et que le généreux bienfaiteur lui « avait demandé de ne rien dire à personne et de ne pas mentionner son nom ». Quant à M. Arias, qui aurait bénéficié indirectement de ces fonds d'origine douteuse lors du scrutin de 1986, il a avoué candidement, qu'en pleine campagne

électorale on ne demandait jamais le curriculum vitae des donateurs.

Reprenant la célèbre phrase de Hamlet, l'éditorialiste d'un des principaux quotidiens de San-José, la *República*, s'insurge : « Il y a quelque chose de pourri au royaume de Danemark. C'est triste à dire mais le Costa-Rica, qui était autrefois un îlot de paix et de tranquillité, est à son tour victime des vices qui corrompent l'une des grandes nations industrialisées, la corruption et le trafic de drogue ».

Le commentateur de la *Nación* est plus sévère encore : « Si nous permettons, écrit-il, à des étrangers indésirables de faire des dons à nos partis politiques en échange d'un accès direct aux canaux de décision du pays, ils ne tarderont pas à être gouvernés par le cartel de Medellín ou par celui de Cali » (les deux plus importants groupes colombiens de trafic de drogue).

Certains députés croient qu'il ne faut pas dramatiser et que le Costa-Rica, après tout, n'est ni meilleur ni pire que les autres pays d'Amérique latine, comme le Venezuela ou le Mexique. « Nos institutions sont encore très fragiles, remarque M. Javier Solís, seul député de la coalition de gauche. Nos fonctionnaires sont très mal payés et constituent donc une proie facile pour les trafiquants. Ils ne se rendent pas toujours compte qu'ils sont utilisés, ou préfèrent ne pas se poser de questions ».

#### « Nalveté dangereuse »

Au moment de la création de la commission parlementaire en 1985, personne ne pensait qu'il en sortirait de telles révélations. Il s'agissait avant tout d'enquêter sur l'arrestation d'un des plus puissants trafiquants de drogue du Costa-Rica, M. Rafael Caro Quintero, qui, grâce à des complicités au sein de la police locale, avait trouvé refuge au Costa-Rica avant d'être finalement extradé vers son pays d'origine.

Un premier rapport publié en mai 1987 avait mis en cause M. Caro Quintero, le directeur général de la brigade des stupéfiants, le colonel Luis Barrientos, ainsi qu'une « autorité politique supérieure », dont on ne donnait pas le nom. A cette occasion, la commission demandait pour la première fois des chiffres sur le rôle du Costa-Rica dans le trafic international de la drogue

comme plaque tournante entre la Colombie et les États-Unis. On apprenait ainsi que 12 tonnes de cocaïne avaient transité clandestinement par les petits aéroports du Costa-Rica en 1986, soit 50 % de plus que l'année précédente. Le document révélait également que ce pays figurait en troisième position en Amérique latine pour le « blanchissage » de l'argent de la drogue.

L'adoption en 1988 d'une loi très sévère punissant le trafic de stupéfiants (celle qui interdit la libération sous caution) n'allait pas mettre un terme à l'avalanche de révélations. L'arrestation en avril dernier, à la demande de la France, d'un restaurateur argentin résidant à San-José, M. Roberto Fiorina, allait avoir des retombées surprenantes avec la mise en cause, d'un des membres de la première commission parlementaire sur la drogue, M. Leonel Villalobos, député du parti au pouvoir et candidat à la présidence de l'Assemblée législative. Après une série de péripéties qui ont secoué les milieux politiques, M. Roberto Fiorina a été extradé vers la France en octobre. Le restaurateur de Nice d'avoir participé, en 1987, à l'importation de 45 kilos d'héroïne en provenance de Thaïlande. Dans son deuxième rapport publié à la fin du mois de novembre, la commission parlementaire demande à M. Villalobos de démissionner de son poste de député, car il aurait été — peut-être sans le savoir, reconnaissent les auteurs — « l'instrument dont Roberto Fiorina cherchait à se servir pour pénétrer le pouvoir législatif ». Et la commission reproche au député d'avoir fait preuve de « naïveté dangereuse ».

« Profondément meurtri », selon ses propres termes, par ces accusations, M. Villalobos affirme aussitôt qu'il a été victime d'un règlement de comptes politique de la part de ceux qui, au sein de son propre parti, voulaient l'empêcher d'être élu à la présidence de l'Assemblée législative, sous prétexte qu'il défend des positions plus socialistes que la tendance majoritaire du PLN.

Coupable ou pas, le jeune député a décidé d'entraîner dans sa chute tous ceux qui ont été mis brutalement fin à une carrière politique qui s'annonçait brillante. Les règlements de comptes n'ont fait que commencer, et M. Villalobos annonce pour les prochaines semaines d'autres révélations fracassantes.

BERTRAND DE LA GRANGE.

### ÉTATS-UNIS

#### La timide résurrection de Dan Quayle

Les cérémonies d'inauguration du président vénézuélien Carlos Andrés Pérez (« CAP »), jeudi 2 février, vont permettre au vice-président américain Dan Quayle d'effectuer sa première « sortie » officielle. M. Quayle a fait valoir qu'il n'avait pas l'intention de rencontrer M. Fidel Castro dont la venue à Caracas, domine les conversations.

Selon notre envoyé spécial sur place, Marcel Niedergang, le leader cubain ne figure pas sur les listes d'invités mais près de trois cents agents de sécurité envoyés par la Havane sont déjà à pied d'œuvre. Fidel Castro semblant résolu à profiter des bonnes dispositions de « CAP » à son égard pour tenter de normaliser ses relations avec le Venezuela.

Une semaine à peine après son entrée officielle en fonctions, le 20 janvier dernier, l'administration Bush en est déjà à croiser le fer avec le Congrès, tandis que tous les postes-clés sont solidement « verrouillés ». Et à la vue de cette équipe de « superpros » blanchis sous le harnais — le plus souvent à l'école d'un Kissinger ou d'un Nixon — une constatation s'impose, sur l'air électoral bien connu de « Où est George ? » : « Où est Dan Quayle ? » Seul, certes, cette fois, ce cri d'intérêt qui serait somme toute charitable, personne n'est là pour le pousser. A croire qu'aurait été « intronisé », le nouveau vice-président s'est évaporé.

Certes, la fonction de second à la Maison Blanche est un lourd, un miroir aux alouettes (ou aux « caillies ») si près du sommet. Qui se souvient après tout qu'Hannibal Hamelin fut le premier coadjuteur de Lincoln en 1861 ? Mais il en est qui survivent à la tâche, tels Richard Nixon (« vice » d'Eisenhower) ou George Bush, l'éternel second de Ronald Reagan. Ils survivent, mais marqués à jamais. Ainsi Harry Truman, qui fut l'adjoint de Franklin D. Roosevelt, comparait-il son exaltante fonction « au cinquième rayon d'une vache ».

George Bush, lui, qui eut son content de « qui est diplomate » en se faisant, pendant huit ans, le petit fleuriste de la Maison Blanche à un nombre considérable d'entrevues de par le monde, n'a pas non plus une très haute idée du job. Quand on lui en parle, il se contente de citer Mark Twain : « C'est l'histoire de deux frères. Le premier partit en mer, le

second devint vice-président. On ne les revit ni l'un ni l'autre... »

Dans le cas de Dan Quayle, le phénomène de disparition avait commencé, à vrai dire, dès le lendemain de sa nomination surprise, en août dernier, à la convention républicaine de la Nouvelle-Orléans. Il avait d'abord fallu faire oublier que ce jeune faucon en matière d'armement (son point fort au Sénat, où il siège à la commission des forces armées) s'était fait exempter de guerre du Vietnam grâce à des parents aussi influents que compatis-sants. Ensuite il avait fallu le faire oublier tout court, devant l'acharnement de la presse qui lui reprochait ses médiocres résultats scolaires, son faux air de Robert Redford, et pour finir jusqu'à sa jeunesse (quarante-deux ans cette semaine) considérée comme un signe d'immaturité.

Après cette descente aux enfers médiatiques Dan Quayle serait-il timidement en train de ressusciter ? A défaut de s'être trouvé une affectation précise mais qui se souvient à encore que George Bush fut le « M. antidro-gue » de Reagan ? — le vice-président a suivi ces dernières semaines un entraînement intensif avec Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski, et pour finir leçons particulières avec le maître des maîtres, Richard Nixon, qui a eu pour son jeune élève ce compliment assassins : « Je t'ai trouvé beaucoup mieux qu'on ne le dit... »

Les résultats de pareils efforts ne sont pas flagrants. Après avoir déclaré il y a quelques semaines aux Américains toujours en proie à la séduction gorbatchévienne que « le perestroïka n'était que du stalinisme revisité », Dan Quayle prenant à cœur son rôle de caution conservatrice d'un gouvernement plutôt modéré, a récidivé, déclarant avec esprit d'a propos devant l'assemblée annuelle des National Religious Broadcasters que le système soviétique « était basé sur la haine de Dieu ».

Rien n'est perdu pour autant, comme le dit encore le vice-président, « plus ça va, plus j'apprends... » Premier exercice pratique : l'« inauguration » du président vénézuélien Carlos Andrés Pérez, le 2 février à Caracas, où il fera véritablement son entrée sur la scène internationale. Quitte à prendre quelques initiatives personnelles ? Au retour, une escale est prévue à San Salvador, au cours de laquelle M. Quayle délivrera un « message de sympathie » au président Duarte qui, atteint d'un cancer terminal, se débat dans une situation politique insoluble. Auparavant, le vice-président aura eu l'occasion de discuter de l'écrasante dette des pays d'Amérique latine avec la vingtaine de chefs d'Etat présents à Caracas. Un problème que M. Quayle connaît bien, disent encore les mauvaises langues à Washington, puisque durant la période de transition, à court visiblement d'argent de poche, il dut faire appel à la générosité du Parti républicain pour payer ses vacances de ski en famille dans le Colorado (15 000 dollars) et entreprendre des travaux de réfection dans sa demeure de fonction 55 000 dollars).

M.-C. DECAMPS.

## L'Ile de France a voté son budget

La Région d'Ile de France vient de voter son budget. 7,6 milliards de francs dont 73 % consacrés aux investissements permettront d'améliorer les conditions de vie des Franciliens et de répondre aux défis économiques de l'Europe de demain.

Plus de 10 millions d'habitants, 550 000 entreprises, 481 lycées, 45 000 km de routes et 580 km d'autoroutes, 27 % du produit intérieur brut... la Région d'Ile de France est le fer de lance de l'économie française. Son budget représente à lui seul plus de 20 % du total des budgets régionaux.

Il traduit une nette relance des investissements : les programmes d'équipement lancés à partir de 1989 sont en augmentation de 55 %.

**Les lycées :**  
La Région a pour charge d'assurer leur fonctionnement, construction et rénovation, ainsi que l'accueil des élèves pour la rentrée scolaire. Son budget va permettre de créer, pour les lycéens, 18 700 places nouvelles dans le cadre d'un programme qui en prévoit 77 000 d'ici à 1992.

**L'apprentissage et la formation professionnelle :**  
Assurer une formation pratique correspondant aux besoins réels et immédiats des entreprises est un moyen efficace de lutter contre le chômage. Les centres d'apprentissage financés par la Région accueillent déjà 32 000 jeunes. Quatre nouveaux centres seront construits cette année pour en former 2 500 de plus.

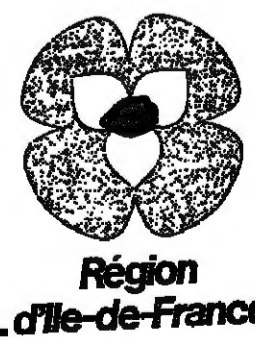
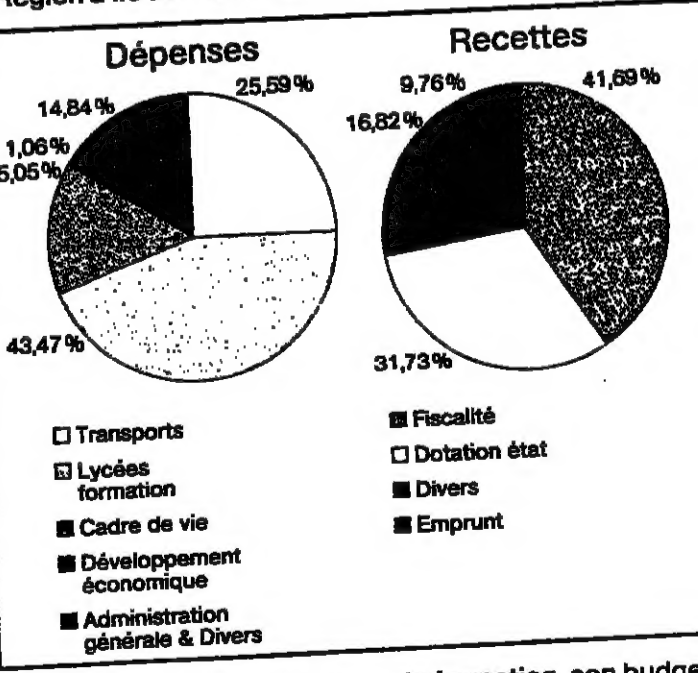
La formation professionnelle pour adultes accueillera 44 000 stagiaires, dont 13 000 rémunérés par la Région. La priorité est donnée aux secteurs de pointe — électronique, informatique, bâtiment, commerce et vente — fortement demandeurs en qualification.

**Les routes, autoroutes, transports en commun :**  
Son budget permettra de poursuivre le développement de ces indispensables infrastructures de communication. Parmi les grandes opérations en cours :

- La prolongement de la ligne A du RER au-delà de Torcy.
- Le prolongement de la ligne N° 1 du métro (Vincennes-Neuilly), entre le pont de Neuilly et la Défense.
- Le tramway Saint-Denis - Bobigny.
- Le Trans Val-de-Mame (liaison en site propre entre le marché d'Intérêt National de Rungis et la gare RER de Saint-Maur).
- Les travaux sur plusieurs sections du périphérique de l'Ile de France (A86), aux abords du Carrefour Pleyel, de Thiais, de Fresnes...
- L'achèvement de la liaison A1 - A10 (autoroute du Nord - autoroute d'Aquitaine) par la Francilienne.

**Le cadre de vie et l'environnement :**  
Plus que jamais l'Ile de France doit préserver la qualité de son environnement. "Ceinture verte", opération "Seine propre", "Coulée Verte" le long du TGV entre Paris et Massy, les travaux en cours se poursuivent.

**Le développement économique :**  
Au-delà de l'effort accompli en matière de transport et de formation, son budget permettra de favoriser le développement et la compétitivité des PME au travers de multiples actions : aides au conseil (FRAC), à l'innovation (CRITT), à l'exportation et à l'implantation...



هكذا من الأصل



## La préparation des élections municipales

## M. Le Pen réclame la convocation des « états généraux »

**CLY PORTE**



# Politique

## Inflation dans les cabinets ministériels

### L'administration parallèle

par Jean-François Dornic (\*)

La France est sans doute le seul pays occidental où il y a plus de membres de cabinet que de députés ! Inaugurée sous Pierre Mauroy, brièvement remise en cause sous Jacques Chirac, cette suprématie, en tout cas numérique, des « conseillers » sur les représentants du peuple est confirmée avec éclat sous Michel Rocard. Avec plus de six cents membres de cabinet (1), son gouvernement enregistre en ce domaine un record absolu : jamais en France les ministres ne s'étaient dotés d'une telle administration parallèle.

Plus d'effectifs, donc plus d'émulства : la multiplication des portefeuilles ministériels est la première cause — mécanique — de cette inflation. Mais l'alternance politique a des effets autrement plus profonds sur la manière de gouverner et donc sur la manière de s'entourer.

Faute de pouvoir, comme ailleurs, jeter aux ordres les dévoués que le vaincu d'hier a laissés dans la haute administration, les cabinets ministériels jouent la redondance. On marque les principaux directeurs de l'administration centrale en attendant de pouvoir les remplacer. Voilà pourquoi ces cabinets gardent longtemps un air de nomenklatura : ils n'ont ni le pouvoir du ministre ni celui du haut fonctionnaire, mais ils sont vraiment très près de l'un et de l'autre.

#### L'explosion démographique

Après s'être longtemps maintenu au voisinage de trois cents, le nombre de membres de cabinet s'est envolé avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, et ce mouvement a la hausse n'a pratiquement pas connu de répit depuis : cinq cents sous Mauroy, cinq cent trente sous Fabius, une pause de quelques mois, puis l'explosion sous Chirac, qui a porté le nombre à 580. L'arrivée de Jacques Chirac à Matignon, en 1986, avec des effectifs réduits, dans son premier gouvernement, autour de quatre cent trente. Et puis à nouveau l'envolée, alors que le maire de Paris était encore premier ministre. En décembre 1987, six mois avant l'élection présidentielle qui verra l'affrontement des deux acteurs de la cohabitation, la force de frappe des cabinets ministériels a franchi à nouveau un record, avec quelque cinq cent quarante membres de cabinet. Moins d'un an après, la gauche reprend ce « ruban bleu » et l'équipe de Michel Rocard aligne plus de six cents membres de cabinet.

L'ouverture politique a largement affecté le nombre de portefeuilles (et donc de membres de cabinet) : afin de ne blesser aucune sensibilité interne ou externe au Parti socialiste, on a eu largement recours à la multiplication des ministères.

La gauche n'a cependant pas le monopole de l'inflation ministérielle. Chaque décennie a vu le nombre de portefeuilles franchir un palier : moins de trente de 1959 à 1968,

A mi-chemin entre le monde politique et l'administration, les cabinets ministériels sont devenus, au fil des années, l'un des rouages essentiels du pouvoir. L'alternance politique a accéléré ce processus, et, en 1989, les cabinets constitués autour des membres du gouvernement de Michel Rocard présentent toutes les caractéristiques d'une administration parallèle : des effectifs beaucoup plus nombreux qu'autrefois, et moins centrés sur les énarques et les grands corps. Un système qui permet à la France de faire l'économie d'un « système des dépouilles » total à l'américaine.

moins de quarante de 1969 à 1980, plus de quarante depuis 1981.

Dans les cabinets mêmes, on est passé d'une moyenne de 10,6 personnes par cabinet en 1986 à 12,6 personnes en 1988. Côté diplômes, le gouvernement montre la voie. Même si le cursus du premier ministre supporte la comparaison avec celui de Fabius ou de Chirac, pour le reste des membres du gouvernement le reflux est manifeste. Avec douze énarques et un polytechnicien sous Jacques Chirac, on avait atteint un sommet.

Dans le gouvernement actuel, neuf membres seulement sont passés par l'ENA : Rocard, Doublin, Joxe, Jospin, Chevènement, Tasson, Farru, Solon, et Beauchamp, ces trois derniers étant d'ailleurs des hommes de l'ouverture politique et civile. Quibus, Stoléru et Renon, polytechniciens, sont quant à eux en position de force par rapport à 1986 où seul André Giraud représentait cette école. Comme par un effet mécanique, dans les cabinets, le reflux de la filière ENA semble s'annoncer. 29 % dans les États-majors des ministères socialistes et communistes en 1981, 36 % sous Jacques Chirac, 22 % sous Michel Rocard.

Aux anciens combattants, à la francophonie, à la justice, aux relations avec le Parlement et aux handicaps et accidents de la vie, on ne trouve aucun énarque dans les États-majors. Aux risques majeurs, aux PTT, au tourisme, à l'action humanitaire, à la formation professionnelle, aux droits des femmes et aux transports routiers et fluviaux, on ne trouve qu'un énarque par cabinet, le plus souvent le directeur de cabinet. A Matignon même, qui a toujours été une place forte de l'ENA, (un énarque sur deux dans le cabinet de Chirac en 1986) on n'en retrouve chez Rocard (pourant ENA-Inspection des finances) que 39 %.

#### Un recul sélectif

Le taux d'énarques au cabinet de Michel Chirac, ministre délégué chargé du budget (IEP Paris, section service public) n'est que de 28 %, alors que le cabinet de ce ministre en a souvent compté plus de 50 %. De tous, Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, est celui qui a manifesté le plus d'intérêt pour ce type de formation (46 % d'énarques dans son cabinet).

Mais ce recul général des énarques doit être analysé de près. En vérité, si l'ENA perd des « parts de marché » dans cette grande bataille pour le pouvoir, elle ne lâche aucune

affaire, ou presque. C'est seulement le gâteau qui a grossi.

Au sommet, elle préserve ses positions. Parmi les directeurs et directeurs adjoints de cabinet, le taux d'énarques demeure élevé (59 %) et stable par rapport à 1986 (61 %). La dérive relative des énarques est surtout sensible dans les fonctions moins prestigieuses telles que conseiller technique (24 % contre 38 % en 1986) ou chefs de cabinet (16 % contre 37 % en 1986).

En valeur absolue, le nombre d'énarques dans les cabinets n'a pratiquement pas varié (cent cinquante-quatre contre cent soixante-quatre en 1986). Au-delà de cette limite, le ticket reste sûrement valable, mais les postes sont moins attractifs. On moins brillants.

#### Grands corps : les techniciens en tête

Or les cabinets ne sont pas le seul terrain de chasse des énarques. Les directions d'administration centrale leur sont généralement attribuées. Et l'entreprise, réhabilitée dans l'opinion et auprès des fonctionnaires depuis 1981, constitue leur nouveau Far West. Cas type : Jean-Charles Naouri, ancien directeur de cabinet de Bérégovoy à l'économie jusqu'en 1986, aujourd'hui banquier chez Rothschild.

Loin derrière l'ENA, Polytechnique conserve ses positions pout 9 % des membres de cabinet sous Chirac, 8 % sous Rocard, 11 % en 1986 et 8 % en 1981. Le reflux relatif des énarques n'a en revanche pas profité aux filières commerciales. 2 % seulement d'HEC, ESSEC ou ESCP, dont la moitié sont d'ailleurs... des énarques, c'est-à-dire d'abord des énarques.

S'agit-il de l'émergence de nouvelles voies pour les élites du pouvoir ? Si l'on y a moins d'énarques, en part relative, il n'y a pas pour autant moins de diplômés « bac + 5 ». Les grandes écoles et l'université demeurent toujours le sésame des postes d'état-major.

Fonctionnaires d'abord : l'origine administrative des États-majors ministériels et présidentiel demeure une constante des gouvernements de gauche comme de droite.

Hauts fonctionnaires, certes, mais plus seulement ceux qui furent les meilleurs élèves autrefois, c'est-à-dire les membres des trois grands corps administratifs : Inspection des finances, Conseil d'Etat et Cour des comptes. En trente ans, la part de ces trois corps dans les cabinets est tombée de quelque 20 % à environ 5 % ! Et en valeur absolue, les chiffres sont tout aussi éloquent : il y a deux fois moins de membres de

cette super-élite dans les cabinets qu'il y en avait en 1960. Cette érosion s'est faite essentiellement au profit d'autres fonctionnaires. Place donc aux administrateurs civils, aux préfets et aux conseillers des affaires étrangères, place aussi à tous les corps « techniques » de hauts fonctionnaires : éducation, santé, télécommunications, postes... Voilà les nouvelles voies royales pour devenir chargé de mission ou conseiller technique.

A Matignon, un corps chasse l'autre. L'inspecteur général des finances Michel Rocard a accordé une position solide... aux inspecteurs des finances. L'ère de prédominance de la Cour des comptes, dont Jacques Chirac est originaire, est, en revanche, révolue.

Les grands corps techniques, les Mines et les Ponts sont les grands gagnants de l'alternance : dix-huit en 1981, vingt-quatre en 1986, trente-trois en 1988. Certes, les chiffres ne disent pas forcément tout. Entre les conseillers et autres proches du ministre, admis à jouer dans la cour des grands, et les obscurs chargés de mission, il y a un monde. Mais la professionnalisation des cabinets désigne en priorité ces « mines » et ces « ponts », pour peu qu'ils aient eu l'occasion de faire preuve, dans leur carrière, d'efficacité (ou de courtoisie) envers tel ou tel futur ministre. Ingénieur des Ponts en mission dans la France profonde, soyez « sympas » avec le député du cru. Vous en toucherez un jour les dividendes !

Aujourd'hui sous Rocard, comme hier sous Chirac, la meilleure référence pour intégrer un cabinet est d'avoir déjà fait du cabinet. Par nécessité, les ministres du gouvernement Mauroy en avaient fait l'économie : 3 % seulement des membres du cabinet de 1981 avaient déjà occupé des fonctions analogues. Chirac avait fait revenir ses ministres à une pratique plus exigeante : 30 % des membres du cabinet en avaient déjà fait. La gauche, revenue aux affaires, retient le leçon : 29 % de ses membres de cabinet sont des « ex », puisés pour l'essentiel dans les cinq années des gouvernements Mauroy et Fabius.

Il y a vingt ans, un énarque socialiste aujourd'hui ministre publiait une diatribe particulièrement corrosive contre son école. En 1989, les pamphlétaires se sont tus. Il n'y a plus d'énarques honteux. Les membres de cabinet constituent un nouveau corps intermédiaire à la charnière du politique et de l'administration. François Bloch-Lainé, qui s'y connaît en fonctionnaires, écrivait en 1976 : « Le couple ministre-haut fonctionnaire n'est pas remplaçable par un hermaphrodite. » En bien, depuis, l'hermaphrodite est né. La crise et l'alternance se sont penchées sur son berceau : comme sa maman fonctionnaire, il pourra, après de son ministre, prendre en compte la complexité et la force de l'administration pour en tirer le meilleur parti. Et, comme son papa militant, il essaiera de faire valoir des choix, de conduire les choses plus que de les subir. On a le système des dépouilles qu'on peut.

(1) Tous les chiffres présentés dans cet article correspondent à la situation dans les cabinets ministériels entre le 1<sup>er</sup> et le 15 novembre 1988. Depuis cette période, les mouvements qui ont eu lieu ont pu modifier le profil de certains cabinets, sans affecter les grandes tendances analysées.

(\*) Auteur de *Profession membre de CAB : introduction au Guide du pouvoir* 1989. Le Guide du pouvoir 1989, 5, rue Papillon, 75009 Paris.

## M. Louis Le Penec va retourner en Nouvelle-Calédonie

### Blocage à Nouméa

Présentant ses vœux à la presse, le 25 janvier, le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, soulignait notamment, à propos de l'application de la loi référendaire sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie : « Il ne faut pas relâcher l'effort, il faut rester vigilant. Les accords de Matignon ne sont pas que des institutions, c'est aussi le partage, le développement. Nous avons dix ans pour changer la Nouvelle-Calédonie mais il faut aussi que, très vite, des signes de changement apparaissent sur le terrain. C'est une préoccupation que je partage avec MM. Lafleur et Tjibou qui m'en ont parlé... »

#### Des circulaires qui s'égarent...

Or, des signes de blocage apparaissent de plus en plus, justement « sur le terrain », et le président du mouvement indépendantiste M. Tjibou manifeste une impatience grandissante, en regrettant presque chaque jour au téléphone les lenteurs constatées de la part

de certains services de l'administration territoriale, malgré les directives du haut-commissaire de la République et de ses adjoints.

Faute de circulaires ou de formulaires qui ont une fâcheuse tendance à s'égarer à Nouméa, d'un bureau à l'autre, la plupart des plans de développement décidés et financés sont en effet en panne depuis deux mois, qu'il s'agisse des projets d'adduction d'eau potable de la région nord du territoire, de l'électrification de l'intérieur de la Grande-Terre, de l'extension des réseaux routier et téléphonique.

A tel point que sans attendre son prochain voyage en Nouvelle-Calédonie, prévu du 10 au 12 février, M. Le Penec envisage l'installation d'une structure parallèle qui prendrait en charge le traitement administratif de tous ces dossiers afin de pallier les carences dont la nature est jugée politiquement suspecte au ministère des DOM-TOM.

A. R.

## Deux nominations à l'Elysée

M<sup>lle</sup> Isabelle Bouillot, commissaire du gouvernement à la mission de contrôle financier de la direction du Trésor, a été nommée, mardi 31 janvier, chargée de mission pour les questions économiques, financières et monétaires auprès du président de la République. Elle remplace M. Hervé Hannoun, appelé, le 21 janvier, auprès de M. Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, comme directeur de cabinet (le Monde daté 22-23 janvier).

[Née le 5 mai 1949 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), M<sup>lle</sup> Isabelle Bouillot est diplômée d'études supérieures de droit public et de l'Institut d'études politiques de Paris. Ancienne élève de l'ENA, elle est affectée, en 1976, à la direction du budget du ministère de l'économie, avant d'être mise, en 1980, à la disposition du contrôle d'Etat. Conseiller technique auprès de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement du secteur public, elle assume parallèlement la présidence du comité juridique auprès du comité interministériel sur les nationalisations. Directrice du cabinet de M. Le Garrec, ministre délégué chargé de l'emploi en 1982, elle intègre, moins d'un an plus tard, le cabinet de M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, en qualité de directrice adjointe. Détachée en 1985 à la direction du Trésor en tant que

conseiller financier pour l'Afrique centrale, orientale et australe, elle préside, de décembre 1985 à septembre 1986, l'Union des banques à Paris. Elle est commissaire du gouvernement à la mission de contrôle financier de la direction du Trésor depuis décembre 1986 et, parallèlement, expert au Conseil économique et social, membre de la section des problèmes économiques généraux et de la conjoncture depuis janvier 1987.]

M. Jean Andouze, directeur de l'Institut d'astrophysique de Paris, a été nommé, jeudi 26 janvier, conseiller technique à la présidence de la République. Il remplace M. Jean-Daniel Lévi, nommé directeur général de l'énergie et des matières premières au ministère de l'Industrie.

[Né le 13 novembre 1940 à Cahors (Lot-et-Garonne), M. Andouze est diplômé de l'Ecole normale supérieure et titulaire d'un doctorat des sciences physiques et d'un autre d'astrophysique. Inséré en 1965 au CNRS en qualité de chercheur en astrophysique, il est directeur de recherche depuis 1981. Il dirige l'Institut d'astrophysique de Paris depuis 1978. Auteur de nombreux ouvrages spécialisés, il a remis, en décembre dernier, un rapport consacré à la science à la télévision, rédigé avec M. Jean-Claude Carrière, écrivain. Ce rapport leur avait été commandé par M<sup>me</sup> Catherine Tasson, ministre déléguée chargée de la communication, et M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie.]

## Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres, réuni mardi 31 janvier, a adopté le mouvement préfectoral suivant :

**HAUTES-ALPES :** M. Jacques Barthélémy.

M. Jacques Barthélémy, sous-préfet de Mulhouse (Haut-Rhin), a été nommé préfet des Hautes-Alpes en remplacement de M. Michel Soulier, nommé préfet de l'Ariège.

[Né le 21 octobre 1947, à Dijon (Côte-d'Or), M. Jacques Barthélémy est diplômé d'études supérieures de droit public et de sciences politiques et de l'Institut d'études politiques de Paris. Ancien élève de l'ENA, il est nommé, en 1974, directeur de cabinet du préfet de l'Yonne, avant d'occuper cette fonction dans les Côtes-du-Nord, en 1976. Sous-préfet de Nontron (Dordogne) en 1978, il devient secrétaire général de la Haute-Loire en 1979, avant d'être appelé, l'année suivante, auprès du chef de la mission économique et sociale à la préfecture de la région Île-de-France. Commissaire adjoint de la République de Libourne (Gironde) en 1982, puis d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) en 1983, il est nommé, en 1984, secrétaire de l'association de corps préfectoraux et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur. Secrétaire général des Bouches-du-Rhône en 1985, il était sous-préfet de Mulhouse (Haut-Rhin) depuis le 30 octobre 1986.]

**ARIÈGE :** M. Michel Soulier.

M. Michel Soulier, préfet des Hautes-Alpes, a été nommé préfet de l'Ariège en remplacement de M. Jean-François Seiller, nommé préfet du Lot-et-Cher.

[M. Michel Soulier est né le 19 mai 1930 à Moulard (Côte-d'Or). Il est entré dans la police nationale en qualité de commissaire de police en février 1956. Affecté aux postes de commissaire de police à Paris, puis de commissaire de police à Lorient en novembre 1970, puis directeur départemental des postes urbaines (DDPU) de la Maine et du Bas-Rhin, sous-directeur des missions de service central des postes urbaines en 1979, pour devenir enfin directeur de l'Ecole nationale supérieure de police de Saint-Cyr-Mont-d'Or en avril 1982. Nommé sous-préfet pour la police auprès du commissaire de la République de la Gironde en mars 1985, il était préfet des Hautes-Alpes depuis le 22 avril 1987.]

**LOIR-ET-CHER :** M. Jean-François Seiller.

M. Jean-François Seiller, préfet de l'Ariège, a été nommé préfet du Loir-et-Cher en remplacement de M. Michel Brizard, nommé préfet de la Haute-Savoie.

[Né le 1<sup>er</sup> février 1937, à Ruelle (Charente), M. Jean-François Seiller, diplômé de l'Institut d'études politiques, est nommé chef de cabinet du préfet du Morbihan en 1964, avant de devenir sous-préfet de Gourdon en 1967, puis de Montbard (Côte-d'Or) en 1969. En 1972, il est nommé secrétaire général du Tarn, puis des Pyrénées-Atlantiques en 1975, avant de devenir chef de mission auprès du préfet de la région Midi-Pyrénées en 1977. Sous-préfet du Raincy (Seine-Saint-Denis) depuis le mois d'octobre 1980, il était préfet de l'Ariège depuis le 26 novembre 1986.]

**LOT :** M. Jean-Yves Audouin.

M. Jean-Yves Audouin, secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique, a été nommé préfet du Lot en remplacement de M. François Leblond, nommé préfet du Vaucluse.

[Né le 4 juillet 1942 aux Sables-d'Olonne (Vendée), M. Jean-Yves Audouin est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et d'études supérieures de droit public et de sciences politiques. Ancien élève de l'ENA, il est affecté, en 1968, au cabinet du préfet de l'Aube, avant d'inté-

grer, en 1971, celui du préfet de la région Champagne-Ardenne, préfet de la Loire, Secrétaire général du Tarn-et-Garonne en 1974. Il est nommé, en 1977, chargé de mission auprès du préfet de la région Île-de-France. Sous-préfet de Narbonne (Aude) en 1980, secrétaire général de la Réunion deux ans plus tard, il était secrétaire général de la Loire-Atlantique depuis juillet 1983.]

**PARIS :** M. Léon Saint-Prix.

M. Léon Saint-Prix, préfet du Vaucluse, a été nommé préfet-secrétaire général de la préfecture de Paris en remplacement de M. Hervé Boursseiller, admis, sur sa demande, à bénéficier d'un congé spécial.

[Né le 20 novembre 1930 à New York (Etats-Unis), M. Saint-Prix, ancien élève de l'ENA, est nommé chef de cabinet du préfet des Hautes-Pyrénées en 1962. Sous-préfet de Bar-sur-Aube (Aube) en 1964, il devient secrétaire général de l'Ariège en 1966, puis de l'Aude en 1970. En 1975, il est nommé sous-préfet de Morlaix (Finistère), puis de Brétigny (Côte-d'Or) en 1979. Secrétaire général du Val-de-Marne en 1982, il devient en 1983 préfet, commissaire de la République de la Corrèze. Il était préfet du Vaucluse depuis le 16 septembre 1987.]

**HAUTE-SAVOIE :** M. Michel Brizard.

M. Michel Brizard, préfet du Lot-et-Cher, a été nommé préfet de Haute-Savoie en remplacement de M. Gérard Delplace, placé hors cadre le 7 décembre dernier et nommé directeur de l'administration territoriale et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur. M. Bernard Gauthier, préfet hors cadre, qui avait été initialement nommé à ce poste, a obtenu, sur sa demande, l'annulation de cette nomination. (Journal officiel du 24 décembre 1988).

[Né le 24 février 1936 à Paris, M. Brizard a commencé sa carrière comme inspecteur des PTT avant d'entrer à l'ENA, puis, en qualité d'administrateur civil, en poste successivement dans le Gers et dans le Lot. Affecté en 1976 au ministère de l'Intérieur, il a été chef du bureau des réparations financières à la sous-direction des finances locales et sous-directeur de l'équipement et du développement économique, avant de devenir, en mai 1982, sous-directeur des finances locales et de l'action économique à la direction générale des collectivités locales. Préfet de la Lozère en 1983, il était préfet du Lot-et-Cher depuis le 14 octobre 1987.]

**VAUCLUSE :** M. François Leblond.

M. François Leblond, préfet du Lot, a été nommé préfet du Vaucluse en remplacement de M. Léon Saint-Prix, nommé préfet-secrétaire général de la préfecture de Paris.

[Né le 4 mai 1939 à Paris, M. François Leblond, ancien élève de l'ENA, commence sa carrière comme administrateur civil au ministère de l'Intérieur (1966). Il fut notamment chef du bureau d'information au ministère de l'Intérieur (1968-1969), chargé de mission au cabinet de M. Raymond Marcellin (1969-1974), qu'il accompagna quand il fut nommé ministre de l'Agriculture (1974-1975). Il fut ensuite conseiller technique puis chef de cabinet de M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances puis ministre de l'équipement (1976-1977), poste qu'il garda après de son successeur, M. Fernand Icart. Nommé en 1978, sous-préfet de Meaux, il fut nommé directeur adjoint du cabinet de préfet de police de Paris en juin 1982 et devint, en avril 1986, préfet, délégué à la police pour les deux départements corses. Il était préfet du Lot depuis le 28 janvier 1987.]

هكذا من الأصل







## JUSTICE

A la cour d'appel de Rouen  
Les «espions» d'Ariane innocentésROUEN  
de notre correspondant

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Rouen a mis en délibéré, mardi 31 janvier, l'affaire dite des «espions» d'Ariane. Ariane en prononçant un non-lieu en faveur des trois dernières personnes inculpées d'intelligence avec les agents d'une puissance étrangère.

La polytechnicien Pierre Verdier, trente-huit ans, ingénieur à l'INSEE de Rouen, Antonella Manole-Noteaux, quarante-deux ans, employée à l'INSEE, et Jean-Michel Hauri, cinquante-cinq ans, dessinateur industriel, avaient été inculpés en mars 1987 avec quatre autres personnes, à la suite d'une enquête de la DST.

Selon un rapport alors transmis au juge d'instruction de Rouen, M. Elisabeth Serot, la contre-espionnage français affirmait avoir démantelé un réseau d'espions basés à Rouen travaillant pour les pays socialistes et dont le but principal était de s'approprier les plans des moteurs de la fusée Ariane construits par la Société européenne de propulsion (SEP) dans son usine de Vernon (Eure), à 40 kilomètres de Rouen.

Selon la DST, le réseau était dirigé par Pierre Verdier. Celui-ci, était infirmé, profitait de sa situation à l'INSEE, avec son épouse, Ludmila Varygine, de nationalité soviétique, Antonella Manole-Noteaux, d'origine roumaine, et son

mar, Didier Noteaux, un autre ingénieur de l'INSEE à Paris, Jean-Michel Hauri, un journaliste, Philippe Maillard, et Jean-Michel Hauri, qui avait travaillé à la SEP comme dessinateur intérimaire, pour transmettre des informations de nature à nuire aux intérêts économiques ou diplomatiques de la France.

Le juge chargé du dossier avait déjà rendu un non-lieu en faveur de quatre des protagonistes des «réseaux» présentés comme des agents d'une puissance étrangère par la DST. En novembre 1988, la chambre d'accusation de Rouen avait déjà rendu un non-lieu en faveur de quatre des protagonistes des «réseaux» présentés comme des agents d'une puissance étrangère par la DST. En novembre 1988, la chambre d'accusation de Rouen avait déjà rendu un non-lieu en faveur de quatre des protagonistes des «réseaux» présentés comme des agents d'une puissance étrangère par la DST.

Si les avocats des inculpés ont tenu à souligner à l'audience de cette juridiction les invraisemblances d'un dossier «enormé» de toutes pièces par la DST, le parquet n'a pas hésité non plus à critiquer, en termes à peine voilés, les conditions dans lesquelles se sont déroulées les vingt-cinq heures d'interrogatoire interrompu de Pierre Verdier par la DST. C'est dans ces conditions qu'il avait avoué et que le procureur de la République a pu admettre que l'ingénieur avait reconnu «n'importe quoi».

ETIENNE BANZET.

## Membre présumé d'Action directe Lyon

## Mouloud Aïssou observe depuis trois mois une grève de la faim pour réclamer sa libération

Mouloud Aïssou, membre présumé de la branche lyonnaise d'Action directe, observe depuis le 1er novembre 1988 une grève de la faim dans sa cellule de la prison Saint-Joseph, à Lyon, pour obtenir sa mise en liberté. Selon ses proches, le détenu, âgé de trente-deux ans, aurait perdu

23 kilos, mais les médecins de la maison d'arrêt considèrent néanmoins son état de santé «compatible avec la détention». Ses recours successifs ayant été rejetés par la cour d'appel de Lyon, la Cour de cassation est aujourd'hui seule habilitée à se prononcer sur son cas.

LYON  
de notre bureau régional

Après quatre-vingt-deux jours de jeûne, et rien ne laissant espérer un lâchage de sa détention, on peut se demander dans quel état se trouve M. Mouloud Aïssou pour comparaître devant la cour d'assises du Rhône, spécialement constituée, qui devra juger, courant mai, les vingt membres du groupe terroriste (Le Monde daté 4-5 décembre 1988). Transféré «par précaution», du 29 décembre au 2 janvier, dans un centre hospitalier spécialisé, Mouloud Aïssou a, depuis, réintégré sa cellule, où il persiste à refuser les plateaux, repas. Malgré les boissons et les vitamines qu'il accepte de prendre — pour conjurer de trop graves séquelles neurologiques et néphrologiques — le détenu, très amaigri, souffre d'atrophie musculaire et d'un affaiblissement généralisé à tout moment susceptible d'entraîner des complications.

Le dossier judiciaire de Mouloud Aïssou est lui aussi fort «complicé». Sans être considéré comme un membre du «noyau dur» d'Action directe-Lyon, il n'en est pas moins accusé

d'avoir participé à deux attaques à main armée commises par le groupe d'André Olivier, le 24 mars 1980 et le 30 mars 1981, contre deux agences bancaires lyonnaises. Tout en étant franchement sa participation à ces faits — qui motivent son inculpation et son incarcération, le 23 juillet 1987, — Aïssou a revendiqué, par l'intermédiaire de son avocat, M. Thierry Lévy, le bénéfice de la loi d'amnistie du 4 août 1981, qui, dans son article 2, alinéa 5, s'applique aux «infractions» commises avant le 22 mai 1981 «en relation avec des entreprises tendant à entraver l'exercice de l'autorité de l'Etat, à condition que ces infractions n'aient pas entraîné la mort ou des blessures» (Le Monde daté 7-8 août 1988).

Trop inséré  
à Lyon

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon ayant, dans son arrêt de renvoi du 21 décembre dernier, rejeté l'exception d'amnistie — en considérant que les délits en cause relevaient du droit commun et n'avaient pas été revendiqués comme des actes «politiques» — et que, par surcroît, le prévenu refusait de s'en expliquer, —

Mouloud Aïssou a introduit un pourvoi devant la cour de cassation.

Parallèlement, la chambre d'accusation a, à plusieurs reprises, refusé la mise en liberté d'Aïssou. Dans son dernier arrêt en date, rendu le 17 janvier — contre lequel le prévenu s'est également pourvu en cassation, — la cour d'appel prévoyait, principalement, qu'étant étranger et sans profession au moment de son arrestation, le prévenu n'offrait pas de «garanties suffisantes de représentation». Pourtant, dans son réquisitoire, M. François-Louis Coste, substitut général, ne s'était pas opposé à une libération, en remarquant que, malgré sa nationalité algérienne, Aïssou semblait trop inséré à Lyon pour envisager de fuir à l'étranger, et qu'après sa dérive de 1980-1981 tout laisse penser qu'il menait, depuis huit ans, une existence paisible. Lorsqu'il fut arrêté, Mouloud Aïssou, plombier de profession, vivait avec une jeune femme, dont il a eu une petite fille, aujourd'hui âgée de trois ans. Il multipliait activement dans une association visant à favoriser l'insertion des jeunes issus de l'immigration.

ROBERT BELLERET.

Expulsion  
d'un sidatique

Abdelmajid Siama, trente-deux ans, de nationalité tunisienne, a été condamné il y a trois ans à une peine de prison pour «trafic et usage de drogue». Il aurait dû être expulsé de France à sa libération, le 18 novembre 1988. Mais ce jour-là, Siama refuse de quitter la France car, affirme-t-il, son retour en Tunisie équivalait pour lui à une condamnation à mort. C'est que Siama est atteint du SIDA et redoute d'être moins bien traité médicalement en Tunisie qu'il l'a été en prison.

Etat  
de nécessité

Inculpé pour infraction à l'arrêt d'expulsion, Abdelmajid Siama a été relâché, le 20 janvier, par le tribunal correctionnel de Lyon qui a reconnu un «état de nécessité». Mais le parquet, craignant que ce cas ne fasse jurisprudence et que tous les étrangers puissent se prévaloir d'une insuffisance de traitements médicaux dans leur pays, a fait appel de ce premier jugement. La cour d'appel de Lyon vient de condamner Siama à six mois de prison ferme et l'a expulsé à sa libération. Pour les magistrats lyonnais, «rien n'empêche Siama d'aller se faire traiter dans un autre pays (...) après un détour par la Tunisie».

## PATRIMOINE

## Le plan du ministère de la culture en faveur de l'archéologie

M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bient-être, a présenté, le 30 janvier, les grandes lignes de la politique qu'il entend mener en faveur du patrimoine archéologique.

Tout d'abord, M. Lang a rappelé les succès spectaculaires de l'archéologie dans le grand public, qui suit de plus en plus la reconstitution du passé, auprès des collectivités locales, qui prennent de plus en plus soin des vestiges de leur «territoire», et chez les responsables des grands travaux et des aménagements qui admettent maintenant la nécessité des fouilles préventives et aident financièrement celles-ci.

Le plan d'action du ministère de la culture concerne plusieurs aspects de la politique menée en faveur de l'archéologie.

Deux projets de loi, qui devraient être examinés par le Parlement à la prochaine session, sont destinés à combler des vides juridiques. En premier lieu, l'usage des détecteurs de métaux sera strictement réglementé de façon à empêcher le saccage irremédiable des sites archéologiques. En second lieu, le patrimoine archéologique sous-marin sera soumis à des règles de protection analogues à celles qui visent le patrimoine archéologique terrestre.

L'archéologie de sauvetage nécessitera par la multiplication des grands travaux (aménagement urbain, autoroutes, entre autres) vers son budget et ses effectifs humains augmentés et améliorés (1).

La formation des chercheurs et la recherche archéologique bénéficieront de postes — en effet — pourvus ou créés par le ministère de l'éducation nationale, de la promotion de sites de fouilles en châteaux internationaux, à Tautavel (Pyrénées-Orientales), Cenac-Saint-Julien (Dordogne), Entrevenon (Bouches-du-Rhône), Mont-Bevray (Nièvre) et Charavines (Isère).

Le statut des archéologues relevant d'administrations ministérielles ou de collectivités locales sera révisé. En particulier, celui très précaire, des archéologues embauchés sous contrat pour des travaux d'archéologie de sauvetage.

Un gros effort sera consenti en faveur de musées nationaux, tels le Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye, le Musée de Cluny (Paris), le Musée des arts et traditions populaires (Paris), le Musée national de préhistoire des Eyzies. Sans compter les développements ou les créations prévus de musées régionaux, départementaux ou de musées de site.

L'année septembre 1989-septembre 1990 sera une «année archéologique» avec une exposition au Grand Palais de Paris, de septembre à décembre 1989, seront présentés les résultats des trente dernières années de la recherche archéologique française. Avec aussi des émissions régulières consacrées à l'archéologie sur les chaînes publiques de télévision, avec des programmes audiovisuels, avec des opérations spécifiques à toutes les

régions (plus de trois cents propositions sont déjà recensées pour ces dernières).

En conclusion, M. Lang a souligné que le «patrimoine» dépendait de son ministère comprenant, certes, les monuments historiques, mais aussi, et à titre égal, l'archéologie, l'éthnologie et l'inventaire général.

Y. R.

## SPORTS

FOOTBALL : la préparation de la Coupe du monde  
Battiston de retour en équipe de France

Un ancien et trois nouveaux : parmi les dix-huit joueurs retenus par le sélectionneur Michel Platini avant les matches de l'équipe de France contre la République d'Irlande le 7 février à Dublin et le club Arsenal le 14 février à Londres, en vue de préparer la rencontre qualificative pour la Coupe du monde 1990 avec l'Espagne, figurent Patrick Battiston — le libero monégasque qui avait mis fin à sa carrière internationale l'an dernier et qui fait donc son retour sous le maillot bleu

à trente et un ans — et des «héros» de l'équipe espoirs, le Sochaillon Franck Sylvestre, le Montpelliérain Laurent Blanc et l'Auxerrois William Prunier.

Par rapport à la première sélection effectuée par Michel Platini pour le match contre la Yougoslavie le 19 novembre dernier à Belgrade, cinq joueurs ont disparu : Basile Boli (Auxerre), Jean-Christophe Thouvenel (Bordeaux), Marcel Dib (Monaco), Eric Guérin (Nice) et Jean-Marc Ferreri (Bordeaux).

## La commission pour la candidature de la France au Mondial de 1998

M. Jean Fournet-Fayard, président de la Fédération française de football (FFF), a annoncé, mercredi 1er février, la composition de la commission chargée de préparer et de défendre la candidature de la France à l'organisation de la Coupe du monde 1998 (Le Monde du 31 janvier). Cette commission présidée par M. Gérard Enault et placée sous la présidence d'honneur de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, comprend dix-sept membres.

Pour l'Etat : MM. Jean Glavany (représentant du gouvernement), Pascal Marry (secrétariat d'Etat jeunesse et sports), Philippe Giraud (ministère de l'Intérieur). Les deux représentants des ministères des affaires étrangères et du budget seront désignés ultérieurement.

Pour le mouvement sportif : Nelson Padieu (président du CNOSF), Jean Fournet-Fayard, Jean Sadoul (président de la Ligue nationale du foot-

ball), Maurice Buriac (vice-président de la FFF), Jean Colletti (secrétaire général de la FFF), Jean Garnault (trésorier général de la FFF), Jacques Thibault (administrateur de la ligue nationale), Gérard Enault.

Pour la ville de Paris : Jacques Perrier (coordonnateur du projet «Grand stade»).

A titre de conseillers : Fernand Sastre (président d'honneur de la FFF), Michel Platini (ambassadeur technique), Jean-Claude Darmon (chargé de la promotion).

Cette commission s'est rendue, mercredi 1er février, à Zurich, au siège de la Fédération internationale de football, pour annoncer l'intention de la France de faire acte de candidature. Dans ses dossiers figure une lettre de François Mitterrand assurant son «soutien total» à cette candidature et une autre lettre de Jacques Chirac confirmant son intention d'implanter un grand stade à Paris.

## EN BREF

● **BASKET-BALL** : Coupe d'Europe. — Pour la septième et dernière journée de la coupe à quatre de finale de la coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe, les Italiens du Snaidero Caserte ont battu dans leur salle, mardi 31 janvier, Cholet (80-70). Avec quatre défaites et deux victoires, le club français termine à la quatrième et dernière place du groupe.

● **Le décès de Louis Fontaine**, ancien président du Football-club de Nantes. — Président du Football-club de Nantes de 1989 à 1988, Louis Fontaine est décédé, dimanche 29 janvier, à quatre-vingt-un ans, d'une crise cardiaque à la suite d'un accident de voiture. Sous sa présidence discrète, le club nantais avait remporté quatre titres de champion de France (1973, 1977, 1980, 1983), une coupe de France (1979) et avait atteint les demi-finales de la coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupes (1980).

● **HIPPISME** : cas de dopage à Vincennes. — Du clenbuterol, médicament employé pour soigner les troubles respiratoires des chevaux et réputé dopant, ayant été trouvé à la suite de contrôles effectués entre le 30 décembre et le 2 janvier sur l'hippodrome de Vincennes, la Société du cheval français a décidé d'ouvrir une enquête. Les sept entraîneurs concernés vont être soumis à une contre-expertise. Si le dopage était confirmé, les chevaux «positifs» seraient alors «distancés» et leurs entraîneurs respectifs devraient payer des amendes.

● **Incendie de forêt dans les Alpes-Maritimes**. — Un feu de forêt s'est déclaré, mardi 31 janvier, près de Sospel (Alpes-Maritimes), dans l'arrière-pays niçois. Une dizaine d'hectares de résineux et de bruyères ont été parcourus par les flammes. Deux avions Canadair ont dû intervenir. Depuis le 1er janvier, plusieurs dizaines de feux ont été enregistrés dans le département, où il n'a pratiquement pas plu depuis deux mois.

● **Marée noire en Antarctique**. — Le navire polaire argentin Bahía Paraiso, qui transportait 950 000 litres de gasole destinée à la station de recherche Esperanza, a coulé mardi 21 janvier dans le détroit de Beagle. Les deux cent quatre-vingt hommes à bord, ont été évacués le 28 janvier. Le Bahía Paraiso avait servi de navire-hôpital durant la guerre des Malouines, en 1982. — (AFP).

● **Projet anti-inondation à Nîmes**. — Quatre mois après les inondations qui ont tué neuf personnes et provoqué près de 4 milliards de francs de dégâts à Nîmes, la municipalité a présenté, lundi 30 janvier, un vaste programme de prévention contre le retour d'un nouveau catastrophe. Le projet prévoit la construction de quinze bassins de rétention sur les contreforts des Cévennes bordant la ville au nord-ouest, et une canalisation de 8 mètres de diamètre pour évacuer les eaux de ruissellement dans un cours d'eau au sud-est. Les travaux sont estimés à 2,4 milliards de francs.

● **Les chasseurs de Dordogne** veulent bloquer Périgueux. — Parce qu'ils sont mécontents des limitations imposées à la chasse aux oiseaux migrateurs, les chasseurs du Sud-Ouest ont choisi la date du 25 février pour manifester leur colère. Au nom de vingt-cinq départements du Grand Sud-Ouest, qui rassemblent plus de dix millions de chasseurs français (530 000 permis), les chasseurs de Dordogne vont bloquer ce jour-là les entrées de la ville de Périgueux.

Un réseau de travail clandestin  
démantelé dans l'AllierCLERMONT-FERRAND  
de notre correspondant

Un important réseau de travail clandestin d'immigrés turcs vient d'être démantelé par les policiers de la section économique et financière du SRPJ de Clermont-Ferrand, la sécurité générale de l'aéroport de Nice et des brigades frontalières mobiles de la police de l'air et des frontières des Alpes-Maritimes.

En septembre 1988, les policiers, qui intervenaient sur commission rogatoire délivrée par un juge d'instruction de Montluçon, interpellèrent les principaux organisateurs d'une filière d'immigration clandestine, Mehmet Yoruk, quarante-trois ans, et Halit Akdogan, vingt-neuf ans, tous deux ressortissants turcs.

Plusieurs passeurs étaient appréhendés en flagrant délit. La filière comportait dix-neuf réseaux. Le premier acheminait à la frontière italo-française les ressortissants turcs candidats à l'immigration clandestine en France, en provenance de Turquie mais aussi de Yougoslavie et de

RFA. Ces clandestins regroupés dans des hôtels se trouvaient en attente.

Le deuxième réseau se chargeait de leur faire passer la frontière dans des conditions parfois périlleuses avant de les convoier en divers lieux du territoire français. Il les assistait également contre rémunération dans leurs démarches d'obtention du statut de réfugiés politiques.

Cette première phase de l'enquête entraîna l'interpellation dans le Cher de plusieurs bûcherons turcs en situation irrégulière, astreints à des conditions désastreuses de travail et d'hébergement.

Les enquêteurs devaient ensuite appréhender le responsable de l'entreprise d'abattage, Neraz Coskun, trente-six ans, ainsi que Alişey Dalhaner, trente ans.

Tous deux, inculpés d'utilisation d'«étrangers en situation irrégulière» et d'usage de faux documents administratifs, ont été écroués.

JEAN-PAUL ROUGÉ.

## A Lyon

## L'enquête sur la disparition de Bernard Galle est définitivement classée

Les conditions dans lesquelles Bernard Galle, gendre d'un notaire de Lyon, M. Louis Chaine, a été enlevé le 22 septembre 1980 pour ne plus reparaitre, ne seront jamais élucidées. Tel est le résultat concret d'un arrêt rendu le 18 janvier par la chambre criminelle de la cour de cassation qui a rejeté le pourvoi formé par un frère de la victime contre un arrêt de la chambre d'accusation de Lyon du 29 mars 1988, qui lui-même confirmait une ordonnance du 5 février précédant par laquelle le juge d'instruction en charge du dossier décidait de classer l'affaire «faute de charges suffisantes contre quiconque».

L'affaire Galle n'en comptera pas moins parmi les affaires lyonnaises demeurées sans explications ni résultats concrets permettant d'en appréhender les auteurs ou leurs commanditaires que connut la ville durant toutes les années 70, de l'assassinat du «truant» Jean Augé à celui du juge François Renaud et aux activités du «gang des Lyonnais» sans oublier l'enlèvement du petit Christophe Mériaux qui lui put être heureusement retrouvé et rendu à ses parents après paiement de rançon.

C'est le 22 septembre 1980 que M. Louis Chaine, notaire important de Lyon, fut informé par un appel téléphonique anonyme de la disparition de son gendre Bernard Galle avec lequel il était associé. Il trouva peu après, dans une boîte aux lettres où il avait été invité à se ren-

dre, un texte manuscrit de la victime confirmant cette nouvelle et permettant de l'authentifier. Dans les jours suivants, M. Louis Chaine recevait une demande de rançon fixée à 5 millions de francs et contre remise de laquelle son gendre devait lui être rendu. Finalement, l'argent fut remis, mais la police, avisée, ne put agir et Bernard Galle, de ce jour, demeura introuvable.

Au cours de cette enquête menée à Lyon même, mais aussi dans sa banlieue, la question se posa maintes fois du mobile des ravisseurs. M. Louis Chaine devait déclarer : «L'appartenance typiquement à ce qu'il est convenu d'appeler une famille de la bonne bourgeoisie catholique lyonnaise». Il admettait aussi être dans le département du Rhône un homme politique ami de Jacques Fontanet et de Jacques Barrot, mais sans ambition de mandat.

En décembre 1981, un des billets de la rançon, une coupure de 500 francs, fut retrouvée dans la région stéphanoise sans que l'enquête puisse progresser pour autant. Le 16 avril 1982, moins de deux ans après l'enlèvement, le tribunal civil de Lyon jugeait que le décès de Bernard Galle devait être constaté «bien que son corps à ce jour ne soit pas retrouvé». Sur la plan pénal, la chambre d'accusation avait dit en 1988 qu'elle estimait inutile de nouvelles investigations dont raisonnablement on ne pouvait plus rien espérer.



## Société

### CATASTROPHE

#### Après le passage du cyclone Firinga La situation reste critique à la Réunion

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION  
de notre correspondant

La situation restait critique, le 1<sup>er</sup> février, dans le sud-est de la Réunion, trois jours après le passage du cyclone Firinga. Le 31 janvier au soir, près de 250 000 personnes étaient encore privées d'eau potable et d'électricité. Les canalisations alimentant les communes du sud de l'île ont été sérieusement détériorées par des glissements de terrain, ou emportées par les eaux de ruissellement provoquées par le cyclone.

Certaines pompes ne fonctionnent pas par manque d'électricité. Des camions-citernes ont été réquisitionnés pour parer aux besoins les plus urgents de la population.

Dans toute la moitié sud-est du département, le spectacle est le même en ce milieu de semaine : les ravines et les rivières sont prises d'assaut par une foule colorée qui vient pour faire sa toilette ou se laver en plein air. Une pratique qui n'est pas sans danger : mardi, un jeune enfant qui accompagnait sa mère à une rivière dans la commune de Saint-André, a été emporté par le courant et est mort noyé.

Selon la préfecture de Saint-Denis, plusieurs jours seront encore nécessaires pour que la situation redevienne à peu près normale dans les communes les plus touchées par Firinga. Il faudra beaucoup plus de temps pour réparer les dégâts subis par les habitations, les entreprises artisanales ou agricoles et les infrastructures publiques. Sur l'ensemble du département on recense déjà mille cinq cents familles entièrement sinistrées et près de cinq mille personnes sont toujours dans les centres d'hébergement. Le 2 février, M. Louis Le Pen, ministre de l'Intérieur, a promis de faire venir pour l'île des camions-citernes pour l'approvisionnement en eau. Pour l'instant, il est toujours malade de donner un bilan chiffré des dégâts, mais il pourrait se situer autour du milliard de francs.

Cette catastrophe naturelle soulève déjà quelques questions dans le département, où l'on n'hésite pas à mettre en cause la politique d'urbanisation et d'équipement. L'île n'ayant pas subi de gros tourmente depuis une trentaine d'années, quelques précautions élémentaires ont été oubliées, notamment pour le ruissellement des eaux. Lors du passage de Firinga sur l'île, plusieurs torrents ont retrouvé leur lit d'écoulement naturel, qui avait été détourné par des aménagements divers. De ce fait, plusieurs maisons se sont très vite retrouvées en plein milieu d'un torrent qui arrachait tout sur son passage. A cela s'ajoute une autre donnée difficilement contrôlable par les pouvoirs publics : 25 à 30 % des constructions à la Réunion sont réalisées sans obtention du permis de construire.

A. DJOUX.

### ENVIRONNEMENT

#### La couche d'ozone au-dessus de l'Arctique est « mitée »

STOCKHOLM  
de notre correspondant

« Il y a une diminution de la quantité d'ozone de l'ordre de 23 % entre 20 et 25 kilomètres d'altitude. On peut dire qu'il doit y avoir une baisse moyenne de 10 % dans cette couche. » Cette constatation communiquée par le professeur Patrick Amedieu, du service d'aéronomie du CNRS (Versailles-Le Bourget), est une première réponse à la question que se posait le monde scientifique depuis la découverte du « trou » de la couche d'ozone au-dessus de l'Antarctique : la situation est-elle la même au-dessus de l'Arctique ?

Cette réponse est apparue dans des conditions parfaites aux équipes scientifiques travaillant sur la base spéciale d'Esrange, près de Kiruna (Nord de la Suède), dans le cadre d'une nouvelle campagne internationale d'étude de la stratosphère polaire.

Pour la première fois, en effet, le 23 janvier, un ballon stratosphérique du CNRS, transportant sous la responsabilité du professeur Amedieu, une série d'appareils de mesure jusqu'à une altitude de 31 000 mètres a eu la chance de traverser un « image polaire ». A partir de 20 degrés à un peu plus de 20 kilomètres d'altitude, ces nuages polaires se forment automatiquement. L'eau présente dans l'atmosphère gèle en minuscules cristaux de glace qui favorisent l'action du chlore atmosphérique, lequel attaque l'ozone. La baisse de la concentration d'ozone relevée par l'équipe du CNRS à cette altitude (et précisée par l'appareil du professeur David Hoffmann, de l'université du Wyoming) a été, selon les chercheurs, manifestement corrélée avec l'observation in situ de ces nuages polaires et de ces basses températures.

De leur côté, d'autres chercheurs américains qui travaillent en ce

moment, dans le cadre d'une campagne aéroportée à partir de Svalbard (Norvège), à bord d'avions DC 8 et U 2, et qui font ainsi des mesures par prélèvements et des mesures à distance, ont observé, le lendemain, le même phénomène que les appareils du CNRS, mais par en dessous, jusqu'à 20 kilomètres d'altitude seulement, avec des valeurs plus faibles.

#### « Pas grave mais préoccupant »

Ces résultats, « extrêmement satisfaisants », ne devraient cependant pas signifier que la baisse de quelque 20 % de la quantité d'ozone soit la moyenne dans le vortex polaire, mais que « cela baisse le plus à l'intérieur où il fait le plus froid ».

« Je ne pense pas — mais les avis seront portés — que l'on puisse dire que la situation est grave, dit le professeur Amedieu, mais elle est

très préoccupante. Si nous avons des réactions à base de chlore dans un vortex froid, chaque hiver il y aura des réactions de destruction de la couche d'ozone, qui pourrait être ainsi grignotée progressivement. »

A noter qu'aux millions de tonnes de chlore dues à l'activité humaine (les chlorofluorocarbones) injectés depuis une trentaine d'années dans l'atmosphère, vient s'ajouter le chlore d'origine naturelle des éruptions volcaniques, notamment depuis 1980. La question est de savoir quelle est leur part respective de responsabilité. Il reste qu'une substitution urgente aux CFC s'impose si l'on veut éviter un « empoussiérage mondial » de notre atmosphère, que le professeur Amedieu compare aux déséquilibres créés dans l'organisme humain par l'alcool ou le tabac.

FRANÇOISE NIETO.

### REPÈRES

#### Espace

##### Retard possible pour Discovery

Prévu pour le 23 février, le prochain départ de la navette spatiale américaine Discovery pourrait être retardé de plusieurs semaines si un examen approfondi de ses turbopompes se révèle nécessaire, ont indiqué, mardi 31 janvier, les responsables de la NASA. Après le retour en décembre dernier de la navette Atlantis, deux minuscules fissures avaient été décelées dans l'un de ces éléments, chargés de gazifier l'oxygène liquide utilisé comme carburant dans les moteurs de la navette. N'ayant pas réussi à déterminer l'origine de ces fissures, les ingénieurs de la NASA devront peut-être se résoudre à vérifier, à leur tour, les turbopompes de Discovery. La décision de

l'agence américaine est attendue avant la fin de la semaine.

#### Hôpitaux

##### Les médecins en grève le 1<sup>er</sup> mars

Les organisations syndicales adhérent à l'intersyndicale nationale des médecins hospitaliers (INMH), qui regroupent dix-sept syndicats de praticiens hospitaliers, appellent leurs membres à une grève des soins le 1<sup>er</sup> mars. Cette première journée d'action, a déclaré le vice-président de l'INMH, sera destinée à attirer l'attention du public et des futurs élus locaux sur « les menaces qui pèsent sur l'avenir du service public et la dégradation des conditions d'exercice professionnel des médecins hospitaliers ».

#### Religion

##### Un nouvel archevêque à Turin

Jean-Paul II a nommé, mardi 31 janvier, Mgr Giovanni Salardini archevêque de Turin.

Mgr Salardini, soixante-quatre ans, actuellement évêque auxiliaire de Milan, remplace le cardinal Anastasio Ballestrero, démissionnaire pour raison d'âge.

Considéré comme un habitué éminent, avant d'être appelé à Milan en 1984, Mgr Salardini a été enseignant au grand séminaire et curé de différentes paroisses de ce diocèse. En tant qu'archevêque de Turin, Mgr Salardini sera nommé cardinal au premier consistoire que le pape convoquera.

#### Bataille de communiqués à propos de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine

Profitant de la conférence de presse annuelle d'EDF, mardi 31 janvier, le comité Stop-Nogent a rendu publics les résultats d'analyses effectuées en octobre et novembre derniers en aval de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine (Aube). De l'analyse des prélèvements, faite par le laboratoire de la Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (CRIIRAD), il ressort que des « phénomènes d'accumulation exceptionnels » ont été relevés dans les algues de la Seine.

Ces algues, appelées fontinales, recueillent des « radiolismes d'activation » dont la teneur dépasse 500 becquerels par kilo de matière sèche pour le cobalt 58, 70 becquerels pour le manganèse 54 et 20 becquerels pour le cobalt 60. La CRIIRAD affirme avoir décelé dans ces algues du césium 137 — provenant directement de la fusion du combus-

tible — à des taux variant entre 100 et 115 becquerels par kilo de matière sèche.

Dans un communiqué, EDF a confirmé que « ces radiolismes font bien partie de ceux que la centrale rejette dans la Seine, dans la limite fixée à 1,1 téraBecquerel par an ». En 1988, la centrale a rejeté 1 100 millions de becquerels de ces produits autorisés, soit le millième de cette autorisation. De son côté, le service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), dépendant du ministère de la santé, indique que « pour atteindre la limite annuelle réglementaire d'incorporation de 2 mégabecquerels par le cobalt radioactif, il faudrait consommer quinze tonnes de ces algues fraîches dans l'année ». Selon le SCPRI, les rejets de la centrale de Nogent-sur-Seine sont « parfaitement conformes aux normes en vigueur ».

(Publicité)

## TOUS LES JEUNES ONT DROIT A UN ENSEIGNEMENT DE QUALITE

A la veille de l'an 2000, au moment où les sciences, les techniques et la culture sont les clés de l'avenir, il est décisif de les maîtriser, d'améliorer le niveau de qualification de tous et en particulier d'assurer une formation complète à chaque jeune : les métiers de demain l'exigent, l'avenir de notre société en dépend.

### TOUS LES JEUNES PEUVENT REUSSIR

De 1969 à aujourd'hui, le nombre de bacheliers a été multiplié par 7. Cela montre la capacité des jeunes à réussir, l'attente de leurs familles, l'engagement de leurs enseignants. Nous voulons garantir la valeur du diplôme que constitue le baccalauréat et le droit qu'il ouvre d'accéder librement à l'Université. Nous voulons assurer à tous les jeunes une formation qualifiante. L'évolution de ces dernières années montre que c'est possible. « Le niveau monte ». Il peut monter bien davantage.

### IL FAUT ET NOUS VOULONS

- Apporter une aide plus individualisée à chacun
- Prendre en compte la diversité des jeunes.
- Permettre à nos élèves de travailler dans de meilleures conditions.

#### On nous répond

— On nous fait miroiter une légère et lointaine réduction à 35 du nombre d'élèves par classe en lycées. Mais, par la réduction prévue du nombre d'heures de cours par classe, chaque enseignant aura un plus grand nombre de classes et donc plus d'élèves en charge en collège comme en lycée. Il aura moins de temps à consacrer à chacun et chaque jeune aura encore moins de temps pour s'exprimer, sera encore moins acteur de sa formation. L'emploi du temps sera encore plus difficile à organiser.

— Certains enseignements seraient sacrifiés ou progressivement exclus du système scolaire comme l'Education physique et sportive, les disciplines artistiques...

### IL FAUT ET NOUS VOULONS

• Moderniser les programmes, les harmoniser, construire des formations cohérentes. C'est la seule façon d'éviter tant l'encyclopédisme que le S.M.I.C. culturel. Nous refusons en effet que, sous couvert du rythme de chacun, on ne fasse une fois de plus, que justifier une ségrégation sociale, ségrégation qui n'ouvre qu'à une minorité l'accès aux formations les plus qualifiantes, et qui prive un grand nombre de la maîtrise complète de leur avenir.

#### On nous propose

— Une tromperie avec la suppression systématique des redoublements qui masquera les difficultés, les révélera au moment où elles seront devenues irréversibles. Cela rendra en fait les différentes étapes plus sélectives : le passage collège-lycée, lycée professionnel-lycée technique sera plus difficile.

— Une autre tromperie avec le baccalauréat en contrôle continu. Aura-t-il la même valeur ? Ne deviendra-t-il pas un simple certificat de fin d'étude ?

— Un contrat que passerait chaque jeune avec son établissement et qui risquerait de n'être trop souvent qu'un contrat de dupe. Le seul contrat qui vaille, c'est celui qui contraint l'Etat à assurer à tous une formation de qualité.

### IL FAUT ET NOUS VOULONS

• Des maîtres mieux formés et toujours plus qualifiés. Depuis 20 ans les commissions officielles en reconnaissent la nécessité. Elles proposent de recruter tous les enseignants des collèges et des lycées parmi les titulaires d'une maîtrise universitaire (au moins quatre ans d'études universitaires).

#### On nous répond

— blocage à un niveau inférieur (la licence, trois ans d'études universitaires) le niveau de recrutement de tous les enseignants.

— retour 20 ans en arrière en recréant pour les collèges un corps de professeurs différent de celui des lycées. Et les professeurs de collège seraient contraints d'enseigner chacun un plus grand nombre de matières.

— instauration d'une barrière entre collège et lycée, multiplie les catégories et tronçonne les corps uniques existants (professeurs d'E.P.S., certifiés...).

— Tout cela parce que l'insuffisance des moyens dégagés pour la « revalorisation » ne lui laisse aucun espoir de recruter comme enseignants un nombre d'étudiants qualifiés suffisant pour couvrir les besoins des collèges et ceux des lycées.

### IL FAUT ET NOUS VOULONS

• Des salaires à hauteur des qualifications des maîtres et des besoins de recrutements. L'Education nationale est la seule entreprise dans laquelle trois mille postes offerts n'ont pas trouvé preneurs en 1988. Ce n'est pas sans raisons ! La Commission des Finances de l'Assemblée nationale estime à 25 % la hausse nécessaire de nos salaires.

#### On nous propose

— Aucune augmentation générale.

— Quelques promotions au « mérite », à la tête du client, et quelques primes.

— Alors que l'enquête officielle du ministère évalue la durée hebdomadaire de notre travail à plus de 42 heures (cours, conseils et suivis individuels, réunions, préparations et corrections pendant les périodes scolaires mais aussi pendant les congés), on essaie de l'augmenter encore au détriment de la qualité et de la concertation entre tous les personnels de l'équipe éducative : enseignants, documentalistes, conseillers d'éducation et d'orientation, surveillants. Il s'agit d'obstacles supplémentaires au travail en équipe que nous organisons. Ils s'ajoutent à d'autres obstacles : locaux scolaires et sportifs vétustes, surchargés, inadéquats et à la sécurité incertaine.

### SACRIFICE OU INVESTISSEMENT POUR L'AVENIR ?

Le gouvernement parle de « sacrifice colossal » pour la formation. Il annonce 6 milliards de plus en 1989 et autant pour 1990. Certes, ce n'est pas rien. Rappelons cependant que dans le budget 1989 les réductions d'impôts aux entreprises représentant à elles seules 12 milliards, que le coût des investissements nouveaux dans l'armement s'élève à 58 milliards, que des milliards provenant souvent de fonds publics valent aujourd'hui en bourse à des fins purement spéculatives. Aujourd'hui, dans la préparation de la rentrée 89, 3 000 postes sont encore supprimés dans les collèges, les lycées se préparent à une nouvelle asphyxie.

Comme le dit le Premier ministre « cela ne peut plus durer ». Ce que nous demandons représente 11 milliards par an de mesures nouvelles. Est-ce trop pour l'avenir des jeunes, pour la « priorité » proclamée à la formation ?

S.n.e.p.

FAITES AVEC NOUS LE CHOIX DE L'AVENIR

S.n.e.s.

langues



L'allemand

... (The rest of the text in this column is too small and blurry to transcribe accurately, but it appears to be a list or index of some kind.)



# Le Monde CAMPUS

## Les langues dès l'école élémentaire



### Expolangues

Le Salon Expolangues se tient du 1<sup>er</sup> au 6 février au Parc des expositions de la porte de Versailles à Paris. Pour sa 7<sup>e</sup> édition, cette manifestation rassemble plus de 160 exposants : organismes publics, associations et entreprises, spécialisées dans la formation initiale et continue, l'édition et la fabrication de matériels pédagogiques et l'organisation de séjours linguistiques. Plusieurs conférences et colloques sont prévus, comme ceux consacrés à l'attente des industriels en matière de langues et aux nouvelles méthodes d'apprentissage.

Plusieurs pays européens sont représentés, comme l'Italie, le Portugal et la Grande-Bretagne, qui présente une quinzaine d'écoles basées outre-Manche.

Le Salon est ouvert tous les jours de 10 h à 19 h et jusqu'à 22 heures, le jeudi 2 février.

**En relançant l'idée d'un enseignement des langues vivantes dès l'école élémentaire, M. Jospin exauce le vœu de bien des parents. Mais les expériences menées jusqu'à présent ont montré les difficultés de l'entreprise.**

**E**NSEIGNER les langues vivantes dès l'école élémentaire... Peu de décisions d'un ministre de l'éducation nationale peuvent être aussi populaires. Dans un sondage publié dans *la Vie* (du 19 janvier), 86 % des parents disent y être favorables. En amorçant la relance des expériences d'apprentissage précoce des langues dès la rentrée prochaine, accompagnée d'un crédit de 30 millions de francs pour former les instituteurs et intervenants extérieurs, M. Jospin a d'évidence répondu à une attente (*Le Monde* du 21 janvier).

Dans l'esprit des familles, la proximité de l'échéance européenne de 1993 ne fait que renforcer la conviction que les langues, puissantes atout pour l'insertion professionnelle, sont... un jeu d'enfant, pour peu qu'elles soient apprises suffisamment tôt. Le développement des initiatives privées, telles que les « mini-schools » du mercredi, et la création de journaux et de livres spécialisés pour enfants confirment une tendance que l'éducation nationale tente de prendre en compte sur une large échelle (1).

Aux environs de l'école, les collectivités locales et associations se mobilisent, comme dans les Alpes et le Nord-Pas-de-Calais, où la perspective des Jeux olympiques et celle du TGV trans-Manche renforcent la mobilisation.

Pourtant, d'après les derniers chiffres nationaux connus, seulement 86 450 élèves sur les 3,4 millions qui vont à l'école élémentaire suivent un enseignement précoce. Plus de 40 % de cet effectif est en Alsace, où l'enseignement de l'allemand est intégré depuis longtemps.

La première expérience d'introduction d'une langue étrangère à l'école se situe à Arles en 1954. « Depuis trente-cinq ans, on parle d'expérimentations mais on n'est jamais passé à la phase de généralisation », constate Christiane Luc, chercheur en didactique des langues vivantes à l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP). De 1969 à 1975, la France connaît un réel engouement pour les langues à l'école.

### Un coup d'arrêt

Instituteurs et pédagogues y voient un formidable instrument d'ouverture sur le monde, un

moyen d'utiliser les capacités auditives exceptionnelles de l'enfant (2), et de mettre en œuvre une conception nouvelle de l'apprentissage des langues, centrée sur la conversation. Dans le Sud-Ouest, l'expérience prend une grande ampleur à l'initiative d'une inspectrice générale, M<sup>me</sup> Delaunay, soutenue par la ville de Bordeaux ; le Nord et la région parisienne sont également en pointe.

Mais face à un foisonnement incontrôlé et coûteux, dont les bienfaits ne sont pas vraiment établis, l'éducation nationale réagit par un coup d'arrêt dès 1972. « A l'époque, l'anarchie était totale », rappelle Denis Girard, inspecteur général d'anglais. Chargé d'évaluer la situation, M. Girard visite une centaine de classes, et, en 1974, rend son verdict : un tiers des expérimentations s'avèrent très positives ; un tiers sont d'une efficacité moyenne ; les autres se poursuivent... au détriment des enfants.

Le constat prête à réflexion. D'autant qu'il survient au moment où les Anglais stoppent brutalement une expérience d'enseignement obligatoire du français à l'école primaire, menée sur une grande échelle pendant dix ans. Motif : les élèves concernés ne réussissent pas mieux en français dans l'enseignement secondaire. Certes, ils ont globalement une meilleure image de la France et de sa langue, mais ceux qui ont eu des difficultés ont tendance à rejeter ensuite toutes les langues étrangères.

En France, une étude de l'INRP aboutit à un constat moins négatif : les enfants peuvent acquérir de bonnes bases en compréhension orale et en prononciation, mais ils ont du mal à construire eux-mêmes des phrases. Autre observation intéressante : les bons résultats peuvent être liés à l'utilisation en famille d'une autre langue que le français, y compris dans les milieux immigrés.

Mais les conclusions du rapport Girard sont nettes : le système pêche par manque de formation des enseignants. Les instituteurs volontaires ont parfois des compétences linguistiques insuffisantes, tandis que les intervenants étrangers, qui sont, eux, parfaitement bilingues, ignorent souvent le B.A.-BA de la pédagogie. De plus, les élèves perdent le bénéfice de l'enseignement précoce quand ils se trouvent ensuite avec des débutants, sous la conduite d'un professeur qui ignore tout des méthodes utilisées à l'école et préfère souvent n'en rien savoir.

Les crédits dégagés par M. Jospin pour la formation des maîtres et le lancement d'expériences dans l'ensemble du secteur de recrutement de certains collèges et en liaison avec eux devraient permettre d'éviter les pièges répétés dans les années 70. Mais la disparition des professeurs de langues dans les écoles normales d'instituteurs et les différences de statuts entre ces derniers et les enseignants de collège demeurent des obstacles non négligeables.

Le flou qui régnait jusqu'à présent sur les méthodes et les objectifs à atteindre devrait aussi être levé par une série de textes officiels, en préparation. Ceux-ci, cependant, ne trancheront pas entre les deux conceptions de l'enseignement précoce, conçus soit comme le pré-apprentissage d'une véritable discipline, soit comme un éveil à la conversation et à une culture étrangère. Les deux aspects seront retenus, mais, résume Denis Girard, « l'objectif est de rompre assez tôt avec le monolinguisme, pour faciliter l'enseignement qui sera donné dans le secondaire ».

### Une évaluation permanente

L'expérience est-elle cette fois mieux engagée ? L'inspecteur général le pense. D'une part, parce que les décisions ministérielles tiennent compte des erreurs du passé : une évaluation permanente est prévue avant une éventuelle généralisation - et d'autre part du fait d'un contexte de mobilisation pour l'enseignement précoce, commun à tous les pays d'Europe.

Mais les obstacles restent nombreux, notamment les préjugés sur l'apprentissage des langues. « On pense souvent qu'il suffit d'entendre une langue pour savoir la parler », explique Christiane Luc, de l'INRP. Cela n'est vrai que dans la situation particulière où l'on vit totalement et naturellement immergé dans un monde étranger. Les enfants, en outre, estiment qu'apprendre une langue étrangère est très facile. Interrogés en CM2, ils ont certains de parler couramment « dans un

an ». Ils conçoivent en effet une langue comme une accumulation de mots qu'il suffit de connaître pour maîtriser l'ensemble.

Pour lutter contre ces idées fausses, Christiane Luc et sa collègue Albane Cain critiquent les méthodes qui tendent à faire répéter des phrases types adaptées à des situations stéréotypées. Elles estiment qu'il faut d'abord faire prendre conscience aux enfants de l'architecture et du fonctionnement des langues par une approche comparative avec le français.

Dans des cours moyens, elles expérimentent une méthode qui met en lumière les analogies et les différences entre le français, l'anglais et l'allemand. De cette façon, on introduit très tôt les mécanismes fondamentaux, et on évite d'anticiper le choix des familles entre plusieurs langues. Car le risque existe d'une sélection des élèves par le biais de l'enseignement précoce des langues. L'allemand serait réservé, dès le cours moyen, à quelques « bonnes classes », tandis que l'anglais serait l'apanage de l'anglais serait renforcée, en contradiction avec tous les discours sur la nécessité de diversifier l'enseignement des langues. La cause de cet enseignement précoce, encore balbutiante, n'en sortirait pas grandie.

PHILIPPE BERNARD

## L'allemand en Alsace...

**L'**ENSEIGNEMENT de l'allemand dès l'école primaire est une réalité en Alsace depuis quinze ans. D'après le recteur de l'académie de Strasbourg, 80 % des écoliers de cours moyen 1 et 2 suivent une ou deux heures d'allemand par semaine. Et plus d'un sur quatre, dès la seconde année de cours élémentaire. A l'origine de cet enseignement précoce, la réforme Holderith, du nom de l'inspecteur général d'allemand qui a piloté le projet et en a tracé les méthodes.

Cette situation originale tient, bien sûr, à l'histoire politique et linguistique de la région. Deux ans seulement après le retour de l'Alsace à la France, l'enseignement de l'allemand était réhabilité, dès le cours moyen première année. Jusqu'à la guerre, plusieurs épreuves du certificat d'études étaient passées en allemand : un oral, une dictée et une rédaction. Une situation logique et qui, par bien des aspects, se perpétue aujourd'hui : la majorité des petits écoliers alsaciens possèdent la dialecte, porte ouverte sur l'allemand.

Après la guerre, la méfiance de l'administration et les réticences syndicales ont beaucoup retardé le retour de l'allemand à l'école primaire, et la réforme Holderith a marqué un véritable tournant. Elle préparait aussi l'essor du programme « langue et culture régionales », mis progressivement en place par le recteur Pierre Deyon à partir de sa circulaire du 9 juin 1982.

Les moyens mis à la disposition de cet enseignement viennent de l'éducation nationale et des collectivités locales : le département du Bas-Rhin participera en 1989 pour 242 000 F aux frais de stages des enseignants concernés par la réforme Holderith, tandis que la région

Alsace prévoit 1 500 000 F pour l'ensemble de ses actions en faveur du bilinguisme. Aux instituteurs volontaires, l'administration ajoute des « instituteurs-animateurs », plus particulièrement formés à ce travail d'initiation.

Les collectivités locales alsaciennes avaient été déçues de voir disparaître du projet de contrat de plan 1989-1993 entre la région et l'Etat les crédits prévus pour les actions en faveur du bilinguisme. « Cette action sera mentionnée dans le contrat et fera l'objet d'un contrat particulier », vient d'annoncer le recteur, M. Deyon. Le projet primitif portait sur 45 millions de francs pour la durée du plan, financés à parité par l'Etat d'une part, la région et les départements de l'autre.

### Chants et comptines

Les efforts de l'académie de Strasbourg portent aussi sur les échanges d'instituteurs de part et d'autre du Rhin : dix-huit maîtres alsaciens ont passé l'année scolaire 1987-1988 en République fédérale, tandis que seize allemands étaient en stage en France. De nombreux jumelages de classes permettent une correspondance et des échanges réguliers. Les manuels d'initiation à l'allemand sont régulièrement réédités : à la rentrée 1988, trois nouveaux livrets ont été mis à la disposition des maîtres, dont certains directement prévus pour des cours élémentaire de deuxième année et des cours moyens d'expression dialectale.

La circulaire ministérielle du 15 janvier 1987 définit très précisément les objectifs de cet

enseignement précoce : après 120 heures réparties sur deux années de cours moyen, l'écolier doit pouvoir reconnaître le sens global d'une saynète en allemand, répondre à des questions simples, mémoriser des chants ou des comptines. Le terrain étant ainsi préparé, la colline pourra aller beaucoup plus vite dans l'enseignement de l'allemand. Cela explique, en partie, le succès des classes trilingues : 57 % des collèges de l'académie proposaient, à la dernière rentrée, des sixièmes allemand-anglais, où les langues vivantes sont enseignées six heures par semaine.

L'enseignement précoce de l'allemand est beaucoup plus répandu dans les écoles rurales que dans les deux agglomérations de Strasbourg et de Mulhouse. « Un problème d'organisation », jugeait, en mai 1987, le comité économique et social d'Alsace, qui s'inquiétait de ce « fléchissement », à Strasbourg notamment : dans un rapport rédigé à cette occasion, M. Françoise Ignatshelm calculait qu'une bonne moitié des promotions d'élèves instituteurs seraient capables d'enseigner l'allemand, mais que 20 % seulement le faisaient effectivement.

Les résultats de l'enseignement précoce de l'allemand sont bien sûr difficiles à chiffrer : mais 60 % des collégiens le choisissent comme première langue vivante, contre 13 % dans le reste de la France. On est loin bien sûr des 80 % de la fin des années 60, mais la chute de l'allemand paraît bien enrayée. Parents, élèves, enseignants et élus ont bien compris la nécessité d'apprendre vite et bien la « langue du voisin ».

JACQUES FORTIER.

## Bain Linguistique

### SPECIAL U.S.A.

- région NEW YORK
- WISCONSIN • FLORIDE
- COLORADO SPRINGS • MINNESOTA
- VIRGINIE • MASSACHUSETTS
- CALIFORNIE • ALASKA
- TEXAS • LOUISIANE
- NEW-HAMPSHIRE • HAWAII

« Séjours Internationaux Linguistiques et Culturels » (S.I.L.C.) agréments Jeunesse et Sports (n° 16.64) et Tourisme (n° 70.027) offre aux jeunes de nombreuses formules de séjours linguistiques aux USA : « Bain Linguistique », séjours économiques « étudiants-famille » (plus de 18 ans), cours intensifs.

1500 professeurs correspondants locaux France, D.O.M., T.O.M. et Afrique.

SEJOURS INTERNATIONAUX LINGUISTIQUES ET CULTURELS  
76022 ANGOULEME CEDEX

**DOCUMENTATION GRATUITE**  
S.I.L.C. (service 57) 10022 ANGOULEME  
CEDEX 76 : 45.95.83.58  
PARIS Mme Baisne 45.48.58.66  
Mme Vauzelle 45.58.81.15  
NORD 27.88.53.34 - 21.02.77.28  
EST 83.95.11.74 - 88.51.03.10  
RHONE 76.53.03.53 - 74.22.51.95  
ALPES 76.42.74.75  
SUD-EST 91.57.43.57 - 42.27.88.42  
SUD-EST 91.57.43.57 - 42.27.88.42  
SUD-OUEST 59.92.83.45 - 81.21.88.17  
BRETAGNE 93.58.51.66 - 43.65.82.50  
SUD-EST 93.58.51.66 - 43.65.82.50  
NORMANDIE 35.50.18.40 - 35.88.03.70  
CENTRE 55.06.10.70

مكتبة من الأصل



هكذا من الأصل

## Instituteurs linguistes

**La présence dans les écoles normales d'élèves maîtres ayant fait des études de langue est un atout précieux pour introduire cet enseignement à l'école élémentaire.**

Qui va enseigner les langues à l'école primaire ? Question essentielle, réponse incertaine. La formation des instituteurs dans les écoles normales ne comporte aucun enseignement obligatoire de langues, et le sacrosaint principe de la « polyvalence » des enseignants du primaire s'oppose à une quelconque spécialisation. Mais le paysage bouge : les instituteurs sont recrutés après deux années d'études supérieures (niveau du DEUG) depuis 1986 ; beaucoup possèdent, en fait, un diplôme de niveau supérieur et des expériences professionnelles et personnelles variées. En majorité, ils ont suivi un cursus littéraire incluant des cours de langue. Certains ont acquis une spécialisation dans ce domaine, qu'il serait regrettable de négliger au moment où l'on cherche à promouvoir l'enseignement des langues dans les écoles.

C'est pourquoi l'école normale des Baignolles, à Paris, propose, depuis octobre dernier, une option « anglais » à ses étudiants. Pour Jeanne Bardonne-Ditte, directrice de cet établissement, l'intérêt de l'opération était double :

### Un profil varié

Sept volontaires assurent, deux fois par semaine, une séquence de trois quarts d'heure d'anglais dans les quatre CM voisins, sous le regard intéressé des institutrices titulaires de ces classes. Leur profil est assez varié : licence de chinois, maîtrise d'anglais, BTS de tourisme, expérience de secrétariat trilingue... Certains, qui ont travaillé aux États-Unis ou en Angleterre, soulignent l'extrême motivé-

tion de leurs élèves. « J'ai trouvé là l'occasion de sensibiliser des enfants à une langue que j'aime », explique une jeune normalienne, titulaire d'un DEUG d'anglais-économie, qui ne cache pas son espoir de reprendre ses études après quelque temps passé sur l'estrade. « Il faut commencer tôt les langues pour limiter les obstacles dans le secondaire et rendre les élèves plus exigeants à l'égard de leurs professeurs », renchérit une autre étudiante.

Ces militants de l'anglais précoces suivent eux-mêmes deux heures par semaine d'enseignement méthodologique. Le but recherché n'est pas de faire ingurgiter aux enfants des listes de vocabulaire et de verbes irréguliers, mais de montrer comment fonctionne une langue. « Notre premier objectif n'est pas de multiplier les acquisitions, sauf en phonologie. Si nous donnions de mauvaises habitudes de prononciation, ce pourrait être catastrophique », explique Jean Brossard, ancien directeur d'études d'anglais du centre de formation des PEGC, qui, avec une enseignante de classe préparatoire, Sylvie Chevalier, assure la formation. Tous deux se disent favorables à une progression très lente, « pour ne mettre aucun enfant en situation d'échec ».

Car l'enseignement précoce de l'anglais n'a pas seulement pour but de faciliter l'apprentissage de

cette langue au collège. Il doit permettre de consolider certaines connaissances en français, de renforcer la finesse auditive, de développer la mémoire et même de réparer certaines lacunes. « Tout en apprenant à dire « gauche » et « droite » en anglais, nous faisons des exercices de latéralité. Certains élèves de cours moyen en ont encore besoin. »

Il reste à donner un véritable statut à cet enseignement. Les heures d'anglais sont prélevées sur l'emploi du temps au détriment de l'éducation physique, et au prix d'un alourdissement du travail à la maison, déjà théoriquement interdit. Car il n'est pas question, pour l'instant, d'empêcher sur les programmes. « Si l'on veut généraliser les langues étrangères à l'école, il faudra faire des choix », prévient Catherine Lacroix, une institutrice qui participe avec sa classe à l'expérience. Sinon, on risque de dégoûter les enfants et les familles.

Il faudra aussi clarifier le sort des élèves instituteurs qui ont suivi une formation spécifique en langues. Actuellement, rien ne garantit qu'ils seront nommés dans une école proposant un enseignement de ce type. Parachutés par la grâce du barème administratif, ils risquent fort de ne jamais utiliser leur savoir tout neuf. Ce serait vraiment dommage...

Ph. Ba.

## Des bébés à l'heure allemande

Les bébés, paraît-il, ont un don pour les langues. Partant du principe que les tout-petits possèdent une formidable capacité d'assimilation des sons, quelques passionnés de bilinguisme ont créé, à Nantes, une minicrèche franco-allemande baptisée Hansel et Gretel, comme le fameux conte des frères Grimm. Cette association, subventionnée par la ville de Nantes et par la caisse d'allocation familiale, accueille une vingtaine d'enfants, âgés de trois mois à trois ans. L'opération n'a pas pour but de fabriquer des bébés polyglottes mais de préserver le potentiel auditif et cognitif des enfants.

Dans une crèche inondée de soleil, quelques enfants s'occupent à sucer leur pouce et s'amuse à jouer les jouets éparpillés sur le sol. Antoine, Blaise, ou Maud sont issus de familles françaises mais vivent à l'heure allemande pendant que leurs parents travaillent. Entre la sieste et le biberon, quatre adultes — dont trois sont originaires d'Allemagne — leur parlent une langue qui n'a guère cours dans les rues de Nantes. Immédiatement dans un bain d'allemand, ces petits s'habituent à percevoir des sons inhabituels.

« Nous leur faisons souvent écouter des comptines et des berceuses allemandes », explique Mme Claire Thérêt, responsable de la crèche, et nous essayons de ne pas traduire ce que nous leur disons, sauf dans les cas de

malaise psychologique ou de danger. Résultat : les enfants les plus âgés apprennent quelques mots d'allemand, qu'ils essaient parfois d'utiliser chez eux. Les autres tâchent de comprendre ce que veulent leur dire les adultes, en fonction des situations ou des mimiques.

Cette expérience ne les trouble-t-elle pas, au moment où ils doivent apprendre à parler ? Les responsables de la crèche estiment, au contraire, que le bilinguisme est bénéfique. « Un enfant est tout à fait capable d'intégrer deux systèmes de codage », affirme M<sup>me</sup> Thérêt. Des tests effectués au Canada montrent même que les petits, élevés dans le bilinguisme, acquièrent une intelligence plus originale, une capacité d'adaptation plus grande et une importante ouverture culturelle.

« La langue, ajoute la responsable de cette crèche originale, n'est pas un problème pour les enfants ». Le bilinguisme, pourtant, leur demande des efforts importants, puisqu'ils ont tendance à mélanger les deux langues, jusqu'à l'âge de quatre ans. A leurs débuts, ces enfants sont donc plus silencieux que les autres, étant occupés à assimiler un double mode d'expression et de pensée. Même pour les bébés de l'Europe unie, le bilinguisme n'est pas encore une seconde nature.

RAPHAËLE RÉROLLE.

\* Minicrèche Hansel et Gretel, 8, rue H.-Geiger, 40300 Nantes.

**L'ANNÉE AMÉRICAINE le choc USA.** Une expérience torique d'une année scolaire pour les 15/18 ans. Quelques étoiles de plus dans un CV.

**SÉJOUR LANGUES le contact terrain.** La langue sur place en Angleterre, USA, Allemagne, Espagne pour les élèves du secondaire dans une formule active.

**L'ANGLAIS DE COMPÉTITION la formule 1.** Séjours linguistiques surintensités pour étudiants licence, prépa, Grd Ecoles et personnel d'entreprise. Une mise en condition décisive.

**BEC** SÉJOURS LINGUISTIQUES 5, rue Richemont 75008 PARIS Tél. : (1) 42 60 35 52

sejour linguistique : à durée variable selon documents joints  
Cible : 15-18 ans  
Séjours linguistiques pour élèves  
Séjours linguistiques pour universitaires  
Séjours linguistiques pour adultes

Prénom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

## Apprendre par l'oreille

**Beaucoup de difficultés dans l'apprentissage des langues viennent de l'incapacité de l'oreille à percevoir certaines fréquences. Une méthode originale tente d'y remédier.**

« Avec les oreilles, que savez-vous faire ? Parler, bien sûr. Les travaux de chercheurs en audio-psychophonologie établissent tous une relation très étroite entre la langue et l'audition. « On parle avec son oreille », expliquait dès les années 50 le professeur Alfred Tomatis. La voix ne reproduit que ce qu'on entend. Les mots, en effet, avant même d'avoir un sens sont des structures de sons organisés, et les langues des musiques.

Malheureusement, on peut être sourd à certaines d'entre elles. Ainsi, les Allemands n'entendent pas comme les Français qui, eux-mêmes, n'ont pas la même oreille que les Italiens ou les Russes. Inutile de chercher plus loin la difficulté rencontrée par de nombreux Français à intégrer la langue de Shakespeare. En revanche, la langue américaine, qui offre une bande passante plus basse, avec une pointe à 1 500 hertz, est beaucoup mieux perçue par l'oreille française.

Selon le même principe, les Anglais ont plus de mal que les Français à assimiler l'espagnol et les Slaves, dont la voix large et chaude correspond à une grande perméabilité auditive, ont une prédisposition pour apprendre les langues étrangères. Des différences existent, au sein de la même ethnie, d'un individu à l'autre. Certains peuvent s'avérer sourds à une langue, réceptifs à une autre. Mieux vaut le savoir avant d'entamer de longues études en passant par exemple un « check-up » linguistique. « Un test d'écoute des langues consiste à faire passer l'équivalent d'un test audiométrique, mais en s'attachant à l'aspect qualitatif de l'écoute. Nous recherchons quelle est la capacité du sujet à faire de fines distinctions sonores ; à partir de cette évaluation, nous savons si sa structure auditive est compatible avec les fines distinctions sonores qu'impose la langue anglaise », explique Michel Nysten, directeur de Jonathan Center, un orga-

### La mémoire auditive

« Le fait de récupérer une oreille performante transforme la relation à la langue étrangère », confirme un responsable de formation chez Hewlett Packard où plusieurs centaines de salariés ont déjà bénéficié de cette méthode. Certains suivaient des cours depuis longtemps sans progrès notables. Ils étaient incoordonnés en vocabulaire et en grammaire, parfaits pour écrire ou lire des rapports, mais incapables de soutenir une conversation, encore moins une négociation.

Après avoir rendu l'oreille efficace, il faut apprendre à s'en servir. Toute la pédagogie sera donc orientée vers l'intégration auditive de la langue. Casques et micros de haute définition remplacent les manuels et les stylos. « En cherchant à comprendre le sens des mots avant d'écouter la structure des sons on met la charnière avant les boeufs. Quand on a identifié la structure, la compréhension est immédiate », dit M. Nysten. C'est le même processus d'acquisition que pour la langue maternelle. En évitant de penser en français pour restituer les phrases en anglais, on développe des automatismes linguistiques fondés sur la mémoire auditive.

(1) 44 bis, rue Lucien-Sampaix, 75010 Paris. Tél. : 42-00-46-41.

J.-J. R.

**L'anglais en Angleterre : une affaire de spécialistes**

• Lycées-collèges : stages linguistiques en Angleterre, en Allemagne et aux USA.  
• Étudiants-adultes : OXFORD : stages intensifs et individualisés en cours particuliers, de toute durée à toute période de l'année.  
• BRISTOL : stages semi-individualisés, cours par petits groupes.  
• LONDRES : stages d'oral intensifs par petits groupes.

ILLERIE House, University Lane - Oxford (England) Tél. (01865) 249 234  
21, rue Théophraste Renaudie 75004 Paris Tél. (1) 45 23 13 02

**JOISE** La référence pour l'excellence en anglais

## Expériences dans le Nord

« BONJOUR. Merci pour votre lettre. Nous sommes vos amis d'Angleterre de l'école primaire de Hallgate. Nous nous élevons à vingt-six qui viendront en France. Nous avons dix ou onze ans... » Cette missive rédigée en un français délicieusement approximatif fait rêver les élèves de cours moyen de l'école Sophie-Germain de Lille, ils l'ont placardée sur un mur de leur classe.

Des affiches vertes de la campagne anglaise ou bleues du chapeau de la reine mère achèvent de donner aux lieux un aspect « British ». En mars, Lise, Nicolas, Habib, Julie et leurs camarades accueilleront leurs correspondants d'outre-Manche. Puis ils traverseront le Channel deux mois plus tard, pour vivre dix jours dans les familles de leurs nouveaux amis.

La langue anglaise n'est pas une nouveauté pour eux : la plupart l'ont balbutiée dès le cours élémentaire, mais l'enseignement n'a pu être assuré qu'en ponctillé, au gré des départs et arrivées des institutrices compétentes. Toujours est-il qu'à la veille de leur passage en sixième ces vingt-huit enfants de CM 2 suivent avec une évidente passion une leçon vivante entièrement donnée en anglais.

« How is the weather today ? », attaque Francine Villiers, l'institutrice. « Miss ! Miss ! » Une forêt de bras se dressent pour répondre. « It's a bit sunny... », constate une petite blonde. « But it's not foggy », complète son voisin. Suit une conversation à propos d'une image humoristique qui fournit l'occasion d'introduire quelques idiomes. Ensuite, un jeu de portrait entraîne les enfants à manier les terribles formes de répétition. « Les sœurs... ? No, she has not... » Autour des quatre tables qui forment autant d'équipes, rares sont les élèves à s'être mis aux abonnées absents. L'ensemble de la classe est entraîné dans une conversation d'où ne s'échappent que quelques mots de français, rapidement couverts par le voir de l'enseignante : « No French, please ! »

### Biologie en anglais

Depuis la rentrée de 1987, Francine Villiers et Danièle Requier enseignent l'anglais à plein temps à l'école Sophie-Germain, un établissement du centre de Lille, qui mêle des enfants des beaux quartiers environnants à ceux d'un secteur plus populaire et déshérité. Chaque jour par un bus municipal. L'une est titulaire d'un Cambridge Certificate, l'autre d'une maîtrise d'anglais. Elles assurent dans chaque classe, à partir du CE 1, plus de quatre heures d'enseignement par semaine, et le leçon de biologie est donnée en anglais à tous les CM 2.

Une situation privilégiée qu'expliquent le rattachement de Sophie-Germain à l'école normale d'instituteurs et une tradition d'enseignement précoce de l'anglais remontant à 1966, avec de longues interruptions. Mais, depuis 1983, la métropole lilloise, la région Nord-Pas-de-Calais se sont lancées dans une politique audacieuse et originale de développement de l'enseignement précoce des langues, qui permet d'espérer davantage de continuité.

La première vague d'élèves ayant suivi l'enseignement d'anglais précoce à l'école Sophie-Germain vient d'entrer au collège Carnot. Leurs professeurs ne tarissent pas d'éloges sur ces collégiens qui se lancent sans complexes dans de petits dialogues en anglais, prononcent impeccablement *Houses of Parliament*, connaissent Londres et ont parfois acquis une aisance linguistique inconnue jusqu'alors au collège.

« Avec eux, on avance deux fois plus vite. En trois mois, ils sont arrivés au niveau de la quatrième », affirme avec enthousiasme une de leurs professeurs, visiblement passionnée par ses super-élèves. Ces anglicistes en herbe bénéficient d'un extraordinaire traitement de faveur. Admis après des tests dans une « section internationale », ils suivent huit heures d'anglais par semaine par groupes de dix-sept, auxquelles s'ajoutent quatre heures d'allemand en option : des cours de géographie en anglais sont progressivement introduits.

L'expérience, menée avec le soutien actif du rectorat, semble prometteuse. Mais il est douloureux qu'elle puisse être généralisée, à cause de son coût élevé et surtout de son aspect élitiste. Sur les 76 enfants des CM2 anglicistes, 40 seulement pourront être accueillis dans les sections internationales du collège à la rentrée prochaine. Les autres n'auront pas perdu leur temps. Déjà cette année, les élèves non sélectionnés qui ont été versés dans des sixièmes « ordinaires » ont été remarqués. « Leur assurance en anglais les a tirés dans les autres disciplines, et ils ont une oreille exceptionnelle », affirment les enseignants de langues.

### Flandre, italien et portugais

Le constat est encourageant pour Claude Catesson, adjoint (MRG) au maire de Lille et conseiller régional, qui batteille depuis six ans pour développer un enseignement « non élitiste » des langues et cultures étrangères dans les écoles. Son idée est double : faciliter le dialogue entre sa région et les pays voisins (la Belgique et les Pays-Bas, mais aussi la Grande-Bretagne et l'IRA, dans la perspective du TGV européen et du tunnel sous la Manche) et, ce qui est plus original, utiliser les langues vivantes pour lutter contre l'échec scolaire, en tenant compte des origines linguistiques des élèves.

A Wervicq, des instituteurs néerlandais enseignent leur langue, très proche du flamand parlé dans cette région frontalière. A Roubaix et à Tourcoing, des élèves s'initient à l'italien et au portugais dès le cours préparatoire. Les enfants ont droit à un bain d'anglais à Calais et d'allemand à Bouvry. Trois mille élèves bénéficient de cet effort régional, auquel sont associées les municipalités : les conseils étrangers, qui déléguent des instituteurs, et, bien sûr, l'éducation nationale.

A terme, la région souhaite ouvrir, dans chacun de ses quatre bassins de formation, un « cursus international » complet du cours préparatoire au baccalauréat. Par l'intermédiaire d'une association, présidée par Noël Joseph, président (PS) du conseil régional, elle distribue cette année 800 000 francs de subventions pour aider à la constitution de bibliothèques scolaires en langues étrangères, favoriser les échanges et la formation des intervenants.

Il reste aux parties prenantes — région et éducation nationale — à accorder leurs violons pour donner sa cohérence à l'ensemble. La première semble avoir trouvé la un terrain idéal pour démontrer aux électeurs son dynamisme scolaire et son souci de coller aux réalités. Mais les services rectoraux lillois, confrontés à une explosion scolaire et universitaire sans précédent, se refusent à tout emballer et ont tendance à attendre les consignes de Paris. Le feu vert de Lionel Jospin devrait les rassurer et donner un nouveau départ à cette expérience de la région Nord-Pas-de-Calais.

Ph. Ba.

Comment préparer Les Grandes Ecoles de Commerce et de Gestion

Comment préparer Sciences-Pi

Comment préparer Les Études de Médecine Dentaire et Pharmacie

Vente en librairie (diffusion Vuibert) ou par correspondance à : GROUPE SIGMA ÉDITIONS 16-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris - (1) 43 25 63 30

se dans les gran

ni collé à

Mach...

pourquoi pas

LIBRAIRIE D'INTERMÉDIAIRE DE TRADUCTION

la.s.i.t.



CAMPUS  
EXPOLANGUES

# L'arabe dans les grandes écoles

Un enseignement de l'arabe a été créé à Polytechnique et à l'ENSTA. Mais ces initiatives restent encore très isolées.

La terminologie officielle la considère comme une « langue rare ». Dans les grandes écoles, plus encore qu'ailleurs, l'arabe mérite bien cette classification. A de rares exceptions près, il n'est pas possible de la présenter comme première langue vivante (LVI) aux concours d'entrée. C'est un lourd handicap pour les trois cents à quatre cents élèves arabophones qui, bac en poche, arrivent chaque année du Maghreb et du Moyen-Orient pour préparer les grandes écoles d'ingénieurs ou de gestion.

Mais la situation faite aux étudiants français arabisants n'est guère plus favorable. Si l'arabe figure en tant que deuxième langue vivante à la plupart des concours d'entrée, le niveau requis est souvent si élevé qu'il dissuade les candidats. Pis, certaines écoles admettent l'arabe à leur concours n'en assurant pas l'enseignement par la suite. « Où est la cohérence ? », s'interroge Bassam Tahhan dans un rapport sur l'enseignement de l'arabe dans les grandes écoles qu'il vient de rédiger à la demande de l'Institut du monde arabe.

## Un apprentissage

### anarchique

Ce professeur agrégé de quarante ans, Français d'origine syrienne, enseigne l'arabe en classe préparatoire au lycée Louis-le-Grand à Paris, à Polytechnique et à l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées (ENSTA). Il regrette que la France, unique pays européen à proposer l'enseignement de l'arabe dès la classe de sixième, n'aille pas au bout de sa logique, en systématisant la présence de cette langue dans l'enseignement supérieur. « Pour ses futurs cadres, la France compte trop sur les arabisants bilingues originaires de pays arabes francophones », estime Bassam Tahhan. Mais le réservoir des colonies se tarit d'autant plus vite que, dans ces pays, le français est de moins en moins enseigné.

Empêcher les jeunes scientifiques arabophones de présenter leur langue maternelle à l'entrée des grandes écoles françaises, c'est, selon lui, les inciter à bifurquer un peu plus vers les pays anglo-saxons et tendre les liens économiques à venir entre la France et le monde arabe. A l'Ecole polytechnique, où la majorité des étudiants étrangers sont arabophones, le département langues de l'établissement commence à envisager l'introduction de l'arabe

au concours. Quant aux Français, de plus en plus nombreux à apprendre l'arabe dans le secondaire (1) — notamment les immigrés de la deuxième génération, — il faudrait cesser de les décourager en faisant de l'épreuve d'arabe un mur infranchissable. « On en arrive à recaler des Français qui, pourtant, ont appris l'arabe dans un pays arabe et le parlent couramment », s'insurge Bassam Tahhan. L'école qui bat tous les records de difficulté, c'est HEC. Dans les annales du concours, on trouve des sujets qui rebuteaient un agrégé.

Dans son rapport, M. Tahhan préconise que l'arabe puisse être présenté, à l'entrée de toutes les grandes écoles, par les arabophones « par respect pour leur culture et pour le maintien de bonnes relations avec leurs pays d'origine ». Il demande aussi que la nature du concours soit révisée pour le mettre à la portée des candidats français. Mais, surtout, il souhaite une augmentation des moyens (nombre de postes, crédits...) et une harmonisation de l'enseignement entre les différentes écoles. Actuellement, l'apprentissage de cette langue étrangère est assuré de façon anarchique. Les professeurs, peu nombreux, vivent l'existence précaire des vacataires, jonglant avec les horaires, ployant sous la concurrence des langues européennes dopées par la perspective de 1993. Pour une école qui crée une section d'arabe (Polytechnique), combien en ont supprimé ces dernières années (Centrale, Supélec...) ou n'en voient toujours pas l'utilité (ENA, HEC...) ?

## Musique

### et gastronomie

Dans les régions, la situation est généralement plus homogène, en particulier dans les écoles de commerce. A l'ESCAE de Marseille, par exemple, l'arabe existe au concours d'entrée en LVI et LV2. Il est enseigné, y compris en troisième langue optionnelle. Si moins de 1 % des candidats présentent l'arabe à l'entrée, une bonne douzaine en entreprennent l'apprentissage en arrivant à l'école. « Il y en avait plus il y a dix ans, puis la pratique a diminué au profit des langues asiatiques. Aujourd'hui, on constate un regain d'intérêt des étudiants pour cette langue », dit Jean-Claude Peretti, directeur de l'ESCAE.

A Paris, l'ENSTA, école d'application de Polytechnique, fait figure d'exception. Avec la

bénédictin de Jacques Kerbrat, directeur des études, Bassam Tahhan y mène une expérience pilote depuis plusieurs années. Quarante-cinq élèves français, soit 15 % de l'effectif de l'école, ont entrepris de faire de l'arabe pendant leurs trois années d'études. Aux cours traditionnels (environ cent heures par an) s'ajoute une approche culturelle. Il n'est pas rare de voir ce professeur débarrasser avec ses élèves dans les bons restaurants libanais, marocains ou tunisiens de la capitale pour quelque leçon de choses. Une façon agréable de goûter à la gastronomie, mais aussi aux coutumes de convivialité des divers pays arabes. De même, les futurs ingénieurs de l'ENSTA apprennent à jouer aux cartes arabes et s'initient à la musique modale en acquérant un répertoire d'une trentaine de chansons en trois ans.

A la fin de chaque année, les étudiants ont la possibilité de faire un stage d'un mois en Egypte, grâce à une convention avec le département d'études arabes du Caire. Enfin, les jeunes diplômés de l'ENSTA qui le souhaitent peuvent être affectés comme volontaires du service national entreprises (VSNE) ou administration (VSNA) dans un pays arabe.

C'est le cas, par exemple, de Fabrice Chevalier, actuellement « sous les drapeaux » au Caire, qui profite de ses acquis linguistiques pour initier des professeurs égyptiens à l'informatique « made in France ». Cette filière est également très exploitée par l'ESCAE de Marseille. Dans cette région tournée vers le bassin méditerranéen, « de nombreuses entreprises souhaitent que les postes VSNE qu'elles demandent soient pourvus par des arabisants, afin d'avoir un « plus » dans leurs relations avec les pays arabophones », constate Jean-Claude Peretti.

Fort de son expérience, l'ENSTA étudie la possibilité de créer un diplôme d'arabe spécifique des grandes écoles scientifiques. Après trois ans d'études, trois stages et deux années de pratique sur place dans le cadre d'une coopération VSNE, les titulaires de cette peau d'âne ne seraient certes pas en mesure de concurrencer les diplômés de l'Institut national des langues et civilisations orientales, mais ils seraient convenablement armés pour leurs missions de techniciens ou de négociateurs à destination des marchés arabes.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) 400 habitants, surtout maghrébins, de Nanterre (Hauts-de-Seine) viennent d'adresser une pétition au président de la République pour protester contre la suppression de classes d'arabe dans certains collèges.

## Pourquoi pas l'italien ?

L'ITALIEN n'est plus seulement la langue des beaux-arts et des délices gastronomiques. Pour montrer que leur idoine est plus qu'une « langue de plaisir », les responsables de l'Institut culturel italien ont décidé cette année de renforcer leur présence à Expolangues. A l'approche de 1993, les animateurs de cet organisme rattaché au ministère des affaires étrangères souhaitent rappeler que l'apprentissage de l'italien ne devra pas être négligé dans la construction de l'Europe.

Trois pour cent seulement des écoliers français apprennent l'italien, la plupart des parents préférant diriger leurs enfants vers des langues plus répandues

comme l'anglais ou l'espagnol, ou plus « sélectives » comme l'allemand. Mara Muossetta, responsable du service audiovisuel et linguistique de l'Institut culturel italien, juge cette situation regrettable. « Nous sommes la deuxième partenaire économique de la France », souligne-t-elle, « et une éducation européenne passe nécessairement par un apprentissage linguistique. »

En prévision du jour où ils pourront exercer leur profession de l'autre côté des Alpes, les jeunes Français ont donc avantage à découvrir l'italien. Pour leur ouvrir des horizons, six organismes, parmi lesquels l'Association pour la diffusion de

la langue italienne et les universités pour étrangers de Sienna et de Pérouse, seront représentés à Expolangues. Outre des conférences sur « La civilisation italienne à l'heure de l'audiovisuel » et « Le livre italien traduit en français », les visiteurs pourront voir une exposition de livres italiens.

D'autre part, la Compagnie italienne de tourisme profitera du Salon pour rencontrer des associations susceptibles d'organiser des séjours linguistiques en Italie, à l'image de ceux qui existent déjà dans des pays comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou l'Espagne.

R. R.

## INSTITUT SUPÉRIEUR D'INTERPRÉTARIAT ET DE TRADUCTION

Institut catholique de Paris  
21, rue d'Assas, 75006 Paris - Tél. (1) 42-22-33-16  
TRADUCTION - TERMINOLOGIE  
INTERPRÉTATION DE CONFÉRENCE  
RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES  
CARRIÈRES JURIDIQUES INTERNATIONALES  
RELATIONS PUBLIQUES  
recrute sur BAC, DEUG, Licence ou maîtrise + examen.

i.s.i.t.

Le Monde  
ABONNEZ-VOUS  
REABONNEZ-VOUS

LE MONDE  
ET SES PUBLICATIONS  
Gérez vos abonnements  
sur minitel 24 heures sur 24  
7 jours sur 7

ABONNEMENTS

30 15 L'EXPRESS

مكتبة من الأصل

**FORMATION PROFESSIONNELLE**  
**AUX LANGUES**  
**PRENEZ LANGUE AVEC CEUX**  
**DE VOTRE MÉTIER**

Formation continue, programmes catégoriels, programmes et stages sur mesure, la C.C.I.P. met à votre disposition une grande variété de formations linguistiques professionnelles. Adaptées aux besoins de chaque entreprise et des professions, sont formés des officiers et des spécialistes dont l'objectif est le résultat concret.

Renseignez-vous à  
Expolangues  
Stand C 30 - D 27  
Informations Minitel:  
3614 code CCIP.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

**LANGUES & AFFAIRES**

**Europe 1992 : prenez de l'avance !**  
Faites fructifier vos connaissances en langues avec un bon diplôme.

- Chambres de commerce étrangères, certificats européens, Cambridge.
- BTS + Langues : Commerce International, Action Commerciale, Bur/Secrétariat.

Cours par correspondance tous niveaux avec supports oraux. Renforcement études, Formation continue. Séjours à l'étranger.

Documentation, Statut, sur demande à  
LANGUES & AFFAIRES, Service 4844, BP 95  
92307 Paris-Levallois. Tél. (1) 42.70.81.88

**SEJOURS LINGUISTIQUES ET SPORTIFS**

Angleterre - Irlande - U.S.A.  
Allemagne - Espagne  
Jeunes de 8 à 21 ans

**OFACIL**  
12, rue de Miromesnil - 75008 PARIS  
Tél. : (1) 42.68.01.23

**EF THE FASTER WAY TO LEARN A LANGUAGE**

**SEJOURS LINGUISTIQUES**  
• 11-18 ans  
• 19-24 ans  
• 25-30 ans  
• 31 ans et plus  
• 30 jours de séjour au choix  
• UNE ANNÉE SCOLAIRE  
• 15-18 ans  
• 19-24 ans  
• 25-30 ans  
• 31 ans et plus  
• U.S.A., Australie, Canada  
EF, 8, RUE DUPHOT - 75001 PARIS - TEL. 42.61.50.23 - Numéro vert 05.64.78.85

**CENTRES INTERNATIONAUX DE LANGUES**  
• Cours pour étudiants et adultes  
• Toute l'année  
• Préparation aux examens

**TEST D'ANGLAIS GRATUIT SUR MINITEL**

**COURS PROFESSIONNELS**  
• Cours intensifs sur mesure  
• Pour le personnel d'entreprise  
• Toute l'année

**documentation gratuite**  
☐ Séjours linguistiques 11-18 ans  
☐ Centres internationaux pour étudiants et adultes  
☐ Une année scolaire 15-18 ans  
☐ Cours professionnels  
NOM \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_

DOCUMENTATION ET RESERVATION SUR MINITEL 36-16 code EF

**LE NOUVEAU ROBERT & COLLINS EST PARU !**

**ROBERT & COLLINS**  
DICTIONNAIRE FRANÇAIS-ANGLAIS  
ANGLAIS-FRANÇAIS

**Le petit ROBERT bilingue NOUVELLE ÉDITION**

Nouvelle édition, entièrement retournée, considérablement augmentée (15 000 mots et sens nouveaux, 192 pages en plus) :  
• 75 000 mots dans la nomenclature, 35 000 composés, 110 000 locutions, soit 220 000 unités de traduction ;  
• les niveaux de langue, les variantes entre l'usage britannique et l'usage américain, un recensement très complet des noms propres et des sigles ;  
• une typographie claire et soignée, la transcription phonétique de tous les mots ;

en fin d'ouvrage, des tables de conjugaison et une grammaire active de 72 pages, illustrant de manière dynamique et originale les grands points de grammaire considérés comme les plus complexes.

**LE NOUVEAU ROBERT & COLLINS**  
Le plus complet dictionnaire bilingue français-anglais, anglais-français qui ait jamais été publié en un seul volume.  
En vente en librairie.  
Présent à Expolangues - Stand A 43

**ROBERT & COLLINS: L'ANGLAIS PASSION.**

(Publicité)  
**EXPOLANGUE**  
du 1<sup>er</sup> au 6 février 1989  
Hall 8 C8, porte de Versailles

**Etudier dans un nouveau monde**  
Université de Perth WA  
(diplômes reconnus mondialement)  
Anglais général  
diplômes de carrière  
formation de pilotes de ligne

**A des prix très intéressants**  
Australia Europe Connection  
129, rue Lauriston, Paris 75116  
Tél. : 45-53-58-39

**Apprenez l'ITALIEN**  
en vacances en ITALIE  
Séjours linguistiques à  
Florence, Rome et Naples

Inscriptions et renseignements :  
Centro Kolbe  
Via Pandolfi, 27 - 50122 Firenze  
Tél. 055/213861  
Italie  
P.zza Cavour, 85 - 00186 Roma  
Tél. 06/6547620  
Centro lingua e cultura italiana  
Vico S. Maria dell'Auro, 17  
80134 Napoli - Tél. 081/5524331  
EXPOLANGUES - STAND B45

**EXPOLANGUES**

**Décollez en anglais**  
allemand espagnol italien.

**EUROCENTRES**  
FONDATION DANS VOTRE LOCALITÉ  
13 G. PASSAGE DAUPHINE 75008 PARIS  
TÉLÉPHONE 43-25-81-40



## Les LEA jouent l'Europe

**Première filière professionnelle pour étudiants littéraires, les langues étrangères appliquées ont connu des réussites diverses. L'Europe de 1993 devrait leur donner un second souffle.**

La filière Langues étrangères appliquées (LEA), qui va du DEUG jusqu'à la maîtrise, est née en 1973 au sein des départements de lettres des universités. Le projet initial était de créer une formation à vocation professionnelle, ouvrant aux linguistes d'autres débouchés que ceux de l'enseignement. Quinze années plus tard, les responsables de LEA considèrent que le contrat a été rempli, en dépit de conditions extrêmement difficiles, notamment liées à l'inadéquation entre leur mission et les structures universitaires. Mais ils craignent que l'explosion du nombre des étudiants ne vienne compromettre les efforts entrepris.

« Il a fallu faire beaucoup d'efforts pour parvenir à un niveau qui ne nous satisfait pas encore », explique Jean-Marie Lavaud, président de l'Association des langues étrangères appliquées (ALEA) et directeur du département LEA de l'université de Dijon. « Mais le chemin parcouru depuis 1973 est énorme. Les départements LEA ne proposaient au départ qu'un enseignement de langues. Ils ont progressivement introduit des matières dites d'application, comme le droit, l'économie, la gestion, le marketing, la comptabilité, l'informatique appliquée, organisés des séminaires avec des professionnels, et intégré dans le cursus des stages en entreprise, en France et à l'étranger. »

### Pas de modèle

#### unique

Cette évolution ne s'est pourtant pas faite partout au même rythme. Dépourvus de ressources propres, voire de structures autonomes (très peu ont un statut d'UFR), les LEA reflètent la réalité économique de chacune des quarante-trois universités qui les abritent et leur plus ou moins grand intérêt pour une filière professionnalisante. « Quelques-uns vivent dans une situation dramatique », reconnaît un directeur de LEA. A des moyens financiers trop faibles pour acquérir les équipements indispensables (comme les machines à traitement de textes) ou « subventionner » les stages des étudiants à l'étranger, s'ajoute parfois l'absence de directeur d'études, de secrétariat et de locaux adaptés.

Il n'existe donc pas un modèle unique de LEA. Si les étudiants sont partout tenus de se spécialiser dans deux langues étrangères, la palette des matières d'application, le moment où elles intervi-

ent dans le cursus, de même que la durée des stages obligatoires, peuvent varier amplement d'une université à l'autre, selon les moyens du bord et les choix des responsables.

Au-delà de ces disparités, les LEA se trouvent aujourd'hui confrontés à un problème paradoxal. Alors qu'ils manquent cruellement d'enseignants qui leurs soient directement rattachés, de professeurs formés aux problèmes de l'application des langues à l'industrie ou au commerce et de spécialistes dans des matières comme le marketing et la gestion, ils voient leurs effectifs exploser depuis plusieurs années. Le nombre des étudiants, soit près de 25 000 (dont 90 % de filles !), pourrait même doubler d'ici une dizaine d'années.

### Un diplôme

#### trop généraliste

« On ne peut préparer qu'un petit nombre d'étudiants à des débouchés professionnels », souligne Jean-Marie Lavaud. « La professionnalisation suppose que nous tenions compte de la demande du marché », ajoute Paul Constable, directeur du département LEA de Chambéry. Les résultats obtenus par les quelques LEA qui ont eu la possibilité de « maîtriser les flux d'entrée » dans le cadre des DEUG renoués, ou choisis de pratiquer une « sélection douce » (tests, entretiens...), viennent confirmer ces propos. A Clermont-Ferrand, 110 étudiants, sur les 150 environ admis en première année de DEUG, atteignent le niveau de la maîtrise. Ils ne sont en revanche que 65 sur 600 à Bordeaux-M3, où chacun est libre de s'inscrire. A Dijon, la « dissuasion » sur la base des dossiers de préinscription a permis de doubler le taux de réussite au DEUG, qui n'était, à l'origine, que de 9 %.

Cette sélection ne concerne, pour l'heure, qu'une minorité de filières. « La plupart des bacheliers qui arrivent ont pourtant un niveau très insuffisant en langues », note Christiane Hauser, responsable du LEA Europe de l'université d'Aix-en-Provence. Ils sont voués à l'échec en premier cycle. « Accepter tous les étudiants nous condamne à une approche généraliste », soulignent pour leur part Jacqueline Colombat et Valérie Colonna, deux professeurs au LEA de Paris-VII, où l'on tente de « maîtriser l'échec » à l'aide d'unités de pré-professionnalisation et de séminaires d'orientation.

## Le BAIN LINGUISTIQUE

**plonge les jeunes dans la vie de la langue choisie**

Multiples formules de séjours en Angleterre, Allemagne, Espagne, Irlande, Ecosse, Autriche, Italie, Malte, U.S.A. (dont Californie et Hawaii), Australie, Canada, Mexique, etc...

« Séjours Internationaux Linguistiques et Culturels » (S.I.L.C.), sans but lucratif, agréments Jeunesse et Sports (n° 16.64) et Tourisme (n° 70.027), offre toutes possibilités de « Bain Linguistique » de toutes durées et à toutes époques : séjours en famille avec ou sans cours ; séjours avec sports ou séjours spéciaux : musique, art dramatique, vidéo, maths ; séjours en école anglaise (school language) ; cours « one to one » ; séjours junior.



1580 professeurs correspondants locaux, France, D.O.M., T.O.M. et l'Afrique.

Pour tout connaître sur ces réalisations présentant toutes garanties de sécurité, de sérieux et d'efficacité, et choisir votre formule de Bain Linguistique, demandez la documentation complète et gratuite.

S.I.L.C. (Service 59) 10022 ANGOULEME CEDEX Tél : 45.95.63.56  
PARIS Miro Bourse 45.42.55.00 - Miro Vauzelles 48.55.81.15  
NORD 27.86.83.94 - 21.02.77.26 - EST 83.96.11.74 - 68.31.03.10  
RHONE 78.53.03.53 - 74.22.91.95 - ALPES 76.42.74.76  
SUD-EST 91.37.43.37 - 42.27.88.42 - 93.55.94.04 - 90.25.40.00  
SUD-OUEST 56.92.83.45 - 61.21.68.17 - 59.24.33.17 - 53.65.51.51  
BRETAGNE 99.58.51.65 - 43.85.62.50 - 59.53.13.45 - 40.25.12.25  
51.94.41.25 - NORMANDIE 35.60.19.40 - 35.58.03.70 - 31.43.68.27  
LANGUEDOC 67.69.25.97 - CENTRE 55.06.10.70



Trop généraliste : c'est aussi une critique souvent exprimée par les étudiants de LEA, en dépit des mentions « traduction spécialisée » et « affaires et commerce », généralement proposées à partir de la licence. Cela explique en partie qu'ils complètent de plus en plus souvent leur maîtrise par un BTS, un IUT, un DESS ou une école de commerce. Les participants au congrès national des formations LEA, qui vient de se tenir à Rennes, se sont pourtant montrés résolument optimistes. Les réussites ont déjà nombreuses dans trois domaines essentiels pour l'avenir : l'implication dans les projets économiques régionaux ; le partenariat avec les entreprises ; la recherche d'une envergure européenne.

### S'adapter

#### aux besoins régionaux

« Les formations doivent être adaptées aux besoins des régions », explique Jean-Marie Lavaud. Le département de LEA de Chambéry propose déjà un cursus « tourisme » et une MST de « management et marketing de l'hôtellerie » et des « hébergements de loisirs », celui de Clermont-Ferrand une option « agro-alimentaire », et celui de Mulhouse s'attache au domaine des transports. L'alliance entre des spécialisations fines, motivées par une demande régionale, ou même nationale (option « sciences et techniques » à Clermont-Ferrand), et un enseignement polyvalent semble être une bonne formule. « Une enquête réalisée en 1986 auprès des promotions de maîtrise (tourisme ou commerce international) des quatre années précédentes nous a montré que cinq étudiants seulement, sur cent trente-cinq interrogés, étaient encore à la recherche d'un emploi », constate le directeur de Chambéry. Une réussite que l'on retrouve dans les LEA les mieux professionnalisées grâce à leurs relations avec les entreprises.

Ainsi, un accord de partenariat a été conclu entre le LEA de Rennes-II et Digital Equipment France. Des groupes d'étudiants, encadrés par des professeurs linguistes et informaticiens, et un ingénieur de formation Digital traduisent et adaptent des produits pédagogiques américains destinés aux utilisateurs des ordinateurs et des réseaux Digital. En échange, l'entreprise accueille gratuitement des enseignants dans son centre de formation et offre aux étudiants des stages rémunérés de deux à trois mois. A Dijon, le LEA participe au recyclage du personnel de la Société d'équipement bourguignonne. A Clermont-Ferrand, c'est une formation en alternance qui se met en place avec Michelin, tandis que le LEA de Toulouse vient de créer un diplôme de « tourisme international » pour les titulaires de la maîtrise, en collaboration

avec des sociétés comme Air Inter, FRAM et Nouvelles Frontières.

En souhaitant être les mieux placés pour l'Europe de 1993, les LEA ont également multiplié les initiatives dans ce domaine. Ils représentent d'ores et déjà près de 17 % des échanges du programme européen Erasmus, qui permet à des étudiants de passer une période d'études dans un établissement supérieur d'un autre pays de la CEE. Certains départements, à l'image de celui de Rennes-II, travaillent en étroite collaboration avec des organismes communautaires, notamment dans le domaine de la terminologie.

D'autres se sont engagés dans des formations européennes. C'est le cas d'Aix-en-Provence, qui a mis sur pied, avec l'Ealing College of Higher Education de Londres et la Fachhochschule de Cologne, un cursus LEA Europe harmonisé de quatre années. Les vingt-cinq étudiants sélectionnés par chaque établissement effectuent nécessairement leurs deuxième et troisième années d'études à l'étranger, et obtiennent ainsi trois diplômes nationaux. A Chambéry, qui collabore avec douze partenaires étrangers dans le cadre d'Erasmus, une quinzaine d'étudiants obtiennent chaque année un diplôme européen d'études avancées de tourisme (DESS), après avoir passé au moins deux semaines dans un établissement étranger, en Grande-Bretagne, en RFA ou aux Pays-Bas.

Quelque peu en porte à faux entre les IUT et les écoles de commerce, les LEA ont choisi la voie de la diversité pour affirmer une identité jusqu'ici jugée beaucoup trop floue. Il leur faudra encore se faire mieux connaître des milieux professionnels, pour qui le sigle LEA reste mystérieux.

MARIANNE ROUGE.

## Des débouchés très divers

« Nous ne savons pas qui nous formons ! » Cette remarque d'un professeur de LEA à Rennes-II traduit la grande diversité des débouchés ouverts aux diplômés. On les retrouve en effet aussi bien dans l'industrie que dans les services, la communication, la banque ou le tourisme, et à des postes aussi divers que secrétaire bilingue, responsable du négoce international, ou traducteur spécialisé. Sans compter ces métiers « diffus » que les étudiants n'imaginaient certainement pas en s'inscrivant et qui les conduisent à organiser : les tournées d'un orchestre de jazz au Japon, ou à être l'assistant d'un courtier en jus de fruits dans les pays d'Amérique latine.

Une enquête réalisée en 1987 auprès de diplômés (DEUG, licence et maîtrise) du LEA de Paris-III - qui a, il faut le souligner, beaucoup diversifié son enseignement depuis cette date - montre que les emplois offerts permettent rarement d'accéder à un statut de cadre, et présentent souvent, au départ, un caractère précaire (« le Monde Campus » du 23 novembre 1988). Ce constat est confirmé par le responsable du LEA Europe d'Aix-en-Provence. « Nos diplômés doivent faire leurs preuves lors de la première embauche », explique-t-il. « Les entreprises nous disent que nous leur livrons un produit semi-fini, perfectible, avec un potentiel suffisant pour grimper rapidement », ajoute Paul Constable, directeur du département LEA de Chambéry.

Une autre enquête, menée par le LEA de Limoges auprès de soixante entreprises du Limousin ayant accueilli des stagiaires LEA, vient valider les critiques les plus courantes : les étudiants ne maîtrisent pas assez les lan-

gues techniques, et ont trop peu de connaissances en comptabilité, gestion et marketing. Les entreprises préconisent également une année de spécialisation après la maîtrise, qui permettrait aux diplômés de faire passer la moyenne de leur premier salaire de 7 000 F à 10 000 F. « Avoir fait des stages longs en entreprises est également un atout », remarque un professeur.

### Un avenir

#### dans les services

L'avenir des futurs diplômés semble s'annoncer sous les meilleurs auspices dans le domaine des services. « Avec le marché unique, la CEE parle d'une croissance de l'ordre de 10 000 % des besoins des entreprises en traduction », note Robin Spicat, directeur du département LEA de Rennes-II. « Pour exporter des produits, il faut traduire la documentation », ajoute Norbert Kerton, responsable de la terminologie à Logomotiv, une société de services en ingénierie linguistique, partenaire du LEA de Rennes-II.

« Nous assistons à la revanche des linguistes sur les techniciens. Les sociétés comme la nôtre, qui sont amenées à se développer, ont besoin d'experts en communication multilingue, capable de contrôler toutes les étapes d'une chaîne de documentation (traduction, traduction, édition...). Nous cherchons des gens qui puissent toucher à tout sans être des experts dans chaque domaine. Des gens ayant beaucoup bougé, avec une très bonne culture générale, sachant écrire, et capables d'utiliser des outils informatiques, comme le traitement de texte. Tout cela est assez nouveau, nous recrutons donc des problèmes de recrutement. »

## La promotion par les étudiants

Si les associations d'étudiants en LEA déplorent souvent l'absence, chez leurs camarades, de l'esprit de corps cher aux grandes écoles, elles n'en jouent pas moins un rôle très actif. Elles ont souvent pris en charge la promotion de leurs sections (édition de plaquettes, participation aux Forums Entreprises, interventions dans les lycées), et l'organisation des voyages d'études. S'inspirant des Juniors-Entreprises, elles ont créé des services de traduction destinés aux professionnels. « Nous avons même un service publicité, pour que les étudiants puissent s'initier à une matière non traitée dans notre filière, et un service export, qui leur permet de se former au commerce international par la pratique », précise Jean-Christophe Bihara, président de l'association des étudiants de Clermont-II.

L'association « LEA pour l'Europe » a été créée par deux

étudiantes en maîtrise de Lille-II, soutenues par leurs directeurs d'étude. Son projet est d'évaluer tous les LEA, afin de dégager les caractéristiques communes, et les spécificités régionales, puis de les comparer aux formations du même type dans cinq pays de la CEE. « Les résultats de ce tour de France », pule d'Europe, devraient nous permettre de faire des propositions pour améliorer la formation dans les LEA (généralisation des cursus multilingues par exemple), et surtout de montrer aux entreprises étrangères que nous sommes les meilleurs ! », explique Hélène Gardel, une des deux initiatrices du projet.

Les associations d'étudiants en LEA, réunies en congrès à Rennes-II, du 13 au 15 janvier, ont décidé de développer les contacts interrégionaux entre les filières, pour mener une promotion du label « LEA » au plan national.

M. R.

(Publicité)  
**COURS DE VACANCES D'ALLEMANN**

- A Göttingen : l'Allemagne la plus pure.
- Intensif : 8 heures de cours par jour en très petits groupes ; pour les étudiants de 1<sup>er</sup> cycle de langues.
- Avec des informations socio-culturelles.
- Vivre en famille dans une maison familiale ou dans un pensionnat de ville ou dans un hôtel.
- DM 215 (environ 700 F) par semaine.

SPRACHENZENTRUM  
RINE WELT  
Postfach 339  
D-3400 GÖTTINGEN  
RFA  
Tél. : 42-25-15-41

**goelanguages**

25, RUE DE NAVARIN - 75009 PARIS  
Tél. : (1) 45-26-14-53 (métro Saint-Georges) - télex 280.623

**I - SÉJOURS LINGUISTIQUES**

a) Arrivés scolaires : stages pour adultes - adolescents (ANGLAIS - ALLEMAN - ESPAGNE - ITALIE - AUTRICHE - U.S.A. - CANADA - AUSTRALIE - MALTE). Durée au choix - possibilité de stages pour vacances.

b) Vacances de Pâques, été, Noël - Adolescents et adultes (ANGLAIS - ALLEMAN - ESPAGNE - ITALIE - U.S.A. - CANADA - AUSTRALIE - MALTE).

**II - SÉJOURS AU PAIR**

ANGLAIS - ALLEMAN - ESPAGNE - ITALIE - U.S.A. (formule aide familiale)

**de vraies écoles de langues**

**USA - Angleterre - RFA**

**Garantie : un nombre limité de Français**

Adultes : Séjours intensifs en Universités.  
Juniors : Vacances en Collèges.

Association VELA - 36, rue de Chézy  
92200 Neuilly - Tél. : (1) 46-37-35-88

**NOUVEAUTES UNIVERSITAIRES**

La vie complète de l'entreprise en exercices corrigés

Jacques Guéhen  
Yves Thé  
MASSON III

L'économie de l'Espagne

Alain Pons de Lamoignon

Initiation à la chimie inorganique

L. Pons, R. Guéhen, M. Pons, R. Guéhen  
MASSON III



## ENTREPRISES

## OFFRES DE STAGES

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement

le CDTE, association responsable de ce service, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel : 3615 JOBSTAGE.

## Sélection de la semaine

## MARKETING

Lien : Levallois-Perret. Profil : bac+3. Date : immédiat. Durée : jusqu'en juin, voir plus. Ind. : 33 F/H. Obs : télémarketing : prise de RV auprès des directeurs ressources humaines et directeurs commerciaux pour le Carrefour des carrières commerciales. M 1219 A.

Lien : Le Plessis-Robinson (92). Profil : bac+2. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Obs : étude de nouveaux produits et de nouveaux marchés avec le service marketing (réalisation enquêtes, terrain, analyse des données, retours sur micro). M 1219 B.

Lien : Paris. Profil : bac+3. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : 5000 à 6000 F/mois. Obs : étude de marché (secteur de bâtiment). M 1206.

Lien : Paris. Profil : bac+3. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Obs : assistant(e) commercial(e) du directeur (terrain avec le directeur+suivi). M 1202.

Lien : Paris. Profil : bac+2. Date : immédiat. Durée : à définir. Ind. : 50 F/rdv. Obs : marketing direct auprès de dirigeants d'entreprise. M 1199.

## COMMERCIAL

Lien : Paris/La Défense. Profil : bac+2. Date : immédiat. Durée : indéfini. Ind. : à convenir (très intéressé). Obs : vendre solutions entre réseaux publics et France Télécom. M 1217.

Lien : Paris. Profil : bac+2. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : à convenir. Obs : étude de marché = prospection clientèle. M 1218.

Lien : Paris RP. Profil : bac+2. Date : immédiat. Durée : indéfini. Ind. : 10

à 15 % sur vente. Obs : commercialiser mini photo timbre adhésive auprès de monde étudiant. M 1213.

Lien : Paris. Profil : bac+2. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1500 à 3000 F. Obs : attaché(e) commercial(e) informatique. M 1196.

Lien : Paris. Profil : Date : immédiat. Durée : indéfini (temps complet ou partiel). Durée : indéfini. Ind. : à convenir. Obs : commercialiser matériel pédagogique pour anglais. M 1214.

## INFORMATIQUE

Lien : Marly-le-Vallée (92). Profil : bac+4.5. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : selon convention + remboursement des frais. Obs : segmenter sur informatique la clientèle selon des données statistiques avec des critères qualitatifs et quantitatifs. M 1216.

Lien : Marne-la-Coquette (92). Profil : bac+2. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois (salaire fixe). Ind. : 5000 F/mois. Obs : connaître micro IBM, Lotus 1, 2, 3, 5 GPD (Oracle Paradox). M 1220.

Lien : Paris. Profil : bac+4. Date : immédiat. Durée : 6 mois (possibilité 1/2 temps). Ind. : à convenir. Obs : recherche développement amélioration d'un prototype existant. Connaître circuits téléphoniques, assembleurs, LISP, RISC. M 1200.

## GESTION/COMPTA

Lien : Boulogne. Profil : bac+3. Date : immédiat. Durée : indéfini. Ind. : 5000 à 4000 F/mois. Obs : mise en place de la comptabilité analytique. M 1210.

Lien : grandes villes de France. Profil : bac+2. Date : immédiat. Durée : 3 mois en préambule. Ind. : 6500 F/mois.

Obs : faire partie de l'équipe de gestion d'un restaurant, être délégué de l'O.M. 80 postes à pourvoir. M 1151.

## COMMUNICATION

Lien : Châlons-sur-Marne. Profil : bac+4 (relations presse, relations pub). Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Obs : repérage et restructuration des offices de tourisme en Champagne-Ardenne, recherche de partenaires. C 1210.

## ÉCONOMIE

Lien : Paris. Profil : bac+3, école de gestion. Date : février. Durée : 2 mois à temps partiel. Ind. : SMIC horaire. Obs : collecter informations financières pour mise de données et exploiter les infos. E 1211.

## SECRÉTARIAT

Lien : Paris. Profil : bac+2. Date : février. Durée : 1 mois. Ind. : 1500 à 2500 F. Obs : classement administratif, standard, hôte. S 1212.

## DIVERS

Lien : Paris. Profil : / . Date : immédiat. Durée : indéfini. Ind. : à convenir. Obs : vente d'articles de musique en magasin. A 1215.

Lien : Paris. Profil : / . Date : février. Durée : 3 mois. Ind. : à convenir. Obs : hôte d'accueil pour Salons et séminaires, bonne présentation. C 1208.

et de nombreuses autres propositions sur Minitel : 3615 JOBSTAGE ou en nous appelant au : 47-35-43-43

Les critères d'attribution des bourses de l'enseignement supérieur dépendent, bien entendu, du niveau de revenus des parents, mais également de l'assiduité des étudiants aux cours, et surtout de leur aptitude à ne pas redoubler. En cas de faux pas, le bénéficiaire des bourses sera lourdement sanctionné : il perdra sa qualité de boursier. Quel de plus normal, après tout, que de « mériter » son moyen de survie ?

Car c'est bien de survie qu'il s'agit. Un étudiant boursier au neuvième échelon touche environ 15 000 francs par an, au septième échelon, 12 000 francs. Maigres

revenus pour ceux qui n'ont pratiquement pas d'aide financière dans leurs études. Bien sûr, en cas de redoublement, l'étudiant peut toujours faire appel, en remplissant un formulaire de « Demande de maintien exceptionnel de bourses ». Mais gare à lui s'il ne requiert pas les conditions exigées par la commission chargée d'examiner les dossiers. A moins d'avoir été victime de problèmes de santé ou familiaux graves, à moins d'avoir obtenu le neuvième échelon des bourses, son cas sera purement et simplement ignoré, sans possibilité aucune de contester cette décision.

CATHERINE REBUFFET, étudiante-journaliste au CELSA.



## La bourse et la survie...

L'heure où l'on ne parle plus que de revalorisation de la fonction des enseignants, avec l'idée que celle-ci doit avoir lieu en fonction du mérite, il est temps de se pencher également sur le sort des étudiants boursiers pour lesquels cet argent que leur prodigue l'Etat n'est en aucune façon une manne du ciel.

ADMISSIONS PARALLELES a  
SUP de CO REIMS  
VOTRE DIFFERENCE  
NOUS INTERESSE

Titulaires d'un diplôme français ou étranger de type :  
2 inscriptions jusqu'au 28/2/89  
3 inscriptions jusqu'au 24/3/89

GRUPE ESC REIMS - 59, rue Pierre Talingier  
B.P. 302 - 51061 REIMS CEDEX - TEL 26 08 06 04

MOI, JE SAIS OÙ JE VAIS

1<sup>er</sup> CYCLE  
1. DÉPARTEMENT INFORMATIQUE  
ITS Informatique de Gestion  
ITS Informatique Industrielle  
ITS Informatique Industrielle  
ITS Informatique Industrielle

2. DÉPARTEMENT COMMERCIAL  
ITS Action Commerciale  
ITS Commerce International  
ITS Commerce International  
ITS Commerce International

2. DÉPARTEMENT GESTION  
ITS Gestion Comptable  
ITS Gestion Comptable

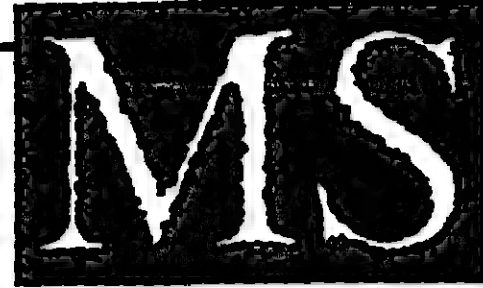
2<sup>e</sup> CYCLE  
1. DÉPARTEMENT INFORMATIQUE  
CES Informatique Appliquée : CESA  
CES Informatique Appliquée : CESA  
CES Informatique Appliquée : CESA  
CES Informatique Appliquée : CESA

2. DÉPARTEMENT COMMERCIAL  
CES Gestion Commerciale : CESA  
CES Gestion Commerciale : CESA  
CES Gestion Commerciale : CESA  
CES Gestion Commerciale : CESA

3. DÉPARTEMENT GESTION  
CES Gestion Comptable : CESA  
CES Gestion Comptable : CESA  
CES Gestion Comptable : CESA  
CES Gestion Comptable : CESA

ESIG  
L'ÉCOLE

PARIS - BORDEAUX - LILLE - MONT-MAIRIE - NANTES - OREANS - RENNES - TOULOUSE



## M.S. ESCP : Promotion 1988

La remise des Mastères Spécialisés ESCP s'est déroulée le 31 janvier 1989 à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

## MANAGEMENT DE LA TRESORERIE

N. ALTMAYER - Cl. BESSE - Ch. BESSE - J.-M. CASTRE - L. CHEMLA - N. CHRISTOPHOV - E. DAESCHNER de LESSEPS - G. FARRUGIA - A. FULPIN - B. HENRY de VILLENEUVE - O. HEYRAUD - M. KHALEF - I. KLEIN - E. LEGENT - D. MARI - B. POULIN - G. REVAH - J.-P. SANDOZ - M. TOUZI - V. VERDET-KLEBER.

## MANAGEMENT DE LA QUALITE

en collaboration avec l'E.C.P. et l'E.S.T.P.

C. CHAT - V. FOULON - V. GABARRE - A. GIRARD - V. GRAZIOTTIN - P. HELLERS - P. JACQUOT - H. KAPLON - J.-D. LEGRAND - C. MALBRANQUE - C. MISSIMILLY - P. MORNARD.

## MANAGEMENT DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS

C. BACONNET - C. BLONDEL - T. BUCAILLE - J. CHAPERON - E. CHOLLET - R. CLAVERIE - B. DELORME-WETSTEIN - S. DUPONT - B. GOSSET - L. HAGUENAUER - R. LEBLOND - H. MONTIOTIN - G. PAYEN - E. PERRIN - S. RICART-SCHWITZER - S. SLIM.

## MANAGEMENT DES PROJETS INTERNATIONAUX

F. ACINAS - Y. ALAOU - E. BRADEN - P. BRIERRE - M. CHABANEL - S. CHAILLET - B. CHANUT - R. CORDIER - M. DESPORTES - C. FORAY - F. GUERIN - F. L'AMOULEN - M.-L. MEGRELIS - T. MEYNARD - A. MONNANTEUIL - M.-H. PETERLE - X. RIESCHER - S. ROTNEMER - T. SERFATI - A. TRISKA BOUSIN - O. VINCENT - J.-B. WILLEM.

## AUDIT INTERNATIONAL

A. AUGERARD - C. DARCHY - V. DUSSAUCY - R. FORTAN - N. GARAUD - J. GONZALEZ ALVAREZ - F. GUERIN - J.-C. GUIMARD - G. LABROSSE - K. LAM - W. LAURIAND DO REGO - S. PETTER - L. THION.

## MANAGEMENT MEDICAL

G. ADDA - F. BALENCI - C. BAUDUIN - F. BAUER - D. BERDEU - M.-D. BESSE - P. BOUGENOT - J.-P. BRUGIERE - H. CATTOIRE - L. CHADEFAUX - L. CHAMPION - C. COLLAS - T. DEMERENS - J. DOUCET - H. FARINA - J.-S. GRAUDET LE QUINTREC - F. NOGUERO - C. RATEAU - F. SAGOT - F. WAGNIER.

## MANAGEMENT SOCIAL DES ORGANISATIONS

A. BRETON - N. DEACKEN - P.-G. DESSAIR - J. DUBUQUOIT - M.-F. FARBAT - M.-L. FLY-KEREVER - F. GAU - F. GOUJON - M. LAUMESFELD - M. LAUNAY - D. PLESSIS - G. PORTEHAULT - V. TRUCHOT - M. VEROT - S. VO.

## MANAGEMENT BUREAUTIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION

F. BALLARD - R. BAUDIN - D. BONFILS - C. DAUVERGNE - J.-P. JOUD - A. LE GAREC - B. LECORRE - C. MARTIN - P.-A. NAEGEL - F. PICARD - M. RAZAFIMBELLO - S. SORIANO MALDONADO - C. SORIEUL - H. UNAL.

Les "Mastères Spécialisés" (M.S.)  
une formation d'excellence,  
un standard international.  
Le label de la Conférence des Grandes Ecoles.



Ecole Supérieure de Commerce de Paris  
Service des Mastères : (1) 43.55.39.08

79, Av. de la République. 75543 PARIS Cedex 11

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

مكتبة من الأصل



هكذا من الأصل

## L'étudiant espion

**Avant même d'avoir rédigé son mémoire de stage, Alain Barthélémy est exclu du centre de formation. Motif : son enquête sur la distribution du fioul était trop précise.**

L'AN dernier, Alain Barthélémy, trente-trois ans, vivait d'espoir. Chômeur depuis quelques mois, il avait entrepris, le 1<sup>er</sup> février 1988, une formation en « gestion et techniques commerciales » organisée par le service enseignement de la chambre de commerce et d'industrie de Valence (Drôme). Et l'entreprise dans laquelle il effectuait son stage pratique, au mois de juillet, lui faisait miroiter une embauche pour l'automne. Il pouvait raisonnablement espérer renouer avec la distribution des produits pétroliers, un secteur dans lequel il avait travaillé de 1980 à 1987.

Le 23 août cependant, tout s'écroule. Adieu diplôme, emploi et avenir. Un mois avant de soutenir son mémoire de fin d'études, il est exclu du centre de formation de la

CCI, en application de l'article 45 du règlement intérieur : « Nul ne peut être admis au centre sans avoir une bonne réputation ou une faute grave entraînant un renvoi immédiat. » Quelle est cette faute qui vaut à Alain Barthélémy d'être brusquement privé du bénéfice de sa formation ? Apparemment ses méthodes de travail.

An cours de son stage d'application chez un distributeur de combustible, à Rueil-Malmaison, il est convenu avec la CCI qu'il doit réaliser une étude de marché sur la distribution du fioul domestique en Ile-de-France. Deux mille questionnaires très détaillés sont expédiés, principalement à des gestionnaires de chaufferies collectives, et plusieurs centaines de réponses lui

parviennent à la chambre de commerce. Aucune difficulté jusqu'à là : il obtient, pour compléter son enquête, une prolongation de stage jusqu'au 22 août, date à laquelle il doit reprendre les cours théoriques à Valence. C'est là qu'il apprend sa disgrâce, brutale et sans appel. On lui reproche essentiellement d'avoir utilisé sans autorisation du papier à en-tête de la CCI et un pseudonyme.

Pour sa défense, Alain Barthélémy a des arguments, mais il ne pourra guère les faire valoir. « En l'état actuel de la réglementation de la formation professionnelle, le pouvoir disciplinaire auquel est exposé un stagiaire est de la seule compétence de l'organisme de formation », lui fait savoir le secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle. Du jour au lendemain, il se trouve privé de ressources et, qui plus est, marqué à l'encre rouge dans la profession. Les curriculum vitae dont il arrose les employeurs éventuels restent lettre morte. Son nom a désormais un effet de repoussoir dans le microcosme du négoce des hydrocarbures. « Sa carrière est dévastée, confirme-t-on dans l'entreprise qui souhaitait le recruter, dans le milieu, il est grillé. »

C'est en lisant le numéro de septembre de *Combustibles et carburants*, la revue de la Fédération nationale des syndicats de négociants en combustibles (FNSNCF), qu'Alain Barthélémy comprend les mécanismes de son exclusion et en mesure les conséquences pour son avenir professionnel. Selon l'article, son enquête était « d'une telle précision qu'elle dépassait largement le cadre d'une simple étude et s'assimilait plutôt à de l'espionnage commercial ». La Fédération est catégorique : « Le rapport de fin de stage représentait une mine de renseignements sur les négociants sondés, permettant à l'entreprise ayant commandité l'enquête de proposer ses services ou de racheter des affaires en toute connaissance de cause. »

Après avoir mis en garde ses adhérents « contre ce type d'enquête trop précise pour être honnête », la chambre syndicale pouvait les rassurer : « Nous reproduisons ci-après la lettre de la CCI de la Drôme, faisant suite à l'intervention de la Fédération, qui a mis un terme à ces agissements condamnables. » Le responsable départemental de la Fédération, membre de la CCI de Valence, était monté au créneau. Alors qu'il n'avait pas rédigé la première ligne de son mémoire, Alain Barthélémy était jugé. « J'ai été condamné sur une présomption », dit-il.

usé de procédés anormaux, indignes d'un futur cadre, en utilisant le sigle de la chambre ». Alain Barthélémy est-il un étudiant consciencieux qui voulait donner toute l'objectivité possible à son enquête en utilisant un pseudonyme et le paronyme neutre et honorable d'un organisme consulaire ? Est-il au contraire un espion qui a eu la malchance de se faire prendre ? Un bon professionnel injustement condamné ou un homme sans scrupule qui se pose en victime ? Le tribunal de grande instance de Paris, qu'il a saisi, aura à en juger au mois de mars.

fédérations professionnelles pour éviter ce genre de problème ou tout simplement pour que les étudiants soient bien accueillis », estime Jean Costes. Tirant également une leçon de cet incident, Georges Ancel promet de prendre à l'avenir « plus de précautions », notamment dans l'élaboration des conventions de stages avec les entreprises.

Le cas d'Alain Barthélémy pose plus généralement le problème du suivi pédagogique des étudiants faisant un stage en entreprise et des



« Enorme

malentendu »

Président de la FNSNCF, Jean Costes reconnaît que son sang n'a fait qu'un tour à la lecture du questionnaire « qui était de toute évidence l'œuvre d'un professionnel », car, explique-t-il, « il y a des manœuvres permanentes des compagnies pétrolières pour prendre le contrôle de distributeurs indépendants ». Mais il se défend d'avoir demandé la mort du pêcheur : « A mon retour de vacances, j'ai été surpris par le dévouement de l'affaire ». Pour ce professionnel, « farouche défenseur de la formation et des stages en entreprise », il s'agit d'un « énorme malentendu ». A le croire, rien de fâcheux ne serait arrivé à Alain Barthélémy s'il avait enquêté sous son propre nom, qui n'était pas inconnu dans la profession.

En revanche, Georges Ancel, directeur du service enseignement de la CCI de Valence, n'en démord pas : « Les professionnels nous ont alertés, car l'enquête présentait un risque très net pour leur métier. Mais c'est notre responsabilité d'avoir pris cette sanction. Elle est parfaitement justifiée, car le stagiaire et l'entreprise d'accueil ont

Son histoire fait tout de même question au moment où se développent les relations entre les organismes de formation et le monde économique. Tout stagiaire menant l'enquête dans un secteur concurrentiel ou sur un sujet économiquement brûlant ne risque-t-il pas de se trouver un jour en difficulté, après avoir mis en porte-à-faux son école et les professionnels ? « Les chambres de commerce devraient informer les

nécessaires relations à établir entre responsables de formation et responsables d'entreprise. Conseillé et averti plus tôt sur les risques de sa méthodologie, Alain Barthélémy en serait-il réduit à constater qu'il se trouve « plus démuné après avoir entrepris une formation que s'il était resté à l'ANPE » ?

JEAN-JACQUES BOZONNET.

## L'école de l'an 2000

### TRAVAILLER AUTREMENT

C'est s'organiser autrement.  
C'est fédérer toutes les compétences.  
C'est travailler mieux.  
Ce n'est pas travailler plus.

### DES CORPS COMPARABLES

Pour les écoles, les collèges, les lycées, les lycées professionnels, les enseignants entreraient en centre de formation au même niveau. Ils recevront une formation professionnelle équivalente. Ils auront donc la même qualification. Ils devraient disposer des mêmes droits. Ils devraient bénéficier des mêmes salaires.

### UN CORPS COLLÈGE

Partir ne signifie pas uniformisation, encore moins le nivellement par le bas. Chaque niveau de formation exige une spécificité pédagogique pour le jeune, comme pour l'enseignant, comme pour les contenus, comme pour l'organisation du travail.

### LA RECHERCHE

Vitale pour l'avenir, pour mieux comprendre, innover, créer des emplois avec des équipes de chercheurs, mieux formés, plus nombreux et bien rémunérés.

## DES CLÉS POUR NÉGOCIER



NOUVEAUTES UNIVERSITAIRES

**U flash**  
REVUE BILINGUE  
1988 - 1989  
222 p. 115 F.  
ARMAND COLIN

**U flash**  
REVUE BILINGUE  
1988 - 1989  
222 p. 115 F.  
ARMAND COLIN

**U flash**  
REVUE BILINGUE  
1988 - 1989  
222 p. 115 F.  
ARMAND COLIN



### MATHÉMATIQUES

#### La taille idéale des crabes

Les crabes aiment les moules, c'est bien connu : les grosses moules sont plus nourrissantes, mais résistent plus longtemps aux pinces de leurs prédateurs. Du point de vue des crabes, l'optimum est atteint pour une taille de moules de 3 cm environ ; pourtant on constate que les crabes ne se limitent pas à cette taille. Pourquoi ? L'introduction d'un modèle mathématique simple tenant compte du temps de recherche des moules de différents types permet d'apporter dans ce cas une réponse vérifiée expérimentalement.

C'est par des exemples biologiques in situ que Roger V. Jean enseigne les mathématiques utiles aux futurs biologistes. Cette démarche a l'intérêt de montrer le rôle des mathématiques dans le processus de modélisation et dans la clarification des mesures expérimentales.

Les exemples ne manquent pas : les conflits entre proie et prédateur, donnant lieu à des cycles observés par Volterra et aujourd'hui étudiés en génétique des populations ou en écologie ; les phénomènes de croissance différenciée, comme l'allométrie constatée chez le petit crabe violoniste mûre Uca Pugnaz ; ses pinces grandissent, grandissent... ou encore les modèles récents des systèmes biologiques.

Plusieurs chapitres sont consacrés aux méthodes probabilistes et statistiques. Exemple : les enfants de parents grands sont grands, mais sont-ils AUSSI grands ? Non, et l'étude de la régression statistique le démontre. Ainsi ce livre riche d'exemples et d'exercices montre de manière vivante l'intérêt de l'approche mathématique en biologie. Il fait partie d'une collection de manuels destinés au premier cycle universitaire québécois. C'est aussi l'occasion d'apprendre quelques jolies expressions d'une cuisine de la langue française.

JEAN-MICHEL KANTOR.

ROGER V. JEAN, Une approche mathématique de la biologie, Gauthier Marin éditeur, distribué par ESKA, 30, rue Dancarmy, 75013 Paris, 407 p. 295 F.

### SYNDICAT DES PSYCHOLOGUES DE L'ÉDUCATION NATIONALE

#### LES PSYCHOLOGUES SCOLAIRES SONT INDIGNÉS

- Ils disparaissent, suite de décision politique, par arrêt de recrutement depuis décembre 1986 ;
- Ils n'ont toujours pas de statut conforme à leur fonction spécifique et à leur formation universitaire ;
- Ils sont exclus des discussions et négociations engagées par leur ministre les 17 et 18 janvier 1989.

#### LES PSYCHOLOGUES SCOLAIRES SONT EN COLÈRE, MAIS ILS SONT VIVANTS, DÉCIDÉS À VIVRE ET À AIDER À VIVRE DANS UNE ÉCOLE PUBLIQUE DE LA VIE

- Un psychologue à l'école, c'est un regard différent et complémentaire posé sur la personne face aux exigences du système éducatif ;
- Un psychologue à l'école, c'est une compétence supplémentaire au service de tous ;
- Un psychologue à l'école, c'est un partenaire du combat mené pour la réussite personnelle, scolaire et professionnelle.

Le SPEN appelle à tous ceux qui sont du côté de la solidarité, des projets et du mouvement, contre l'exclusion, les préjugés et l'immobilisme.

SPEN, 21, avenue de Robinson, 92290 CHATENAY-MALABRY  
Tél. 46-83-05-66



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

« Femmes au bord de la crise de nerfs », de Pedro Almodovar

### Taxi-mambo

### Carmen Maura s'amuse

**P**ÉPA et Ivan, entre quarante et cinquante ans, sont deux comédiens à peu près ratés, qui font du doublage et dans l'ombre des studios échangent devant leur micro les grands mots d'amour des stars de Hollywood. Ce pourrait être le début d'un sujet de Fellini ou de Woody Allen. Avec ce petit Satan électrique d'Almodovar, ses acides et ses poisons euphorisants, cela devient tout autre chose, une comédie d'un rose suspect, délicieusement agaçante, le meilleur exemple de son étrange savoir-faire. Le film a d'ailleurs été couronné à Venise, Toronto, Berlin et maintenant New-York.

Pépa, donc, incarnée par l'excellente et sensuelle Carmen Maura, se trouve un matin lâchement plaquée par son Ivan, pas si terrible mais encore très agile, avec pour tout adieu quelques mots fides sur un répondeur. Elle pique une colère d'encre, flanque le feu au lit et court à la pharmacie la plus proche s'acheter des somnifères.

Il faudra noter, comme un tournant significatif dans la représentation par le cinéma de la vie quotidienne au vingtième siècle, que les hétéroclites de whisky omniprésents dans la moindre série américaine, absorbés cul sec à tout propos par les personnages, sans joie, sans effet non plus — simple ponctuation gestuelle, comme une cigarette qu'on allume — ont été remplacés chez le trépidant Madrilène par des comprimés, tranquillisants ou hypnotiques. Ce qui est du reste assez conforme à la réalité que décrivent les rapports de l'OMS. Pépa et ses copines avalent donc anti-dépresseurs et benzodiazépines sans souiller et se mettent à la recherche d'Ivan, vil séducteur.

Pépa fait connaissance avec la femme (cachée) d'Ivan, Lucia, une timbrée méchante, son fils Carlos enluché d'une fiancée autoritaire et dont le nez sidérant raye

**Pedro Almodovar, prince des nuits blanches madrilenas et cinéaste subversif, est en passe de devenir une star internationale : l'Amérique l'a découvert, New-York l'adore. Son film le plus primé, Femmes au bord de la crise de nerfs, sort en France. Pour le présenter, son interprète de toujours, Carmen Maura, fait le tour du monde.**

la pellicule. Tout le monde se rencontre par le plus grand des hasards, toujours : la valise de Carlos tombe par la fenêtre sur la cabine d'où Pépa téléphone. Carlos et sa fiancée débarquent chez Pépa pour visiter son appartement à la suite d'une petite annonce, etc. Aucun feuilleton, aucun roman-photo n'oserait ces coïncidences outrageusement favorables au récit. Le grand Pedro ose.

Pépa reçoit également son amie Candela, en détresse, qui s'est aperçue un peu tard que son amant châte préparait un attentat aérien, et qui redoute à présent la police. Pépa fait front à cette intrigue épuisante avec beaucoup de courage et l'aide souveraine d'un garspacho saturé de barbituriques qui neutralise les plus énervés. Elle a pour ange gardien un chauffeur de taxi, blondinet décoloré, qui ne s'appelle pas Jo, mais a décoré de peluches son véhicule où l'on trouve de tout, publicité, pharmacie, remontrances et où règne en permanence le mambo.

Ce pastiche de pastiche, cet objet égaré, défilé, est un divertissement savoureux et désirable, probablement abouti dans l'esthétique de son auteur. Il est difficile pourtant de ne pas remarquer une certaine répétition dans les thèmes et les tics, qui en émusse le charme. Et il sera intéressant de savoir comment le fumabule Almodovar se relèvera de son présent succès.

MICHEL BRAUDEAU.

« **Q**UAND j'ai rencontré Almodovar, raconte Carmen Maura, il était très jeune et déjà unique. Personne ne lui ressemblait, il m'a étonnée. Je jouais les Mains sales où il tenait un petit rôle. C'était ma première pièce importante. Auparavant, je faisais du cabaret, un peu de figuration à la télé, des comédies idiotes dans des tournées miteuses.

« J'étais heureuse parce que je gagnais ma vie. Dans ma famille, tout le monde m'avait dit : « Tu ne réussiras pas trois mois. C'est ce qu'ils espéraient, ils ne me donnaient pas d'argent. Je n'avais plus de mari. Je ne choisisais pas mes rôles, je travaillais au maximum. Pour les autres comédiens, j'étais une bourgeoise avec un hobby, pour mes parents, une pute. Moi j'étais très fière et j'ai beaucoup ri. Mais quoi que j'aie fait, j'ai fait comme si je jouais Médée. J'ai beaucoup appris et ça m'a servi quand je me suis trouvée devant un texte pour lequel il fallait donner un sentiment différent à chaque situation, dans un spectacle où on entrain et sortait parce que c'est nécessaire à l'histoire.

« En définitive, je savais beaucoup de choses, surtout m'adapter, et c'est ça qui a plu à Almodovar. Nous sommes différents, mais nous avons le même sens de l'humour. Nous avons tous de suite tourné ensemble. Naturellement sans un centime et dans la rue en se cachant, en lisant notre texte dans des micros-cravates parce que nous n'avions pas d'autorisation. Le premier film,

nous avons mis deux ans à le terminer. On travaillait seulement les week-ends. Entre-temps, on gagnait notre vie et on cherchait de l'argent pour la pellicule.

« Les premiers films n'ont eu aucun succès. Sauf à Barcelone, où les gens, à cette époque, étaient plus européens qu'à Madrid. C'est une ville très

ont oublié comment on fabrique la comédie. Ils reprennent seulement ce qu'ils ont déjà fait, ils s'imitent, se parodient. Ils ont été formidablement authentiques, maintenant ils grimacent alors que Pedro met beaucoup de cœur dans ses films.

« Le secret de Pedro, c'est sa mère. Une authentique femme du

dois me reposer de lui. Je ne sais pas ce que va devenir le cinéma chez nous. Tout le monde attend... Nous avons un nouveau ministre de la culture, mais je ne le connais pas. Il a vécu en France, sa femme ne parle pas espagnol. Il a déclaré qu'il voulait diminuer les aides de l'Etat et développer la production privée. Il a raison sans doute, mais comment s'y prendra-t-il ? On ne change pas comme ça simplement en le disant. Chez nous, pour établir le budget d'un film, il y a, par exemple, 50 % du ministère, 25 % de la télévision et 25 % des « autonomies ». Alors, c'est vrai, les producteurs exagèrent. Ils font l'un après l'autre les gouvernements de province en leur racontant que c'est une histoire purement andalouse, ou catalane, ou que les personnages sont basques et rien d'autre...

« Pedro a une autre carrière que la mienne, d'autres ambitions. Il va travailler avec des stars. Il va voir ce que c'est. Nous, il nous téléphone, nous demande d'être dans l'heure qui suit à tel ou tel endroit, et on y est. Avec Jessica Lange ou Meryl Streep, il ne va pas pouvoir. Je l'aime toujours, et je serai la première à aller voir son prochain film. On a travaillé, voyagé, ri ensemble. Pendant un an on ne s'est pratiquement pas quittés. On est allés partout. Les gens m'interrogent sur lui et l'interrogent sur moi. Le succès est plus difficile à vivre que les difficultés. Dans les difficultés, on se tape sur l'épaule et on s'encourage. Dans le succès, tout le monde te présente comme si tu étais quelqu'un d'autre. Tu n'as pas changé en fait. J'ai besoin de me reprendre.

« J'aime Pedro, il est le meilleur. Mais un couple de travail est toujours un couple. Il a besoin de se séparer de temps en temps pour essayer de retrouver la fraîcheur de ses débuts. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.



importante pour moi. C'est là où, la première fois, j'ai été considérée comme une vraie actrice. Avant, on me trouvait au mieux sympa, naturelle, gentille.

« L'humour d'Almodovar est très agressif, pour nous Espagnols. Il parle de tout ce qui est sévèrement interdit : l'homosexualité, la drogue, il s'attaque à l'éducation religieuse. On peut le placer dans la lignée des surréalistes, de Buñuel, c'est vrai, mais ce que l'on admet d'une célébrité, on ne le permet pas à un débutant. Le succès est venu progressivement. A présent, aux Etats-Unis, on nous compare aux plus grands, c'est bizarre. C'est trop. Quand je lis tout ce qu'on écrit sur moi, je suis flattée et je ris. Je pense que c'est un moment amusant de ma vie.

« Je crois que l'engouement des Américains dépasse le phénomène de la mode hispanique. Je crois qu'ils sont heureux de trouver un ton neuf de fantaisie. Eux qui ont été les maîtres du genre

peuple, avec une intelligence fine, directe. Elle habite toujours son village natal et n'a jamais voulu voir les films de son fils. Mais elle adore les prix qu'elle reçoit. Pedro les lui apporte, et elle les garde au mur, sur sa cheminée. Quand nous avons eu l'Ours à Berlin, la fanfare du village est venue jouer sous sa fenêtre. Elle ne voit pas les films, mais ne rate pas une émission de télévision où on parle de nous. Et elle tourne des petits rôles. Elle est éblouie parce qu'elle gagne ce qu'elle estime beaucoup d'argent pour juste une journée et, en plus, elle peut garder les vêtements qu'elle a portés. Pedro est sophistiqué, mais il a hérité de sa mère sa forme d'intelligence. Qu'il aime également chez moi. A Venise, il a dit que je le rapprochais de la terre. J'étais heureuse, j'essais toujours de le ramener vers la vie pratique sans le détacher de son univers.

« Voilà. A présent, Almodovar est reconnu en Espagne, et mes parents aimeraient que je continue avec lui. Moi je pense que je

« Fuego » au Châtelet

### Flamenco toujours

En même temps que l'insolent Almodovar, le sérieux Gades est à Paris. Il a son public.

**C**ANDELA aime Carmelo, qui l'aime aussi. Hôlas, chaque fois que les amoureux tentent le moindre câlin, surgit un spectre déprimé ! Celui d'un homme que la belle a aimé naguère et qu'on a vu, au prologue, occis d'un coup de navaja dans une rixe. Comme tous trois sont extrêmement têtus, la scène se répète un grand nombre de fois au cours de la soirée.

Dans l'au-delà, le spectre a gardé une tache sanglante sur sa chemise (devant, alors qu'il a été frappé par derrière). Il a son leit-motiv : le thème principal du ballet l'Amour sorcier, de Manuel de Falla, dont s'inspire Fuego. Comme le faisait le film l'Amour sorcier, tourné en 1986 par Carlos Saura, fréquent complice d'Antonio Gades (Noces de Sang, Carmen). Tous deux signent ici chorégraphie et scénographie.

L'argument déjà gracieux du ballet de de Falla est simplifié. Plus d'amie coquette lancée à la conquête du spectre pour détourner son attention. Une sorcière conseille à Candela une danse d'exorcisme — c'est la fameuse danse rituelle du feu, dans un rayon rouge. Après quoi le spec-



Antonio Gades et Stella Arauzo.

tre, pourchassé par les villageois, s'évanouit sans demander son reste, et les noces peuvent avoir lieu.

Pas la moindre surprise dans les danses : le flamenco est éternel. Chez Gades peut-être plus qu'ailleurs. Dégraisé, sans fioritures, et curieusement dépourvu de sensualité. La cambure est fatale, le zapateado rageur ; les mains claquent avec une précision farouche, les bras virevoltent ou se dressent comme pour l'estocade, les poignets à roulettes dessinent des algues mouvantes.

Les voix des chanteurs ont la raucité souhaitée, les guitares brillent, les tambours battent comme des clous au ralenti. Il n'y a pas de castagnettes.

Les costumes sont jolis, pas du tout cette postale genre « bons baisers d'Andalousie » : rouges éteints, bruns, ocre, rouille. Les beaux éclairages estompent les contours du plateau, font surgir ou se fondre dans la nuit les groupes ou les solistes.

Toujours sec comme une cravache, mais peut-être moins sexy que naguère, Antonio Gades

interprète Carmelo ; Candela est une belle planta de vingt-quatre ans, Stella Arauzo. Toute la troupe crépite, grésille, pétille.

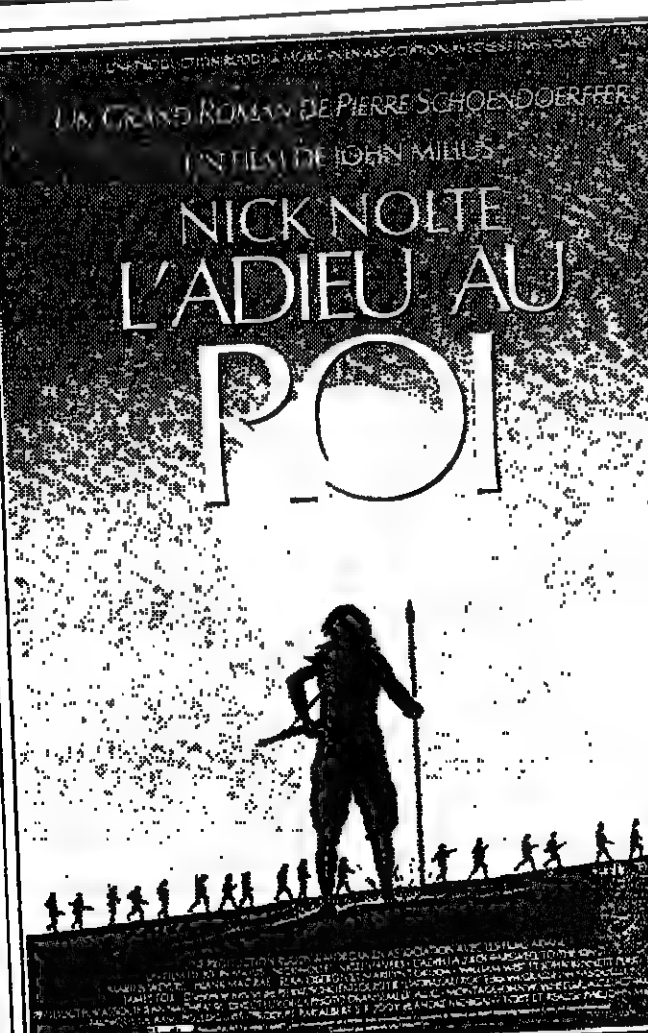
La salle, où l'on devine beaucoup d'Espagnols (ils réagissent aux paroles des chansons), ne cache pas son enthousiasme. Du coup, Gades offre trois bis, assez drôles dans leur concision.

La salle exulte. Elle a sûrement raison.

SYLVIE DE NUSSAC.

★ Théâtre du Châtelet, jusqu'au 2 mars.

V.O. : UGC Biarritz - Biévenne Montparnasse - UGC Danton - Forum Horlos  
UGC Lyon Bastille.  
V.F. : Rex - Paramount Opéra - UGC Montparnasse - Necker - UGC Gobelins  
Gaumont Aléa - UGC Convention - Les Images  
PÉRIÉRIE : Gaumont Évy - Gaumont Ouest - Thêa Belle Épine - Cyrano Versailles  
C2L Saint-Germains - Arnel Gâté - François Enghien - Studio Volky - Arnel Nogent  
Parleur Aubrey - Carrefour Paris - Bary Boumy Saint-Antoine - Studio les Ulla  
Fimades Euroville - Arnel Corbell - Coml l'île-Adam - 4 Champi Palaisaux  
4 Delta La Veronne - Club Colombes - Espace Cinéma Saint-Quentin.



مكتبة من الأصل



CINÉMA

Rétrospective Nestor Almendros

De Cuba à Cuba, une vie de vingt films

Le tout nouveau Musée du cinéma de New-York consacre, depuis le 27 janvier, un important hommage-rétrospective au directeur de la photographie Nestor Almendros.

CHEF opérateur d'Eric Rohmer et de François Truffaut (entre autres), Almendros, qui a obtenu un César pour le *Dernier Métro*, et fut quatre fois sélectionné pour les Oscars, a remporté la précieuse statuette pour *Les Moissons du ciel*, de Terrence Malik.

Mais la rétrospective, organisée par le Musée du cinéma de New-York, qui couvre sa carrière en France et aux États-Unis, s'ouvre et se ferme sur deux films qu'Almendros a lui-même réalisés sur Cuba : *Gente en la playa* (Des gens sur la plage, 1961) et *Nadie escuchaba* (Personne n'écoutait, 1988).

Né à Barcelone en 1930, Almendros, à la suite de la guerre civile (son père était républicain), quitte l'Espagne de Franco pour Cuba (il est diplômé de philosophie et de littérature de l'université de La Havane). Cinq ans plus tard, il y découvre... le paradis. « Non seulement tout le cinéma américain y était présent en version originale mais aussi celui d'Amérique latine, d'Europe, d'URSS... » Avec l'écrivain Cabrera Infante, il fonde en 1949 le premier club de La Havane et l'inaugure avec la *Bête humaine*, de Jean Renoir. Il s'exerce en amateur à la réalisation.

Après le deuxième coup d'État de Fulgencio Batista en 1952, il part pour New-York, suit des cours de montage au City College, étudie la photo à Rome, revient aux États-Unis, enseigne l'espagnol à l'université Vassar. Lorsque, en 1959, Castro renverse Batista, Almendros accourt célébrer la naissance de l'ère nouvelle. Il écrit sur le cinéma dans un quotidien de La Havane et réalise des documentaires.

Mais, bientôt, lassé des coopérations agricoles « et du tribalisme permanent qui s'éloignait de plus en plus de la réalité », il entreprend, avec les chutes des films de commande, *Gente en la playa*. « Il y avait des bars, les gens dansaient, se baignaient, mangeaient, faisaient l'amour. Je filmais simplement les comportements. Le Cuba de toujours. » Qualifié de contre-révolutionnaire, le film est saisi puis interdit. Almendros parvient quand même à en tirer une copie.

Durant un soir du printemps 1961 dans un restaurant en bord de mer, il entend des coups de feu provenant de la prison de la Cabana, de l'autre côté de la baie



Jorge Ulla et Nestor Almendros.

de La Havane. Il interroge ses convives, on lui répond : « Ce sont des condamnés qu'on exécute. » « Je me suis alors juré, explique-t-il, de faire un jour un film montrant que les idéaux de la révolution avaient été trahis. » Il part pour Paris, non sans y avoir expédié — presque en contrebande — *Des gens sur la plage*, qu'il montre à Henri Langlois.

Avec *Place de l'Etoile*, d'Eric Rohmer, un sketch du Paris vu par... produit par Barbet Schroeder, démarre la carrière européenne de Nestor Almendros. Il tournera huit longs métrages avec Rohmer, neuf avec Truffaut, cinq avec Barbet Schroeder.

La vingtaine de films présentés par le Musée du cinéma de New-York permettrait de dégager un « style Almendros »... si celui-ci ne rejetait pas la formulation. « Plutôt que de « style », il veut mieux parler d'attitude — une référence fréquente à la peinture figurative, la recherche d'une lumière aussi naturelle que possible... » Il évoque les premiers éclairages à la bougie pour l'*Enfant sauvage* — technique qu'il reprendra dans le *Dernier Métro* — les lampes à pétrole de la *Chambre verte*, les draps d'Adèle H. passés au thé pour mieux faire ressortir la blancheur du corps d'Adèle, la peau transparente de Meryl Streep dans le *Choix de Sophie*, l'influence de Gauguin dans le *Genou de Claire* et celle de Fuesli dans la *Marquise d'O*.

Les choses s'enchaînent comme dans une course de relais. C'est à cause de *Ma nuit chez Maud*, de Rohmer, que Truffaut adoptera le noir et blanc — et Almendros — pour l'*Enfant sauvage*, dont Terrence Malik est si fanatique qu'il fera appel à lui comme directeur de la photo pour *Les Moissons du ciel*. De même, Roberto Benton, admirateur et ami de Truffaut (à qui il destinait son scénario de *Bonnie and Clyde*) confiera *Kramer contre Kramer* à « son œil d'Européen », lançant ainsi ce qu'Almendros appelle sa « deuxième carrière américaine ». (Sous l'égide de Roger

Corman, il avait en effet tourné les séquences européennes de *The Wild Racers* et, aux États-Unis, *Cockfighter*, de Monte Hellman, « qui, assez proche du documentaire, dépeint toute une sous-culture à partir des combats de coqs ».)

« La révolution dévore ses enfants »

Mais, au fond de lui-même, Almendros se sent coupable d'avoir sacrifié Cuba. L'exode massif, en 1980, des boat-peoples cubains sera le détonateur. « En

1960, c'étaient les nantis qui partaient en exil. Vingt ans plus tard, c'est au contraire ceux pour qui la révolution avait été faite. Je ne pouvais plus attendre. »

Il réalise alors *Mauvaise Conduite* (1984), sur les persécutions dont sont principalement victimes les écrivains et les homosexuels. Début 1986, plusieurs prisonniers politiques libérés commencent à arriver en France, en Espagne, aux États-Unis. Un « tribunal » est constitué à Paris par des artistes et des intellectuels, qui siègent pendant trois jours à l'Hôtel Lutetia. Sans savoir ce qu'il en fera, Almendros filme.

C'est l'embryon de *Personne n'écoutait*.

Almendros et son coréalisateur Jorge Ulla demandent — par écrit puis par téléphone — l'autorisation de tourner à Cuba. Leurs demandes sont poliment et (apparemment) amicalement enregistrées, mais beaucoup moins poliment rejetées. Cette séquence — qui relève de l'humour noir — sert de préambule au film. Pour la suite, en dehors d'images tournées clandestinement à Cuba, de documents magnétoscopés (à Miami) à partir des antennes cubaines — et d'un étonnant entretien avec Fidel Castro dit au téléreporter français Patrice Barrat, Almendros et Ulla optent pour la technique de l'interview. « Le film raconte la manière dont la révolution dévore ses enfants », dit Almendros. Tous les interviewés ont combattu aux côtés de Castro : certains d'entre eux, Almendros les connaît depuis longtemps : le poète Jorge Valls était son compagnon d'études à l'université de La Havane ; Luisa Perez, aujourd'hui bibliothécaire à Miami, sa camarade de lycée. Les sujets sont filmés de face car, « dès qu'il y a un profil, on a le sentiment de ne percevoir qu'une demi-vérité ». Les cinéastes n'élèvent jamais la voix. Leur réserve a d'autant plus de force.

En mars 1988, au cours d'une réunion à Genève de la commission des droits de l'homme de l'ONU, une projection prévue dans le Palais des Nations est annulée sous les pressions de la délégation cubaine. *Personne n'écoutait* est alors montré dans un cinéma de la ville. Il a depuis fait le tour des festivals, de Miami à Toronto, en passant par Sao Paulo, Chicago, Washington, Houston, Barcelone, Strasbourg. Sa candidature vient d'être acceptée pour les prochains Oscars.

HENRI BEHAR.

DANSE

« Black and Blue », de Segovia-Orezzoli

Le blues argentin de New-York

Le Festival d'automne avait fait découvrir les spectacles de Claudio Segovia et Hector Orezzoli. Les deux Argentins sont désormais stars à New-York.

EN un tango et un flamenco, Claudio Segovia et Hector Orezzoli avaient conquis Paris, le monde entier, et puis New-York, où l'engouement pour les bandonéons du Tango Argentin a atteint des sommets de délire. On se souvient aussi des danseurs de claquettes, des trois chanteuses de blues scintillantes de perles et de strass : *Black and Blue*. C'était une commande de Stéphane Lisner et Jean-Albert Carlier, alors directeur du Châtelet, où le spectacle a rencontré le succès habituel, avant d'être prolongé au Casino de Paris.

Les Américains s'y sont intéressés immédiatement. L'affaire s'est faite longuement, et le spectacle vient de commencer au Minskoff. « Après Paris, explique Hector Orezzoli, nous voulions approfondir et développer le concept musical. Tandis vers une sorte de All stars revue. Nous avons eu du mal à rassembler de grands jazzmen. En général, ils refusent les engagements de longue durée. Tout à coup, l'un d'eux a signé, les autres ont suivi. »

Ruth Brown, Linda Hopkins (qui étaient à Paris) et Carrie Smith constituent le trio central. Le spectacle reste celui du Châtelet, avec la même somptuosité de costumes, le même raffinement d'éclairages, les mêmes vétérans du Cotton Club et Savion Glover, le petit prodige des claquettes, qui a aujourd'hui quinze ans. Mais la troupe compte désormais plus de quarante membres, la par-



« Black and Blue ».

tie chorégraphique est étoffée, avec de nouveaux danseurs. « Les deux sources d'inspiration sont d'abord le petit orchestre de Duke Ellington et la série d'enregistrements des chefs-d'œuvre du jazz par les superstars, des gens qui

ont grandi dans la tradition lyrique des années 20. Un Charlie Parker ou un Miles Davis ne seraient pas à leur place ici. Naturellement, ces grands standards passent par la nature de chaque interprète, qui, en quelque sorte, vient raconter

son histoire. Cette réinterprétation des signes transparents également dans les costumes — qui sont d'époque mais retravaillés — et dans le décor.

Nous avons évité ce qui marque trop précisément le temps pour en arriver aux lignes essentielles. Nous voulons donner une idée de monumentalité. De classicisme dans la musique et les objets, abstraits, dont le seul but est d'éveiller les souvenirs. Une approche amorcée à Paris et que nous avons eu le temps de développer pour Broadway. »

Des hamburgers aux Américains

Du coup, compte tenu des lois syndicales et de l'organisation très stricte en vigueur sur Broadway, le budget de *Black and Blue* était près de 5 millions de dollars (en 1984, l'Argentin ne dépensait pas 300 000 dollars). Dès lors, comme le reconnaissent Claudio Segovia et Hector Orezzoli, devient cruciale la question qu'on leur a souvent posée : « Allez-vous vraiment essayer de vendre des hamburgers aux Américains ? »

La presse de New-York a répondu : le redouté Franck Rich admire les voix et les danses, mais juge que le blues demande une approche plus austère. Il fait la fine bouche devant les tentures, les rideaux, les robes à train, qu'il verrait plutôt à Las Vegas.

C'est la seule note (relative) discordante dans un ensemble d'articles à la recherche éperdue de superlatifs, le ton général va de : « Il a fallu que deux Argentins nous donnent une vraie leçon » à « *Black and Blue* le bon, le bon, le bon » en passant par « Ce spectacle a le mot « hit » écrit partout » (taquet).

H. B.

Galerie Beaujour  
**Louis Cane**  
Sculptures peintes  
**Marianne Perle**  
Nahon  
18 rue Pierre au Land - PARIS - 01 42 34 40

GALERIE JACQUELINE FELMAN  
BASTILLE  
présente du 2 février au 5 mars 1989  
**FRED FOREST**  
JOGGING DANS LE PARC  
INSTALLATION  
JOURNAUX ÉLECTRONIQUES  
DISPOSITIF VIDÉO  
8, rue Popincourt, 75011 Paris  
(Métro Voltaire)  
Tél. : 47-00-87-71 de 14 h. 30 à 19 h.  
(Sauf dim. et lundi.)

GALERIE JEAN PEYROLÉ  
14, rue de Sévigné Paris (9) 42.77.74.59  
**QUATORZIÈME ANNIVERSAIRE**  
**"VOIR ET REVOIR"**  
BÉCHIN, BÉRONNE, BOLLÉ, BOST, COUCHAT,  
D. ESTEBAN, GOVERNATORI, GUTHRIE, JOUSSELIN,  
QUENEAU, TIROUFIET, WOLF  
jusqu'au 4 mars 1989  
14 h. - 19 h. sauf dim. et lundi - Samedi 10 h. 30 - 12 h. 30 et 14 h. - 19 h.

**BERNARD BUNTEL**  
Danse Chorégraphie

Collages



## MUSIQUES

« Piano solo », de Michel Schneider

## Les Variations

Depuis sa mort, le 3 octobre 1982, Glenn Gould a été beaucoup plus célébré que lorsqu'il vivait. L'hommage de Michel Schneider — notre nouveau directeur de la Musique — n'est pas une biographie romancée. Plutôt une « partition »...

Il y eut, en décembre 1974, les quatre émissions de Bruno Monsiegeon, elles ont tout déclenché. Il y eut, tout de suite après, l'effet Gould, en France, comme ça se passe ailleurs. Beaucoup d'imitations ratées chez les pianistes, beaucoup de passion et de mauvaise foi (assumée) chez les critiques, peur d'indifférence dans la profession, un nombre de disques vendus probablement ahurissant. Puis, Gould disparu, frappé d'une embolie cérébrale à cinquante ans, le culte s'organisa. Réédition chez Lattès de l'entretien avec Jonathan Cott, préface de Jacques Drillon — toutes les idées un peu philosophiques, un peu symboliques, beaucoup reprises depuis, sur le « pianiste retourné au froid » y sont exprimées sous une forme assez abrupte pour avoir à l'époque pas mal choqué. La provocation : art gouldien à retrouver chez Drillon.

Il y eut enfin, selon un mystérieux phénomène d'accélération, dans la foulée de l'édition des textes de — et sur — Gould par Monsiegeon, couronné par la diffusion (toujours en cours sur FR3) de vingt-trois émissions, un nombre impressionnant de produits dérivés : exposition de photos et d'objets ayant appartenu au héros ; portrait d'une irrésistible infidélité commise par le romancier Thomas Bernhard dans *Le Neuf* ; deux pièces de théâtre tout court sur coup. Ne manquant à la dédicace qu'une brillante hémisphère. Un dossier de onze pages paru dans le Monde de la musi-

que de février 1988 en serait l'occasion. « Pour en finir avec Gould », y clameurait le compositeur Marc Monnet, avant de présenter carrément l'accès comme un dinosaure, voire un escroc. En finir avec le culte ? Vous pieux.

Il y a quelque chose de républicain et d'humain dans la canonisation de Gould après sa mort », écrit Michel Schneider. Sur Gould, notre nouveau directeur de la Musique, également psychanalyste, s'est à sa façon démanché pas mal penché. Dans un article paru naguère dans le numéro 36 de la Nouvelle Revue de psychanalyse, revue dirigée par J.-B. Pontalis. Enfin (et la phrase que nous citons en est tirée) dans *Piano solo*, premier ouvrage d'une nouvelle collection Gallimard, collection ouverte par son directeur (le même Pontalis) à des « récits subjectifs à mille lieues de la biographie traditionnelle ».

Ces mille lieues sont bien marquées ici par la forme pratiquée : celle de l'aria avec variations. Combien ? Devinez. Trente évidemment comme dans les *Variations Goldberg* de Bach, l'un des sommets de l'interprétation gouldienne.

Un livre donc en forme de partition : trente chapitres soigneusement et savamment rythmés (du très court au très développé) en guise de variations ; pour l'intelligence du mélomane, autant de satisfactions. Et, pour la sensibilité, des paragraphes vraiment inspirés, sur la solitude opposée à l'essoufflement, sur l'auto-béatitude pauvre de ce « pianiste chantonnant », sur le son noir et gris produit sur un clavier en forme de dents ; sur l'interprète « mangé ou mangeur ». Et puis, comme de coutume dans des variations, des digressions à l'écart du thème, inserts entièrement livrés à la subjectivité, rêves racontés comme par association d'idées. Comme ce Gould désin-



Un pianiste non approuvé

carne que l'on surprend à la fin du seizième chapitre « Identifié non au piano, mais à ce qui était en souffrance à l'intérieur, un peu comme jadis le poisson péché dans le lac Simcoe contenait l'indélébile sous l'iritation de son ventre agité de soubresauts ; un instant, il avait été cette impuissance, cette détresse. Ou bien, regardant la brillante de son Steinway, le miroitement des touches, et tout ce sombre, cet insupportable, c'était le lac lui-même, ses reflets alternés qu'il revoyait, troué par le bruit mort du liège

des filets descendus dans l'eau, espérant et redoutant à la fois ce qui allait sortir du noir. »

Gould a-t-il renoncé à jouer en public parce qu'il identifiait le rituel du concert à quelque aspect de la « scène primitive » ? Était-il le pianiste de la nudité, du son « vrai » plutôt que du « beau son » ? Avait-il pour but, quand il jouait, de « ne pas forcer », ou son jeu se caractérisait-il par sa « force d'effraction » (comme Schneider écrit un peu paradoxalement dans l'intervalle de quel-

## Glenn Gould

ques pages) ? Voici de bonnes questions encore une fois posées ; et des réponses apportées avec une singulière virtuosité, y compris quand la chair musicale elle-même, et l'art d'interpréter, sont abordés de front.

Effet de la trop abondante médiatisation décrite plus haut ? Le temps pour nous semble arrivé d'en finir — comme dirait Marc Monnet — avec toutes ces insolubles questions, de cesser de faire de Gould l'extravagant (du fait de ses seules extravagances) un pianiste d'exception. Une artiste moins comme mais peut-être aussi géniale comme Maria Yudina a joué du piano beaucoup plus bizarrement que Gould (sa sonate « Hammerklavier » ! ses *Tableaux d'une exposition* !) ; sa solitude fut au moins égale à la sienne (par mysticisme et pas seulement par opposition au régime soviétique) ; et l'extravagance de sa tenue encore bien supérieure : elle montait en scène chaussée de baskets, vêtue d'une robe de bure.

Et si c'étaient des autres, les pingouins cravatés, toujours propres, plantés droit devant leur clavier comme des épées, ceux qui ont accepté une fois pour toutes de ne pas flatter les touches, de ne pas froisser pour aider leur mémoire, de ne pas traduire par quelque geste en volute de leur main gauche l'expression de leur main droite, oui, si c'était de la trop grande sagesse des pianistes sans excentricités qu'il fallait s'inquiéter ? Par combien de calmants, de douleurs mystérieuses, de manies curieuses mais (à l'inverse de Gould), soigneusement dissimulées, cette sagesse est-elle payée ?

Egorov avouait (mais ce n'est qu'un exemple) qu'il avait dû entièrement se rééduquer, la vidéo aidant et à force de volonté, pour parvenir au comportement « normal » du pianiste bien élevé. Lui aussi gesticulait ! Comme tous les apprentis virtuoses aux-

quels sont inculqués comme des dogmes les commandements du métier : position des mains articulées, hauteur fixe du tabouret, cou bien droit, buste redressé, pieds posés face aux pédales, coudes à hauteur du clavier, reins en acier, petits doigts de buveur de thé, et pas de regards extatiques s'il vous plaît !

Gould, si l'on a bien compris ses biographies et bien lu Michel Schneider, s'était coupé du monde pour accéder à plus de liberté : « pianiste-créateur », il aspirait à jouer comme s'il improvisait. Alors pourquoi ne pas mesurer ses « extravagances » à l'aune de pianistes non approuvés par des professeurs : Thelonius Monk et ses toques invraisemblables, sa tête à angle droit, le buste en contact avec le clavier, Count Basie et ses mimiques comiques. Les grommellements de Keith Jarrett. L'abandon et les cris de Cecil Taylor. Ou, plus simplement, Chico Marx attrapant une note difficile d'un majeur distrait, la main entièrement renversée.

ANNE REY.

\* Glenn Gould, piano solo, par Michel Schneider, Gallimard. « L'un et l'autre », 204 p., 79 F. (A paraître dans cette nouvelle collection : Pascal Pia par Roger Grenier ; Erckmann-Chaurian par Jean-Pierre Rioux, la Cathédrale de Chartres par Diane de Margerie, etc.).

**SERGE VALLETTI**  
SALLE 1  
*Le jour le soir le soir*  
*Léopold!*  
mise en scène CHANTAL MOREL  
du mardi au samedi 20 h 30 - dimanche 17 h 30

Un texte magnifique et une mise en scène qui n'est ni une simple restitution, ni une simple mise en scène, mais une œuvre qui se joue dans le présent, qui se joue dans le passé, qui se joue dans le futur. Une œuvre qui se joue dans le présent, qui se joue dans le passé, qui se joue dans le futur. Une œuvre qui se joue dans le présent, qui se joue dans le passé, qui se joue dans le futur.

**SERGE VALLETTI**  
Ecrivain de théâtre  
CHACUN WEEK-END UN PROGRAMME DIFFÉRENT  
du mardi au samedi 20 h 30 - dimanche 17 h 30

**THEATRE DE LA TEMPESTE**  
CARILLONNIÈRE 102 43243630 & 43243631

**MC93**  
**HUBERNY**

**La tragédie du vengeur**

Vendetta shakespearienne en mélo baroque, étrange et jubilatoire !

de Cyril TOURNEUR  
par  
l'Atelier Sainte-Anne-Bruxelles  
Mise en scène  
Philippe VAN KESSEL

24 JANV.  
25 FEV. 4831145

## L'invasion de la « house music »

## Collages musicaux pour délire sonore

Née à Chicago, la « musique à fabriquer chez soi » fait aujourd'hui danser tous les adolescents noctambules. Quelque peu éphémère pour l'oreille, elle est juridiquement bien intéressante.

MÉLANGE élaboré d'extraits de voix ou d'instrumentistes célèbres sur fond de rythmique métro-nomique, la *house music* (musique fabriquée chez soi, à la maison) est apparue en 1986 aux États-Unis. Tout est parti de Chicago, creuset du rhythm 'n' blues, de la soul music et du funk. A l'origine du mouvement, des disc-jockeys (DJ) fatigués de passer leurs nuits à « scratcher » des centaines de 45 tours en direct dans la régie de la discothèque. Une technique qui consiste à mélanger aussi vite que possible de très courts extraits de 45 tours archi connus sur des musiques à danser (Run DMC, Roadblock, etc.). Jack Marley, l'un des disc-jockeys les plus célèbres de Chicago, a le premier l'idée de troquer ses platines tournantes des « scratchers » contre des « samplers » (échantillonneurs). Cette petite merveille d'électronique, largement utilisée en studio, permet de mémoriser n'importe quel son d'origine naturelle ou synthétique et de le reproduire à volonté sur un clavier.

Pas question pour autant de produire cette nouvelle musique dans un grand studio d'enregistrement. Les maisons de disques y ont trop d'informateurs. Autre expert du scratch, Todd Terry et des amis musiciens optent pour la discrétion et s'enferment dans un appartement avec quelques synthétiseurs, boîtes à rythmes et échantillonneurs amateurs. Fondée sur la technologie bon marché et la production artisanale, la *house music* est née.

Marginal, indépendante, du moins à ses débuts, la *house music* repose sur des conventions musicales strictes. Il s'agit d'un « programme à danser », d'une rare efficacité, qui ne s'écoute pas vraiment. En dehors du contexte de la piste de danse, *On the Love Groove*, d'Orchestra JB, est d'un insondable ennui. Le lien de base repose sur une rythmique simplifiée, volontairement neutre (basse, batterie synthétique, synthés) et programmée en boucle sur un micro-ordinateur musical. La *disco music* de la fin des années 70 paraît à côté d'une grande complexité !

## Décor cliniquement froid

Toute l'originalité de la *house music* réside dans l'inventivité et la richesse des collages musicaux qui viennent pastiller ce décor rythmique imparfait et cliniquement froid. Grâce à l'échantillonneur, tous les coups sont permis. On atteint vite le délire sonore, depuis le style flamboyant version fin de siècle jusqu'au plus pur surréalisme. Pas de mélodie, jugée encombrante, mais une succession ininterrompue d'effets sonores insérés avec soin sur le fond bastonné. Accord final de la *Cinquième Symphonie* de Beethoven, voix d'Oum Kalsoum, tambours de Dakar, hurlements de King Kong, trompette de Miles Davis, pizzis endiablées tirées des *Quatre Saisons*, air d'harmonica de la bande originale du film *Il était une fois dans l'Ouest*, les six minutes d'un 45 tours de *house music* offrent un raccourci saisissant de trente ans de culture musicale. *Pump Up the Volume*, titre-phare du groupe anglais MARRS et vendu à plus de deux millions d'exemplaires, regroupe une bonne trentaine d'échantillons différents plus ou moins identifiables.

Cette succession maladivement accélérée d'images sonores fortes,

violentes, aussi courtes que possibles, où la recherche de la provocation et du gag est permanente, rappelle le dessin animé. Le groupe anglais Coldcut ou le DJ et producteur américain Darryl Duncan sont proches parents de Tex Avery.

Le succès fut immédiat. La *house music* ne nécessitant aucune structure lourde de production (le son médiocre des studios personnels fait partie de son charme), de nouveaux labels indépendants fleurissent aussitôt. Les frontières de Chicago sont rapidement franchies. C'est à Londres que le mouvement prend son véritable essor international en 1987. Rien d'étonnant à cela. Voilà bientôt trente ans que la capitale britannique s'est imposée comme la plaque tournante de la production rock mondiale. De plus, les musiciens londoniens ont depuis longtemps intégré la notion de méliage dans le rock.

A la recherche constante de nouveaux sons, les duettistes de Coldcut se désignent eux-mêmes comme des bricoleurs iconoclastes. Des bricoleurs fort doués qui réfutent toute reconnaissance musicale et affichent avec santé le pavillon noir du pirate sous le nez de CBS, WEA et autres majors. Pour eux, la *house music* est là pour recycler quelques micro-instants de sons péchés dans les immenses décharges du patrimoine musical international. Il n'y a qu'à puiser parmi les centaines de milliers d'œuvres enregistrées.

Face aux nouvelles technologies audiovisuelles et à la généralisation de la micro-informatique dans le processus de création musicale, force est de constater que l'actuelle législation en matière de droits d'auteur est dépassée. Pour quelques secondes empruntées à Bach, Vivaldi, Beethoven, ou Wagner (très demandé), personne ne s'émue. Mais lorsque la *house music* s'attaque à la voix de Michael

Jackson ou à celle de Prince, les auteurs et les compagnies discographiques prennent peur, et les avocats entrent en scène. Ainsi chaque nouveau titre de *house music* soulève d'énormes problèmes juridiques, notamment en ce qui concerne la propriété artistique et les droits d'auteur. Une demi-vocalise de Prince, un cri de Miles Davis, appartenant-ils réellement à leur auteur respectif ? Ne s'agit-il pas plutôt d'une simple citation ? L'imbroglio juridique est tel que les droits du groupe MARRS sont aujourd'hui encore gelés sur un compte bloqué.

## 22 procès pour le même titre

Les défenseurs anglais chargés du lourd dossier de la *house music* ne manquent pas d'arguments. Pour eux, le phénomène n'est pas nouveau. Ainsi, lors d'une audience récente, l'avocat de Coldcut (qui doit faire face à vingt-deux procès pour le même titre) a démontré les « emprunts » musicaux faits par Michael Jackson lui-même et quelques autres grands noms du show business. Et cet avocat va plus loin, notamment en ce qui concerne les fameuses « cellules » rythmiques de base employées dans le monde entier : un batteur se contentant de programmer une séquence rythmique sur un ordinateur peut-il prétendre être plagiat ? Signe-t-il réellement une œuvre originale ? Nul doute que la législation récemment mise en place concernant les droits d'auteur liés aux logiciels informatiques devrait fournir des éléments de réponse fort intéressants.

Considérant l'échantillonnage pirate comme un processus désarmant, irréversible, quelques musiciens parmi lesquels Mory Kanté, Manu Dibango et le groupe Frankie Goes to Hollywood ont préféré officialiser la copie plutôt que de

réprimer l'incontrollable. Ainsi, la collection de disquettes Midmix qu'ils ont lancée est clairement destinée à nourrir les échantillonneurs. Ces disquettes offrent, pour moins de 150 F l'unité, quelques centaines de sons et séquences libres de droit et dûment répertoriés par genre et par musicien. Une façon comme une autre de récupérer quelques (modestes) royalties, et d'éviter l'épreuve de force, onéreuse et à l'issue fort incertaine.

En attendant, la *house music* se porte bien et engendre des sous-produits. L'*acid house*, par exemple, dont les références trop évidentes à l'univers hippy et à l'*Ecstasy* (une drogue euphorisante) lui ont valu de faire les choux gras de la presse à scandale britannique. Résultat, l'*acid house* est interdite d'antenne en Grande-Bretagne. L'*acid house* a pris pour emblème la fameuse face touriante (surnommée Smiley) arborée au revers des vestes à franges des babas de la fin des années 60. Aujourd'hui, moins de six mois après le début du scandale, les badges se vendent en solde dans les bacs des disquaires de Soho. Symbole de l'*acid house*, Yazz a réussi une reconversion rapide vers une *house music* tout aussi musclée et dont les textes renouent en partie avec la tradition du message caché, version anti-apartheid.

En France, une poignée de producteurs se sont lancés dans l'aventure. Jean-Paul Gaultier pousse quelques vocalises (*How to Do That* ?) dans une production furieusement mode. Le clip est signé J.-B. Mondino. L'ensemble est placé sous la houlette de Phonogram ! Mega House, produit sous le label Agone, cherche à imposer un nouveau style de *house music* propre, aseptisé. Bref, un produit purement professionnel, calibré aux normes du Top 50 et débarrassé de ce son amateur typique. Un pari plutôt risqué.

DENIS FORTIER.

مكتبة من الأصل



Dans *Télérama* cette semaine

# Qui vend les livres : les médias ou les libraires ?

Qui fait vendre le plus de livres en France ? Pivot ? Polac ? PPDA ? Les radios ? Les journaux ou bien votre libraire ? Dans un sondage exclusif de *Télérama* "Le livre et les médias", vous répondez à toutes ces questions. Cats, le plus grand triomphe de Broadway, a fait courir 20 millions de spectateurs dans le monde. Fera-t-il bouger les parisiens ? *Télérama* enquête dans les coulisses de ce fabuleux spectacle et parie sur son succès. Egalement au sommaire de *Télérama* une interview de Sigourney Weaver, l'héroïne de "Gorilles dans la brume" et un reportage sur la fête que représente le tournage d'un film de Marcel Pagnol.



JAMES A.

*Télérama* : l'intelligence critique  
Chaque Mercredi chez votre marchand de journaux.



ARTS ET SPECTACLES

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

PEAU D'ANE. Neuilly-sur-Seine. L'Adonis (42-24-03-83) (mer., jeu., ven., sam.) à 20 h 30 (1).

INTERROGATIONS. Maison des cultures du monde (45-44-41-42) (dim. soir, lun.) 20 h 30; dim. 17 h (1).

LES BEAUX JOURS DE DARIUS. Fondation Douch de la Mairie (43-27-22-09) (dim. lun.) 20 h 30 (1).

FINOCHERS. Arlequin (45-89-42-22) (jeu., ven., sam.) 20 h 30; dim. 15 h (2).

LA BONNE ADRESSE. Th. Michel (42-65-35-02) (sam.) 21 h 15, sam. 18 h 30 et 21 h 30 (2).

HEROÏQUE DU SOLDAT. Châteauneuf. Th. du Campagnol (46-61-33-33) (ven., sam., mar.) 20 h 30; dim. 15 h (3).

LA VIE EST UN SONGE. Vieux-Port. Th. Jean-Villier (46-32-94-90) (ven., sam.) 21 h; dim. 17 h (dém.) (3).

ENTRE NOUS SORT DIT. La Brochure (42-76-69-99) (sam.) 21 h; dim. 15 h (3).

ESPACE. Les Décharges (42-36-00-02). Ven., sam. 20 h 30 (3).

BRITANNIQUES. Comédie-Française. Auditorium de la galerie Colbert (45-10-05-15) (sam., mar.) 20 h 30; dim. 14 h (4).

DISCOURS. Comédie-Française. Auditorium de la galerie Colbert (45-10-05-15) (sam., mar.) 20 h 30; dim. 14 h (4).

VOUS AVEZ DIT... PRÉVERT. Th. Fontaine (40-27-82-06) (sam.) 20 h 30 (6).

LE FAISEUR DE THEATRE. Sartrouville (30-14-33-77) 21 h (7).

HEROÏQUE DU SOLDAT. Guichet Montparnasse (43-27-88-61) 18 h 45 (7).

De Ne sont pas jouées le mercredi.

Les autres salles

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-11). La Rivarotte; 20 h 45, 17 h 30 et 21 h 30. Rel. dim. 17 h 30.

ARLEQUIN (43-38-19-70). Baudelaire; 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. 17 h 30.

ARLEQUIN (43-38-19-70). Baudelaire; 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. 17 h 30.

ARTS-HUBERTOT (43-57-23-23). O. La Fête de l'Amour; 20 h 30 (Ven.). P. Les Enfants du Soleil; jeu., mar. 20 h 30. Le Triomphe de la jeunesse; sam. 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). D. Henri IV; mar. 21 h 30. Rel. dim. 21 h 30.

ATHÈNE-LOUIS JOUVET (47-42-57-27). Salle C. Bernard. La Tenture; 20 h 30. Rel. dim. 20 h 30. Les Femmes de l'Amour; jeu., mar. 20 h 30. Les Femmes de l'Amour; jeu., mar. 20 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12). D. Match d'Improvisation; lun. 21 h.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-30). Frères; 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. 16 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-06-60-24). O. Une absence; 20 h 30, sam. 18 h et 21 h. 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. 17 h 30.

CARRE SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Les Deux Jumeaux réincarnés; 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. 16 h 30.

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-78-44-45). A. Ca. rita, ca. rita, ca. rita; 21 h. Rel. dim. 21 h 30.

CENTRE CULTUREL DE LA POTEMERIE DES PEUPLIERS (47-26-79-77). P. La Tenture; ven. 20 h 30, sam. (dernière) 15 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19). P. Les Femmes écrivains; 20 h 30, dim. 21 h.

CITE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Galerie. Zaire, ou la Fête de l'Amour; lun. 20 h 30, mar. 14 h 30. Rel. dim. 14 h 30.

COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). La Première Tête; 21 h. Rel. dim. 21 h 30.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (42-23-37-21). Une femme sans histoire; 21 h. Rel. dim. 21 h 30.

COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser; 20 h 30. Rel. dim. 20 h 30.

COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. O. La Capotie; 14 h, dim. 20 h 30, mar. 20 h 30. O. Fin de partie; 21 h. P. Béatrice; sam., mar. 20 h 30, dim. 14 h.

COMEDIE-FRANCAISE. AUDITOIRE. RUM DE LA GALERIE COLEBERT (40-15-00-15). D. Discours; lun. 18 h 30.

CRYPTIC SAINT-EUSTACHE (42-36-53-42). La Porte de l'Amour; 20 h 30, dim. 15 h.

DEUX ANES (46-06-16-26). Le Côté du père François; 21 h, sam., dim. 15 h 30. Rel. dim. 15 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babes; 20 h 30, mar. 20 h 30. O. Fin de partie; 21 h. P. Béatrice; sam., mar. 20 h 30, dim. 14 h.

EDOUARD-VE SACHA GUITRY (47-42-57-27). O. Un mois à la campagne; 42-57-49. O. Un mois à la campagne; 42-57-49. O. Un mois à la campagne; 42-57-49.

ELDORADO (42-49-60-27). O. Rêve de Vienne; 14 h 30, jeu., sam., dim. 14 h 30.

ESSAIEN DE PARIS (42-78-46-42). Salle B. Borges, le bibliothécaire de Borges; 18 h 30. Rel. dim. 18 h 30.

FONDACTION DEUTSCH DE LA MATHURIE (43-27-22-09). O. Les Beaux Jours, et Darius (5 récits); 20 h. Rel. dim. 20 h 30.

FONTAINE (40-27-82-06). D. Vous avez dit... Prévert; ou Justice sera Fête!; lun. 20 h 30.

FONTAINE (48-74-74-40). Quelle Famille!; 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. 15 h 30.

GAITE-MONTAPARNAISE (43-22-16-18). Frédéric Chopin, ou Le Malheur de l'Amour; 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

GALERIE 55-THÉATRE ENGLISH THEATRE OF PARIS (45-26-63-51). The Dining Room; 20 h 30. Rel. dim. 20 h 30.

GALERIE DE NESSIE (45-25-11-28). Les Magiciens du hasard; 20 h 30. Rel. dim. 20 h 30.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). D. An Boss fixe; ven., sam. 20 h 30, dim. 18 h.

GUICHET MONTAPARNAISE (43-27-88-61). Adieu Agatha; 20 h 30. Rel. dim. 20 h 30.

GYMNASSE MARIE-BELL (42-46-79-79). D. Les Lend de sire; lun. 20 h 30.

HOTEL DES NATIONS (43-26-45-34). D. La Dernière Bande; ven., sam. 20 h 30, dim. 16 h.

HOTEL LUTETIA (SAISON BOGUES) (45-44-05-05). Le Dernier Quart de lune; 20 h 45, dim. 17 h. Rel. dim. 17 h 30.

HUCHETTE (43-36-38-99). La Cantatrice chauve; 20 h 30. Rel. dim. 20 h 30.

JARDIN D'HYVER (42-63-59-49). O. La Nuit les chais; 21 h (Jeu., ven., sam. dernière).

L'ESPACE EUROPEEN (42-95-69-68). La Face cachée d'Orion; 20 h 30. Rel. dim. 20 h 30.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Mobile; 21 h, dim. 14 h 30. Rel. dim. 14 h 30.

LA BRUYERE (48-74-76-99). D. Entre nous sort dit; ven., sam., mar. 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

LA MGLI (MAISON DU GESTE ET DE L'IMAGE) (42-36-33-52). 21p-Zap avec Fatale-Cable Carle Blanche aux joues; 14 h 30.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Médée; 21 h. Rel. dim. 21 h 30.

LE BATEAU (42-06-68-99). La Tenture; 21 h. Rel. dim. 21 h 30.

LE BOURVIL (43-73-47-44). La Mule du pape; 22 h. Rel. dim. 22 h 30.

LE GRAND EDGAR (45-20-90-09). Existe en trois salles; 20 h 15, sam. 18 h. Rel. dim. 18 h 30.

LES DÉCHARGES (42-36-00-02). D. Espace; ven., sam. 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. La Fête de l'Amour; 20 h 30. Rel. dim. 20 h 30.

MAISON DE LA POESIE (42-36-27-53). D. Bruno Durocher Lecture-contrôle; mar. 20 h 30. Kadec Rains Préface; mar. 20 h 30.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42). O. Interrogations suivies par La Marche des condamnés; 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. 17 h 30.

MAISON DE LA POESIE (42-36-27-53). D. Bruno Durocher Lecture-contrôle; mar. 20 h 30. Kadec Rains Préface; mar. 20 h 30.

MARAS (42-78-40-53). O. Une vie bouleversée; 18 h 30 (Jeu., ven.). 18 h 30, sam. 18 h 30, dim. 18 h 30.

MATHEUSSEN (42-65-90-00). Une vie de théâtre; 21 h, sam. 16 h. Rel. dim. 16 h 30.

MICHEL (42-65-35-02). D. La Bonne Adresse; jeu., ven., mar. 21 h 15, dim. 21 h 30 et 18 h 30. Rel. dim. 18 h 30.

MICROCHORE (47-43-85-23). Pique-nique; 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

MOGADOR (48-78-75-00). D'Arpagan; 20 h 30, sam. 15 h 30. Rel. dim. 15 h 30.

MONTAPARNAISE (43-22-77-74). Tereza; 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. 15 h 30.

NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). La Fête; 18 h. Rel. dim. 18 h 30.

NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). La Fête; 18 h. Rel. dim. 18 h 30.

NOUVEAUTES (41-70-52-76). Le Grand Surling; 20 h 30, sam. 15 h 30, 21 h 30 et 18 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

ODÉON (43-25-70-32). Un bon patinoir; 20 h, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

ODÉON (43-25-70-32). D. Le Côté du père François; 21 h, sam., mar. 20 h 30, dim. 14 h.

OPERA (48-74-42-52). Le ne suis pas Rappoport; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

OPERA (48-74-42-52). Le ne suis pas Rappoport; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

OPERA (48-74-42-52). Le ne suis pas Rappoport; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

OPERA (48-74-42-52). Le ne suis pas Rappoport; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

OPERA (48-74-42-52). Le ne suis pas Rappoport; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

OPERA (48-74-42-52). Le ne suis pas Rappoport; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

OPERA (48-74-42-52). Le ne suis pas Rappoport; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

OPERA (48-74-42-52). Le ne suis pas Rappoport; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

OPERA (48-74-42-52). Le ne suis pas Rappoport; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

OPERA (48-74-42-52). Le ne suis pas Rappoport; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

OPERA (48-74-42-52). Le ne suis pas Rappoport; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

OPERA (48-74-42-52). Le ne suis pas Rappoport; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

OPERA (48-74-42-52). Le ne suis pas Rappoport; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

OPERA (48-74-42-52). Le ne suis pas Rappoport; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

PALAIS DES CONGRES (48-28-40-90). La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robespierre; 15 h et 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36). Les Vamps; 20 h 30. Rel. dim. 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue! Rymond Dore; 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. 15 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Les Ridesux; 21 h, dim. 16 h 30. Rel. dim. 16 h 30.

PENICHE-OPERA (42-45-18-20). D. Nina et les comédiens ambulants; jeu., ven., sam. 21 h, dim. 17 h.

PLAN DE TRAVAIL (42-23-41-91). D. L'Histoire de Louis grand début; mar. 20 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des 3; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30.

POCHE-MONTAPARNAISE (45-48-



### La cinémathèque

**SAMEDÌ**  
Ritorni et le cinema : Identification d'une femme (1982, v.o. s.f.f.), de Michelangelo Antonioni, 14 h 30 ; Intervista (1967, s.f.f.), de Federico Fellini, 17 h 30 ; Dolce Vita (1960, v.o. s.f.f.), de Federico Fellini, 20 h 30.

**DOMENECHE**  
Ritorni et le cinema : Les Clowns (1936, v.o. s.f.f.), de Federico Fellini, 14 h ; Nostalgia (1963, v.o. s.f.f.), d'Andrea Kovatsi, 17 h 30 ; la Nuit de San Lorenzo (1982, v.o. s.f.f.), de F. Taviani et Taviani, 20 h 30.

**LUNDI**  
Rimmi et le cinema : Menage affinal  
(1965, v.o. s.f.), de Franco Indo  
14 h 30 ; la Panoramica (1963, v.o. s.f.)  
d'Antonio Pietrangeli, 17 h 30 ; la Cité  
femmes (1979, v.o. s.f.), de Federica  
Elmi, 20 h 30.

**MARDI**  
Reliche.

**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40)**

**MERCREDI**  
Les Paris de l'adolescence: Jour de la publicité: Jour de classe (1972) de J. Noret les gosses (1941) de Louis Degas 14 h 30; Actualités anciennes: Actualité Gaumont, 16 h 30; Fillet: Bande annonce La Bouteille (1981) de Claude Pinoteau L'Amour en herbe (1976) de R. Andrieux, 18 h 30; Premiers baisers: Bande annonce: L'Amour en herbe (1976) de R. Andrieux, la Bouteille (1981)

**JEUX**  
Les Paris de l'adolescence; Enco-  
féminines; les Veuves de quinze  
(1966) de Jean Rouch, 14 h 30; De  
de Charlotte Dubreuil, 14 h 30; De  
panoramas; Encyclopédie du cinéma  
ais; Jean Cocteau (1979) de Claude-  
Philippe, Jeux d'artifices (1986) de  
Vino Tchéoun, 16 h 30; Révolte: Com-  
sant (1980) de H. Bézard, Louise Th  
de Chloé Siam, 18 h 30.

**VENDREDI**

Les Paris de l'adolescence : Général Surtis : Age tendre et tête de bois (1968) de Roger Kahane, Paris, José-Milieu 111.

BONHEUR À CAUSE D'UN AIGLE (1970) de J. BORDA, 16 h 30 ; Miel 68 : Le Lendemain (1970) de Jean Dausque, Cocktail Movie (1979) de Diana Kurys, 13 h 30 ; Scène

**SAMEDI**  
- Les Paris de l'adolescence; Actes  
anciennes: Actuelles; Garmont, 12 h.  
Affection: le Voyage à Desnerville (19)  
de Jacques Duros; les Amis (1971)  
Gérard Blais, 14 h 30; L'histoire de  
romans; Bande annonce: Célestine T.  
(1982); *Contes*; Pochet, 18 h.

**DMANCHE**  
**Les Paris de l'adolescence : Zone :** à  
à plus de terrains vagues (1979) de Robert  
Robert. Laune béton (1984) de Serge

Perron, 14 h 30 ; Lydie : les Lycée Louis  
Grand (1981) de Sylvain Roumette,  
bols mouche (1977) de Diane Ka  
16 h 30 ; Entre deux âges : Pascal Es  
51 (1984) de Philippe Bonnin et Bert  
Désormaux, Adieu Philippine (1963)  
Jacques Rozier, 18 h 30 ; Fissens, Pa  
par... vingt ans après (1984) de Phil  
Vesunak, Frédéric Mitterand - Vincen  
dos, Philippe Garrai, Bernard Dub  
Chaantal Ackermann, la Nuit po  
kerelles (1984) de Virginie The

20 h 30.

**LUNDI**

Relâche.

**MARDI**

Les Paris de l'adolescence : Delinquant  
juvénile : Bande annonce : Laisse b  
(1983) de Serge Le Péron, la Mal  
(1983) de Claude Cobert, la Bête  
(1983) de Patrick Chaput, 14 h 30 : In  
tion : Bande annonce : la Nuit pe  
juraillotes (1984) de Virginie Thevo

**Les exclusivités**

**L'ANNÉE DU SOLEIL CALME** (A., v.a.) : *Bureau Orient Express* (42-33-42-26) ; Accoutance, 5<sup>e</sup> (44-86-86) ; 14 Juillet Parisienne, 6<sup>e</sup> (45-53-00) ; Le Triomphe, 8<sup>e</sup> (45-62-45-7).

**L'ARME ABSOLUE** (A., v.l.) : *Harwood Boulevard*, 4<sup>e</sup> (47-70-10-41).

**BAGDAD CAFE** (A., v.a.) : 14 Juillet Parisienne, 6<sup>e</sup> (43-26-58-00) ; *Public* (Champs-Élysées), 8<sup>e</sup> (47-20-76-23).

**14 JUILLET ODEON**

# ERES

FERNANDO GUILLÉN y JUAN JOSÉ M. DE LOS RÍOS  
BENNAUD y MARTÍN ALMOUDAR



## Les films nouveaux

## Les films nouveaux

**L'AMÉNU AU ROL.** Film américain de John Milius, v.o. : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-57) ; UGC Danzon, 1<sup>er</sup> (45-02-35-30) ; UGC Barrière, 1<sup>er</sup> (45-02-35-30) ; UGC Bastille, 1<sup>er</sup> (45-03-01-59) ; Biennale Montparnasse, 1<sup>er</sup> (45-04-25-23) ; v.f. : Rex, 2<sup>o</sup> (45-06-36-36) ; UGC Montparnasse, 1<sup>er</sup> (45-07-04-04) ; Paramount Opéra, 9<sup>es</sup> (47-02-36-31) ; Les Nations, 12<sup>es</sup> (45-03-04-07) ; UGC Gobelin, 13<sup>es</sup> (45-03-04-07) ; Gaumont Aléa, 14<sup>es</sup> (45-02-37-34) ; UGC Convention, 15<sup>es</sup> (45-04-35-40) ; Images, 19<sup>es</sup> (45-02-21-94).

**LE BLOOM.** (F.) Film américain de Claude Rostand, v.o. : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-06-57-57) ; Pathé Maifamilie, 6<sup>es</sup> (46-33-78-38) ; George V, 8<sup>es</sup> (45-02-41-46) ; Pathé Marignan, Concordia, 9<sup>es</sup> (45-09-02-02) ; v.f. : Pathé Marignan, 1<sup>er</sup> (47-03-38-38) ; Favettis, 13<sup>es</sup> (45-03-31-36) ; Montparnasse, 14<sup>es</sup> (45-02-31-06) ; UGC Convention, 15<sup>es</sup> (45-06-06-07) ; 79-30-30) ; Pathé Clichy, 19<sup>es</sup> (45-22-46-01) ; Trois Secrètes, 19<sup>es</sup> (45-06-79-79) ; La Gambetta, 20<sup>es</sup> (45-06-79-79).

**EAT THE RICH.** Film britannique de Peter Richardson, v.o. : Forum Aram-Ciel, 1<sup>er</sup> (45-07-03-74) ; George V, 8<sup>es</sup> (45-07-03-74) ; Sept Parménies, 14<sup>es</sup> (45-02-32-30).

**FEMINES AU BORD DE LA CRUISE DE NERFES.** Film espagnol de Pedro Almodovar, v.o. : Gaumont Le Grand, 1<sup>er</sup> (45-07-03-74) ; 14 Juillet Odéon, 6<sup>es</sup> (45-25-53-93) ; La Pagode, 7<sup>es</sup> (47-05-12-15) ; Gaumont Le Grand, 8<sup>es</sup> (45-06-06-07) ; 14 Juillet Bastille, 11<sup>es</sup> (45-07-30-81) ; Gaumont Farnesse, 14<sup>es</sup> (45-35-30-40) ; 14 Juillet Bourgogne, 15<sup>es</sup> (45-05-29-29) ; Gaumont Opéra, 9<sup>es</sup> (47-04-60-33) ; Les Nations, 12<sup>es</sup> (45-03-04-07) ; Gaumont Aléa, 14<sup>es</sup> (45-02-37-34) ; UGC Convention, 15<sup>es</sup> (45-06-06-07) ; Molière, 17<sup>es</sup> (47-04-06-06) ; UGC Molière, 17<sup>es</sup> (47-04-06-06).

**LE MAITRE DE MUSIQUE.** Film belge de Gérard Corbiau : Clichy Banbourg, 3<sup>es</sup> (45-71-32-36) ; UGC Convention, 15<sup>es</sup> (45-06-06-07) ; UGC Rotonde, 6<sup>es</sup> (45-04-94-94) ; UGC Champ-Elysées, 8<sup>es</sup> (45-06-20-40) ; UGC Opéra, 9<sup>es</sup> (45-04-94-94) ; UGC Convention, 15<sup>es</sup> (45-05-01-59) ; UGC Gobelin, 13<sup>es</sup> (45-36-23-44) ; Molière, 14<sup>es</sup> (45-39-52-43) ; 14 Juillet Bourgogne, 15<sup>es</sup> (45-07-30-81).

**RADIO CORREALE.** Film français d'Yves Boisset : Forum Aram-Ciel, 1<sup>er</sup> (45-07-03-74) ; Pathé Maifamilie, 6<sup>es</sup> (45-03-79-38) ; UGC Convention, 15<sup>es</sup> (45-06-06-07) ; Saint-Lazare-Palace, 13<sup>es</sup> (45-07-35-43) ; UGC Danzon, 1<sup>er</sup> (45-02-30-40) ; Paramount Opéra, 9<sup>es</sup> (47-02-36-31) ; UGC Convention, 15<sup>es</sup> (45-03-04-07) ; UGC Gobelin, 13<sup>es</sup> (45-36-23-44) ; Molière, 14<sup>es</sup> (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15<sup>es</sup> (45-06-06-07) ; UGC Convention, 15<sup>es</sup> (45-04-94-94) ; Images, 19<sup>es</sup> (45-02-21-94) ; Trois Secrètes, 19<sup>es</sup> (45-06-79-79) ; La Gambetta, 20<sup>es</sup> (45-06-79-79).

**LES TROIS KATIONS DE BALTEASAR ROGER.** Film polono-français de Wojciech J. Has, v.o. : Les Trois Luxemburg, 6<sup>es</sup> (46-33-97-77) ; Les Trois Baltes, 9<sup>es</sup> (45-61-10-40).

Bessille, 11<sup>es</sup> (45-04-07-76) ; Sept Parménies, 14<sup>es</sup> (45-02-30-30-30).

**LE MYSTÈRE D'ORBERWALD (Il, v.o.) ; Studio 43, 1<sup>er</sup> (47-07-63-63).**

**NEUVEVEILL PAS UN FILIC QUI DORT (C) (Fr.) ; Le Triomphe, 21<sup>es</sup> (47-06-06-06) ; Paris, Ciné, 1<sup>er</sup> (47-07-01-71).**

**SEPT SEMAINES ET DEMIE (C) (A., v.o.) ; Le Triomphe, 8<sup>es</sup> (45-62-45-76).**

**VOIES (Fr.-All.) ; Gaumont Opéra, 2<sup>es</sup> (45-02-30-40) ; Gaumont Aléa, 14<sup>es</sup> (45-35-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15<sup>es</sup> (45-06-06-07) ; Pathé Clichy, 19<sup>es</sup> (45-22-46-01).**

**LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Cin. v.o.) ; Les Nations, 12<sup>es</sup> (45-03-04-07).**

**LE PASSEUR (Fr.-All.) ; Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-03-01-59) ; Les Trois Baltes, 9<sup>es</sup> (45-61-10-40) ; Sept Parménies, 14<sup>es</sup> (45-02-30-30).**

**PAYSAGE DANS LE BROUILLARD (Gr. v.o.) ; Utopia Champollion, 3<sup>es</sup> (45-06-06-07).**

**VELLE LE LOUQUANT (Dess., v.o.) ; Les Trois Luxemburg, 6<sup>es</sup> (46-33-97-77) ; UGC Emittage, 8<sup>es</sup> (45-63-16-16).**

**LE VOLÉ VOLEUSE (Fr.) ; Gaumont Le Grand, 1<sup>er</sup> (45-06-26-12) ; Pathé Impérial, 2<sup>es</sup> (47-02-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6<sup>es</sup> (45-25-53-93) ; UGC Convention, 15<sup>es</sup> (45-03-04-07) ; 14 Juillet Bastille, 11<sup>es</sup> (45-07-30-81) ; Favettis, 13<sup>es</sup> (45-03-31-36) ; Gaumont Farnesse, 14<sup>es</sup> (45-35-30-40) ; Gaumont Aléa, 14<sup>es</sup> (45-02-37-34) ; UGC Convention, 15<sup>es</sup> (45-06-06-07) ; Pathé Clichy, 19<sup>es</sup> (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20<sup>es</sup> (46-36-10-60).**

**LE PÈRE DE VENUS (All, v.o.) ; Rex, 2<sup>o</sup> (47-01-32-36) ; Ciné Odéon, 6<sup>es</sup> (45-26-19-68) ; UGC Biarritz, 8<sup>es</sup> (45-62-20-40) ; La Bastille, 11<sup>es</sup> (45-04-07-76) ; 14 Juillet Bastille, 11<sup>es</sup> (45-07-30-81) ; Biennale Montparnasse, 15<sup>es</sup> (45-04-25-23) ; v.f. : UGC Opéra, 9<sup>es</sup> (45-04-94-94) ; Images, 19<sup>es</sup> (45-02-21-94).**

**SEULE PAS MY LOVE (Fr.) ; Pathé Impérial, 2<sup>es</sup> (47-02-72-52) ; Pathé Maifamilie, 6<sup>es</sup> (46-33-79-38) ; Gaumont Le Grand, 1<sup>er</sup> (45-06-06-07) ; UGC Convention, 15<sup>es</sup> (45-06-06-07) ; UGC Convention, 15<sup>es</sup> (45-06-06-07).**

**QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-07-03-74) ; UGC Convention, 15<sup>es</sup> (45-06-06-07) ; UGC Normandie, 8<sup>es</sup> (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2<sup>o</sup> (45-06-36-36) ; Les Montparnasse, 14<sup>es</sup> (45-02-37-34).**

**SALAAM BONRAY 1** (Indo-Fr., v.o.) ; Lucernette, 6<sup>es</sup> (45-47-34-34).

**E SUD (Arg.-Fr., v.o.) ; Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-07-03-74) ; Sept Parménies, 14<sup>es</sup> (45-02-30-30).**

**THE WASTE LAND (Fr.) ; Studio 43, 1<sup>er</sup> (47-07-63-63).**

**TUCKER (A., v.a.) :** Gaumont Les Halles  
1<sup>er</sup> (40-26-12-12) ; Bretagne, 6<sup>e</sup> (42-22-12-12).

### Les festivals

## LES JESUITES

tion. Dans les théâtres, Malador, samedi 18 h 45, 19 h 30.

**NUIT DE CLÔTURE DES ÉTERNELS**  
DU CINÉMA FRANÇAIS, Max Linder du Panoram, 9 (48-24-98-83). Les Enfants du Paradis, (cette année) 8 h 30, 10 h 15, 14 h 30.

**PRESTIGE**  
L'Éternel, 16 h 45, L'Art au monde des siècles, (7e série) jeu., ven., sam., dim. 14 h 30 PL : 16 F. (donnant droit à la vision cinématographique).

**PERIODE CINÉMATOGRAPHIQUES (v.o.)**  
18 h 45, 19 h 30 : Les 400 coups, Familles Crocno, apr. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Gregorio, jeu. à 14 h, 16 h, 18 h, ven. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 10 ; Les 400 coups, 14 h 30, 16 h 30, 18 h 45, 20 h 15 ; La Cité et la Couronne, 14 h 30, 16 h 30, 18 h 45, 20 h 15 ; Les Ronderos, mar. à 16 h 30, 21 h 30.

**QUATRE FILMS DE DAVID CROUZOU**  
18 h 45, 19 h 30 : Les 400 coups, Familles Crocno, apr. (43-25-58-00). La Monnaie, mar., dim., mer., film à 20 h 05, 22 h 15 ; Dead Zone, jeu., sam., film à 20 h 05, 22 h 15 ; Les 400 coups, 14 h 30, 16 h 30, 18 h 45 ; Scanners, lun., film à 20 h 05, 22 h 15.

**RENNOIR : HOMMAGE AU PATRON**  
Action Christine, (43-29-11-30). La Règle du jeu, mar., jeu., 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Chouette, 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Le Petit Théâtre de Jean Renoir, ven., jeu., sam., à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Le Déjeuner sur l'herbe, dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; La Femme sur la plage, mar., jeu., 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Le Testament du docteur Cordelier, mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

**HOMMAGE AU PATRON**  
Action Christine, (43-29-11-30). La Règle du jeu, jeu., séances à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 15 mm apr. ; Les 400 coups, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mm apr. ; Le Testament du docteur Cordelier, ven., séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mm apr. ; L'Herbe, jeu., séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mm apr. ; La Marseillaise, dim., séances à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 15 mm apr. ; Les 400 coups, 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 15 mm apr. ; Les 400 coups, 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 15 mm apr. ; La Petite Marchande d'allumettes, lun., séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mm apr. ; Nana, lun., séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mm apr.

**RENNOIR : HOMMAGE AU PATRON**  
Reflet Médical Logos nelle Louis-Jouvet, (43-54-42-34). La Fleuve, mer., 22 h film 10 mm apr. ; French Cancan, jeu., séances à 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mm apr. ; Toni, ven., 22 h film 10 mm apr. ; Les 400 coups, 22 h film 10 mm apr. ; Les Bas-Fonds, sam., séances à 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mm apr. ; Le Carroussel, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mm apr. ; Boude auvès des eaux, lun., séances à 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mm apr.

**SAGA INCMAR BERGMAN (v.o.)**  
18 h 45, 19 h 30 : Les 400 coups, Familles Crocno, ven., 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Persona, sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Soiente d'Autunno, dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Les 400 coups, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

Saint-André-des-Arts I, 6<sup>e</sup> (43-26-48-18). Cris et Chuchotements, mer. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; la Source, im. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Sonate

**SACA INGRAM BERGMAN** (v.a.) : Saint-Amand-Grande 15<sup>e</sup> (42-36-46-86) ; Châteaufort, mer, 14 h, 14 h, 18 h, 20 h, 22 h ; La Source, jma, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Sonest d'Autonne, ven, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; La Source, jma, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; L'Attente des femmes, lun, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Toutes ses femmes, mar, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

**Les séances spéciales**

**AGUIRE, LA COLÈRE DE DIEU** (All. v.a.) : Ancoates, 5<sup>e</sup> (46-33-86-86) mer, 12 h 20.

**AMADEUS** (A. v.a.) : Grand Pavon, 15<sup>e</sup> (45-34-46-86) (b-umpil) mer, 19 h 15 20.

**AMARCORD** (It. v.a.) : Saint-Laurent, 15<sup>e</sup> (45-32-91-68) mer, 18 h 45, ven, 18 h 30.

**L'ANNÉE DU DRAGON** (A. v.a.) : Grand Pavon, 15<sup>e</sup> (45-34-46-85) mer, 19 h 20.

**LES ARMISTOCHES** (A. v.f.) : Saint-Laurent, 15<sup>e</sup> (45-33-91-86) mer, 19 h 20.

**LES AVENTURES DE ROBIN DES BOIS** (A. v.a.) : Studio 43, 5<sup>e</sup> (47-70-63-40) mer, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

**BACH ET BOTTINE** (Can.) : Cosette, 4<sup>e</sup> (46-32-46-86) mer, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

**BAÏ ET LE Triomphe** 8<sup>e</sup> (45-62-45-76) mer, sam., dim, à 12 h (20 F), 14 h, 16 h, film 15 mn apes.

**LE BAISER DE LA FEMME ARABE** (Gnee) (A. v.a.) : Durefort, 14<sup>e</sup> (43-21-61-86) mer, 21 h 50, dim, 20 h.

**LA BELLE AU BOIS DORMANT** (A. v.f.) : Grand Pavon, 15<sup>e</sup> (45-34-46-85) mer, 19 h 15 20.

**LES BENTHOS OU LA TERRE SOLAIRE** (Marine) (Fr.) : La Gode, 19<sup>e</sup> (46-42-13-13) mer, jeu, ven, sam, dim, mar, 19 h 15 20.

**BLADE RUNNER** (\*) (A. v.a.) : Grand Pavon, 15<sup>e</sup> (45-34-46-85) (b-umpil) mer, ven, 22 h 15, lun, 22 h 30, sam, 15 h, dim, 18 h.

**CARACACCO** (Brit. v.a.) : Châteaufort, 15<sup>e</sup> (46-34-47-76) mer, lun, 13 h.

**LES NOÏ D'ALMATHENS** (A. v.a.) : Grand Pavon, 15<sup>e</sup> (45-34-46-85) mer, dim, à 14 h, sam, à 14 h, dim, à 14 h.

**LA CHASSE À L'OR** (A. v.a.) : Studio 43, 5<sup>e</sup> (46-35-19-40) mer, sam, dim, 13 h 45 ; République Cino, 11<sup>e</sup> (48-05-51-33) mer, sam, dim, 14 h 15 40.

**LE CROQUET** (Fr. v.a.) : République Cino, 11<sup>e</sup> (48-05-51-33) mer, 20 h, ven, 18 h 40, lun, 15 h 20.

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Studio Galade, 5<sup>e</sup> (42-73-71) mer, 18 h 20.

**LE DERNIER EMPEREUR** (Brit. v.a.) : Grand Pavon, 15<sup>e</sup> (45-34-46-85) mer, lun, 19 h 15, jeu, 21 h 15.

**EPIDEMIC** (Jpn. v.a.) : Studio 43, 5<sup>e</sup> (46-35-19-40) mer, 19 h 15 20.

**FRANKENSTEIN JUNIOR** (A. v.a.) : Grand Pavon, 15<sup>e</sup> (45-34-46-85) mer, 15 h 30, ven, 15 h 20, lun, 0 h 10, 15 h 45, 20 h 30, mer, 13 h 45.

**L'HOMME À LA PEAU DE SERPENT** (A. v.a.) : Studio Galade, 5<sup>e</sup> (42-73-71) mer, 18 h 20.

**HYDRO** (Fr. v.f.) : La Gode, 19<sup>e</sup> (46-42-13-13) mer, ven, sam, dim, 19 h 15 20 ; 21 h : La Gode, 19<sup>e</sup> (46-42-13-13) mer, ven, sam, dim, mer, 10 h 15 20.

(Fr.): République Cinéma, 11<sup>e</sup> (48-05-51-33) mer. 17 h 20.  
**KRYGAR, LE JOUEUR DE FLUTE**  
(schéma, v.o.): L'Union Cinématographique.

L'HYPOTHÈSE DU TABLEAU VOL (A. v.f.) : Réalistic Cinémas, 11\* (48-05-51-33) mer. 17 h 20.

KRYSER, LE JOUEUR DE TRICHAUX (A. v.f.) : Utopia Champollion, (43-26-84-65) mer., ven. 14 h 16.

LE LIVRE DE LA JUNGLE (A. v.f.) : Denfert, 14\* (43-21-41-01) mer., dim. 14 h, 15 h 50.

MARY POPPINS (A. v.f.) : Studio de Uralines, 5\* (43-26-19-09) mer., ven. 14 h 20.

MAURICE (Brit. v.f.) : Cinéochs, 6\* (43-30-42-12), à 17 h.

MÉTAL HURLANT (A. v.f.) : Grand Pavois, 15\* (43-54-64-85) mer. 17 h 30, jeu. 17 h, ven. 19 h 30, sam. 22 h 30.

METROPOLIS (All. v.f.) : République Cinémas, 11\* (48-05-51-33) mer. 16 h 30, sam. 12 h 20.

MORT À VENISE (It. v.f.) : Studio Galandé, 9\* (43-54-72-71) mer., jeu. 17 h 30, ven. 17 h 30, sam. 22 h 30.

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (A. v.f.) : Saint-Lambert, 15\* (43-32-61-68) mer., 18 h 45, lun. 17 h.

LE PALANQUIN (A. v.f.) : Les Larmes (F. v.f.) : Studio 28, 18\* (46-04-36-07) mer., jeu. 19 h, 21 h.

PEAU D'ÂNE (F. v.f.) : Denfert, 14\* (43-21-41-01) mer. 17 h 40.

LE PÈCHEUR ET LE TROISOR (A. v.f.) : B. B. 22mer., 1\* (43-57-51-55) mer. 14 h, 15 h, ven. 21 h, sam. 22 h, 24 h 30, 22 h 30, dim. 18 h, 21 h.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A. v.f.) : Studio 28, 18\* (46-04-36-07) (bi-sam) mer., 17 h 45, ven. 21 h, 18 h 45, ven. 16 h 50, sam. 12 h, 0 h 20, dim. 12 h, mar. 13 h 45.

QU'EST-CE QUE C'EST L'AMERICA WOLF (A. v.f.) : Studio des Uralines, 5\* (46-19-09) mer. 20 h 15.

ROX ET ROUKY (A. v.f.) : Mistrall, 1\* (43-39-52-43) (43-39-52-43) mer., dim. 14 h 15, 15 h 40, dim. 15 h 40.

SAINT-LAMBERT, 15\* (43-32-61-68) 13 h 45, sam., dim., lun. 15 h 30.

LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A. v.f.) : Grand Pavois, 15\* (43-54-64-85) (43-54-64-85) mer., jeu., ven. 18 h, dim. 17 h 45.

SWEET MOTIVÉ (\*\*) (F. C. C. v.f.) : Studio Galandé, 9\* (43-54-72-71) mer. 14 h 30, 16 h 30.

LA TABLE TOURNANTE (F. v.f.) : Epée de Bois, 5\* (43-37-57-47) mer., dim. 14 h 30, 16 h 30.

THE DREAM IS ALIVE (A. v.f.) : Cinédis, 19\* (46-02-13-23) mer. ven. sam., dim. 19 h 42 h.

TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (F. Bel.) : Saint-Lambert, 15\* (43-32-61-68) mer. 13 h.

LE TEMPLE DU SOLEIL (F. Bel.) : Saint-Lambert, 15\* (43-32-61-68) mer. 17 h, dim. 13 h 45.

LE TROISIÈME HOMME (Brit. v.f.) : La Champu, 5\* (43-54-61-61) mer., jeu. ven. 12 h 30, sam. 18 h.

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Brit. v.f.) : République Cinémas, 11\* (48-05-51-33) mer., lun. 22 h.

VIVRE ET LASSER MOUVIR (A. v.f.) : Grand Pavois, 15\* (43-54-64-85) mer., jeu. 17 h 30, ven. 20 h, 22 h, 22 h 15, dim. 16 h.

### Des schneisele opstellen

**AGUIRE, LA COQUELE DE** (v.f.) : Anacostae, 5° (46-33-86-86) mer, 14 h 45.

**AMADEUS (A. v.a.)** : Grand Puits, 15° (45-54-46-83) mer, 19 h 30 à 30 min, mer, 17 h.

**AMARCORD (It. v.a.)** : Saint-Lambert, 15° (45-52-91-68) mer, 18 h 45, ven. 16 h 30.

**L'ANNEE DU DRAGON (A. v.a.)** : Grand Puits, 15° (45-54-46-83) mer, 22 h, sam. 20 h.

**LES AMATEURS (A. v.f.)** : Saint-Lambert, 15° (45-52-91-68) mer, 19 h 30, sam., lun. 13 h 45 à 16 h.

**LES AVENTURES DE ROBIN DES BOIS (A. v.f.)** : St-Jacques, 13° (47-70-42-80) mer, 16 h 16, dim. 14 h.

**BACH ET BOTTINE (C.a.)** : Cosmos, (45-42-28-80) mer, sam., dim. à 14 h 16, 16 h, 16 h 16, 16 h 16, 16 h 16, film 15 mn aprés.

**LE BAISER DE LA FEMME ARABE (A. v.a.)** : Debut, 14° (43-21-21-80) mer, 14 h 16, 16 h 16.

**LA BELLE AU BOIS DORMANT (A. v.f.)** : Grand Puits, 15° (45-54-46-83) mer, 14 h, sam. dim. 13 h 30.

**LE BERNARDON OÙ LE TERRE SOUS LE PAVÉ (A. v.f.)** : La Grotte, 19° (46-42-13-31) mer, jeu., ven. 14 h 16, dim. de 10 h à 18 h.

**BLADE RUNNER (\*) (A. v.a.)** : Grand Puits, 15° (45-54-46-83) mer, jeu. 22 h 15, lun. 22 h 30 à 30 min, 15 h, dim. 22 h.

**CARAVAGGIO (Brit. v.a.)** : Chénouit, 13° (45-54-40-76) mer, lun. 13 h 45.

**LES 101 DALMATIENS (A. v.a.)** : Grand Puits, 15° (45-54-46-83) mer, dim. 14 h, sam. à 13 h 45 à 17 h. Studio des Ursulines, 5° (46-42-13-31) mer, 14 h 16; République Chénouit, 13° (46-05-51-33) mer, sam., dim. 14 h 16 à 18 h.

**LE COMPTON (Fr. v.a.)** : République Chénouit, 13° (46-05-51-33) mer, 14 h 16, ven. 18 h 40, lun. 15 h 20.

**LE DERNIER COMBAT (Fr.)** : Studael, Gelande, 5° (43-54-72-71) mer, sam. 22 h 30, dim. 14 h 16.

**LE DERNIER EMPEREUR (Brit. v.a.)** : Grand Puits, 15° (45-54-46-83) mer, lun. 19 h 15, jeu. 21 h 15.

**EPIDEMIC (D. v.a.)** : Studio 43, (47-70-43-40) mer, sam. 22 h 30.

**FRANCOIS TRUFFAUT (A. v.a.)** : Grand Puits, 15° (45-54-46-83) mer, 15 h 30, ven. 15 h 20, sam. 15 h 10, dim. 15 h 45, 20 h 30, mer. 13 h 45.

**L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (Fr. v.a.)** : Studio 43, (46-26-19-09) mer, 22 h 30, mer. 13 h 30.

**HYDRO (Fr. v.f.)** : La Grotte, 19° (46-42-13-31) mer, ven. sam., dim. de 19 h à 21 h; La Grotte, 19° (46-42-13-31) mer, 21 h, sam. dim., mer. de 10 h à 18 h.

33-10-82) L.J. 2 17 h

**METAL HURLANT** (A., v.a.): *Un homme*.  
Pavée, 15 h. 45-51-53) mer, 22 h.  
ven, 20 h. ven, 19 h 30, sam, 22 h.  
mar, 15 h 30.

**METROPOLIS** (ALL. v.a.): *République*.  
Cinéma, 11 h (48-05-51-53) mer.  
Pavée, 15 h 45-51-53) mer, 22 h.

**MONT VERNISE** (A., v.a.): *Studio*.  
Galande, 5 (43-54-72-71) mer, 50 h.  
16 h, ven, 15 h 45, dim, 17 h 30; Sain-  
t-Lambert, 19 (43-52-61-68) mer, 10 h.

**NEW YORK MIAMI** (A., v.a.): *Dufer*.  
14 (43-21-41-01) mer, 20 h, sam, 22 h.

**LES NUITS DE LA FLEINE LUNE**  
(A., v.a.): *Saint-Lambert*, 19 (45-22-91-48)  
mer, 18 h 45, lun, 17 h.

**LE PALANQUIN DES LARMES** (Fr.-  
Can-Chin. v.a.): *Studio*, 28 h (46-06-  
05-51-53) mer, 22 h.

**PEAU D'ANE** (Fr.): *Desfer*, 14 (43-21-  
41-01) mer, 17 h 40.

**LA PÊCHE AU TRÉSOR** (A., v.a.): *L*.  
Berry Zébre, 11 (43-57-51-53) mer, 18 h.  
16 h, ven, 15 h 45, dim, 17 h 30, sam, 22 h.  
16 h 30, 32 h 30, dim, 18 h, 21 h.

**PINK FLOYD THE WALL** (Brit.-A., v.a.): *Grand Pavée*, 15 (45-54-68-85)  
mer, 22 h.  
16 h 45, ven, 16 h 50, sam, 12 h 45-01-53)  
dim, 12 h, mer, 13 h 45.

**QUA LA FIEUR DE VIRGINIA WOOLF**  
(A., v.a.): *Studio*, 28 h (46-06-05-51-53)  
mer, 20 h.

**ROX ET ROUEY** (A., v.f.): *Mistral*, 1 (45-39-52-43) mer, sam, dim, 14 h.  
15 h 50, 17 h 40, film 20 min après.  
16 h 45, ven, 16 h 50, sam, 12 h 45-01-53)  
13 h 45, sam, dim, lun, 15 h 30.

**LE SEIGNEUR DES ANNEAUX** (A., v.a.): *Studio* des Urstulins, 5 (43-2-2)  
mer, jeu, ven, sam, 18 h, dim, 17 h 45.

**SWEET MOTEL** (\*\*) (Fr.-Can. v.a.): *Studio*.  
Galande, 5 (43-54-72-71) mer, 18 h.

**LA TABLE TOURNANTE** (Fr.): *Epi*.  
de Bois, 5 (43-37-47) mer, sam, dim, 14 h.  
16 h 30, 16 h 30.

**THE DREAM IS ALIVE** (A., v.f.): *Géode*.  
14 (46-06-05-51-53) mer, ven, sam, 18 h.  
dim, 19 h 42 h.

**TINTIN ET LE LAC AUX ROQUEUX**  
(Fr.-Bel.): *Saint-Lambert*, 19 (43-52-61-68)  
mer, 13 h 45.

**TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL**  
(Fr.-Bel.): *Saint-Lambert*, 19 (43-52-61-68)  
mer, 17 h, dim, 13 h 45.

**LE TROISIÈME HOMME** (Brit. v.a.): *The*.  
Champso, 5 (43-54-61-01) mer, jeu, sam, lun, mer, 14 h 22 h 30.

**LE DÉS DE L'ARCHITECTE**  
(Brit. v.a.): *République*, Cinéma, 11 (45-05-51-53) mer, lun, 22 h.

**VIVRE ET LASSER MOUROT** (A., v.a.): *Grand Pavée*, 15 (45-54-68-85)  
mer, 22 h.  
16 h 45, ven, 16 h 50, sam, 12 h 45-01-53)  
13 h 45, 32 h 30, dim, 18 h, 21 h.

\* Audiance musicale • Orchestre • F.M.R. : prix moyen des places - L. H. : ouvert jusqu'à... heures

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

<b>FLORA DANICA</b> <b>42, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup></b>	<b>43-59-20-41</b> <b>T.J.J.</b>	<b>J. 22 h. VUE AGRÉABLE SUR JARDIN. SPÉC. DANOISES ET SCANDINAVES. SAUMON</b> <b>astrier à l'embar. CANARD SALÉ. MIGNONS DE REINE au vin rouge de pin.</b>
<div style="border: 2px solid black; padding: 10px; margin: 0 auto; width: 80%;"> <h2 style="margin: 0;">DINERS</h2> </div>		
<div style="text-align: right; font-weight: bold; margin-right: 50px;">RIVE DROITE</div>		
<b>JOHN JAMESON</b> <b>10, rue des Capucines, 2<sup>e</sup></b> <b>40-12-00-30/40-15-08-08</b>	<b>T.J.J.</b>	<b>Am 1<sup>er</sup> ét., le premier restaurant irlandais de Paris, déj., dîners, spécial. de saumon fumé et poissons d'Écosse, menu dégust. à 95 F. Les Am. res.-ch., KITTU OSMEN + « Le vrai pain irlandais », remblais à la noix av. moutarde. Le plus gr. choix de whiskies du monde. 500, 2 h. de nuit.</b>
<b>RELAIS BELLMAN</b> <b>37, rue François-1<sup>er</sup>, 8<sup>e</sup></b>	<b>47-23-54-42</b> <b>F. dim.</b>	<b>Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant et confortable. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYAUX. Soit aux croustilles. FILET À L'ESTRAGON. Gâteau de joir.</b>
<b>CLOSERIE SARLADAZE</b> <b>94, bd Diderot, 12<sup>e</sup></b>	<b>43-46-88-07</b> <b>Tous les jours</b>	
<b>LE PRESSBOURG</b> <b>3, av. de la Grande-Armée, 16<sup>e</sup></b>	<b>45-00-24-77</b> <b>Ts les jrs</b>	
		<div style="text-align: center; font-weight: bold;">             SPÉCIALITÉS DU PERIGORD              Déjeuners d'affaires - Dîners - Salon paque groupés         </div>
		<b>Accueil NON-STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table gastro., avec vue sur l'Arc de triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plats du terroir. Truie de mer. Poisson cuits. Langoustes et homards du vivier. Terr. Déj. d'aff. Menu à 92 F + carte.</b>
<b>YVONNE</b> <b>13, rue de Bassano, 16<sup>e</sup></b>	<b>47-20-98-13</b>	<b>VIENNE CUISINE FRANÇAISE. Spéc. de POISSONS, HUITRES. Plais régionaux. Carte 200/250 F. Formid. croquerie et sucrerie. Ouvre d'été. Cinq étages.</b>
<b>LE CORSAIRE</b> <b>1, bd Exelmans, 16<sup>e</sup></b>	<b>45-25-53-25</b> <b>45-20-87-85</b>	<b>• LE RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMOBILE. Depuis vingt ans, tout le savoir faire de M. Polanco. Cuisine marine de qualité. Menu à 95 F. + 100 F. de nuit.</b>
<b>LE GOURMAND CANDIDE</b> <b>1, rue de Valenciennes, 10<sup>e</sup></b>	<b>45-40-01-41</b>	<b>Cuisine traditionnelle française personnelle, incur bouillottes 195 F. Salon particulier midi et dîner.</b>

## L'ANGE GOURMANI

**RESTAURANT THOUVENOT**  
79, rue Saint-Dominique

**DATE OF BIRTH**

**L'ESPAGNE A PARIS**  
**• CHEZ VINCENT •**, 4, r. St-Laurent  
 Dîners-spectacles dansants - Attractifs  
 Avec **LOS MUCHACHOS**  
 Jusqu'à l'aube - 46-07-21-27 - F. di

### SOUTHERN AFRICAN MINORITY

3 T.I.J.  
43-26-89-36

**PHUITRES**  
**AGES.**

rus d'Alsace.	T. 11, de 111 6, place de
---------------	------------------------------

**LA TOUR D'ARGENT**  
**HUITRES TOUTE L'ANNÉE**

**POISSONS DU MARCHÉ**  
Cuisines traditionnelles - Vins à découper  
Décor : « Brasserie de Luxe »  
JARDIN D'HIVER au pied de l'Opéra-B  
T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin.  
6, place de la Bastille, 43-42-90-32

هكذا من الأصل







# Communication

## Conflit entre le patron de « Jeune Afrique » et la rédaction de « Jeune Afrique économie »

La rédaction du mensuel *Jeune Afrique* économie est empêchée depuis mardi 24 janvier d'accéder à ses bureaux, ce qui la met dans l'incapacité de terminer le numéro de février qui devait être tiré à 45 000 exemplaires. C'est sur l'ordre de M. Béchir Ben Yahmed, PDG du groupe de presse tiers mondialisée Jeune Afrique, qu'un barrage formé par son personnel a été mis en place devant les locaux du magazine économique.

Le patron de *Jeune Afrique* avait vendu *Jeune Afrique* économie à l'un de ses anciens collaborateurs, M. Blaise Pascal Talla, en octobre 1988, pour un prix de douze millions de francs, tout en conservant 25 % des parts. M. Ben Yahmed a vendu ce titre à crédit (10 % tout de suite, le reste par traites trimestrielles) et a loué des bureaux à la rédaction. Aujourd'hui, il estime que les traites ne pourront être honorées et que le

non-paiement de frais d'imprimerie le contraignent à récupérer titre et locaux.

Pour l'équipe de *Jeune Afrique* économie, le patron de *Jeune Afrique* voulait, en réalité, garder la haute main sur le mensuel économique qu'il avait vendu à M. Talla. Le prix du journal aurait été dûment acquitté par celui-ci, précise la rédaction, et la garde des films de photocomposition par le personnel de M. Ben Yahmed l'empêche de préparer le numéro prochain. « C'est un étrange retournement de situation, disent-ils, dans laquelle *Jeune Afrique*, un journal trop souvent victime du totalitarisme, interdit à son tour la parution d'un confrère. »

M. Ben Yahmed a demandé un arbitrage, après la rencontre des avocats des deux parties.

Y.-M. L.

## Achèvement du réseau câblé de Sèvres-Suresnes-Saint-Cloud

Les quarante-sept mille logements de Sèvres, Suresnes et Saint-Cloud peuvent désormais tous être raccordés au réseau câblé de la ville, exploité commercialement depuis mai 1987 par la Compagnie générale des eaux-Téléservice. Le réseau, baptisé « 3 S », de ces communes des Hauts-de-Seine est ainsi le premier à être entièrement achevé, parmi les cinquante-deux mis en chantier dans le cadre du plan câblé de 1982. Pour l'instant, quatre mille deux cents foyers s'acquiescent de l'abonnement mensuel de 139 francs.

Les maîtres des trois communes comptent atteindre rapidement les six mille abonnés, et visent huit mille pour la fin de 1989. Le câble devenant alors un des principaux médias locaux, ces élus se déclarent prêts à contribuer à la fabrication d'informations locales, diffusées sur le canal local Télé-Val de Seine.

En revanche, ces mêmes élus refusent énergiquement d'avancer à France-Télécom, constructeur du réseau, l'argent que ce dernier réclame pour ouvrir de nouveaux canaux, et élargir le choix des abonnés. « Dix-sept programmes, ce

n'est pas assez », s'insurge ainsi M. Jean-Pierre Fourcade, maire (UDF) de Saint-Cloud. Il réclame aussi une diversification des tarifs, et surtout la possibilité de développer de nouveaux services utilisant tous les potentiels de la fibre optique Alcatel dont le réseau est équipé, notamment en direction des entreprises.

Ces demandes faites auprès de l'administration recoupent d'ailleurs celles de nombreux autres élus. Elles prouvent que le réseau 3 S, même s'il a des taux d'abonnés que bien des villes peuvent lui envier, n'échappe pas au débat actuel sur l'adaptation du plan câblé, tant pour la mise en place des chaînes à contrôle d'accès que pour la tarification des abonnements collectifs.

Dès le 8 février, les abonnés de 3 S pourront en tout cas recevoir quatre heures par jour une préfiguration de la SFET, la septième chaîne culturelle diffusée par TDF 1. Celle-ci teste ainsi dans quatre réseaux son programme, avant son démarrage officiel en mai.

M.C.L.

## Une semaine nationale

## La vitalité de la presse catholique

La presse catholique embouche les trompettes de la renommée et part en mission sur ses propres terres. Depuis le 30 janvier jusqu'au 5 février, le Centre national de la presse catholique (CNPC) et l'Association nationale de la presse catholique de province (ANPCP) organisent une première semaine nationale de la presse catholique. Une manifestation marquée par des débats et des conférences dans dix-neuf villes de province (Saint-Brieuc, Tarbes, Reims, Toulouse, etc.) menées par les journalistes des publications adhérents à ces deux organismes.

Des thèmes aussi divers que « La journaliste chrétienne face à l'événement », « Le pouvoir des médias : poison, contre-poison ? », « L'information dans la famille », etc., seront ainsi proposés et la presse catholique s'emploiera à prouver sa vitalité.

« En dix ans, quinze nouveaux titres ont été lancés par des groupes de presse catholique », note M. Bernard Porte, président du directeur de Bayard-Press et président du CNPC. « Nos publications couvrent tous les genres, du quotidien national au bulletin diocésain. Et on ignore souvent que le Pèlerin Magazine vend 800 000 exemplaires, alors que Paris-Match, le Point, l'Événement, le Nouvel Observateur et l'Express totalisent 2,2 millions d'exemplaires. »

Outre cette force de frappe en matière de diffusion — quotidiens et périodiques grand public, journaux d'institutions et de mouvements catho-

liques et bulletins diocésains représentent treize millions d'exemplaires — la presse catholique veut aussi mettre l'accent sur son rôle spécifique. « Qui elles possèdent ou pas des pages explicitement religieuses, nos publications se réfèrent aux valeurs de l'Évangile », indique M. Porte.

Destinée à être renouvelée et à rassembler, à terme, les journaux des Eglises protestantes et orthodoxes en France, la manifestation a été conçue dans un cadre ecclésial très large. Le CNPC réunit les journaux de groupes de presse catholique comme Bayard-Press (la Croix, le Pèlerin, l'Évangile d'aujourd'hui, Malesherbes, la Vie, Prier, Télex, etc.), Fleury Presse (Paris, l'Écho, etc.), la SPER (Paris), la Croix ou l'Évangile, mais il accueille aussi depuis peu des titres de groupes autoproclamés à distance comme l'Amphère (famille chrétienne) ou Le Lion chrétien (familialisme). L'Association nationale de la presse catholique de province (ANPCP), quant à elle, que les hebdomadaires qu'elle rassemble, de l'Ami du peuple (Stasbourg) à la Vie quotidienne (Nantes), couvre une grande partie de l'Hexagone et qu'en dépit de leur faible tirage ils constituent souvent le seul choix face au monopole des grands quotidiens régionaux.

Cette première semaine nationale de la presse catholique servira de prologue à la Journée chrétienne de la

## M. Gouyon-Beauchamps garde la présidence de TDF

M. Xavier Gouyon-Beauchamps, cinquante et un ans, a été reconduit, mardi soir 31 janvier, pour trois ans à la tête de Télédiffusion de France (TDF), la société qui réalise notamment la diffusion de toutes les chaînes de télévision nationales.

Premier PDG de l'audiovisuel public dont le mandat soit renouvelé depuis le retour de la gauche au pouvoir, M. Gouyon-Beauchamps avait été nommé en conseil des ministres en 1986. Cette fois, il aura suffi d'un conseil d'administration pour désigner le président. Car entre-temps le statut de TDF a changé. D'établissement public, TDF est devenue une société anonyme en juin 1987.

Ce changement, qui devait préparer l'entrée de capitaux privés, dans l'esprit du ministre des PTT de l'époque, M. Gérard Longuet, aura finalement permis l'entrée au capital de TDF de... France Télécom et de sa filiale, Cogecom. Ensemble, les deux entités détiennent 49 % de TDF, et quatre de leurs dirigeants ont rejoint le conseil d'administration, qui comprend également six représentants de l'État et deux des salariés. Pour la première fois, ce conseil ne comprend plus de personnalités qualifiées désignées par l'instance de régulation de l'audiovisuel.

Ce changement et le maintien de M. Gouyon-Beauchamps marquent à la fois l'édification progressive de TDF de son histoire d'exécutif de l'ORTF, et une volonté d'éviter les chasses aux sorcières.

Enarque dans une entreprise de techniciens, M. Gouyon-Beauchamps est en effet un giscardien bon teint. Il fut membre du cabinet de M. Giscard d'Estaing, puis chef de son service de presse à l'Élysée, avant d'être préfet de l'Ardèche et président de la Sofrad jusqu'en 1981. M. Gouyon-Beauchamps fut aussi au cabinet de M. Lottard, ministre de la culture en 1984, un des artisans de la loi sur l'audiovisuel qui créa la CNCL, tant décriée par la gauche. Pourtant, à l'automne dernier, son rôle de négociateur public fut apprécié des pouvoirs publics.

De plus, M. Gouyon-Beauchamps est en train de négocier la location du satellite TDF 1, un dossier complexe qui a déjà souffert de beaucoup de retards.

M.C.L.

## Mort de l'écrivain portugais Fernando Namora

L'écrivain Fernando Namora est mort, mardi 31 janvier à Lisbonne, des suites d'un cancer. A la fin de l'année 1988, il avait reçu la visite du président de la République portugaise, M. Mario Soares.

Né en 1919 à Condeixa, près de Coimbra, engagé dans l'antifascisme, Fernando Namora était l'un des meilleurs représentants du vase courant néoréaliste qui a traversé la littérature portugaise de ce siècle.

Médecin, comme son aïeul Miguel Torja, Namora est l'auteur d'une œuvre romanesque importante. Grand voyageur, il laisse également des chroniques. Ses romans, appuyés sur des préoccupations sociales, parviennent à se dégager d'une conception trop étroite du réalisme et mêlent le pittoresque au caprice et à l'humour. La présence de la nature dans son œuvre lui donne sa dimension poétique.

Marqué, comme beaucoup d'écrivains de sa génération, par l'existentialisme, Fernando Namora, ne s'en est pas tenu aux formes romanesques traditionnelles. Ainsi, dans son livre *Fleur triste* (traduit en français aux Éditions de la Différence, en 1987), le roman-enquête débouche sur une interrogation mettant le roman lui-même en question.

Comme l'écrivain Antonio Tabacchi, « le livre, couronné avec des médailles norvégiques héroïques (le policier, l'épique, le roman épistolaire, le journal intime), se transforme en réflexion sur soi-même : il devient un manuel sur le thème : « Comment écrit-on un roman ? ». (Le Monde du 30 octobre 1987). Mais *Fleur triste*, « livre sur la manière d'être portugais », est également, et surtout, une chronique passionnante sur le Portugal des années 60, un témoignage sur la tristesse et le désespoir de ces « années de plomb ». L'œuvre de Namora a été largement traduite, notamment dans les pays de l'Est. En France, les Nouvelles Éditions latines ont publié, en 1956, *Carnet d'un médecin de campagne*. Plusieurs autres romans ont été traduits en français, notamment chez Plon et chez Silex. Les Éditions de la Différence publieront trois livres de Fernando Namora dans les prochains mois.

P. K.

## La disparition de Michel Virally

### Un philosophe du droit

Michel Virally, professeur émérite de l'université Paris-II et professeur honoraire de l'université de Genève, est mort à l'âge de soixante-huit ans (le Monde du 1<sup>er</sup> février).

La communauté juridique internationale se sent brutalement appauvrie. Elle perd l'un des plus savants des siens. L'un des plus consciencieux aussi. Professeur, praticien du droit international, philosophe, il dénichait ceux qui l'approuvaient et ceux qui le liaient. Cet homme discret et affable, sûr de sa pensée et toujours courtois, laisse à travers le monde des élèves qu'il a formés à Paris (à l'université de Paris-II), à Genève (tant à la faculté de droit qu'à l'Institut universitaire des hautes études internationales), à La Haye (à l'Académie de droit international). Tous conservent la trace d'un enseignement où la richesse des idées, l'ouverture de la vision, étaient servies par une parole claire.

Michel Virally ne tenait pas de ses seules recherches l'étendue de sa culture d'internationaliste. Elle procédait aussi de l'expérience.

Considéré comme l'un des experts mondiaux du système des Nations unies, auquel il consacra son maître-livre *L'Organisation mondiale*, il participa à de nombreuses conférences internationales, arbitrales ou judiciaires, il siégea aussi comme juge ou arbitre avec la même autorité intellectuelle et morale.

Vice-président de l'Institut de droit international, il présidait la branche française de l'International Law Association.

Malgré les charges que lui valait son prestige, Michel Virally cultivait un jardin clos : il avait enroulé en publiant la *Pensée juridique*, ouvrage d'un philosophe du droit, qui l'imposait d'emblée comme tel. Il conservait le désir de donner un livre plus vaste, dépassant l'horizon du juriste. Au fil des années, il en avait écrit une bonne part. A la peine d'avoir perdu l'homme, le maître et l'ami, s'ajoute aujourd'hui la frustration d'une pensée interrompue à jamais dans son accomplissement.

RENÉ-JEAN DUPUY, professeur au Collège de France.

# Le Carnet du Monde

## Naissances

— Patricia GANDIN, Jean-Michel CARADECH et Erwan, ont la joie d'annoncer la naissance de

Guillaume.

le 30 janvier 1989.

4, avenue de l'Abbé-Roussel, 75016 Paris.

## Décès

— M<sup>me</sup> Marcel Chatriot, son épouse, Le docteur et M<sup>me</sup> André Huvos, M. et M<sup>me</sup> Pierre Chatriot, M. Gérard Chatriot, ses enfants, Tous ses petits-enfants, Sa famille Et ses nombreux amis, ont la profonde douleur de faire part du décès subit de

M. Marcel CHATRIOT, chevalier de la Légion d'honneur, ancien vice-président du conseil général de Seine-et-Marne, survenu le 26 janvier 1989.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité le lundi 30 janvier, en l'église de Courpalay.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Terrasse, Courpalay, 77540 Rozoy-en-Brie.

— Jean et Yvonne Gavoret, Ariette et Alain Vidart, Cécile, Muriel et Laurence Gavoret, Stéphane et Christine Vidart, Laure et François Duroy, Delphine et Victorine Vidart, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Georges GAVORET,

leur mère et grand-mère, survenu le 23 janvier 1989, dans sa quatre-vingt-unième année.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 25 janvier, dans l'intimité familiale.

« Tu travailleras pendant six jours mais au septième tu te reposeras. » Exode, XXXIV-21.

— Paris. Troyes. Villiers. Israël.

M<sup>me</sup> Rose Ifrah, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Julia Ouanounou, M. et M<sup>me</sup> Elie Ouanounou, leur fils et petits-enfants, M<sup>me</sup> Estelle Cohen et son fils, M<sup>me</sup> Alice Zlotnik et son fils, M. et M<sup>me</sup> Jacques Ouanounou, Les familles Choukroun, Dokan, Labcarie, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> David OUANOUNOU, née Maxime Ercochecq, survenu le 4 janvier 1989.

L'inhumation a eu lieu en Israël.

Les prières du mois seront dites le 6 février, à 18 h 45, au domicile, 4, rue Bouillotte, 75014 Paris.

— M. Jacques Rothus, M. et M<sup>me</sup> Henri Gazez et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Marc Chauveinc, M. et M<sup>me</sup> Elie Rothus, Yael et Delphine Rothus, ont la douleur de faire part du décès, le 23 janvier 1989, de

Sara-Melina ROTHUS, née Tryskler, à l'âge de quatre-vingt-un ans,

leur épouse, mère, grand-mère et belle-mère.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

4, rue Bonnet, 34500 Béziers.

— M<sup>me</sup> Lili Rubin, M. Patrick Rubin, M. Daniel Rubin, Sa famille, Ses amis, ont le regret de faire part du décès de

M. Nathan RUBIN, survenu à Paris, ce 30 janvier 1989, à l'âge de soixante-quinze ans.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Bagneux, à 16 heures, porte principale, le mercredi 1<sup>er</sup> février.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, rue de l'Échiquier, 75010 Paris.

— M<sup>me</sup> Colette Tabary, son épouse, M<sup>me</sup> Huberte Thia, ses amis,

Bernard, Francis, Claude Tabary, ses enfants,

Sa famille, font part du décès de

René TABARY,

survenu le 29 janvier 1989.

Il a fait don de son corps à la Faculté de médecine.

85, rue Vanneau, 75007 Paris.

— M<sup>me</sup> Giovanni Tomat, son épouse, M<sup>me</sup> Adrienne Striva, M. et M<sup>me</sup> Hubert Ruiz, M. et M<sup>me</sup> Alberto Fonzar, ses enfants, Marc, Alexandre, Jérémy et Emilie, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Giovanni TOMAT,

survenu le 28 janvier 1989, dans sa soixante et onzième année, à Udine (Italie).

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 3 février 1989, à 14 heures, en l'église du Cœur-Immaculé-de-Marie, 23, rue de Verdun à Suresnes (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu au cimetière Voltaire de Suresnes, dans le caveau de famille.

66, rue de la Liberté, 92150 Suresnes.

— M. et M<sup>me</sup> Jean Varille, M<sup>me</sup> Nathalie Varille, M<sup>me</sup> Alex Garnier, M<sup>me</sup> Marie Rougier, M<sup>me</sup> Lyca Guillemain, Les familles Germain, Rougier, Varille, ont le chagrin de faire part du décès de

Michel Mathias VARILLE, cinquant et comédien,

survenu le 27 janvier 1989, dans sa vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 1<sup>er</sup> février, à 11 h 30, en l'église de Lourmarin (Vaucluse) et l'inhumation au Mas de Castence.

— Les Editions A. Pedone Et la Revue générale de droit international public, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Michel VIRALLY, directeur de la RGDI, professeur émérite à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, membre de l'Institut de droit international, survenu en son domicile, le 27 janvier 1989.

Il prie la famille de trouver ici l'expression de leur vive sympathie.

— Le président Et les membres du conseil d'administration de la Société française pour le droit international ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Michel VIRALLY, professeur émérite à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, membre du conseil d'administration de la Société française pour le droit international depuis son origine, survenu en son domicile, le 27 janvier 1989.

Il prie la famille de trouver ici l'expression de leur vive sympathie. (Lire ci-contre.)

## Remerciements

— M<sup>me</sup> Paul Girod Et sa famille, profondément touchées par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

docteur Paul GIROD,

prient tous ceux qui ont pris part à leur peine, par leur présence ou par la pensée, de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs sentiments profondément reconnaissants.

— Jacky Coolen, profondément touché par les messages de réconfort qui lui sont parvenus depuis le décès de

Catherine LAPORTE-COOLEN et dans l'impossibilité de répondre à chacun, remercie très vivement tous ceux qui se sont associés à sa peine.

## Anniversaires

— Il y a six ans disparaisait tragiquement, à l'âge de vingt et un ans,

Sophie WINTER, née Rosenthal.

Pensez à elle.

## Communications diverses

### — ORINO

gagnants du tirage du 28 janvier.

M. J.-M. Myny à Melus, M<sup>me</sup> Lévyque à Melus, M. J.-R. Depardieu à Paris-10<sup>e</sup>, M<sup>me</sup> L. Depardieu à Paris-10<sup>e</sup>.

Merci à tous de votre participation.

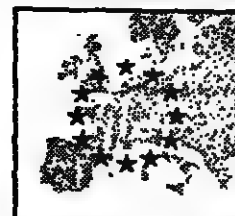
— La prochaine table ronde de l'Institut du Pacifique sur le thème : « L'Australie en 1988 », avec la participation de M. l'ambassadeur E. Pocock, aura lieu le 2 février, de 15 heures à 18 heures, à l'Ecole européenne des affaires, 108, boulevard Malesherbes, Paris-17<sup>e</sup>.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

مكتبة من الأصل

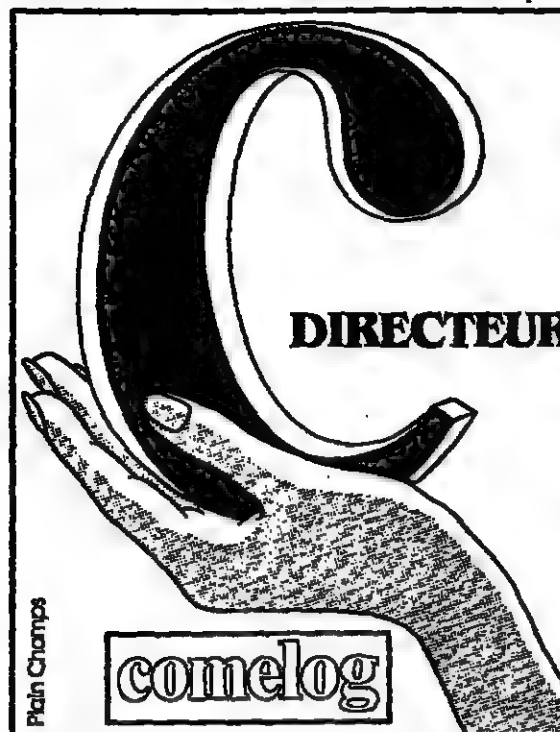


هكذا من الأصل



# CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • **Le Monde** • Süddeutsche Zeitung • CARRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT



## DIRECTEUR GÉNÉRAL EUROPE

**COMOLOG**  
Société de Conseil en Organisation et en Informatique

implantée en France depuis 10 ans, se développe en EUROPE.  
Objectif 1989: 270 MF de C.A. - 750 personnes.

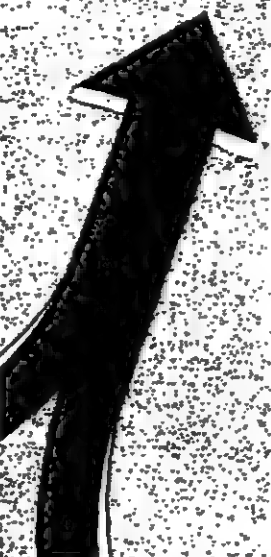
Aujourd'hui, implantée en Suisse, en Allemagne, en Angleterre et en Belgique, COMOLOG recherche son

EUROPÉEN, il aura la responsabilité:  
• du plan de développement international,  
• de l'animation des filiales européennes,  
• de la coordination commerciale.

Ce poste basé à Paris nécessite une parfaite maîtrise de la langue anglaise, un dynamisme commercial, un sens de la gestion.

Ecrire, sous pli confidentiel, à Monsieur le Président, COMOLOG - 82, avenue Marceau - 75008 PARIS - Réf. DD.02

5 unir, c'est gagner



**THOMSON CONSUMER ELECTRONICS**, dans le cadre de son développement international, recherche pour TELEFUNKEN, une de ses Sociétés Commerciales implantées à Hanovre (RFA), un

## FUTUR CONTROLEUR DE GESTION

Sous l'autorité du Contrôleur de Gestion de l'ensemble des Sociétés Commerciales Allemandes, le candidat sera particulièrement chargé:  
- de l'élaboration et du suivi du budget,  
- des tâches de reporting et de la bonne application des procédures,  
- du contrôle de gestion,  
- de la direction et de l'animation du service responsable de la gestion "clients".  
Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce et/ou de Gestion, ayant acquis une expérience d'au moins trois années au sein, soit d'un cabinet d'audit, soit d'une société de distribution ou industrielle, sachant convaincre et motiver, le candidat, doté d'une forte personnalité et capable d'initiatives personnelles, devra avoir des connaissances en micro-informatique.  
Il devra, en outre, être mobile sur le plan international, parler parfaitement l'allemand et maîtriser correctement l'anglais. Pour le poste, basé à Hanovre, le titulaire aura un contrat en statut allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à G8 Conseils 52, rue de la Bienfaisance - 75008 PARIS sous la référence T 101 IM.

**THOMSON**

## Le Monde INTERNATIONAL

## JEUNE RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER



VENEZ ASSISTER LE DIRECTEUR GENERAL DE NOTRE FILIALE TURQUE

Important groupe pharmaceutique, nous réalisons plus de 3 milliards de CA dont plus de 50% à l'export. Déjà bien implantée dans le monde à travers plus d'une trentaine de filiales de distribution et/ou de production, nous venons de créer par rachat externe, une filiale commerciale - médecine humaine - à Ankara. Nous recherchons le Responsable Administratif et Financier.

Répondant au directeur général de la filiale et de façon fonctionnelle au directeur de la zone Europe, vous devrez créer la fonction, organiser votre service et mettre en place des procédures, conformément à la politique définie par le groupe.

Vous prendrez en charge l'ensemble des opérations comptables, financières et de gestion et représenterez nos intérêts face aux autorités locales. Enfin, très proche du directeur général, vous l'assisterez dans des missions diverses.

Diplômé d'une école de gestion, vous avez de solides bases comptables et une première expérience dans l'audit, le contrôle de gestion ou la comptabilité.

Vous avez une bonne pratique de la micro-informatique et parlez couramment l'Anglais et le Français (connaissances du Turc souhaitables).

Vous êtes adaptable, autonome et prêt à vivre une expérience, peut-être difficile, mais riche et passionnante à coup sûr; celle-ci devant vous permettre à terme, d'autres évolutions.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite, sous réf. 609 M à notre conseil, KEY MEN - 2 rue Childebert, 69002 LYON.

**KEY MEN**

GUY RIVE DANIEL PUYET 13000 LYONS



## L'AMERIQUE VOUS ATTEND !

### INGENIEUR D'AFFAIRES ARCHITECTE-INGENIEUR BTP

BATISOFT conçoit et commercialise un logiciel de CAO en 3 dimensions, PC-BAT, destiné aux professionnels de l'architecture et du bâtiment.

Après l'Europe, les pays d'outre-mer et l'Asie, nous poursuivons notre ambition internationale en pénétrant le marché américain.

Dans ce cadre, nous recherchons un **INGENIEUR D'AFFAIRES** pour promouvoir et commercialiser PC-BAT aux Etats-Unis.

De la prospection à la conclusion des ventes, vous prendrez en charge les démonstrations et la formation aux utilisateurs.

Architecte ou ingénieur BTP diplômé, ayant une bonne pratique du dessin et de la production de plans, vous êtes attiré par la CAO et maîtrisez parfaitement l'anglais. Votre sens aigu de la négociation vous a déjà permis d'orienter votre carrière vers une fonction commerciale.

Homme de communication, vous faites preuve de souplesse, d'ouverture d'esprit, d'organisation et d'une grande autonomie.

Après une formation de 3 mois minimum, nous vous offrirons l'opportunité de travailler aux Etats-Unis dans de bonnes conditions et d'envisager de réelles perspectives d'évolution dans un environnement d'avenir.

Vous bénéficiez d'un système de rémunération particulièrement motivant et de l'appui d'une structure solide. Merci d'adresser votre dossier de candidature à BATISOFT - 80, rue Arago - 92800 PUTEAUX Cedex.

**POLYMER/COMPOSITE SCIENTIST**

The Goodyear Technical Center at Colmar-Berg, Luxembourg, responsible for the company's tire research and development activities outside the United States and Canada, is seeking a specialist in the field of composites and composite technology. The successful candidate will possess an advanced degree in Polymer/Materials Science ideally with experience in the field of composites and elastomers. An attractive salary will be offered commensurate with experience, together with relocation assistance. Please send your Curriculum Vitae or write for an application form to:

**GOODYEAR SA, Employee Relations, L - 7750 Colmar-Berg, G. D. of Luxembourg.**

**GOODYEAR**

**Biens de consommation**

Nous sommes un groupe de sociétés suisses commercialisant des biens de consommation dans le monde entier, principalement dans le domaine des automobiles.

Depuis quelques années, nous avons étendu notre activité à l'Afrique de l'Ouest. Le dirigeant actuel de notre filiale basée à Lomé (Togo) a décidé, après plusieurs années de travail d'organisation et de développement très fructueux, de reprendre de nouvelles fonctions. Nous recherchons donc un

**GÉRANT du siège local à Lomé**

Ce poste conviendrait à un vendeur de produits de consommation expérimenté, sachant s'imposer et ayant le sens de l'initiative.

Le candidat devrait être âgé de 25 à 35 ans, marié, parlant parfaitement le français et l'anglais, avec des notions allemandes et ayant déjà séjourné à l'étranger.

Les candidatures sont à adresser à:

**WEITNAUER HANDELSGESELLSCHAFT AG**  
Chef du personnel R. Roth,  
Petersgasse 35, 4001 BASEL (Suisse).

M. K. Roth se tient néanmoins à votre disposition par téléphone (19-41/61/25 21 25) pour toute information dont vous pourriez avoir besoin au préalable.

**BUREAU D'INGÉNIEURS CONSEILS** actif sur le plan international, dont le siège principal est à Genève, Suisse, avec filiale à FERNY-VOLTAIRE, département de l'Ain.

pour cette filiale dans le cadre de sa cellule d'activités **EAU-ASSAINISSEMENT**

**1 INGÉNIEUR**

Chef de cette cellule, disposant d'une solide expérience, notamment outre-mer, en projets d'assainissement en cas, assainissement et stations d'épuration.

**DES INGÉNIEURS HYDRAULIENS**

Niveau chef de projet, disposant d'une expérience d'études et de supervision de travaux en alimentation et distribution eau potable.

- Connaissance du français et de l'anglais demandées.
- Déplacements à l'étranger.
- Date d'entrée à convenir.

En cas de besoin, le logement temporaire ou définitif dans la région de Freny-Voltaire peut être envisagé.

**NOUS OFFRONS:**

- une activité variée;
- une rémunération en rapport avec l'expérience et les capacités;
- des perspectives de carrière intéressantes.

Les candidats sont priés d'adresser leur offre écrite, avec curriculum vitae détaillé, prétentions de salaire, copies de certificats et photo sous pli fermé A 18-118579, PUBLICITAS, CH-1211 Genève 3.

**DHEAP** Institut de Hautes Etudes en Administration Publique

Fondation autonome associée à l'Université de Lausanne et à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne

L'IDHEAP ouvre une inscription en vue de pourvoir un poste de

**PROFESSEUR EN MANAGEMENT PUBLIC**

appelé à enseigner notamment les branches de l'organisation et de la direction du personnel ainsi que les aspects de la gestion des ressources humaines dans les organisations du secteur public.

Il s'agit d'un poste à charge complète, comprenant l'enseignement au niveau postgraduate et dans le cadre de cours de brève durée ainsi que la direction de recherche et de l'élaboration de mandats.

Titre exigé : doctorat en économie d'entreprise ou en psychologie.

Une expérience pratique en tant que consultant en organisation dans le secteur public serait souhaitable.

Entrée en fonctions : 1<sup>er</sup> septembre 1989 ou à convenir.

Les candidatures doivent parvenir avant le 15 MARS 1989 à M. Rainaud, E. Gernand, Directeur de l'IDHEAP, BP 541, Université de Lausanne, CH-1015 Lausanne, auquel les personnes intéressées peuvent s'adresser pour connaître les conditions.

Succursale d'une firme suisse recherche pour point de vente région parisienne

**Technico-commercial**

pour la commercialisation de ses gammes de produits :  
- Système de ventilation monotubulaire.

Mission : Développement de la clientèle

Profil : Homme 28-35 ans avec expérience acquise dans un poste équivalent.

Connaissance de la ventilation.

Bons rapports avec des bureaux techniques et architectes.

Adresser lettre de candidature + CV et prétentions à Publicitas International, Chiffre M/23318, case postale, CH-4010 Basel.

**Le MONDE-CAMPUS** remercie

**L'EAP**

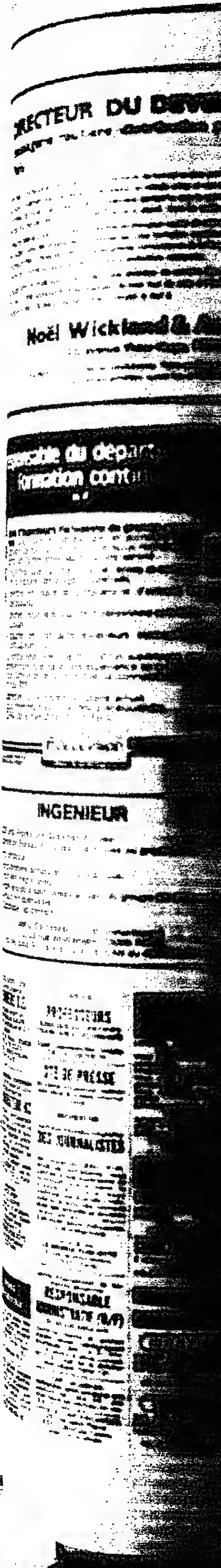
L'Ecole européenne des affaires  
108, bd Malesherbes,  
75017 Paris.

d'accueillir en ses locaux le

**1<sup>er</sup> FÉVRIER**

pour la 2<sup>e</sup> année consécutive la finale du concours la **BOURSE AUX STAGES**

où seront présentes la Commission des Communautés européennes et 35 entreprises.





# Le Monde

## CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

### DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT

messagerie routière/distribution physique/logistique  
Paris 400.000 F

Notre client, dynamique et innovateur (CA 10 milliards de francs) se situe parmi les leaders dans le domaine du transport multi-modal. Il intervient dans les pays anglo-saxons du monde entier et vise désormais l'ensemble du marché européen. Il se donne les moyens de sa politique. Sa première démarche sera le recrutement d'un cadre supérieur de nationalité française pour réaliser son implantation en France d'abord, dans les autres pays de la CEE ensuite.

La personne retenue connaîtra à fond l'industrie du transport routier de marchandises, tant du côté transporteur que du côté utilisateur, dans ses aspects les plus modernes. Une formation supérieure à dominante commerciale, une histoire d'initiatives professionnelles réussies et une excellente connaissance de la langue anglaise, parlée et écrite, compléteront le portrait de l'homme ou de la femme que nous souhaitons rencontrer.

La réussite dans ce poste ouvrira la porte à une évolution de carrière dans ce groupe de dimensions et d'ambitions mondiales. Si cette opportunité vous intéresse, écrivez tout de suite à Noël Wickland : lettre, CV détaillé, évolution salariale et numéro de téléphone personnel. Envoyez le tout à :

### Noël Wickland & Associates

15, avenue Victor-Hugo, 75016 Paris

Nous répondrons à toutes les candidatures. Votre confiance sera totalement respectée. Les premiers entretiens auront lieu à Paris en février.

### IMPORTANTE ORGANISATION PROFESSIONNELLE

### SON CHEF DE SERVICE TECHNIQUE

Placé sous l'autorité du Directeur des Affaires techniques et du Développement international, il sera chargé de suivre les problèmes de réglementation et de normalisation sur les plans national et international.

Ingenieur, issu d'une grande école, le candidat recherché aura environ 30 ans, une expérience de 3 à 5 ans dans l'industrie automobile et/ou dans des activités de normalisation technique.

Il aura une excellente connaissance de la langue anglaise, le goût du contact et de la négociation.

Des déplacements fréquents en Europe et occasionnels hors d'Europe sont à prévoir. Proche banlieue Ouest.

Les candidatures sont à adresser à : M. B. 123, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

### HERLICO

Entreprise de services spécialisée en montage et maintenance d'installations industrielles tous corps d'état

recherche

### INGÉNIEUR

Formation Arts et Métiers ou équivalent ayant première expérience pour Centre de travaux région Marseille.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à

HERLICO

B.P. 510

92542 MONTRouGE CEDEX.

### responsable du département formation continue

École d'ingénieurs Parisienne de grande renommée nous voulons développer et accroître notre activité de formation continue. Nous recherchons donc un Cadre dont les missions seront :

- redéfinir, avec la Direction de l'école, le contenu et la nature des stages dispensés ;
- mettre en place le programme d'actions en découlant ;
- animer l'équipe existante (5 personnes) et la faire évoluer ;
- assurer les contacts extérieurs entreprises, formateurs, ...

Le poste implique une formation supérieure, de préférence ingénieur, une expérience de la Formation Continue, et si possible, la connaissance du milieu BTP.

Adresser CV + photo + salaire actuel sous référence 69/11/DF/966 à ADEQUATION 62-64, av. Emile Zola, 75015 Paris.

### Adequation

CONSEIL EN RECRUTEMENT

### INGENIEUR

32/35 ans. Formation Grandes Ecoles. Expérience Bureau d'Etudes, méthodes ou production.

Poste proposé :

- Encadrement achats en informatique.
- Excellent négociateur.
- Poste évolutif à haut niveau au sein du groupe (25 000 pers.).
- Anglais indispensable.
- Disponible rapidement.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à : T.J.L. 65, rue Amsterdam, 75008 PARIS, ou tél. pour R.V. à François LAULAN au 42.85.38.41.

### VILLE DE SAINT-OUEN

#### INFIRMIERE D.E.

Pour poste vacant au Centre Médical BAUER. Adresser candidature et C.V. détaillé à : Madame M. M. 33406 SAINT-OUEN CEDEX. Renseign. téléphoniques : 40-11-55-87.

#### COLLABORATEUR N3

pour postes commerciaux aux comptes. Expérience assurance éprouvée et suivi de dossiers d'espérance comptable. Dans ce domaine, une expérience minimum de 2 ans est requise. Adresser CV et prétentions sous réf. RC à SODIP 80, rue du Rempart-Vieux, 75012 Paris.

Recherche VENDEUR/SE pour librairie d'occasion, quartier latin, format, classement, allemand, esp. Adresser sous le n° 8143 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

#### emplois internationaux

Cherch. de suite jeune fille se p. pour famille avec 2 enfants, endroit agréable près de Munich. Ecrire à : Pasternack, Claus H. Bergstr. 27, 921 Prien/Chiemsee, RFA.

Le centre culturel français de Milan cherche bibliothécaire, CAPB ou équivalent, expérience souhaitée, bon niveau italien, bonne connaissance générale, poste libre immédiatement. 19-38 (2) 545-63-78.

### CHERCHE

#### PROFESSEURS

AGREGES OU CERTIFIES FRANÇAIS ET ECONOMIE. Exp. baccalauréat sup. Tél. : 43-38-48-00.

#### STE DE PRESSE

en pleine croissance, spécialisée dans la presse informatique. RECHERCHE pour son nouveau magazine DES JOURNALISTES

de formation (BAC + 4), diplôme de journaliste, vous justifiez d'une expérience de minimum 5 ans dans la presse où vous avez confirmé vos qualités d'habileté et le goût des contacts avec des groupes et sociétés importantes. Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions.

à M. B. 145 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Centre international de formation recherche RESPONSABLE ADMINISTRATIF (H/F) BILINGUE ANGLAIS

connaissances et gestion achats, exp. pédagogique souhaitée, BAC + 3, env. CV + photo à Mme Cornet, ISTC 31, rue de la République-Louise, Paris-12.

CAPVACANCES recherche, pour encadrer au séjours de T&M 85, des directeurs de centres de vac. (BAPD ou en cours). Ecrire à CAPVACANCES, 25, rue Saint-Pierre, 43103 Brétoude Cedex, avec CV + photo.

### capitaux propositions commerciales

#### LOISIRS, MATRIMONIAL, NUMEROLOGIE

Vous avez le sens des responsabilités. Vous aimez les contacts. Vous avez une expérience professionnelle. Vous disposez d'un petit capital. Devenez gérant d'une de nos filiales. Adressez-tout votre C.V. + photo + lettre manuscrite à SARL Les Jumeaux associés, 22, rue du Trépassé, 76002 PARIS.

#### cours et leçons

COURS D'ARABE MOD. moderne, 2x3 h par sem. intensif. 9 h/sem. 10 semaines. AFAC 43-62-92-62.

STAGE PHILOSOPHIE 5 semaines vacances, Niv. pr. prof. lycée. 45-32-88-63, le soir.

automobiles :

de 5 à 7 C.V. AUSTIN METRO 87 SPÉC. C.I.E. NOIR, 3 portes, 34 000 km, 4 CV, très belle. Tél. dom. 49-88-17-62.

de 8 à 11 C.V. 206 GTI 85, 80 000 km, blanche, 1.600, alarme, radio-cassette, 5 CV, 38 000 F. Tél. dom. 49-88-17-62.

### EUROPE 89

PROFIL : Allemand, diplômé Kfm, depuis 10 ans en France, responsabilités évolutives dans Directions Finances, Ventes et Marketing de sociétés de premier plan. Crée et supervise filiales à l'étranger. Trilingue français-anglais.

CHERCHE : position de direction d'une société internationale (filiale française d'un groupe étranger ou société française avec filiales à l'étranger).

Ecrire sous n° 8129

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

### CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE. - Secrétaire général, 42 ans, 10 ans expérience encadrement, mise en place de systèmes informatiques, courtoisie de gestion, relations avec organismes financiers, procédures comptables, relations avec associations et fins.

RECHERCHE : poste similaire, R.P. (Section BCO/ALB Cadres IV 1299.)

CHARGÉE D'ETUDES MARKETING. - 26 ans, Maîtrise de gestion, études effectuées dans diverses branches d'activité. RECHERCHE : missions ponctuelles (études de marché, étude d'implantation, etc.).

CADRE - 49 ans. Formation comptable et administrative. Expérience Afrique autre francophonie durant 25 ans.

RECHERCHE : poste direction administrative, financière et comptable en Afrique autre francophonie ; à défaut, serait intéressé par recrutement France et effectuer des missions ou intrinsèques dans ces pays. Disponible immédiatement. (Section BCO/DDS 1301.)

FRANÇAISE - DIPLOMÉE DE L'ESIT (Ecole supérieure d'interprètes et de traducteurs). - Française, anglais, allemand, 10 ans expérience d'adaptation et de rédaction dans l'édition, l'audiovisuel, les cosmétiques.

RECHERCHE : poste similaire dans toute entreprise ou organisation à vocation internationale. (Section BCO/IV 1302.)

### ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER : 12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09  
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

### Votre partenaire à MADAGASCAR

Jeune chef d'entreprise (42 ans). Formation supérieure, 14 ans d'expériences réussies dans la gestion de centres de profit. Bien introduit dans les milieux publics ou privés malgaches. Etude toutes propositions concernant direction filiale ou mission d'implantation.

Ecrire sous n° 8138.

LE MONDE PUBLICITE - 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

### J.H. TRILINQUE

exp. COMMERCE INTERNATIONAL, rach. postes TRANSACTIONS, 1818, gestion, commandes. Tél. : 42-49-69-00.

Diplômé Sciences politiques Paris, DESS + Développement et coopération, DEA + Etudes africaines + J.H. 29 ans, expérience de 2 ans dans la gestion et le suivi de projets de développement. Etude toutes propositions. Tél. : 38-82-27-68.

ARMAT, CINMA CONFIRMÉ 9 ans exp. (distib. composants électrom.) ; administr. des ventes, gestion des achats, gestion des stocks, vendeur téléphone, suite à décentralisation, ch. poste achats/ventes, import-export, communication, Marc Valguier, 13, all. des Berces, 91040 Les Llys, 04-46-89-05, à partir de 18 h.

France, 36 ans, licence 2 ans Tokyo (com. 2 ans commerce int.) ch. emploi commercial en rel. avec Japon. Tél. : 42-80-60-20.

Assistante de direction, 15 ans d'expérience en secrétariat et cinq ans en gestion du personnel, maîtrise du traitement de textes, notions d'anglais, étudiant toutes propositions, M. B. 14-01, après 18 h.

Jeune fille 25 ans, St. LEA, anglaise, allemande, cherche poste Paris ou région Paris, assistante commerciale. Tél. : 46-69-15-11 (ap. 20 h).

Homme 35 ans cadre réassurance en comptabilité technique acceptation, recherche place stable, 15 ans d'expérience, M. BERGER DIDIER. Tél. : 43-89-14-50.

J.H. 35 ans, doct. en physique, ingénieur, en génie, des fluides et thermiques, comm. internat., doct. des propos. d'emploi ou de stage rémunérés. 66-75-86-76.

CHEF DE PROJET TÉLÉMATIQUE EXPÉRIMENTÉ 29 ans, études propositions informatiques France ou étr. Ecrire sous le n° 8143 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Ingénieur ESE, 30 ans, 5 ans d'expérience, ch. situation ingénieur Paris, Cergy, électronique analogique, traitement du signal, info. industrielle, radars, télécoms numériques. 38-57-30-29, répondant.

J.F. 29 ans, maîtrise droit des affaires, exp. contractuel, ch. poste à respons., de prof. de serv. minist. Ecrire sous le n° 8117

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Chef département, grand magasin, 26 ans, diplômé Institut Supérieur de l'Équipement, section Eco. Fin., exp. 3 ans, études des propositions France ou étranger. Disponible immédiatement. Ecrire sous le n° 8128 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

JURISTE J.F. DESS droit affaires, préf. dipl. d'étude sup. en droit commercial, en cours de jury, 4 ans d'exp. prof. bon potier, + paracat. Ecrire sous le n° 8117

ASTROLOGUE ch. cabinet, avec cabinet recrutement, entreprises. Tél. : 48-23-00-20.

### L'AGENDA

#### Antiquités

POUR JAPON et USA ACHETONS A VOTRE PROX STATUES BRONZE LAMPES et VASES GALLÉ-DAUM - LAIQUE ET TOUT OBJET D'ART 43-87-92-80 82, bd Malesherbes, Bt. P. Puenteur comptant. Tout déplacement gratuit.

Bijoux

ACHAT BIJOUX Brillants, pierres précieuses, argentier, vieux or, PERRON, bd des Italiens, OPERA 4, Champs-Élysées, OTOLE 37, av. Victor-Hugo. Ventes un seul et occasion.

Collections

Vente collections Once et New York 1945 depuis création. Téléphone : 42-47-05-25 après-midi ou 38-18-08-22 le soir. Demandez M. LAMARQUE Stéphane.

Tissages

Important lot de tissu, environ 12 000 m. Prix inférieurs 40-82-11-77, Nanterre.

#### Décoration

L'ENTREPOT DU CANAPÉ Les 3 et 4 FÉVRIER vente exceptionnelle de canapés et fauteuils. Nouveaux modèles en cuir et tissu. Par exemple : canapé 3 places entièrement déhoussable : 2.490 F ; canapé 3 places cuir plein fleur anglaise : 3.900 F au lieu de 17.400 F.

Venez vite pour avoir le choix, tous les modèles sont disponibles.

Entrée Porte de Pantin, 28, rue des Sape-Arrière, Le Pré-Saint-Gervais. Tél. : 48-44-83-81. Ouvert de 10 h à 18 h.

Vacances

Tourisme

Loisirs

GITES DE FRANCE à 5 km de la mer 12 km de Royan @ Charente-Maritime, @ Camping à la ferme Calme, repos garanti, demi-pension M. et Mme Pierre Réau, Formelle, Suresnes, 17120 Combe. Tél. : 48-06-67-69.

DRISCOLL HOUSE HOTEL 200 chambres simples, 5 100 par semaine demi-pension. Renseignements : LONDON SE1 4YT, G.B. Tél. : 19 44 1 703 41 75.

مركز من الأصل



هكذا من الأصل

# Le Monde

## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

IMMOBILIER  
D'ENTREPRISE

**bureaux**

**Ventes**

**BUREAUX PROFESSIONNELS**

9: 175 m².

J. DE MONCAN S.A.

45-63-17-83.

**SÉLECTION**

**RICHARD ELLIS**

**45-63-08-08**

**VENTE**

**PTE CLIGNANCOURT**

6 500 m² imm. récent + par.

1 400 m² + parking

disponible 3<sup>e</sup> trim. 89.

**BASTILLE**

Bure 300 m² s/jard., stand.

42-72-40-15.

**Locations**

Domiciliation depuis 50 F/m.

PARIS 14, 15, 19 et 17.

constitution: SARL 1 000 F HT

INTER DOM 12: 43-40-31-48

CREADOM 17: 43-47-06-25.

**SIÈGE SOCIAL**

Bure équipés de services

démarches RC-RM.

SODICO SERVICES

CHPS-ELYSEES, 47.23.55.47.

NATION, 43-41-51-51.

9: 240 m²

18: 120 m²

BOULOGNE: 1 800 m²

MP Marcal-Sorbet

BOULOGNE: 150 m²

imm. neuve, Parkings privés

LA BOÉTIE: 278 m² bureau

MP PL. TERNES: imm. moderne

575 m² + reprise

OPERA: 330 m² et 140 m²

J. DE MONCAN SA

45-63-17-83.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL**

**DOMICILIATIONS**

SARL - RC - RM

Constitutions de sociétés.

Démarches et tous serv.

Parman, téléphoniques.

43-55-17-50.

**BOUYGUES**

**IMMOBILIER**

Conseil et gestion

PROPOSE

**EXCEPTIONNEL**

**(92) OUEST**

**530 F le m²**

**A LOUER**

**BUREAUX**

**1 200 à 20 000 m²**

Immeuble

grand standing

(avec restaurant

parking et gym)

**BOULOGNE**

**1 320 m² divisibles**

**à partir de 210 m²**

**1 425 F/m²/an I.T.**

parkings en sous-sol

**ISSY-LES-**

**MOULINEAUX**

**A VENDRE**

**OU**

**A LOUER**

**BUREAUX**

de 6 000 m² à 30 000 m²

Immeubles en construction

grand standing

**BOUYGUES**

**IMMOBILIER**

Conseil et gestion

**48-25-44-77.**

**MONT-PARNASSE**

**BUREAUX, SALLE DE**

**CONFÉRENCE**

**DOMICILIATION - TELEX - FAX**

**TEL. 43-08-14-43.**

**bureaux**

**DOMICILIATION &**

**BUREAUX, TELEX, VIDEOPRINT.**

**AGECO - 42-94-95-28**

**9: CONSTANTINOPLE**

**220 à 670 m²**

**AG. MAILLOT - 45-22-19-19.**

**à STRASBOURG ou**

**à ALLEMAGNE**

**VOTRE DOMICILIATION**

**des démarches, secrétariat**

**bilan, documentation**

**exclusive législation et**

**jurisprudence de la RFA.**

**CELO-BUREAUX**

**(16-1) 55-60-70-13.**

**9: COLISEE**

**DOMICILIATIONS**

**CONSTITUTIONS S'ETES**

**BUREAUX & TOUTES SERVICES**

**AFC - 43-59-20-20.**

**FEAU HAMPTON**

**PROPOSE**

**AUX PORTES DE PARIS**

**LES MERCURIALES**

**9 000 m² BUREAUX**

**VISIBLES**

**Métro Gallieni**

**Accès direct périphérique**

**Plateaux de 1 000 m²**

**Restaurant d'entreprise**

**Loyer 800 F/m²/AN**

**FEAU HAMPTON**

**40-08-10-50**

**PARC DE LA VILLETTE**

**8 000 m² BUREAUX**

**NEUFS, DIVISIBLES**

**Métro**

**Accès direct périphérique**

**Plateaux de 1 000 m²**

**Restaurant d'entreprise**

**Loyer 800 F/m²/AN**

**FEAU HAMPTON**

**43-08-10-50**

**LE ROND-POINT**

**VICTOR-HUGO**

**IMMEUBLE INDÉP. NEUF**

**5 500 m² BUREAUX**

**5 000 m² BUREAUX**

**RENT. MÉTRO**

**Plateaux de 1 000 m²**

**FEAU HAMPTON**

**40-08-10-50.**

**FEAU HAMPTON**

**PROPOSE**

**UNE SÉLECTION**

**D'IMMEUBLES NEUFS**

**AU PIED DU RER LIGNE A**

**LA DÉFENSE**

**IMMEUBLE « AXE ÉTOILE »**

**9 400 m² BUREAUX NEUFS**

**DIVISIBLES**

**Plateaux de 900 m²**

**Restaurants d'entreprise**

**Disponibles immédiatement**

**VAL-DE-FONTENAY**

**A 12<sup>e</sup> RER de CHATELET**

**IMMEUBLE PERIOLIS**

**5 000 m² BUREAUX**

**DIVISIBLES**

**Plateaux de 1 000 m²**

**Restaurants d'entreprise**

**LES OLYMPIADES**

**IMMEUBLE INDÉP.**

**HAUT DE GAMME**

**4 500 m² BUREAUX**

**DIVISIBLES**

**FEAU HAMPTON**

**40-08-10-50.**

**CIDES**

**DES ADRESSES DE PRESTIGE**

**POUR VOTRE SIÈGE, OU**

**VOTRE ANTENNE À PARIS**

**A L'ÉTOILE**

**DANS NOS CENTRES**

**D'AFFAIRES**

**\* AV. CHAMPS-ÉLYSÉES**

**\* AV. VICTOR-HUGO**

**\* R. DE PONTREUIL, 8**

**\* ÉTOILE IENA, 16**

**\* PASSY TROCADERO**

**En équipe 1/2 J. secr., st.**

**Services. Min. Fax. Télégraphes.**

**DOMICILIATION: 1 180 à 360 F/m**

**CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS**

**CIDES, 47-23-82-10.**

**FEAU HAMPTON**

**40-08-10-50**

**BUREAUX PROFESSIONNELS**

**9: 175 m²**

**J. DE MONCAN SA**

**45-63-17-83.**

**COLOMBES: 5 500 m² div.**

**activités/bure. Accès privé**

**PLAISIR: 5 000 m² div.**

**Bure. Labo. Activités**

**SARTROUVILLE: 760 m²**

**1/2 000 m²**

**PARTEIL: 375 m²**

**sur 2 étages**

**RUE SAINT-DOMINIQUE:**

**750 m² div.**

**vue privée**

**78-SAINT-QUENTIN/VILLES**

**à LA CLEF DE SAINT-PIERRE**

**Entrepôts à partir de 1 500 m²**

**J. DE MONCAN SA**

**45-63-17-83.**

**bureaux**

**FEAU HAMPTON**

**LOCATIONS**

**2<sup>e</sup> R. DE LA PAIX**

**EXCEPTIONNEL**

**Raz-de-chaussée: 530 m²**

**open-plan, sous-sol équipé**

**250 m², archives 110 m²**

**relais par ascenseur privatif**

**8<sup>e</sup> GEORGE-V**

**Immeuble moderne, 370 m²**

**fonctionnels, cloisons**

**mobiles, 430 m² sur**

**1 plateau, réfection**

**14/15 bureaux, park. en**

**sous-sol**

**10<sup>e</sup> RUE DES**

**PETITES-ÉCURIES**

**280 m², 10 bureaux,**

**2 entrées, loyer très**

**raisonnable**

**PTE DE LA VILLETTE**

**« PARIFERIC »**

**toutes surfaces divisibles,**

**3 parties de 200 m², loyer**

**attractif, parkings, restaur.**

**accès d'entreprise**

**FEAU HAMPTON**

**40-08-10-50.**

**FEAU HAMPTON**

**VENTES**

**7<sup>e</sup> PROXIMITÉ**

**ASSEMB. NATIONALE**

**Proportion idéale, 170 m²,**

**renov., très bon état.**

**14<sup>e</sup> ALÉSIA**

**Imm. indépendante, renov.,**

**2 x 4, 800 m² divisibles,**

**3 parties de 150 m², très**

**fonctionnelles. Dispon.**

**1<sup>e</sup> bin. 80, possibilité de**

**partage**

**17<sup>e</sup> MONCEAU**

**Bureaux professionnels et**

**libéraux, associations, syn-**

**dicates professionnels, imm.**

**plateau de 1 150 m² en**

**2 niv., grande réception**

**+ 8 bureaux par niv.**

**FEAU HAMPTON**

**40-08-10-50.**

**FEAU HAMPTON**

**40-08-10-50.**

**FEAU HAMPTON**

**OUEST**

**NANTERRE**

**LA DÉFENSE B**

**AU PIED DU RER**

**PREFECTURE**

**Imm. moderne de gd stand.**

**454 m² au dernier étage,**

**21 bureaux fonctionnels, très**

**bien équipés. Normalement par-**

**king. Reprise en aménagement.**

**NEUILLY-S/SEINE**

**AV. CH. DE GAULLE**

**Immeuble moderne de grand**

**standing 488 m² climatisée,**

**renovée, parkings en so-sol.**

**POINT DE NEUILLY**

**60 m², immeuble neuf, très**

**bon standing, post. parking.**

**PUTEAUX BELLINI**

**Petit imm. neuf de stand.**

**628 m², très fonction-**

**nels, NON CLOISONNÉS,**

**PARKINGS.**

**LEVALLOIS**

**M<sup>e</sup> PEREIRE**

**Imm. récente de bon stand.**

**978 m² climatisée minimum,**

**488 m², 16 bureaux très clairs.**

**Nouveaux services, parkings**

**en sous-sol.**

**FEAU HAMPTON**

**40-08-10-50**

**BUREAUX PROFESSIONNELS:**

**9: 175 m²**

**J. DE MONCAN SA**

**45-63-17-83.**

**COLOMBES: 5 500 m² div.**

**activités/bure. Accès privé**

**PLAISIR: 5 000 m² div.**

**Bure. Labo. Activités**

**SARTROUVILLE: 760 m²**

**1/2 000 m²**

**PARTEIL: 375 m²**

**sur 2 étages**

**RUE SAINT-DOMINIQUE:**

**750 m² div.**

**vue privée**

**78-SAINT-QUENTIN/VILLES**

**à LA CLEF DE SAINT-PIERRE**

**Entrepôts à partir de 1 500 m²**

**J. DE MONCAN SA**

**45-63-17-83.**

**bureaux**

**SÉLECTION**

**RICHARD ELLIS**

**45-63-08-08**

**QUARTIERS**

**D'AFFAIRES**

**PARIS-8<sup>e</sup>**

**MIROMESNIL**

**Marché de l'Europe**

**2 x 117 m², rénovation**

**imm. de table.**

**FBG ST-HONORÉ**

**330 m², superb. renov.,**

**open space + 3 parts. s/sol,**

**dispon. imméd.**

**GEORGE-V**

**416 m², plateau moderne,**

**5 parts. dispon. imméd.**

**LISBONNE**

**230 m², 8 bureaux, rénovation.**

**MALESHERBES/ST-**

**AGUSTIN**

**800 m² hôtel particulier.**

**CHAMPS-ÉLYSÉES/ÉTOILE**

**750 m² div., disp. imméd.**

**SÉLECTION**

**RICHARD ELLIS**

**45-63-08-08**

**ÉTOILE (RER)**

**796 m², div., 305 et**

**496 m², dispon. imméd.**

**MADELEINE**

**846 m², sup. imm., sur**

**jeu, planches div. déci-**

**sonnées.**

**MONCEAU**

**1 115 m², imm. récent,**

**parf. dispos. imméd.**

**R9-POINT CHPS-ÉLYSÉES**

**1 236 m² sur 1 niv., loc. et**

**ampl. prestige.**

**R. DE LA V. L'ÉVÊQUE**

**1 470 m² sur 2 niv. div.**

**clousure, park.**

**bureaux**

**SÉLECTION**

**RICHARD ELLIS**

**45-63-08-08**

**RUE DUPHOT**

**1 641 m², vente ou loc.**

**entier, renov., dispon.**

**mars 89.**

**PARIS-8<sup>e</sup>**

**AUBER**

**300 m², au pied du RER,**

**imm. pierre de taille.**

**CHAUSSEE-D'ANTIN**

**1 952 m² + page, bn. natif,**

**div. / plateau de 500 m²,**

**dispon. imméd.**

**RUE DE MAUBEUGE**

**1 381 m², env. renov.,**

**plateau, dispon. mars 89.**

**SÉLECTION**

**RICHARD ELLIS**

**45-63-08-08**

**PARIS-16<sup>e</sup>**

**MAISON DE LA RADIO**

**280 m², r.d.c. + 1<sup>e</sup> ét.**

**bure. cloisonnés, clairs, fon-**

**ctionnels, dispon. imméd.**

**BOISSIERE**

**947 m², hôtel particulier de**

**propre renov.**

**RUE DE PRESBOURG**

**1 065 m² + page, renov.**

**except. dispon. 1<sup>e</sup> trim. 89.**

**RICHARD ELLIS**

**RIVE GAUCHE**

**45-63-08-08**

**PARIS-15<sup>e</sup>**

**IAVEL**

**600 m², hôtel particulier**

**renov., à vendre ou louer.**

**FRONT DE SEINE**

**540 m² + page, plateau**

**moderne clac.**

**bureaux**

**RICHARD ELLIS**

**S-S-OUEST**

**45-63-08-08**

**ANTONY (200 m RER)**

**face parc de Sceaux,**

**3 100 m², div. / 520 m²,**

**imm. r.d. plate. RE mai 89.**

**1 185 m², loc. ou vente,**

**r.d.c. + 1<sup>e</sup> ét., page RE,**

**dispon. mai 89.**

**VELIZY**

**429 m² + page, imm.**

**récent, plateau clac.**

**QUAI ANDRÉ-CITROËN**

**1 952 m² + page, bn. natif,**

**div. / plateau de 500 m²,**

**dispon. imméd.**

**PORTE DE VERSAILLES**

**3 510 m² + page,**

**div. / plateau 500 m²,**

**dispon. imméd.**

**PORTE DE VANVES**

**3 500 m², div., + page,**

**dispon. imméd.**

**PARIS-6<sup>e</sup>**

**ODÉON**

**1 500 m², hôtel particu-**

**lier, cour, bain renov.**

**PARIS-13<sup>e</sup>**

**TOLBIAC**

**1 400 m² + parkings, imm.**

**récent, divisible / plateau**

**483 m²**

**boutiques**

**Ventes**

**PEREIRE (17<sup>e</sup>), FACE RER**

**SOUT. 30 m², 5 m,**

**casson 560 000 F.**

**42-33-57-15.**

**PRES AVENUE FOCH (16<sup>e</sup>)**

**BOUTIQUE 20 m² + so-sol,**

**coffure / stockage chère ou**

**autres. Cass. 250 000 F.**

**16: 42-33-57-15.**

**BON 10<sup>e</sup>**

**maison libre actuellement**

**BOUCHERIE 77 m², casson**

**750 000 F. 42-53-61-15.**

**Locations**

**TROCADERO: 150 m²**

**J. DE MONCAN S.A.**

**45-63-17-83.**

**locaux**

**commerciaux**

**Ventes**

**11<sup>e</sup> - A SAISIR**

**95 m² rénove, 1 450 000 F.**

**38-62-62-33 suite 20 p.**

**5 m**

**Locations**

**BLANCOURT**

**Immeuble neuf, local 70 m²**

**à usage bureau ou café.**

**Loyer 5 000 F.**

**MONAL 30-50-25-15.**

**MONT-PARNASSE 14<sup>e</sup>**

**Café, indép., neuve,**

**Salle d'attente 34 m², des**

**bain, confort, à l'usage**

**prof. Bâtisse. Bât. prof.**

**16: 47-61-83-70.**

**fonds**

**de commerce**

**Locations**

**CONFLANS**

**FDS DE REST. 70 couverts**

**BOULEVARD DE SEINE**

**Loy. 6 500 F. Bail rest.**

**5 m**

**Prix: 2 650 000 F.**

**VANDRES (Indre)**

**HOTEL, 1-2 NAL. Mus et Foch**

**34 CHÈRES + 2 RESTAURANTS**

**SAIS, 816 TOLBIAC**

**Prix: 7 540 000 F.**

**SAVÈUX (Indre)**

**HOTEL, PREFECTURE**

**14 chères**

**85 couverts. Plage 200 m.**

**Mus et Fds prix: 850 000 F**

**RIIF 42-27-49-11.**

**AGENDA**

**IMMOBILIER**

**COTE D'AZUR-FRANCE**

**CAP BENAT**

**VOTRE TERRE A BATIR DOMAINE PRIVÉ**

**Gardienné toute l'année**

**2 200 m²**

**2 800 m²**

**LM 2-2-88**

**Face aux Des d'Or**

**1 140 000 FF TTC**

**1 460 000 FF TTC**

**VUE MER**

**Documentation sur demande**

**POSIDONIA: Département rest.**

**Domaine privé de Cap BENAT, 83330 BORMES-LES-MIMOSAS**

**TEL: (33) 94-71-27-28 (29), Telex: (33) 93-75-83-41**

**Cabourg**

**349.000 F\***

**Piscine et tennis privés**

**EXCEPTIONNEL**

**Avec 13.950 F**

**à la réservation (49%)**

**Votre maison**

**3 pièces tout équi-**

**pée avec cheminée**

**feu de bois, directement**

**sur le golf.**

**1 part. en. Prix en VUE**

**États (golf) 12 m².**

**Piscine personnel.**

**Châta local neuve.**

**LM 2-2-88**

**42-25-25-25**

**FERINEL**

**week-end**

**Costa Brava**

**VIZCONDADO DE CABAYES**

**EXCEL**

**PLACEMENT**

**Votre villa dans un domaine de grand**

**standing, face à la baie de Palamos.**

**3 piscines, 5 tennis, mini golf**

**A 90 km de la frontière,**

**110 km de Barcelone, ville olympique en 1992**

**Traitez directement avec le propriétaire**

**Avec la collaboration financière de la Banco Popular Español en France**

**Location assurée par Interhome**

**Renseignements:**

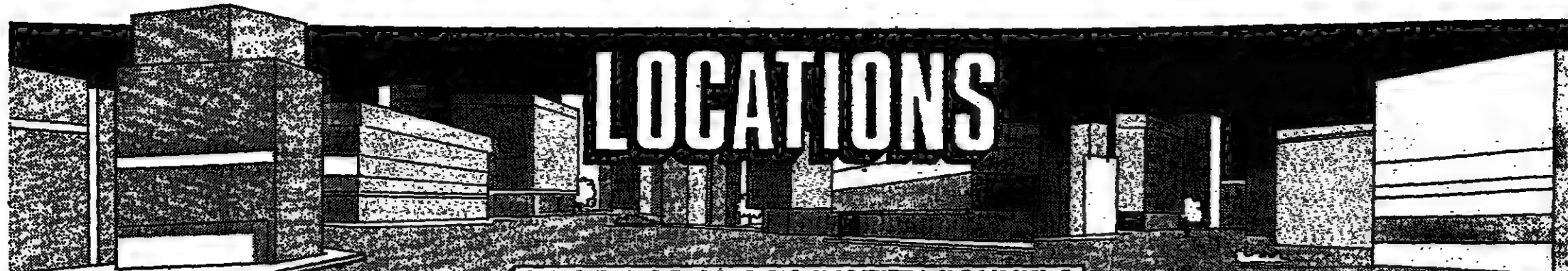
**Vizcondado de Cabayes C/Recepcion 216 - 144LM - 08008 Barcelona**







هكذا في الأصل



## LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurances - Sociétés Immobilières - Caisses de Retraite  
Ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,  
appartenant à des propriétaires institutionnels.

Type Surface / étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations	Type Surface / étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations
PARIS - 11 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
4 Pièces 86 m², 1 <sup>er</sup> étage	6 120 970	OUI	4, av. de Taillebourg SAGGEL 47-42-44-44	Récent, stand. Vis./r.v.	5 Pièces 103 m²	6 000 1 189	OUI	Courbevoie 9, rue de l'Abbaye SAGGEL 47-78-15-85	Imm. neuf, standing, chauff. électrique
2 Pièces 46 m², 1 <sup>er</sup> étage	3 640 525	OUI	4, av. de Taillebourg SAGGEL 47-42-44-44	Récent, stand. Vis./r.v.	4 Pièces 88 m², 4 <sup>e</sup> étage	5 050 1 183	OUI	Courbevoie 9, rue de l'Abbaye SAGGEL 47-78-15-85	Imm. neuf, standing, Chauff. électrique
PARIS - 12 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT					3 Pièces 68 m², 3 <sup>e</sup> étage	3 900 914	OUI	Courbevoie 9, rue de l'Abbaye SAGGEL 47-78-15-85	Imm. neuf, standing, chauff. électrique
2 Pièces 54 m², 7 <sup>e</sup> étage	3 780 350		110, av. de la République SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. indiv. électr. Vis./r.v.	2 Pièces 56 m², 3 <sup>e</sup> étage	3 200 752	OUI	Courbevoie 9, rue de l'Abbaye SAGGEL 47-78-15-85	Imm. neuf, standing, chauff. électrique
4 Pièces 92 m²	7 300 730	OUI	13, rue de la Lancette LIPE-GAN 42-47-79-35	Cave, s/p. place lun., jeu., ven., sam., 11-13 h, 14 h 30-19 h, chauff. élec.	3 Pièces 72 m², 4 <sup>e</sup> étage	4 150 830	OUI	Puteaux 19, rue Volta SAGGEL 47-78-15-85	Imm. neuf, standing, chauff. électrique
PARIS - 13 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT					4 Pièces 87 m², 5 <sup>e</sup> étage	6 350 1 003	OUI	Puteaux 19, rue Volta SAGGEL 47-78-15-85	Imm. neuf, standing, chauff. électrique
2 Pièces 60 m², r.-de-c.	4 820 482	OUI	13, rue de la Reine-Blanche LIPE-GAN 42-47-79-35	Tous les mercr. de 11 h à 19 h, M <sup>rs</sup> Gobelins, chauff. électr.	4 Pièces 82 m², 2 <sup>e</sup> étage	4 850 740	OUI	Puteaux, 1, rue Volta AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.
4 Pièces 90 m², 4 <sup>e</sup> étage	3 400 840	OUI	13, rue de la Reine-Blanche LIPE-GAN 45-35-75-19	Tous les mercr. de 11 h à 19 h, M <sup>rs</sup> Gobelins Châff. élec., cave, terr., s/pl. merc., 11-13 h, 14 h 30-19 h, M <sup>rs</sup> Gobelins	2 Pièces 57 m², 7 <sup>e</sup> étage	3 820 570	OUI	Puteaux 16, av. Pompidou AGF 42-44-00-44	Immeuble récent Vis./r.v.
4 Pièces 85 m², 5 <sup>e</sup> étage	9 250 900	OUI	13, rue de la Reine-Blanche LIPE/GAN 45-35-75-19		93 - SEINE-SAINT-DENIS				
PARIS - 14 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT					4 Pièces 88 m², 12 <sup>e</sup> étage	3 252 1 100		Pierrefitte 52-64, av. Gal. Gallieni AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.
Studio 40 m², 3 <sup>e</sup> étage	3 400 480	OUI	9, rue Jules-Guesde SAGGEL 47-42-44-44	Châff. élec. bi-jonction. Imm. récent, standing. Vis./r.v.	94 - VAL-DE-MARNE				
PARIS - 15 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT					4 Pièces 88 m², 1 <sup>er</sup> étage	5 040 850	OUI	Cachan 34, av. Carnot AGF 42-44-00-44	Chauff. coll., imm. bon stand., pche RER. Vis./r.v.
4 Pièces 83 m², 5 <sup>e</sup> étage	8 700 870	OUI	46, rue Cauchy LIPE-GAN 42-47-79-35	S/p. place lun., jeu., vend., sam., de 15 à 19 h, chauff. électrique	4 Pièces 88 m², 6 <sup>e</sup> étage	5 480 850	OUI	Cachan 34, av. Carnot AGF 42-44-00-44	Chauff. coll., imm. bon stand., pche RER. Vis./r.v.
5 Pièces 130 m², 5 <sup>e</sup> étage	13 530 1 353	OUI	46, rue Cauchy LIPE-GAN 42-47-79-35	S/p. place lun., jeu., vend., sam., de 15 à 19 h, chauff. électr., en duplex	4 Pièces 78 m², 8 <sup>e</sup> étage	3 120 1 200	OUI	Thiais, 1, allée de Normandie, rde. de Grignon AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif. Vis./r.v.
3 Pièces 81 m², 1 <sup>er</sup> étage	6 460 646	OUI	46, rue Cauchy LIPE-GAN 42-47-79-35	S/p. place lun., jeu., vend., sam., de 16 à 19 h, chauff. électr.	4 Pièces 90 m², 1 <sup>er</sup> étage	6 100 720	2	Vincennes 138, rue de la Jarry GFF 49-02-36-66	Balcon 10 m², p. de L., soleil, calme, verdure, s/pl. 3 fêv., 11 h-13 h, 14 h à 19 h
PARIS - 16 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT					3 Pièces 79 m², 1 <sup>er</sup> étage	5 300 632	OUI	Vincennes 138, rue de la Jarry GFF 49-02-36-66	Balcon 11 m², gd stand. cave, s/p. place 3 fêv., 11-13 h et 14-19 h
2 Pièces 87 m², 3 <sup>e</sup> étage	11 300 2 037		19, rue Raymond SAGGEL 47-42-44-44	Grand standing. Vis./r.v.	95 - VAL-D'OISE				
PARIS - 19 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT					2 Pièces 56 m², 12 <sup>e</sup> étage	2 090 900	OUI	Saint-Gratien, allée des Raquinets, bd G.-Agutte AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.
3 Pièces 82 m², r.-de-c.	4 950 910	OUI	36, rue de Meaux AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif Vis./r.v.	2 Pièces 60 m², 8 <sup>e</sup> étage	2 588 448	OUI	Sannois, 21, r. J.-Ferry AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.
3 Pièces 66 m², 7 <sup>e</sup> étage	3 970 850	OUI	14, rde. Belleville rue Hector-Guimard AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif	5 Pièces 102 m², r.-de-c.	4 441 470	OUI	Sannois, 21, r. J.-Ferry AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.
92 - HAUTS-DE-SEINE									
4 Pièces 74 m², r.-de-c.	3 000 700		Antony 25/27, rue du Moulin AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.					
2 Pièces 50 m², 4 <sup>e</sup> étage	2 900 952	OUI	Clichy 9, Impasse Barbier SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif, récent, standing. Vis./r.v.					





# Le rapport de la COB

Jeudi 2 février 1989 35

**M. Arpaillange « s'engage personnellement à tout mettre en œuvre pour que toute la vérité soit faite »**

Rendu public, mardi 31 janvier, peu après 14 h 30, par le cabinet du ministre de l'économie, le *Rapport d'enquête sur les opérations relatives au titre Triangle*, signé par M. Jean-Pierre Michau, chef du service de l'inspection de la Commission des opérations de Bourse, conclut que « des présomptions graves, précises et concordantes de l'existence de délits d'initiés susceptibles de relever de la juridiction française ont été réunies ». M. Michau a donc proposé au collège de la COB de transmettre le dossier au parquet de Paris, qui devrait ouvrir une information judiciaire dans la journée du mercredi 1<sup>er</sup> février.

Le rapport de 47 pages de M. Michau comprend cinq parties : les motifs de l'enquête et les investigations effectuées ; le rappel des modalités d'acquisition de Triangle par Pechiney ; le marché du titre et les divers intervenants pendant la période suspecte ; les raisons avancées par les intervenants identifiés pour expliquer leurs opérations sur le titre Triangle (exposés et critiques) ; observations sur la compétence de la COB.

Tout en dressant un tableau exhaustif de l'ensemble des achats suspects d'actions Triangle à partir de la Suisse, du Luxembourg et des États-Unis, le rapport limite ses investigations aux six acheteurs qui ont procédé à partir du territoire français. Il dresse un véritable réquisitoire contre le principal acheteur parisien, M. Max Théret, financier, homme d'affaires proche du Parti socialiste, et sa Compagnie parisienne de placement. Soulignant les « multiples contradictions » de plaidoyer de M. Théret, le rapport conclut qu'un dirigeant de la Compagnie

parisienne de placement dirigée par M. Théret, « a bénéficié d'une information privilégiée, seule susceptible d'expliquer ses interventions sur le marché du titre Triangle ».

Le rapport de la COB critique également les explications données par trois autres acheteurs parisiens : MM. Joseph Jossua, Ricardo Zavala, de la société de Bourse Magnin-Cordelle ; Pierre-Alain Marsan, de la société de Bourse Ferri-Ferri-Germe. Il ne se prononce pas sur l'argumentation de M. Roger-Patrice Pelat, qui assure avoir été informé par M. Théret et qui, à son tour, informé l'une de ses amies, M<sup>lle</sup> Isabelle Pierro. Cependant, il souligne que le conseil donné par M. Théret à M. Pelat le fut « à une date et dans des conditions que les deux interlocuteurs n'ont pu préciser ».

Après la diffusion du rapport de la COB, on soulignait, à l'Élysée, que « si le pouvoir politique, si les membres du gouvernement, si les socialistes ne sont en cause ». Au RPR, on déclarait « faire confiance à la justice », tout en regrettant que l'affaire de la Société Générale, « encore plus importante », n'ait pas été traitée par la COB « comme celle de Pechiney ». A l'UDF, on estimait que « la montagne a accouché d'une souris » : ce rapport « c'est le sommet de l'iceberg », a estimé M. Alain Madelin, secrétaire général du PR, pour qui « il reste encore beaucoup de pain sur la planche pour ceux qui cherchent la vérité ». Même déception au Parti communiste, selon lequel le rapport de la COB « ne fait beaucoup de clarté sur les affaires qui ont permis à

des spéculateurs de rafler des milliards en profitant de leurs relations privilégiées ». Le Parti socialiste, quant à lui, voyait dans la diffusion du rapport la preuve de « la volonté du gouvernement de mettre tout en œuvre afin que la lumière soit faite ».

M. Roger-Patrice Pelat n'a voulu faire « aucun commentaire » tout en démentant à l'AFP « catégoriquement les ballades émises sur de prétendus achats à l'étranger ». M. Samir Traboulsi, homme d'affaires libanais lié aux dirigeants américains de Triangle, a déclaré être « prêt à coopérer avec la justice française » : « Tout ce qui pourrait contribuer à la vérité ne pourrait que tourner à mon avantage », a-t-il ajouté. Enfin, M<sup>lle</sup> Jean-Pierre Darrois et Thierry Lévy, avocats d'Alain Boubili, ancien directeur de cabinet de M. Pierre Bérégovoy, ont observé « avec satisfaction qu'aucun fait justifiant les attaques [contre M. Boubili] n'a été relevé par le rapport ».

S'exprimant sur Europe 1, mercredi 1<sup>er</sup> février, M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, s'est engagé personnellement à tout mettre en œuvre pour que toute la vérité soit faite et à faire le maximum pour que tout aille très vite. M. Pierre Bézard, procureur de la République de Paris, doit, selon un communiqué de la chancellerie, « prendre préalablement connaissance de l'ensemble des documents déjà reçus ou attendus de la COB, notamment les comptes-rendus d'audition des personnes concernées, afin de déterminer les qualifications pénales dont il conviendra de saisir le juge d'instruction ».



## Du grain à moudre

(Suite de la première page.)

Mais avec l'habileté qu'il sut déployer lorsqu'il était juge d'instruction, notamment dans l'affaire du Carrefour du développement, M. Michau va au-delà : il indique au magistrat parisien qu'il prendra le relais des pistes à suivre, des contradictions à éclaircir, des énigmes à fouiller. Bref, il dégage le terrain pour une enquête judiciaire que l'on ose espérer exhaustive, rapide et sans réserves, en dressant tout à la fois un inventaire, un réquisitoire contre M. Théret et un ordre du jour.

L'inventaire consiste en l'énumération complète des intermédiaires ayant acquis dans des conditions suspectes des actions Triangle Industries avant le rachat de sa filiale American National Can par Pechiney. Quatre groupes sont mis en évidence. D'abord celui des actions achetées entre le 14 et le 18 novembre depuis la France, le seul pour lequel sont identifiés non seulement les intermédiaires mais aussi les donneurs d'ordres, c'est-à-dire les bénéficiaires, avec un total de 56 350 titres. Ensuite — et pour la première fois, — les opérateurs

américains qui sont intervenus durant la même période pour un total de 109 300 actions. Puis un ensemble d'achats effectués aux mêmes dates à partir de la Suisse et du Luxembourg pour un montant de 60 000 titres. Enfin les 91 000 actions achetées par Socofin à Genève pour le compte de l'International Discount Bank and Trust (IDB) d'Anguilla entre le 18 août et le 11 novembre, à des dates et selon un rythme qui épousent le mouvement des négociations entre les dirigeants de Pechiney et de Triangle.

### Un « réquisitoire » contre M. Théret

Il y aurait donc eu fuite à la fois en France et aux États-Unis, entraînant les deux premiers groupes d'achat. Reste à savoir à laquelle de ces deux filières se rattachent les deux autres groupes. Les initiés qui ont provoqué les achats suisses et luxembourgeois étaient-ils parisiens ou new-yorkais ? Quelle est la nationalité des acheteurs qui se cachent derrière ces intermédiaires ? Le rapport ne répond pas à ces questions, sur lesquelles la Securities and Exchange Commission

(SEC), le gendarme des marchés américains, a sans doute quelques idées.

Le « réquisitoire » concerne M. Max Théret et sa Compagnie parisienne de placements (CPP). C'est la véritable révélation du rapport. On savait qu'avec 32 300 actions, M. Théret était le principal acheteur depuis Paris. On connaissait aussi son plaidoyer selon lequel il s'était intéressé au secteur de l'emballage lors d'un voyage aux États-Unis et avait été alerté par la lecture de la *Lettre confidentielle de la communication et du livre*. Or M. Michau démonte point par point la défense de M. Théret et de ses collaborateurs, concluant même qu'une documentation « a été constituée a posteriori pour les besoins de la cause ».

Se comportant ici comme le juge d'instruction qu'il fut, allant jusqu'à vérifier les dates d'envoi de la lettre confidentielle (en pleine grève des postes), décryptant les conversations téléphoniques enregistrées entre la CPP et son intermédiaire londonien, Morgan Stanley, il révèle que M. Théret sous-estimait en réalité l'acquisition entre 100 000 et 150 000 titres,

mais en fut empêché par le temps et l'étrouffement du marché.

Importance des ordres d'achat, précipitation le 15 novembre, au lendemain des premiers contacts du PDG de Pechiney au ministère des finances, multiples contradictions, explications évolutives : rien n'est épargné à M. Théret pour conclure que la CPP « a bénéficié d'une information privilégiée, seule susceptible d'expliquer ses interventions ».

De plus, la CPP est le seul des acheteurs français qui ait su attendre l'enregistrement officiel à New-York de l'OPA amicale de Pechiney pour revendre ses titres à prix fort, soit 56 dollars. Les autres acheteurs ont vendu plus tôt, entre 42 et 52 dollars.

En résumant ainsi l'argumentation de M. Théret, auquel est consacrée une quinzaine de pages, M. Michau met dans l'embarras les cinq autres acheteurs parisiens. Deux d'entre-eux — M. Roger-Patrice Pelat et sa famille, M<sup>lle</sup> Isabelle Pierro, informée par M. Pelat — ramènent à M. Théret puisque celui-ci assure avoir averti avec célérité son ami Pelat qui achète dès l'après-midi du 15 novembre. Quant aux trois

derniers, M. Michau ne juge pas leurs explications crédibles. Or, leurs dates d'achat étant plus tardives, leurs opérations pourraient bien ramener, elles aussi et sous réserve d'investigations complémentaires, à une fuite dans l'entourage de M. Théret.

L'ordre du jour recouvre les signes de piste laissés avec habileté par M. Michau au magistrat chargé de l'instruction. Son rapport ne répond certes pas à trois questions clés : qui sont les initiés parisiens à l'origine des fuites ? Qui se cache derrière les achats suisses et luxembourgeois ? Qui est derrière IDB, dont les dirigeants libanais sont intimement liés à ceux de Socofin ? Mais il indique où aller chercher en soulignant quatre points à éclaircir.

D'abord les relations entre MM. Théret et Pelat puisque les deux hommes n'ont pu préciser la date et les conditions de leur rencontre à propos de Pechiney. Notant — à trois reprises — que M. Pelat s'est exprimé « verbalement » — ce qui laisse entendre qu'il s'est refusé à s'engager par quelque chose — M. Michau met ensuite en évidence les liens de l'ancien PDG de Vibrachoc avec Experts Treuhand à Zurich, acheteurs de 20 000 actions, tout en faisant état du démenti « verbal » de M. Pelat sur son implication dans ces achats.

Puis le rapport insiste sur « l'ancienneté, la fréquence et la qualité » des relations nouées par plusieurs protagonistes, notamment entre MM. Boubili et Traboulsi, Boubili et Pelat, Pelat et Théret. Enfin il souligne les anciens liens d'affaires de M. Samir Traboulsi, qui accompagnait les dirigeants américains durant la négociation, avec Socofin et avec Unigestion, deux des intermédiaires des achats suisses.

« Je pense qu'il y aura un certain nombre de surprises », avait déclaré, une semaine avant la diffusion du rapport de la COB, M. Pierre Joxe qui, cependant, assurait ne disposer d'aucune information que les échos de presse. Au bout du compte, la surprise n'est peut-être pas celle qu'attendait le pouvoir.

Embarrassant en raison de son intimité avec le président de la République — qu'il aurait « chagriné », — M. Pelat n'est pas mis hors de cause par M. Michau qui, s'en tenant dans ce cas précis à une neutralité remarquable, ne se prononce pas sur son degré d'implication. De plus, les arguments produits contre M. Théret sont gênants pour les socialistes, tant il est de notoriété publique que ce militant dans l'âme est l'un des financiers du PS et notamment de ses aventures médiatiques.

L'affaire Pechiney a donc bien une dimension politique, qui ne se résume pas à son exploitation partisane par l'opposition. Une dimension pour laquelle M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie du gouvernement Rocard, avait trouvé une jolie formule, le 13 janvier : « Ces péripéties politico-financières condamnable ».

ERIK IZRAELWICZ  
et EDWY PLENEL

## Les quatre groupes d'achats

Le rapport de la COB distingue quatre groupes d'achats d'actions Triangle dans des conditions suspectes :

● A partir du territoire français entre le 14 et le 18 novembre 1988 : 56 350.

Il y a six acheteurs parisiens : la Compagnie parisienne de placements (CPP) de M. Théret pour 32 300 titres, les 15, 16 et 17 novembre ; M. Pelat, sa femme et ses deux fils pour 10 000 actions le 16 novembre ; M<sup>lle</sup> Pierro pour 550 actions le 17 novembre ; M. Jossua pour 3 400 actions les 16 et 17 novembre ; la société de Bourse Magnin-Cordelle pour 5 000 actions le 16 novembre ; M. Pierre-Alain Marsan pour 5 000 actions le 18 novembre.

● A partir de la Suisse et du Luxembourg entre le 14 et le 18 novembre 1988 : 60 000.

Il y a six intermédiaires identifiés dans cette catégorie : Petrusse Securities International à Luxembourg pour 15 000 titres le 18 novembre ; Experts Treuhand à Zurich pour 20 000 titres les 16 et 17 novembre ; la Crédit Suisse à Genève pour 10 000 actions le 16 novembre ; Unigestion à Genève pour 6 000 actions le 18 novembre ; la Swiss Volksbank à Zurich pour 7 000 titres les 16 et 17 novembre ; une Banque privée à Genève pour 2 000 actions le 18 novembre.

● A partir des États-Unis entre le 14 et le 18 novembre 1988 : 109 300.

Il y a six intermédiaires identifiés : Drexel Burnham Lambert pour 72 440 titres, avec des achats étalés du 14 au 18 novembre, les plus consistants étant effectués les 16, 17 et 18 ; Bernard L. Madoff pour 13 750 titres les 16, 17 et 18 novembre ; Nash, Weiss and Co pour 10 000 titres les 14, 16 et 18 novembre ; Angelo et Gordon pour 10 400 actions les 16 et 17 novembre ; Paine-Weissber pour 1 400 actions les 16 et 17 novembre ; Wechsler and Krumholz pour 400 titres le 17 novembre.

● A partir de la Suisse pour le compte d'IDB (Anguilla), entre le 18 août et le 11 novembre 1988 : 91 000.

Par l'intermédiaire de Socofin SA à Genève, l'International Discount Bank and Trust (IDB) d'Anguilla — un paradis fiscal aux Caraïbes — a acheté et vendu des titres Triangle entre le 18 août et le 11 novembre. Ce jour-là, le solde des actions détenues par IDB était de 91 000. Selon le rapport de la COB, l'acheteur qui se cache derrière IDB « serait M. Chaker Khoury qui n'a pu, en l'état, être identifié de façon plus détaillée ».

## Réponses et questions

● A l'occasion du rachat par Pechiney de la société américaine Triangle, y a-t-il eu des délits d'initiés ?

M. Jean-Pierre Michau, le chef du service de l'inspection de la COB, répond par l'affirmative. « Au terme des investigations effectuées, écrit-il dans son rapport, des présomptions graves, précises et concordantes de l'existence de délits d'initiés, susceptibles de relever de la juridiction française ont été réunies. Ces présomptions ont conduit à proposer au collège [de la COB] de décider de la transmission des renseignements du présent dossier au parquet ». Mardi 31 janvier, sa proposition a été acceptée par le collège. L'affaire est désormais dans les mains de la justice, un juge d'instruction parisien devant être désigné.

● Quels sont le ou les coupables ?

Le rapport de la COB ne répond pas à cette question. « Il n'a pas été relevé, en l'état, d'éléments décisifs permettant leur identification », note M. Michau. L'enquête judiciaire permettra peut-être de déterminer quelles sont les personnes qui ont donné des informations d'initiés et permis ainsi la réalisation « d'opérations irrégulières ». La conviction de M. Michau est en tout cas que « plusieurs personnes ont donné des informations d'initiés ».

● Qui a acheté des actions Triangle depuis la France au cours de la semaine du 14 au 18 novembre, c'est-à-dire juste avant l'annonce de l'OPA ?

La COB a repéré six intervenants ayant opéré depuis la France : la Compagnie parisienne de placements (CPP) de M. Max Théret qui a acheté 32 300 actions les 15, 16 et 17 novembre ; M. Roger-Patrice Pelat et sa famille ont acquis 10 000 titres le 16 novembre ; M. Joseph Jossua, rentier et ancien remisier, avec 3 400 titres

achetés les 16 et 17 novembre ; la société de Bourse Magnin-Cordelle (5 000 actions) et M. Pierre-Alain Marsan qui a acquis pour son compte personnel 5 000 actions le 18 novembre. Un nouveau nom apparaît, celui de M<sup>lle</sup> Isabelle Pierro, qui a acheté... 550 actions Triangle le 17 novembre.

● En revendant, combien chacun de ces acheteurs a-t-il gagné ?

En fait, seul M. Théret (par la CPP) a revendu après l'enregistrement officiel de l'OPA, au prix fort, c'est-à-dire à 56 dollars, des actions achetées autour de 10 dollars. Il a gagné 3,8 millions de francs. Tous les autres acheteurs français ont revendu en début de la semaine du 21 novembre, avant la réalisation de l'OPA, et donc à un prix inférieur, généralement entre 42 et 52 dollars. La famille Pelat a gagné 2,2 millions de francs, M. Jossua 760 000 F, la société de Bourse Magnin-Cordelle 980 000 F environ, M. Pierre-Alain Marsan 1,2 million et M<sup>lle</sup> Pierro 131 498,66 F.

● Pourquoi se sont-ils intéressés à l'action Triangle ?

Chacun des acheteurs a été interrogé par les enquêteurs de la COB. Les raisons qu'ils ont invoquées n'ont pas convaincu M. Michau. L'analyse de l'ancien juge d'instruction est particulièrement détaillée et catégorique dans le cas de M. Théret. « De multiples contradictions, des explications successives et évolutives au fur et à mesure de leur mise en défaut et des affirmations erronées démontrant, écrit M. Michau, que la documentation présentée par la CPP pour justifier ses achats a été constituée a posteriori pour les besoins de la cause. » Pour la COB, « un dirigeant de la CPP a bénéficié d'une information privilégiée, seule susceptible d'expliquer ses interventions sur le marché du titre Triangle ».

Les raisons invoquées par M. Jossua sont « des plus vagues », selon M. Michau, celles de M. Zavala (de la société Magnin-Cordelle) sont « contestées » par son intermédiaire. Quant à M. Marsan, « il a disposé d'informations sur le titre dans des conditions différentes de celles qu'il invoque ».

● M. Roger-Patrice Pelat, l'ami du président, a-t-il acheté, outre les 10 000 actions qu'il reconnaît, d'autres actions Triangle à l'étranger ?

La COB ne répond pas à cette question. Mais le rapport relève que « M. Pelat a indiqué verbalement qu'il était totalement étranger aux opérations effectuées par Experts Treuhand AG sur le titre Triangle », tout en admettant qu'il connaît certains dirigeants d'Experts « qui ont exercé également — ou exercent encore — des responsabilités dans des sociétés qu'il connaît ou a gérées (Artine, Vibrachoc) ».

● Comment M. Pelat a-t-il été amené à s'intéresser à l'action Triangle ?

M. Pelat a confirmé à la COB qu'il avait acquis ces titres « à la suite d'un conseil de M. Théret ». Le rapport souligne cependant que ce conseil a été donné « à une date et dans des conditions que les deux interlocuteurs n'ont pu préciser ». Pour sa part, M<sup>lle</sup> Pierro a déclaré avoir acheté des actions Triangle sur un conseil que lui a donné M. Roger-Patrice Pelat, le 15 ou le 16 novembre.

● Qui a informé M. Théret ?

Pour la COB, les dirigeants de la CPP — M. Théret, notamment — ont bénéficié d'informations privilégiées. Qui a été leur informateur ? La COB ne répond pas, mais, comme la presse l'avait déjà fait, elle met en évidence « la fréquence et la qualité des relations réciproques » qu'entretenaient un certain

nombre de personnes informées de l'affaire. Elle souligne en particulier « la fréquentation d'un même club sportif s'agissant de MM. Boubili, Marsan et Vinciguerra (...), la pratique du même loisir s'agissant de MM. Glas et Reiplinger, de contacts familiaux et amicaux s'agissant de MM. Boubili et Traboulsi, de MM. Boubili et Pelat, de MM. Pelat et Théret, de MM. Godbille et Marsan », etc.

● La COB apporte-t-elle des informations nouvelles sur les achats effectués depuis la Suisse et le Luxembourg ?

Non. Sa collaboration avec ses homologues étrangers lui a permis de disposer de la liste complète des intermédiaires étrangers qui ont acquis entre le 14 et le 18 novembre 80 000 actions Triangle. Le rapport ne donne aucune indication sur les acheteurs finaux qui se cachent derrière ces sociétés financières, que sont Petrusse (15 000 actions), Experts (20 000), Crédit suisse (10 000), Unigestion (6 000), Swiss Volksbank (7 000) et la Banque privée (2 000). De même, pour Socofin, qui a acheté 91 000 actions entre le 18 août et le 11 novembre pour le compte de l'International Discount Bank (IDB) d'Anguilla.

● Le rapport révèle-t-il le nom d'acheteurs réalistes inconnus jusqu'à présent ?

Hormis M<sup>lle</sup> Pierro, une relation de M. Roger-Patrice Pelat, le document de la COB rend publics pour la première fois les noms des quatre opérateurs professionnels américains qui sont intervenus sur le titre au cours de la semaine du 14 au 18 novembre. Il s'agit de Drexel Burnham Lambert (pour 72 440 actions), de Bernard L. Madoff (13 750), de Nash, Weiss and Co (10 000) et de Angelo et Gordon (10 400).

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

# Le rapport de la COB

Le délit d'initiés

## Des sanctions lourdes mais des preuves difficiles à produire

Si le rapport de la COB a été accueilli avec une satisfaction toute relative, la transmission du dossier au parquet de Paris pourrait laisser penser que le juge judiciaire va maintenant, étant ainsi saisi, agir avec plus d'efficacité pour découvrir tous ceux qui sont impliqués dans une affaire ayant permis des profits apparemment illégitimes lors de l'achat de l'American National Can par le groupe Pechiney. Sur le strict plan judiciaire, l'affaire pourrait être traitée plus vite, et le magistrat instructeur désigné pour instruire un dossier devant pénal devra effectuer un parcours sémé d'embûches.

Le délit d'initiés est prévu par l'article 10-1 de l'ordonnance n° 67-883 du 28 septembre 1967 instituant une Commission des opérations de Bourse et fixant les conditions de l'information des porteurs de valeurs mobilières, les modalités de publicité de certaines opérations de Bourse. Cet article prévoit des peines de deux mois à deux ans d'emprisonnement et une amende pouvant aller jusqu'à quadruple du montant du gain éventuellement ré-

alisé, ou l'une de ces deux peines seulement sans que l'amende puisse être inférieure à ce même profit. Pour désigner les personnes punissables le texte dispose que ces sanctions pourront être infligées aux dirigeants des entreprises concernées, initiés par nature, et aux « personnes disposant, à l'occasion de l'exercice de leur profession ou de leur fonction, d'informations privilégiées sur les perspectives ou la situation d'un émetteur de titres ou sur les perspectives d'évolution d'une valeur mobilière ou d'un contrat à terme négociable ».

## Les dossiers transmis au Parquet et classés sans suite...

Au fil des ans, le nombre des affaires transmises par la Commission des opérations de Bourse (COB) au Parquet en vue de poursuites pénales a sensiblement augmenté sans pour cela atteindre des proportions démesurées. Si, en 1986, deux dossiers ont été portés à la connaissance des juges, on en dénombrait huit en 1987 et six l'an dernier. Au total, depuis la fin de l'année 1983, pas moins d'une vingtaine de cas ont ainsi été transmis à la justice, pour deux motifs principaux : appel public irrégulier à l'épargne, et délits d'initiés.

La lenteur de la procédure judiciaire est telle qu'en cinq ans, près des trois quarts des dossiers sont encore en cours d'instruction. Ce qui semble normal pour les affaires récentes l'est moins pour celles remontant à 1983 ou à 1984. Pour l'instant, les jugements sont donc rares. « Classés sans suite » : c'est la mention qui revient le plus souvent.

En matière de délits d'initiés, la COB, dans son dernier rapport annuel, évoque deux affaires, celles des Chargeurs et de Thomson-CSF. « La première a concerné le marché des actions de la société Chargeurs SA. L'année, la 1<sup>re</sup> soit 1986, de la passion par celle-ci de sa filiale Chargeurs réunis, dédicataire, avait été précédée d'une animation du marché et d'une hausse du cours des actions Chargeurs SA. L'enquête de la commission a montré que des achats de titres avaient été effectués par l'épouse d'un des dirigeants des Chargeurs réunis à la veille du communiqué annonçant le contenu de l'accord. Un ancien salarié des Chargeurs réunis avait également procédé à des achats de titres qui ont d'ailleurs été un important découvert sur son compte en espèces. Le parquet a classé sans suite le dossier ».

La deuxième affaire concerne un délit d'initiés sur les titres Thomson-CSF. Elle a été également terminée au bénéfice des inculpés. Le tribunal correctionnel de Paris et la cour d'appel ont relaxé, en février 1987, deux prévenus impliqués dans cette affaire. Il s'agissait notamment d'un haut fonctionnaire sou-

onné d'avoir acheté des actions, alors qu'il avait eu connaissance de la signature d'un important accord d'armement conclu entre la France et l'Arabie saoudite. Les juges ont conclu à la coïncidence, considérant qu'il n'existait pas de lien entre les opérations réalisées sur le marché et l'information non connue du public et détenue par ces opérateurs.

Michel Mollat  
**Jacques Cœur**  
ou l'esprit d'entreprise au XV<sup>e</sup> siècle  
Aubier

## La légendaire discrétion du juge Michau

Un homme discret. En langage de magistrat, c'est autant un trait de caractère qu'une qualité professionnelle. Discret, le juge Michau l'est au-delà de tout. Ses anciens collègues du tribunal de Paris n'avaient pas, dit-on, son numéro de téléphone personnel. Un bon moyen pour éviter que les journalistes, soigneusement tenus à distance de son cabinet d'instruction, ne viennent l'importuner.

L'homme n'est pas pour autant un clandestin. Agé de quarante-deux ans, il enseigne le droit pénal des affaires à l'université Paris-I et se mêle même un temps de vie publique en devenant membre du cabinet d'un garde des sceaux, M. Alain Peyrefitte. Est-ce une simple incursion entre les deux hommes ou un désaccord sur la loi Sécurité et Liberté, alors en préparation, qui fut cause de leur séparation ? Tout juste peut-on noter qu'en décembre 1980 le juge Michau regagna le cabinet d'instruction qu'il avait quitté treize mois auparavant.

Il y retrouva les affaires financières, se plongea à nouveau dans les dossiers de fausses factures, d'escroqueries, de fraudes fiscales et autres détournements de fonds. Telle est en effet sa spécialité. Si lui est parvenu arrivé de sa carrière à un dossier de banditisme, c'est pour s'intéresser à la façon dont étaient gérés les cabarets d'un truand célèbre promptement inculpé... d'infraction aux lois sur les sociétés.

Traditionnellement, les délits financiers ne sont pas de ceux qui éveillent les plus grandes passions. C'est donc dans l'indifférence du plus grand nombre et sous le seul regard de quelques rares initiés — déjà — que le magistrat a instruit quelques-uns des plus gros dossiers de ces dernières années : affaires Paribas-Boussac, Willot, Crédit lyonnais. Puis a éclaté l'affaire du Carrefour du développement. Une affaire d'abus de confiance et d'extorsion de fonds accompagnée d'une campagne politique visant à déconsidérer, à travers M. Nuclé, député socialiste de l'Aisne et ancien ministre de la coopération, le gouvernement qui avait précédé celui de M. Chirac.

Brusquement, le juge Michau se retrouve sous les projecteurs. Avec habileté, il suit chaque fois échapper au pinceau de la presse, laissant pour seul témoignage de son passage quelques ordonnances bien senties qui valent quelques peu contrevenir les espérances que le gouvernement mettrait dans les résultats de son instruction. L'affaire du faux passeport d'Yves Chaler et l'insistance de M. Pasqua à opposer à la curiosité du magistrat un « secret-défense » injustifié devaient à lui seul ruiner une bonne partie de la campagne. Pris en tenaille entre un dossier miné et un paquet pressant, M. Michau sut habilement mener sa barque, renvoyant M. Nuclé devant la Haute Cour — qui vient de clore son instruction — et Yves Chaler devant la chambre d'accusation en recommandant pour lui la cour d'assises.

l'opinion publique prenne conscience de la gravité de l'attitude aux biens que constituent les délits boursiers. Peut-être faudrait-il également réfléchir à de nouvelles sanctions qui concerneraient les personnes morales ayant concouru à la commission des délits boursiers.



GEORGES MARION

## Max Théret, un coupable idéal ?

M. Max Théret est-il le bon émissaire de l'affaire Pechiney ? Sévèrement mis en cause par le rapport de la COB, qui est beaucoup plus indulgente avec M. Roger-Patrice Pelat, l'ancien fondateur de la FNAC est aujourd'hui dans l'impossibilité de se défendre lui-même : il est hospitalisé depuis le 30 janvier à la suite d'un nouvel accident cardiaque. Agé de soixante-seize ans, M. Théret qui avait déjà eu un infarctus au mois de novembre, selon sa famille, est profondément affecté par les soupçons qui pèsent sur lui et les attaques des médias.

Le vieux militant socialiste ne farouchement, depuis un mois, avoir bénéficié d'une information confidentielle sur le rachat d'American National Can par Pechiney. Son système de défense n'a pas varié : seul l'analyse de la société américaine et celle du marché de l'emballage auraient incité à se lancer dans cette spéculation boursière. Mais ses explications n'ont guère convaincu le juge Michau. Le rapport de la COB estime les ordres d'achats passés par M. Théret « éminemment suspects » et retient contre lui tout un faisceau de présomptions : il est le plus gros acheteur identifié (32 000 actions), le principal bénéficiaire de l'opération (8,8 millions de francs de profit) et il reconnaît lui-même avoir informé M. Roger-Patrice Pelat.

Mais au-delà des faits, M. Théret doit surtout se défendre contre un ensemble d'indices qui font de lui un coupable idéal. L'homme n'a jamais caché ses engagements financiers aux côtés du pouvoir socialiste. Lorsqu'il fallut sauver les Nouvelles Littéraires de M. Jean-Pierre Ramsay,

tentant d'arracher France-Soy à M. Robert Hersant ou renflouer le Matin de Paris, il dépense sans compter ses millions. Cela suffit pour que certains imaginent ses puissants amis le dédommageant en le mettant sur la piste d'un fructueux coup boursier.



Car M. Théret a beaucoup d'amis dans l'orbite du pouvoir : M. Paul Quilès, ministre des P et T qui fut son associé au Matin de Paris ; M. André Rousselet, ancien directeur du cabinet de M. François Mitterrand et maintenant président de Canal Plus ; M. Jean-Claude Colliard qui succède à M. Rousselet à l'Elysée et qui est aujourd'hui un des proches collaborateurs de M. Laurent Fabius, M. Henri Pélissier, conseiller auprès de M. Bérégovoy. Aucun ne l'abandonne aujourd'hui dans l'adversité. Mais cette belle fidélité — parfois cimentée par les liens de la franc-maçonnerie — risque de se retourner contre M. Théret au moment où l'opposi-

tion met en cause la collusion entre les milieux d'affaires et le pouvoir. De plus, M. Théret s'est fait aussi quelques solides ennemis. En acceptant de s'associer avec l'homme d'affaires italien Gian-Carlo Piretti dans le rachat de Patin, il s'est mis à dos une bonne partie des milieux de la communication et de la finance qui guignaient aussi la compagnie cinématographique.

Il reste un marginal. Enfin, s'il est proche du pouvoir, M. Théret ne jouit pas des protections qui accompagnent d'ordinaire cette position. L'ancien militant trotskiste reste un marginal. Il n'appartient à aucun grand corps, fréquente peu les cercles de la nomenclature et ne bénéficie pas de l'amitié directe du chef de l'Etat.

Pour sa défense, M. Théret ne peut mobiliser que les nombreux témoignages de ses amis. Tous le considèrent comme un homme désintéressé, incapable de spéculer pour s'enrichir. « Il n'a rien à voir avec tous les autres personnages de cette histoire, confie l'un de ses proches. Max est toujours resté un boy-scout ». C'est un véritable saint-bernard, rattaché à un ami. On en a fait un bon émissaire bien commode. Et son ancien associé à la FNAC, André Essel, confie à l'Événement du Jeudi du 12 janvier : « Max ne sait pas dire non. Ce coup boursier ne lui ressemble pas. Il a certainement accepté de porter le chapeau pour d'autres gens ». Si c'est vrai, resta à savoir pour qui.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Publicité)  
Colloque international organisé par le FORUM INTERNATIONAL DE POLITIQUE et sa revue COSMOPOLITIQUES  
**1789 - 1917**  
DEUX RÉVOLUTIONS : DEUX VOIES ?  
PARIS 11 et 12 février 1989  
(Bibliothèque nationale, 2, rue Vivienne, 75002 Paris)  
Avec : H. Carrère d'Encausse, G. Ingerflom, Ch. Urjewicz, J.-P. Faye, T. Kondratieva, F. Hincker, A. Comte-Sponville, J.-M. Domenach, S. Courtois, M. Reberlioux, P. Juquin, J. Elleinstein, M. Ferretti, A. Adler, Y. Quiniou, A. Liehm, L. Marcou, J. Rony, D. Lindenberg, G. T. Rittersporn, A. Salomoni, G. Belloin, Y. Roucaute, Léo Hamon, Pierre Guidoni, N. Harding (University College of Swansea), X. Robert de Ventos (Université de Barcelone), J. Arch Getty (University of California), R. Villari (Université de Rome, membre du Comité central du PCI), E. Kojokin (Institut d'histoire, Académie des sciences de l'URSS).  
Inscriptions : FIP Cosmopolitiques, 71, bd Richard-Lenoir, 75011 Paris. Tél. : 43-38-36-92

J.D. NASIO  
**les yeux de laur**  
Le concept psychanalytique d'objet a dans la théorie de J. Lacan  
Aubier

Publicité pour des produits Aubier, notamment des produits de cuisine et de décoration.



# Le rapport de la COB

Les réactions politiques

## M. Bérégovoy : « le gouvernement veut la vérité »

Le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, qui commentait la publication du rapport de la COB, mardi soir 31 janvier, sur Antenne 2, a notamment dit : « J'avais déclaré aux Français que l'affaire ne serait pas enterrée ; il faut qu'elle suive son cours. Le gouvernement veut la vérité et la salubrité. J'entends être le ministre qui moralisera la place de Paris et assurera la transparence des opérations financières. Je souhaite la vérité, pas simplement pour ceux qui volent leur nom cité aujourd'hui. Je souhaite que cela aille vite et que la vérité soit établie afin que la place de Paris devienne ce qu'elle doit être : un endroit où l'argent s'investit, dans l'intérêt de notre économie et non pas un endroit où des profits sont trouvés scandaleusement réalisés. La COB a fait un rapport, dans de bonnes conditions, avec les moyens dont elle dispose ; elle constate un délit d'initié, elle saisit la justice ; à la justice maintenant de remplir sa mission. Je connais assez les juges de ce pays pour savoir que, en toute indépendance, ils mèneront l'affaire à son terme ».

« Aujourd'hui les personnes citées doivent bénéficier de la présomption d'innocence. On n'a pas le droit de citer un nom plus qu'un autre. Je ne dispose pas d'informations me permettant d'en dire plus. (...) Je fais confiance à Alain Boubillat pour s'exprimer comme il l'entend ».

Le Parti socialiste, pour sa part, s'est félicité de l'initiative du gouvernement et du ministre de l'économie et des finances, Pierre Bérégovoy, qui a permis de rendre public le rapport établi par la Commission des opérations de Bourse. « Nous faisons confiance à la justice de notre pays pour que les procédures judiciaires soient conduites sereinement à leur terme et que les délits soient sanctionnés », a ajouté le PS. En souhaitant « un renforcement des pouvoirs d'investigation et judiciaires de la COB ».

### Le RPR satisfait

En revanche, la publication du rapport n'a suscité aucun commentaire à l'Elysée ou à l'hôtel Matignon. Le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Bernard Pons, a estimé, de son côté, au cours d'une conférence de presse : « La

COB a fait son travail avec les moyens qui sont les siens. On peut lui rendre hommage pour les efforts qu'elle a déployés mais son rapport apporte la certitude qu'il y a eu des délits d'initiés et que des personnes physiques et proches du pouvoir sont à l'origine des informations. La COB a décidé de saisir le parquet de Paris. Nous en prenons acte avec satisfaction et nous attendons maintenant de la justice que toute la lumière soit faite sur cette affaire ».

M. Pons a toutefois « exprimé le regret que le problème de la Société générale n'ait pas été traité comme celui de Pechiney car, pour le RPR, l'affaire de la Société générale est une affaire plus importante encore que celle de Pechiney et nous sommes tout à fait d'accord, sur ce point, avec un ministre éminent du gouvernement, Rocard, M. Fauroux, ministre de l'Industrie ».

Le porte-parole de l'UDF, M. Alain Lamassoure, a estimé que « la montagne accouche d'une souris ». « La conclusion du rapport de la COB », a-t-il souligné, « est finalement que le gouvernement a perdu six semaines et qu'il a fait bien peu pour rechercher la vérité. Le gouvernement, depuis six semaines, aurait pu saisir la justice qui aurait pris les mesures conservatoires nécessaires et notamment le blocage des comptes bancaires des inter-

ressés. Il aurait pu ouvrir une enquête administrative pour savoir d'où venait la fuite dans l'administration française comme M. Jean Gandois, PDG de Pechiney, le laissait entendre dans la presse. Le gouvernement aurait pu, enfin, depuis six semaines, saisir les autorités helvétiques comme cela a été fait bien tardivement ».

M. Michel d'Ornano, député UDF du Calvados, a estimé mercredi 1<sup>er</sup> février, au cours d'un point de presse, que le rapport de la COB montrait qu'il n'y avait pas eu « complot contre le gouvernement » comme celui-ci voulait « le faire croire. Il n'y a donc pas de surprise. On y retrouve l'essentiel de ce que la presse avait dévoilé. Mais personne ne peut se satisfaire de ce rapport. Il faut poursuivre et découvrir les coupables. Il faut aller jusqu'au bout ». Il faut aller jusqu'au bout », a ajouté l'ancien président de la commission des finances qui a dénoncé « les lenteurs » du gouvernement.

Selon le délégué général du Front national, M. Bruno Mégret, « la nature du rapport et la procédure suivie montrent que le pouvoir cherche à gagner du temps pour étouffer l'affaire ».

Quant au président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, il a affirmé que le rapport « ne fait pas beaucoup de clarté sur les affaires » qui ont permis à des spéculateurs de rapatrier des milliards en profitant de leurs relations privilégiées. « Nous renouvellerons notre demande de création d'une commission d'enquête parlementaire pluri-partisane portant sur l'ensemble des affaires », a-t-il dit, afin de faire toute la clarté sur les délits commis et exiger des sanctions exemplaires envers les responsables ».

### La CGT d'Air France dénonce M. Pelat

Le syndicat CGT d'Air France a adressé au président de la compagnie nationale, M. Bernard Attali, une lettre pour dénoncer la présence de M. Roger-Patrice Pelat, au conseil d'administration d'Air France. M. Pelat y siège depuis 1982 et son mandat vient à expiration au milieu de l'année.

« Quelle justice sociale, demande la CGT, existe-t-elle M. Pelat qui, en quelques secondes, augmente sa fortune de 1 milliard de centimes et l'ouvrier professionnel, le manutentionnaire ou l'agent d'Air France à qui ce même M. Pelat a volé 1 500 francs de rattrapage de pouvoir d'achat qu'il ont perdus depuis juin 1982 ? »

## Contrôler un marché mondial

(Suite de la première page.)

Malgré son silence obstiné (« Quelle affaire Pechiney ? », demande invariablement son porte-parole, M. Chiles Larson), il est désormais clair que la SEC s'est engagée, depuis environ quatre ans, dans une refonte de ses propres structures et que son but est d'empêcher, tant que faire se peut, la manipulation du marché par des « gros bonnets », au détriment des porteurs moins puissants et moins organisés. « Il y a de la survie du système », remarque récemment son directeur, car le capitalisme populaire ne survivrait pas longtemps au pourrissement induit par les initiés ».

Souvent très laxiste dans le passé, la SEC a regagné ses lettres de noblesse depuis l'effacement du réseau d'initiés organisés autour de la banque Drexel Burnham Lambert. Le krach d'octobre 1987 a renforcé le ressentiment des petits porteurs à l'égard des grands investisseurs, ce qui a donné à la SEC un poids supplémentaire dans la lutte contre les délinquants. La récente « descente de police » sur le marché à terme de Chicago a été, dit-on, directement inspirée par la SEC, dont les dirigeants estiment que le marché à terme doit être contrôlé plus sévèrement que par le passé. Le rapport de la commission Brady, remis en décembre 1987, avait, lui aussi, conclu à la responsabilité de Chicago dans la catastrophe d'octobre.

Les experts new-yorkais s'accordent à interpréter la « sortie française » de la commission comme le premier signe d'une volonté de tirer les conclusions des changements intervenus dans le monde boursier. Le développement extraordinaire des télécommunications et de l'informatique transforme progressivement les places boursières principales en une sorte de réseau travaillant à plein régime, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il est désormais extrêmement facile de passer commande, en deux minutes, à un courtier situé à Tokyo, ou à un demandeur d'achat des titres cotés à New-York. Aussi 20 % des ordres exécutés en 1988 à New-York et à Chicago ont-ils eu pour origine un pays étranger. Si la SEC laisse les courtiers étrangers faire ce qu'elle interdit aux agents américains, il ne s'écoulera pas longtemps avant de voir les « initiés » américains submerger, impunément, les courtiers français, japonais ou britanniques d'ordres d'achat aussi nombreux que potentiellement juteux.

Cet argument, remarque-t-on à New-York, suffit pour anéantir la valeur des suggestions exprimées par le Wall Street Journal. « Si le gouvernement français croit réellement que les pressions de la SEC sont politiques, il se trompe lamentablement », conclut M. Zilkha.

CHARLES LESCAUT.

## La mauvaise humeur des courtiers américains

Après avoir rapidement traversé l'Atlantique, le rapport de la COB a provoqué une vague de mauvaise humeur à New-York. Plusieurs des sociétés citées par M. Michel d'Ornano ont démenti les erreurs de faits, mais surtout s'inquiètent de voir leur nom associé de manière contestable à cette affaire et aux délits d'initiés.

Des erreurs manifestes tout d'abord. M. André Boesch, le vice-président de Bridgewater International Inc., estime en être victime. D'après le document de la COB, sa société ainsi que lui-même « en nom personnel » seraient deux des quatre associés à l'origine de la création de Petrusse Securities International, agent de courtage luxembourgeois qui a acheté 15 000 actions Triangle. « La société Bridgewater ne possède aucun intérêt dans Petrusse, l'accord initialement envisagé n'ayant jamais été validé en raison de divergences entre les parties », a déclaré M. Boesch depuis son bureau de Wilton (Connecticut), à notre correspondant. « Les documents légaux concernant l'entrée de Bridgewater et Petrusse ont bien été remis aux autorités luxembourgeoises », reconnaît M. Boesch, « mais le versement du capital n'a jamais eu lieu, ce qui annule la transaction ».

### Un soupçon qui provoque l'indignation

La mécontentement est plus vif dans les firmes de courtage répérées par la COB, et qui ont acheté, entre le 14 et le 18 novembre, quelques 107 000 actions Triangle. Les représentants de ces sociétés acceptent très mal le fait d'être cités dans un rapport français sans qu'il soit bien précisé que leur rôle sur le marché principal « acheteur » américain d'après la COB, M. Steve Anwerder, l'un des res-

ponsables de la banque d'investissement, juge « inadmissible » que la presse française ait pu impliquer le nom de sa firme dans un délit d'initié sur cette affaire.

Drexel est en fait intervenu, comme d'autres sociétés citées, comme « market-maker » (spécialiste qui fait le marché d'une action) sur le titre Triangle. De quoi s'agit-il ? La banque ne doit intervenir de manière à assurer la permanence du marché, d'après-dit une offre et une demande. Elle doit donc toujours avoir des actions « en réserve » de manière à pouvoir servir la demande. Dans le cas contraire, elle vend des actions qu'elle achète elle-même plus tard sur le marché. Les « market-makers » (appelés les spécialistes sur le marché principal, à Wall Street) jouent donc un rôle de régulateur sur les marchés financiers. La fonction est en train de se développer en France également. Certes, reconnaît-on chez Drexel, « le fait d'acheter de grandes quantités d'un titre attaqué peut être diversément interprété par les autorités, même dans le cas d'un « market-maker ».

Mais de là à soupçonner Drexel — déjà lourdement impliquée dans d'autres affaires — de délits d'initiés à New-York, le soupçon provoque l'indignation. Dans la semaine du 14 au 18 novembre, Drexel reconnaît avoir acheté 77 292 actions Triangle dans ce cadre (et non pas 72 440, comme l'indique le rapport de la COB). Drexel avait reçu dans le même temps des commandes fermes pour 78 900 titres. « Les titres que nous avons achetés dans la semaine ont été revendus en totalité à des brokers, nous a expliqué M. Anwerder ; nous avons terminé la semaine avec un déficit de 1 253 titres, que nous avons dû compenser au prix fort après l'annonce de l'OPA. » Les autres sociétés d'investissement ont refusé de commenter davantage le rapport de la COB.

A la question de savoir si son ancien directeur de cabinet, M. Alain Boubillat, était lavé de tout soupçon, M. Bérégovoy a répondu : « Je ne dirai pas cela. Je considère

## Dans la presse parisienne Qui a informé les « initiés » ?

« Mis en cause, le pouvoir politique s'est défendu sur une institution qualifiée extérieure, preuve de sa bonne foi. C'était de bonne guerre », observe Serge July dans Libération.

Pour le directeur du ce quotidien, « le rapport établit le délit d'initié en France, charge Max Théret et relègue Roger Pelat à l'arrière-plan. Mais ces conclusions, si elles desservent l'état dans lequel se débattait l'année dernière le président de la République — Roger Pelat perd son statut de vedette — ne soulèveront véritablement personne ».

A propos de M. Max Théret, Serge July note encore que, « en aggravant son rôle de délit d'initié, la COB accouche pas d'une souris (...) elle relance l'affaire de manière certes improbable mais à tout le moins incontrôlée ».

« Si, écrit encore Serge July, comme on le prétend à Matignon et Rue de Rivoli, certains de ces initiés ne sont pas identifiés mais aussi un imprécateur qui distille savamment des informations aux rebondissement venimeux, rien n'interdit de penser que, s'il existe, il aura à nouveau l'occasion de poursuivre son travail destructeur ».

Qui est ou qui sont les informateurs des initiés ? La question revient dans la plupart des éditoriaux de la presse nationale. Serge July juge que « sur cette question

essentielle, l'enquête de la COB garde un mutisme à ce point insolent que les quelques lignes qui y sont consacrées pèsent quelques tonnes ». Jacques Jacquet-Francillon constate dans le Figaro que « pour l'heure (...) la COB n'a pas désigné les vrais coupables : celui ou ceux qui ont « initié » ou, si l'on préfère, ont « vendu la mèche ». « Un pas, un petit pas, vient d'être franchi... Nous sommes loin d'être sortis du brouillard », estime l'éditorialiste du Figaro, qui s'interroge d'autre part : « Comment ne pas s'étonner que, au moment où l'on prétend en venir à l'heure de la vérité, la même COB fasse savoir (...) qu'elle n'estime pas à ce jour « opportun d'ouvrir une enquête sur l'affaire dite de la Société générale », alors que M. Bérégovoy déclarait, jeudi dernier, devant la commission des finances de l'Assemblée, qu'il appelait de ses vœux une telle enquête ».

L'humanité partage le constat des autres journaux : « Les informateurs qui ont mis le feu aux poudres courent toujours », écrit, dans le quotidien du PCF, Claude Cabanes. L'éditorialiste de l'Humanité ironise sur le fait que « quelques « initiés »

parmi lesquels on ne trouve aucun mécanicien de la RATP, aucun instituteur ni aucune infirmière — ont quintuplé leur magot entre la poire et le fromage ».

Claude Cabanes veut tirer une autre leçon, à travers la lecture qu'il fait du rapport de la COB, du rachat d'American Can par Pechiney : « Une entreprise nationalisée, a englouti 23 milliards de francs pour mettre la main sur un canard malade qui en valait quinze fois moins. Non seulement ce « marché du siècle » était blon, mais il a fait lever les fleurs vénéneuses des affaires ».

Pour le directeur du Quotidien de Paris, Philippe Tesson, « le premier chapitre de cette affaire ténébreuse se termine sur l'accréditation d'un frotage malin, dont la singularité est qu'il a intéressé des hommes proches du sommet de l'Etat ». En soi, estime Philippe Tesson, ce délit aujourd'hui reconnu suffit à ternir objectivement l'image du pouvoir en place, à proportion du soin qu'il a toujours mis à protéger de son dégoût de l'argent. L'affaire devrait-elle s'enliser dans l'enquête, il restera des traces de ce discrédit. Des traces plus psychologiques que politiques ».

## Délits d'initiés en Allemagne et en Nouvelle-Zélande

Une commission de la Bourse de Dusseldorf a lancé, mardi 31 janvier, une enquête préliminaire concernant un éventuel délit d'initiés sur les certificats de participations Kloekne et Co. Cette procédure a été déclenchée après que les titres eurent fait l'objet d'importantes volumes de transactions, deux ou trois jours avant leur suspension le 12 octobre 1988. Les cotations avaient été interrompues avant que la firme de négoce n'annonce d'importantes pertes sur les marchés pétroliers.

La RFA n'a pas de législation propre au délit d'initié, mais, selon les responsables de la Bourse, les investisseurs sont soumis aux règles internes de fonctionnement des marchés. La commission de surveillance des opérations de Bourse néo-zélandaise a annoncé, également, mardi, qu'elle examinait les transactions effectuées sur les ventes d'Equicorp International, au cours des jours qui ont précédé la mise en liquidation récente de cette société financière pour vérifier s'il y a eu ou non délits d'initiés.

Les lois sur ce thème n'entreront en vigueur en Nouvelle-Zélande qu'au mois de juillet prochain, mais les irrégularités peuvent être passibles du droit commun (Common Law Principles).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Nouvelle Émission  
31 Janvier 1989



Le présent avis est publié à titre d'information seulement.

## Banque Nationale de Paris

Canadien Dollar 150.000.000,-  
Emprunt Obligataire 11 1/8% 1992

Deutsche Bank Capital Markets Limited	BNP Capital Markets Limited
Banque Bruxelles Lambert S.A. Limited	Chase Investment Bank Limited
ScotiaMcLeod Inc.	Credit Suisse First Boston Limited
Algemene Bank Nederland N.V.	ASLK-CGER Bank Algerienne Spar- en Lijfrentekas/ Caisse Générale d'Épargne et de Retraite
Banque Internationale à Luxembourg S.A.	Crédit Communal de Belgique S.A.
Creditanstalt-Bankverein	Dresdner Bank Aktiengesellschaft
Goldman Sachs International Limited	Hambros Bank Limited
Kreditbank S.A. Luxembourgeoise	Merrill Lynch International & Co.
RBC Dominion Securities International Limited	Swiss Bank Corporation
Union Bank of Switzerland (Securities) Limited	Wood Gundy Inc.
	Bank of Montreal Capital Markets Limited
	Crédit Lyonnais
	Generale Bank
	IBJ International Limited
	J. P. Morgan Securities Ltd.
	Société Générale

هكذا من الأصل



# Le texte intégral du rapport

## Rapport d'enquête sur les opérations relatives aux titres Triangle

Le présent rapport rend compte des investigations menées et des constatations faites par le service de l'inspection de la Commission sur les acquisitions de titres Triangle Industries Inc. effectuées avant le lundi 21 novembre 1988 et susceptibles de ressortir de sa compétence.

Les recherches ont été effectuées au vu des relevés établis par le NASDAQ (1) pour les transactions sur ce titre du 14 au 18 novembre 1988 et au vu du compte d'International Discount Bank and Trust (West Indies) pour les opérations sur le titre Triangle du 18 août au 11 novembre 1988.

Le rapport comprend cinq parties :

I. — Motifs de l'enquête et investigations effectuées.

II. — Rappel des modalités d'acquisition de Triangle par Pechiney.

III. — Marché du titre et les divers intervenants pendant la période suspecte.

IV. — Raisons avancées par les intervenants identifiés pour expliquer leurs opérations sur le titre Triangle : exposés et critiques.

V. — Observations sur la compétence de la COB.

Première partie : Motifs de l'enquête et investigations effectuées.

### I. — Motifs de l'enquête.

Le lundi 21 novembre 1988, la société Pechiney a confirmé la construction d'une usine d'électrolyse d'aluminium à Dunkerque et annoncé le rachat, pour un peu plus de 1,25 milliard de dollars, du groupe américain Triangle Industries Inc. (Triangle), qui contrôlait la société American National Can (ANC), spécialisée dans l'emballage. La société Pechiney a décidé d'acheter la totalité des actions Triangle détenues par MM. Peltz et May, dirigeants de Triangle (66,3 % du capital), et de lancer une offre publique d'achat (OPA) au prix de 56 dollars l'action sur les titres détenus par les minoritaires.

Le cours de l'action Triangle, cotée sur le NASDAQ, était de l'ordre de 10 dollars avant l'annonce de l'OPA.

Par lettre du 8 décembre 1988, la Securities and Exchange Commission (SEC) a fait connaître à la COB que les opérations paraissant désormais anormales avaient été effectuées depuis la France sur le titre Triangle à la veille de l'annonce de l'OPA lancée par Pechiney.

Les premières investigations menées dès le 9 décembre par les services de la COB confirmaient la réalité d'ordres passés depuis la France.

Le collège a donc décidé, le 14 décembre 1988, en application de l'article 5-A de l'ordonnance du 28 septembre 1987, de faire procéder à une enquête sur les opérations relatives au titre Triangle et réalisées avant le 21 novembre 1988.

### II. — Investigations effectuées.

1) Le service de l'inspection a procédé à l'audition :

- D'opérateurs :
- Des principaux intervenants pour la partie française dans la négociation entre Pechiney et Triangle, c'est-à-dire de cadres dirigeants de Pechiney ; de membres de la direction générale de la BNP ; de membres des services de la présidence de la République et des cabinets ministériels ayant eu à connaître de l'opération (premier ministre, ministre de l'économie, des finances et du budget, ministre de l'industrie) ;
- Du conseiller de Triangle pour les affaires européennes, M. Samir Traboulsi ;
- De personnes susceptibles de fournir des informations utiles à la bonne fin de l'enquête.

2) Des demandes de renseignements ont été adressées à l'ensemble des sociétés de Bourse, aux représentants à Paris de « brokers » étrangers, à de nombreux établissements de crédits et aux personnes paraissant disposer d'éléments utiles à l'enquête. Ces demandes de renseignements ont été, en tant que de besoin, accompagnées d'entretiens. Ces demandes ou ces entretiens ont eu pour principal objet de recenser les flux d'ordres et les flux financiers s'y rapportant.

3) De multiples échanges d'information et des contacts directs entre les services de la Commission et ses homologues étrangers (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Luxembourg...) ont permis de faire progresser les investigations.

C'est ainsi notamment que des membres du service de l'inspection se sont rendus au siège de la SEC, afin de déterminer avec le maximum de précision les caractéristiques des opérations faites sur le titre Triangle.

La COB a aussi fait transmettre une demande d'entraide aux autorités helvétiques.

II partie : Rappel des modalités d'acquisition de Triangle par Pechiney.

Quelques caractéristiques des sociétés Triangle et Pechiney doivent être brièvement rapportées.

### I. — La société Triangle.

En 1983, date à laquelle MM. Nelson Peltz et Peter May ont pris sa direction, la société Triangle Industries Inc. était une petite société cotée sur le New York Stock Exchange (NYSE), exerçant son activité dans le secteur des fils, câbles électriques et machines automatiques (distributeurs, changeurs de monnaie...).

En 1984, MM. Peltz et May ont pris, par ailleurs, le contrôle de la société Central Jersey Industries (CJI), qu'ils ont conservée à part de la société Triangle, pour en faire le pivot d'acquisitions ultérieures de sociétés.

Triangle a fait son entrée dans le secteur de l'emballage en 1985 avec l'achat de National Can, première société américaine de boîtes pour boissons, en aluminium, entreprise également productrice d'emballages en verre.

En 1986, Triangle a développé sa stratégie de croissance dans le secteur de l'emballage. Elle a procédé à l'achat de la société American Can dont les points forts étaient le potentiel de recherche et le secteur d'emballage en matière plastique qui faisaient défaut à National Can. De plus, American Can détenait la plus grande part du marché du conditionnement en métal de produits alimentaires et était aussi le leader mondial de l'emballage plastique élaboré.

Les deux sociétés American Can et National Can furent ensuite fusionnées pour créer la société American National Can (ANC), qui se plaça dès lors au premier rang dans le secteur de l'emballage. ANC racheta par la suite, en 1987 et 1988, des sociétés d'emballage plus petites et exploita de nouveaux brevets.

Le 1<sup>er</sup> mars 1988, CJI a pris le contrôle de Triangle malgré une dizaine d'actions judiciaires de New-York.

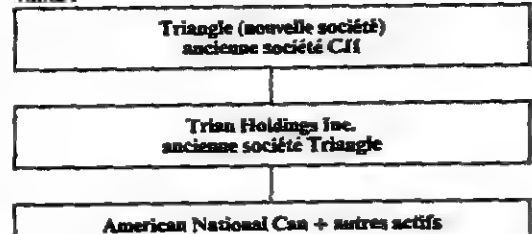
(1) National Association of Securities Dealers Automated Quotation : l'un des marchés financiers de New-York.

actionnaires minoritaires — en acquérant 31,6 % du capital représentant 63,5 % des droits de vote. Triangle a alors été dénommée Trian Holdings Inc.

Le 7 juillet 1988, CJI a renforcé son contrôle sur Trian Holdings Inc. et a adopté le nom de Triangle Industries Inc.

Ces acquisitions ont été réalisées sur la base d'un cours de l'ancienne action Triangle fixé à 35 dollars. Les titres ont été réglés par un versement de 25 dollars en espèces et remise d'actions CJI (nouvelle Triangle) pour une contrepartie de 10 dollars.

La structure du groupe est donc devenue la suivante :



Il y a lieu de noter le changement de nature des deux sociétés Triangle (l'ancienne et la nouvelle).

La première détenait des actifs industriels de qualité, la deuxième constituait la holding quasi personnelle MM. Peltz et May leur permettant la direction du groupe.

Ce groupe avait été constitué au prix d'un endettement considérable, constitué essentiellement par des obligations à hauts risques et hauts rendements (« junk bonds »). A cet égard, les dettes à long terme, au 12 août 1988, des principales sociétés du groupe étaient les suivantes :

- American National Can : 740 millions de dollars ;
- Trian Holdings Inc. : 821 millions de dollars ;
- Nouvelle Triangle (ancienne CJI) : 1 milliard de dollars, dont 748 millions de dollars de dettes nouvelles liées à l'acquisition de Trian Holdings Inc.

Au niveau consolidé, les dettes à long terme du groupe Triangle s'élevaient donc à 2,56 milliards de dollars pour des fonds propres de 337 millions de dollars, soit un ratio dettes à long terme/capitaux propres qui apparaît très défavorable (7,56).

Les chiffres d'affaires des quatre filiales au travers desquelles la nouvelle société Triangle exerçait son activité étaient les suivantes :

- American National Can (emballage) : 4 milliards de dollars ;
- Triangle PWC (fils et câbles électriques) : 200 millions de dollars ;
- Rowe et Brandt (juke-boxes) : 200 millions de dollars pour ces deux sociétés.

### II. — La société Pechiney.

La société Pechiney, nationalisée en 1982, a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 39 milliards de francs (30 milliards estimés en 1988), dont 40 % à l'étranger. Le résultat net consolidé (par du groupe) a été 729 millions de francs en 1987 (1,6 milliard prévu en 1988).

Son activité industrielle se répartit en trois grands secteurs : l'aluminium, la métallurgie fine et les matériaux nouveaux, l'électrometallurgie et les produits carbonés.

La répartition du chiffre d'affaires consolidé par secteur d'activité est la suivante (année 1987 et en pourcentage) :

- Aluminium ..... 43,1 %
- Produits spéciaux et emballage ..... 31,6 %
- Electrometallurgie et produits carbonés ..... 9,2 %
- Commerce international ..... 16,1 %

La production et le traitement d'aluminium est donc la principale activité du groupe et Pechiney entend dans ce domaine conserver le troisième rang mondial. Le groupe a cependant très largement restructuré ces activités et s'est orienté vers des activités « aval », plus porteuses, dégageant une plus forte valeur ajoutée et paraissant moins soumises aux variations des cours mondiaux de l'aluminium. Il en est ainsi des pièces de précision (filiale américaine Howmet, qui produit les ailettes de turbine pour l'aéronautique) et de la production d'emballage à travers la filiale Cebal.

Cette dernière devrait réaliser en 1988 un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs. Sa production porte sur des aérosols et des étuis, des boîtes pour le secteur agro-alimentaire, des emballages plastiques pour le secteur des cosmétiques, de l'hygiène et de la santé, enfin des cartons et étiquettes de luxe.

Cebal a acquis, en 1987 et 1988, neuf sociétés dans ce secteur de l'emballage de haut de gamme, totalisant un chiffre d'affaires de 607 millions de francs. Elle a étendu (hors opération Triangle) son implantation à l'étranger par la prise de contrôle de sociétés en Espagne (Evatsa devenue Cebal Iberica, ENTEC), en Italie (Tubo Pak), en Finlande et en Grande-Bretagne (Primal Oy).

Comparée à celle de Cebal, l'activité du groupe Triangle — 24 milliards de francs en 1987 — revêt une tout autre ampleur.

### III. — Chronologie des négociations.

Dès le mois d'avril 1987, M. Ergas, responsable du secteur emballage au sein du groupe Pechiney, a rencontré M. Peltz (PDG de Triangle). Ce dernier s'intéressait au rachat de Cebal filiale emballage à 100 % de Pechiney, mais Pechiney a rejeté la proposition de M. Peltz, étant au contraire à la recherche d'opportunités de coopération, prioritairement en Europe.

Le 2 octobre 1987, Pechiney a proposé à M. Peltz d'ouvrir des discussions sur des projets de joint-ventures et de devenir actionnaire minoritaire de Triangle. Les négociations n'ayant pas abouti, Pechiney a mis en œuvre sa stratégie d'acquisition de sociétés moyennes en Europe.

Le 12 juillet 1988, M. Peltz a averti M. Bouffil — directeur du cabinet du ministre des finances — qu'il serait éventuellement vendeur de la société Triangle. Informés de cette conversation, les dirigeants de Pechiney ont renoué M. Peltz et son conseiller pour les affaires européennes, M. Traboulsi, et ont engagé des négociations.

Au mois d'août 1988, les aspects industriels et commerciaux d'une éventuelle transaction ont été examinés. Des rencontres ont eu lieu le 11 août en Corse et le 18 août à Monte-Carlo.

Au mois de septembre, après de nouvelles réunions avec M. Peltz et ses représentants, les dirigeants de Pechiney ont arrêté le prix susceptible de servir de base à une négociation avec Triangle. A l'issue d'une réunion entre les conseillers juridiques des deux parties, la négociation a été interrompue le 27 septembre, à l'initiative des dirigeants de Triangle, notamment pour des questions de garanties de passif.

Les discussions ont repris le 11 octobre, après que M. Peltz eut fait savoir à M. Gandois qu'il souhaitait une nouvelle rencontre. Différentes réunions entre

MM. Peltz, Gandois et leurs conseillers se sont ensuivies et ont permis de faire progresser les négociations de manière significative.

Le 11 novembre, lors d'une rencontre organisée en Floride, un accord a été trouvé sur l'ensemble des points demeurés en suspens, le prix de vente des actions Triangle étant cerné avec une précision suffisante pour permettre à Pechiney de consulter son actionnaire.

Les démarches effectuées par M. Gandois et ses collaborateurs auprès des pouvoirs publics pour présenter le projet de rachat de Triangle se sont succédées dans la semaine du 14 au 18 novembre, date à laquelle le gouvernement français a donné son accord à M. Gandois.

Après d'ultimes négociations à New-York, l'accord entre les parties a été signé le 20 novembre 1988 à 16 heures (heure de Paris).

### IV. — Caractéristiques financières de l'opération.

MM. Peltz et May n'ont pas accepté de vendre directement ANC au groupe Pechiney pour des raisons juridiques et fiscales. Pechiney s'est alors résolu à l'achat de Triangle, ce qui a eu pour conséquence d'obliger le groupe français à lancer une OPA sur les titres détenus par les actionnaires minoritaires de Triangle (33,7 % des actions étant dans le public) aux mêmes conditions financières que pour les actionnaires majoritaires (MM. Peltz et May détenaient 66,3 % du capital).

Cependant, Pechiney s'assurait au moment de la transaction de manière contractuelle et irrévocable :

- d'une part, de la revente dans un délai de 60 jours à MM. Peltz et May de tous les actifs hors emballage pour un prix fixé à l'avance ;
- d'autre part, du financement par MM. Peltz et May du surcroît de charges financières dues aux « junk bonds » émis par le groupe Triangle, et ce à hauteur de la différence entre le taux du marché et leurs taux d'émission.

Pechiney a effectué l'évaluation de Triangle avec l'aide de la banque d'affaires américaine Wasserstein Perella, représentée notamment par MM. Pierre-Yves Istel.

Cette évaluation a consisté à déterminer la valeur des actifs « emballage » du groupe Triangle (sans tenir compte des dettes) et d'y ajouter la valeur des actifs « hors emballage » (objets d'un engagement de rachat de la part de MM. Peltz et May). De cette somme a été soustraite la dette du groupe Triangle. C'est à partir de cette dernière valeur des fonds propres qu'a été calculé le prix de l'action.

Au terme de dures négociations, un accord a été finalement trouvé sur la base de 56 dollars par titre correspondant à une valeur d'actif net de 1,25 milliard de dollars, soit environ 7,5 milliards de francs.

Cette somme doit se répartir à raison de :

- 5 milliards de francs pour MM. Peltz et May ;
- 2,5 milliards de francs pour les actionnaires minoritaires (le public).

Compte tenu de son statut de société nationale, Pechiney a dû mettre en œuvre une stratégie de financement nécessitant l'accord des pouvoirs publics.

II<sup>e</sup> partie : Marché du titre Triangle et les divers intervenants pendant la période suspecte.

### I. — Le marché du titre Triangle.

Il faut préciser ici que l'ancienne société Triangle, rebaptisée Trian Holdings Inc. le 1<sup>er</sup> mars 1988, après prise de contrôle par CJI, était cotée au New York Stock Exchange et avait pour symbole TRI. Les cours extrêmes du titre en 1987 étaient 44 dollars et 22,5 dollars et ceux du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 1988 29 dollars et 23,1 dollars.

La société CJI, qui a pris le contrôle de l'ancienne société Triangle était, elle, cotée au marché hors cote (over the counter).

Pour faire suite au changement de nom de CJI en Triangle Industries Inc., le 7 juillet 1988, après quasi-totalement prise de contrôle (66,3 % de capital et 91 % des droits de vote) de l'ancienne société Triangle, le symbole CJI de la société CJI a été changé en TRIA le 11 juillet 1988.

Les données de marché qui suivent, concernant les actions de la société nouvelle Triangle Industries Inc. (code TRIA, cotées sur le NASDAQ) qui ont fait l'objet de l'offre de Pechiney.

La moyenne des transactions quotidiennes se situait généralement entre 5 000 titres et 10 000 titres, pour des cours évoluant entre 8 et 13 dollars.

La semaine précédant le 21 novembre 1988, date à laquelle Pechiney a effectué une offre publique d'achat au prix de 56 dollars par titre Triangle, les données de marchés sont les suivantes :

Date	Cours en dollars			Titres échangés
	+ haut	+ bas	clôture	
14 novembre 1988	9	8 1/2	9	2 100
15 novembre 1988	9	9	9	3 800
16 novembre 1988	11	9 1/4	10 1/8	122 250
17 novembre 1988	10 1/2	10	10	50 220
18 novembre 1988	10 3/4	10 1/4	10 3/8	50 360
Total				228 770

Il y a lieu de préciser que le total pourrait être complété par un montant de 9 250 titres, représentant des opérations en suspens, qui se répartissent ainsi :

- 1 550 pour des clients ;
- 4 700 pour les comptes maison des trois brokers suivants : Drexel Burnham Lambert (2 000), Angelo et Gordon (1 800) et Paine-Webber (900) ;
- 3 000 pour des bénéficiaires non encore connus.

La régularisation de ces opérations pourrait amener à accroître légèrement les chiffres cités dans le tableau ci-dessus.

### II. — Les divers intervenants recensés à ce jour.

Les opérations engagées depuis le territoire français.

Ont été recensés à ce jour six intervenants dont les opérations depuis la France ont été identifiées.

### A) LA COMPAGNIE PARISIENNE DE PLACEMENTS.

Cette société a agi pour le compte d'une de ses filiales Breteuil Investissements dont elle assure la gestion.

★ La Compagnie parisienne de placements, dénomination commerciale de la société Thérét et Reiplinger et Cie a été créée début 1986. C'est une société en commandite simple, régie par l'article 99 de la loi bancaire, au capital de 7,5 millions de francs, dont le siège est situé 9, rue Valentin-Haüy à Paris 15<sup>e</sup> et les bureaux 8, place de Breteuil à Paris 15<sup>e</sup>.

Son capital est détenu par :

- M. Max Thérét : associé gérant ;
- M. Robert Reiplinger : associé gérant ;
- SIP SA : associé commandité ;
- Copargat : associé commandité.

En fait, M. Thérét et Reiplinger, majoritaires dans les sociétés SIP SA et Copargat, détiennent chacun 50 % de la Compagnie parisienne de placements (CPP).

La CPP a pour but « de gérer pour le compte de sa clientèle des portefeuilles de valeurs mobilières en recevant à cet effet, des fonds assortis d'un mandat de gestion et de participer à l'émission et au placement de valeurs mobilières en se portant du créancier ».

★ Breteuil Investissements est une société en nom collectif au capital de 360 000 F, créée en octobre 1988 dont le siège et les bureaux sont situés aux mêmes adresses que ceux de la CPP. Elle a pour associés :

- Thérét, Reiplinger et Cie (Compagnie parisienne de placements) ;
- Société Consortium parisien de participation ;
- Société de placements diversifiés ;
- et pour gérant non associé M. Max Thérét.

La société Consortium parisien de participation et la Société de placements diversifiés étant totalement contrôlées, l'une par M. Thérét et l'autre par M. Reiplinger, il en résulte que M. Thérét et Reiplinger détiennent chacun 50 % du capital de Breteuil Investissements.

L'activité déclarée de cette société est de « détenir ces participations dans toutes sociétés ou entreprises existantes ou à créer, percevoir toutes rémunérations découlant des prestations qu'elle effectuera dans le secteur industriel, commercial, financier et de gérer son patrimoine en effectuant tous placements appropriés et notamment sur les marchés financiers ».

★ Opérations effectuées par la Compagnie parisienne de placements pour le compte de Breteuil Investissements sur le titre Triangle Industries Inc.

### ACHATS :

Le 15-11-1988	
1.500 titres à 9 \$ soit	82.038,29 F
1.000 titres à 9 \$ soit	54.692,19 F
2.500	136.730,48 F

Le 16-11-1988	
9.500 titres à 10 \$	
12.500 titres à 10 \$ 1/4	
1.800 titres à 10 \$ 3/8	
3.500 titres à 10 \$ 1/2	
27.300 titres à 10,203.296 \$	1.682.316,27 F

Le 17-11-1988	
2.500 titres à 10 \$ 1/4 soit	155.546,38 F
Le coût total d'acquisition pour la CPP est de	1.974.593,13 F
Le coût total d'acquisition pour Breteuil Investissements est (frais inclus) de	1.983.878 F

### VENTES :

Les 32.300 titres ainsi acquis ont ensuite été apportés à l'offre de Pechiney au cours de 56 \$ par action.

Le prix total de vente pour la CPP est de ..... 10.819.830,17 F

Le prix total de vente pour Breteuil Investissements est de ..... 10.819.791,32 F

Les courtages de la CPP, hors rétrocessions des intermédiaires, s'élevaient à 61.323,82 F.

Le gain réalisé par l'investisseur final c'est-à-dire Breteuil Investissements, ressort à : 8.335.913,32 F.

Les ordres concernant ces achats ont été passés par M. Patrick Gruman, directeur général de la CPP, à M. Michel Glas, du bureau londonien du broker Morgan Stanley. La gestion des titres et des transactions a été assurée par la société de Bourse De Cholet-Dupont avec laquelle la CPP a conclu un contrat d'assistance technique.

### B. — M. ROGER-PATRICE PELAT ET SA FAMILLE.

M. Roger Pelat, dit Roger-Patrice Pelat, industriel retraité né le 31 juillet 1918, demeurant à Paris 16<sup>e</sup> a acquis par la banque Hottinguer et Compagnie 10.000 titres Triangle imputés à son compte, à celui de son épouse et à ceux de ses deux fils.

Les ordres ont été passés le 16 novembre 1988 par M. Bertrand Godbille, gérant à la banque Hottinguer, à M. Guille du bureau parisien du broker Raymond James. Ce dernier n'ayant pu acquiescer que 5.000 titres à 10 \$, M. Godbille a fait exécuter le solde des ordres, soit 5.000 titres, par M. Arnaud Desbarres du bureau londonien du broker Goldman Sachs qui l'a exécuté le jour même au prix de 10 dollars 3/4.

La répartition des achats dans les comptes des bénéficiaires a été effectuée comme suit :

M. Roger-Patrice Pelat :	
3.500 titres à 10 \$ soit	208.542,15 F
3.500 titres à 10 \$ 3/4 soit	224.373,43 F
7.000	432.915,58 F

Mme Jacqueline Pelat :	
500 titres à 10 \$ soit	30.051,87 F
500 titres à 10 \$ 3/4 soit	32.332,99 F
1.000	62.384,86 F

M. Olivier Pelat :	
500 titres à 10 \$ soit	29.791,74 F
500 titres à 10 \$ 3/4 soit	32.053,35 F
1.000	61.845,09 F

M. Patrice Pelat :	
500 titres à 10 \$ soit	29.791,74 F
500 titres à 10 \$ 3/4 soit	32.053,35 F
1.000	61.845,09 F

Le coût de l'acquisition des 10.000 titres est donc de 618.990,62 F.

Les titres ont été revendus sur le marché et non apportés à l'offre de Pechiney.

La totalité des ventes a été réalisée par l'intermédiaire du broker Raymond James à raison de :

2.500 titres à 46 \$ 1/2 Le 22 novembre 1988.	
5.000 titres à 49 \$ 1/2 Le 23 novembre 1988.	
2.500 titres à 52 \$ 1/8 Le 28 novembre 1988.	

La répartition de ces ventes dans les différents comptes a été effectuée comme suit :

M. Roger-Patrice Pelat :	
Le 22-11-1988 1.750 titres à 46 \$ 1/2	474.202,52 F
Le 23-11-1988 3.500 titres à 49 \$ 1/2	998.058,58 F
Le 28-11-1988 1.750 titres à 52 \$ 1/8	530.137,11 F
7.000	2.002.398,21 F



# Le texte intégral du rapport



**M. Olivier Pelat :**  
Le 22-11-1988 250 titres à 46 \$ 1/2 67.743,22 F  
Le 23-11-1988 500 titres à 49 \$ 1/2 142.579,80 F  
Le 28-11-1988 250 titres à 52 \$ 1/2 75.733,88 F

**M. Patrice Pelat :**  
Le 22-11-1988 250 titres à 46 \$ 1/2 67.743,22 F  
Le 23-11-1988 500 titres à 49 \$ 1/2 142.579,80 F  
Le 28-11-1988 250 titres à 52 \$ 1/2 75.733,88 F

1.000 286.056,90 F

Le produit total de la vente s'élève à 2.857.988,94 F.

La plus-value réalisée par la famille Pelat ressort à 2.238.997,56 F.

Elle se répartit comme suit :

1.569.482,63 F pour M. Roger-Patrice Pelat.  
221.091,69 F pour Mme Jacqueline Pelat.  
224.211,81 F pour M. Olivier Pelat.  
224.211,81 F pour M. Patrice Pelat.

**C) Mlle ISABELLE PIERCO.**

Mlle Isabelle Pierco, née le 29 mai 1954, demeurant à Paris-16<sup>e</sup>, a acquis par la Banque nationale de Paris, pour son compte ouvert à l'agence centrale, 650 actions Triangle. L'ordre a été passé le 17 novembre 1988 par le service Bourse étranger de la BNP au bureau parisien du broker Smith Barney et exécuté au cours de 10 \$ 1/2. Le coût d'achat s'élève à 42.219,77 F.

Les titres n'ont pas été apportés à l'offre de Pechiney mais revendus le 22 novembre 1988 au prix unitaire de 47 \$.

Le prix total de vente s'élève à 173.716,43 F.

La plus-value réalisée ressort à 131.496,66 F.

**C) M. JOSEPH JOSSUA.**

M. Joseph Jossua, né le 20 avril 1914 à Smyrne (Turquie), apatride, résidant en Suisse, possédant un domicile à Paris-16<sup>e</sup>, rentier et ancien banquier à Paris, a acquis pour son compte ouvert dans les livres de Prudential Bache de New York 3.400 titres Triangle. Il a passé l'ordre à M. Shapiro du bureau parisien du broker Prudential Bache. L'ordre, qui portait sur 3.000 titres, n'a été exécuté que partiellement (compte tenu des limites de cours fixées) ainsi qu'il suit :

Le 16-11-88 3.000 titres à 95 \$ 3/4, soit 29.758,04 \$  
Le 17-11-88 400 titres à 103 \$ 1/6, soit 4.132,30 \$

3.400 33.890,34 \$

Les titres n'ont pas été apportés à l'offre de Pechiney mais revendus de la manière suivante :

Le 21-11-88 100 titres à 46 \$, soit 4.564,90 \$  
Le 21-11-88 100 titres à 47 \$, soit 4.652,46 \$  
Le 21-11-88 2.500 titres à 46 \$ 1/4, soit 114.747,39 \$  
Le 01-12-88 700 titres à 51 \$ 8/4, soit 35.288,30 \$

3.400 160.253,05 \$

La plus-value réalisée ressort à 126.372,71 \$, soit environ 760.000 F.

**Remarque :**

La vente de 2.500 titres le 21-11-88 a été réalisée par le bureau Prudential Bache de Luxembourg.

**E) SOCIÉTÉ DE BOURSE MAGNIN-CORDELLÉ.**

M. Ricardo Zavala, chargé de la négociation des actions internationales à la société de Bourse Magnin-Cordellé, 89, rue La Boétie, 75008 Paris, a acquis pour le compte « Agent X Trading International » de la société de Bourse, 5.000 titres Triangle. Il a passé l'ordre à M. Sanson du bureau parisien du broker Prudential Bache le 16-11-88.

L'ordre a été exécuté le jour même dans les conditions suivantes :

500 titres à 10 \$ 3/8 \$  
500 titres à 10 \$ 3/8 \$  
500 titres à 10 \$ 3/8 \$  
1.000 titres à 10 \$ 1/2 \$  
500 titres à 10 \$ 3/4 \$  
500 titres à 10 \$ 1/2 \$  
1.000 titres à 10 \$ 3/4 \$  
500 titres à 10 \$ 11/16 \$

5.000

Le coût total d'achat s'élève à 314.403,42 F.

Les titres n'ont pas été apportés à l'offre de Pechiney mais revendus le 21 novembre 1988 de la manière suivante :

1.000 titres à 45 \$  
4.000 titres à 43 \$

5.000

Le prix total de la vente s'élève à 1.263.351,71 F.

La plus-value ressort donc à 950.948,29 F.

**Remarque :**

Les 5.000 titres ont été initialement inscrits au compte de Ponthieu International, qui est un fonds commun de placement de la société de Bourse. L'écriture a ensuite été contrepassée sur le compte 49946 dont l'intitulé était « Compte valeurs françaises ». L'intitulé de ce compte a été transformé le 7-12-88 en « Agent X Trading International », dénomination semblant d'ailleurs plus conforme aux opérations qui y sont réalisées et qui portent essentiellement sur des valeurs étrangères.

**F) M. PIERRE ALAIN MARSAN.**

M. Pierre Alain Marsan, né le 4 décembre 1958, demeurant à Paris-7<sup>e</sup>, négociateur de blocs d'actions à la société de Bourse Ferri-Ferri-Gerné, a acquis pour son compte personnel ouvert dans les livres de la société 5.000 titres Triangle. Il a passé lui-même l'ordre à M. Jean-Patrick Voisin, du bureau parisien de la firme Drexel Burnham Lambert, le 18 novembre 1988.

L'ordre a été exécuté le jour même au prix de 10 \$ 5/8.

Le coût total d'achat s'élève à 314.372,40 F.

Les titres n'ont pas été apportés à l'offre de Pechiney, mais revendus de la manière suivante :

Le 23-11-88 2.500 titres à 49,88 \$, soit 734.877,41 F  
Le 30-11-88 2.500 titres à 52 \$ 7/8 \$, soit 780.573,15 F

5.000 1.515.450,56 F

Le prix total de vente est de 1.515.450,56 F.

La plus-value réalisée ressort donc à 1.201.078,16 F.

Au total, pour ces différents opérateurs, les transactions recensées journalièrement sont les suivantes :

	14-11	15-11	16-11	17-11	18-11	Total
CPP		2.500	27.300	2.500		32.300
Pelat			10.000			10.000
Pierco				650		650
Jossua			3.000	400		3.400
M. Cordellé					5.000	5.000
Marsan						5.000
Total		2.500	45.300	3.550	5.000	56.350

## 2) Les opérations recensées à l'étranger

**A) PENDANT LA SEMAINE DU 14 AU 18 NOVEMBRE 1988**

Les investigations menées par la SEC, notamment en liaison avec le service de l'Inspection de la COB, ont permis de connaître l'ensemble des achats de titres Triangle d'un montant de 500 titres effectués dans la semaine du 14 au 18 novembre 1988. Une demande a été faite par la COB pour avoir connaissance du marché de ce titre depuis le 12 juillet 1988.

**a) Hors des Etats-Unis et de la France, les établissements ayant reçu des titres Triangle du 14 au 18 novembre sont les suivants :**

Petrusse Securities Int. (SA)	15.000 titres
Experta Treuhand AG à Zurich	20.000 titres
Crédit Suisse à Genève	10.000 titres
Unigest à Genève	6.000 titres
Swiss Volksbank à Zurich	7.000 titres
Banque privée à Genève	2.000 titres
Total	60.000 titres

N.B. — La Banque cantonale vaudoise à Lausanne a reçu le produit de la cession des titres acquis par M. Joseph Jossua qui a été porté sur son compte dans cet établissement.

Par jour, les opérations ont été les suivantes :

	14-11	15-11	16-11	17-11	18-11	Total
Petrusse			2.500	17.500	15.000	35.000
Experta			10.000			10.000
C. Suisse			2.400	4.600		7.000
Unigest					2.000	2.000
Swiss VB						7.000
B. privée						2.000
Total	0	0	14.900	22.100	23.000	60.000

Le service de l'Inspection est en possession de différents renseignements sur la société Petrusse Securities International : statuts, documents relatifs à l'ouverture du compte de Petrusse ayant existé jusqu'en date du mois de janvier 1989 dans les livres de la Banque de participations et de placements, rue Quentin-Bauchard à Paris, identités de dirigeants ou de mandataires.

Il apparaît que Petrusse Securities International a été constituée le 18 janvier 1983 par les quatre associés suivants :

- la société de droit américain Bridgewater International Inc. 372 Daubury Road, Wilton Connecticut 06897 USA, représentée par M. André Boesch, demeurant à Sandy Hook, 27 Cherry Street, Connecticut 06482 USA ;
- M. André Boesch en nom personnel ;
- la société de droit néerlandais Optiekantoor, Rotterdam Burplein 37, Rotterdam (Pays-Bas) ;
- la société de droit néerlandais Effectkantoor, Rotterdam, même adresse ; toutes deux représentées par M. Claude Thill, Kopsal (Luxembourg).

**b) D'autres interventions sont le fait d'opérateurs professionnels américains.**

Il s'agit d'opérations effectuées par des brokers américains dans le cadre de leur activité de « market-makers » du 14 novembre au 18 novembre 1988, soit :

Drexel Burnham Lambert	72.440
Bernard L. Madoff	13.760
Nash Weiss and Co	10.900
Angelo et Gordon	10.400
Total	107.500

Pai ailleurs, 1.800 titres Triangle ont été acquis par deux brokers pour leur « compte maison », Painé-Webber (1.400 titres), Wechsler et Krumholz Inc. (400 titres).

Le total de ces interventions de professionnels ressort à 109.300.

Par journée les interventions sont les suivantes :

	14-11	15-11	16-11	17-11	18-11	Total
Drexel	600	1.000	33.690	22.500	14.650	72.440
Madoff			13.200	200	360	13.760
Angelo			10.100	300		10.400
Nash Weiss	1.200		3.200			4.400
Sous-total	1.800	1.000	60.190	23.000	21.510	107.500
Painé-Webber				500	900	1.400
Wechsler et Krumholz					400	400
Total	1.800	1.000	60.690	24.300	22.810	109.300

**c) Des interventions de faible ampleur.**

Un solde de 3.120 titres n'a pu encore faire l'objet de recherches détaillées. Sur ce total, 1.700 titres représentent des petits ordres de clients passés par six brokers.

Journellement, les transactions ont été les suivantes :

	14-11	15-11	16-11	17-11	18-11	Total
Petits ordres de la clientèle	300	300	400	700		1.700
Ordres indéterminés			1.000		420	1.420
Total	300	300	1.400	700	420	3.120

En définitive, les 228.770 titres échangés dans la semaine du 14 au 18 novembre 1988 se sont répartis de la manière suivante :

Compagnie parisienne de placements	32.300
Famille Pelat	650
I. Pierco	3.400
J. Jossua	3.000
P.A. Marsan	5.000
Magnin-Cordellé	15.000
Petrusse Securities International S.A.	20.000
Experta Treuhand A.G.	10.000
Crédit suisse	6.000
Unigest	7.000
Swiss Volksbank	2.000
Banque privée	72.440
Drexel Burnham Lambert	13.760
Bernard L. Madoff	10.900
Nash Weiss and Co	10.400
Angelo et Gordon	1.400
Painé-Webber	400
Wechsler et Krumholz Inc.	3.120
Solde en cours d'identification	228.770
Total	228.770

Sous réserve des suspens (9.250 titres) mentionnés à la III<sup>e</sup> partie-1.

## B) OPÉRATIONS D'INTERNATIONAL DISCOUNT BANK AND TRUST (WEST INDIES).

Il a été relevé que cet établissement (IDB), sis The Valley à Anguilla (Caraïbes), avait acheté et vendu des titres Triangle, entre le 18 août et le 11 novembre 1988, par l'intermédiaire de la société Socofinance SA, case postale 670 CH 1215 Genève 15 Aéroport, et le courtier Prudential Bache, bureau de Londres.

Au 11 novembre 1988, le solde de titres Triangle possédés par IDB était de 91.000 actions, cédées ensuite en décembre 1988.

Le service de l'Inspection est en possession du relevé jour par jour de ces opérations.

Il est intéressant de relever qu'une corrélation apparaît entre le déroulement et le sens des interventions d'IDB et l'évolution des négociations entre les sociétés Pechiney et Triangle.

Les documents et renseignements en possession du service de l'Inspection permettent de relever que :

— International Discount Bank and Trust (West Indies) Limited a été créée le 20 juillet 1983 avec pour fondateurs Dr J. G. Fields, 400 S. Beverly Drive, suite 214, Beverly Hills California 90212 USA et M. Iclma E. Woodley, Blowing Point, Anguilla.

Les titres de cette société ont par la suite fait l'objet de cessions. Les porteurs de titres ont été MM. Emile F. Haddad et Joseph Aboussimam, qui ont cédé leurs parts le 7 janvier 1987 à MM. Georges Samia et Chaker Khoury.

— La société Socofinance SA, société de droit suisse, au capital de 20 millions de francs suisses, exerce de titre principal le commerce de métaux précieux, de devises et de titres. Ses principaux dirigeants sont M. Charbel Ghannem et M. William Haddad.

Des relations entre les sociétés Socofinance et IDB sont apparues notamment en ce qu'il existe une convention commerciale entre ces deux sociétés. La première place ainsi de façon habituelle les ordres d'IDB.

Les recherches entreprises en France ont révélé notamment que Socofinance possède un compte dans une société de Bourse parisienne et auprès de la Banque libanaise pour le commerce (France) à Paris et que ce compte avait enregistré des flux financiers d'ordres ou au profit d'IDB. En l'état, il n'a pas été établi de liens entre ces flux et des opérations sur titres Triangle.

Il a été porté à la connaissance du service de l'Inspection que le donneur d'ordre final des titres acquis par IDB serait M. Chaker Khoury, qui n'a pu, en l'état, être identifié de façon plus détaillée.

Les opérations de l'International Discount Bank and Trust (West Indies) et celles qui furent réalisées, pendant la semaine du 14 au 18 novembre 1988, hors des USA et de France apparaissent suspectes, mais la COB ne dispose pas encore, pour la totalité de celles-ci, d'éléments suffisants pour en tirer des conclusions définitives utilisables dans le présent rapport tant sur le plan de sa compétence que sur celui de la qualification éventuelle de ces opérations.

**IV<sup>e</sup> partie : Raisons avancées par les intervenants identifiés pour expliquer leurs opérations ; exposés et critiques.**

Pour chaque opérateur seront d'abord exposés les fondements et les modalités de leurs interventions, tels qu'ils ont été relatés aux enquêteurs. Ces déclarations seront ensuite analysées à la lumière des éléments recueillis par le service de l'Inspection.

**1. — La Compagnie parisienne de placements (CPP)**

**1) Exposé des déclarations des dirigeants de la CPP.**

Les éléments qui suivent sont extraits des auditions de M. Thérêt, Reiplinger et Gruman, qui ont été conduites comme séparées, mais simultanées dans le temps, de MM. Thérêt et Gruman, le 4 janvier 1989 dans l'après-midi. M. Thérêt a remis une note explicative annexée à son audition :

— deuxièmes auditions de MM. Thérêt et Gruman, reçues séparément le 11 janvier dans l'après-midi.

En tant que de besoin, les intéressés et leurs conseils ont remis des documents complémentaires.

**A) LES MOTIVATIONS DE L'ACHAT.**

Ce sont essentiellement les déclarations de M. Max Thérêt au cours de ses auditions et les notes qu'il a remises au service de l'Inspection qui apportent de nombreux éléments pour expliquer la décision prise par la CPP.

**a) Les informations obtenues sur le secteur de l'emballage et les sociétés American National Can et Triangle.**

— M. Max Thérêt a déclaré qu'à l'occasion d'un voyage aux Etats-Unis, effectué fin septembre, début octobre 1988, en compagnie de deux responsables de la FNAC et destiné à préparer l'importation de produits à diffuser par cette entreprise, il a été amené à s'intéresser aux principales sociétés susceptibles de fournir rapidement de grandes quantités d'emballages de bonne qualité.

Selon lui, les noms d'ANC et de Triangle Industries lui ont été cités et ont notamment attiré son attention en raison du caractère « médiatique » de leurs deux principaux actionnaires (MM. Peltz et May).

— M. Thérêt a ajouté que son intérêt pour l'emballage s'était trouvé confirmé lors d'un voyage ultérieur en Espagne, puis par la fusion opérée entre les sociétés Carnaud et Metal Box, enfin par les articles consacrés à ce secteur industriel, M. Thérêt produisant des extraits des journaux *l'Echo* du 27 octobre et *l'Usine nouvelle* du 3 novembre 1988.

**b) Les informations sur la stratégie de Pechiney recueillies dans la Lettre confidentielle de la communication et du livre.**

— M. Thérêt a indiqué surtout avoir pris connaissance le 9 novembre par référence au jour de sa sortie de l'hôpital « d'un article de la Lettre confidentielle de la communication et du livre, n° 40, consacré à la société Pechiney et à ses stratégies industrielles. Cet article mentionne notamment que l'emballage est une activité nouvelle pour Pechiney, qui cherche à « se positionner dans l'emballage haut de gamme ». L'article note aussi que « tout l'enjeu de la croissance dans cette activité est d'atteindre une taille européenne ; dans cette optique les opérations d'acquisition devraient s'accroître dans les prochains mois ».

Tant M. Reiplinger que M. Gruman ont déclaré que cette information avait agi comme « un déclic » dans l'esprit de M. Thérêt, ce que confirme d'ailleurs l'intéressé. Tous trois ont également employé le mot de « déclic ».

M. Thérêt a fait état par ailleurs de « rumeurs » ayant cours dans certains journaux financiers sur des projets de Pechiney dans le secteur de l'emballage.

**c) Les éléments conduisant à retenir ANC et Triangle.**

— M. Thérêt a déclaré que le rapprochement entre Pechiney et Triangle, ou certaines de leurs filiales, lui paraissait prévisible au vu des éléments dont il disposait.

Le principe d'une acquisition de titres a été retenu le 10 novembre (en fin d'après-midi selon M. Reiplinger) par M. Thérêt et son associé. Cependant, il a été convenu d'obtenir des renseignements complémentaires sur Triangle avant de transmettre un ordre.

— M. Gruman a été chargé de recueillir ces informations. Pour ce faire, il s'est adressé à M. Glas, qu'il connaissait bien, du bureau londonien du broker Morgan Stanley. Ce dernier lui a transmis par télex une fiche financière établie par la société d'informations financières Value-Line concernant Triangle (datée du 29 janvier 1988), ainsi qu'une note établie par Standard and Poor's intitulée « Take over completed » et datée du 23 septembre 1988 (n° 2255).

La fiche financière a été considérée par eux comme un « autre élément déterminant » de la décision d'acquisition des titres Triangle.

En effet, après analyse, M. Gruman a jugé les ratios « excellents » et même l'incitant à « se lever la nuit » pour acheter le titre considéré (sic, déclaration Reiplinger).

Is ont ajouté que la fiche Value-Line complétait les conseils d'achat figurant dans *The Forbes* et les éléments financiers parus dans la revue *Fortune*, numéros du 25 avril 1988 dont disposait la CPP.

M. Thérêt et M. Gruman ont indiqué enfin à plusieurs reprises qu'avant de transmettre un ordre d'achat des titres de Triangle ils avaient recueilli et analysé toutes les informations précédemment citées.

**B) LES MODALITÉS DE PASSATION DES ORDRES.**

Les responsables de la CPP ont déclaré que les ordres d'achat ont été donnés à partir du 15 novembre 1988, après réception de tous les renseignements souhaités.

**a) Le montant de l'investissement.**

MM. Thérêt, Reiplinger et Gruman ont indiqué, au cours de leur première audition, que l'investissement initial avait été limité à la contrepartie de 2 millions de francs. Cette information a d'ailleurs été communiquée à la presse par M. Thérêt (cf. *le Nouvel Observateur* du 22 décembre 1988).

Toutefois, lors de leurs auditions du 11 janvier 1989, M. Reiplinger (audition unique), puis M. Gruman (deuxième audition) ont ajouté qu'il avait été question d'élever le montant de l'ordre initial à 6 millions de francs.

La raison en était les ratios « excellents » et « à se lever la nuit » découlant de la fiche Value-Line reçue par M. Gruman le 15 novembre. Selon ce dernier, le montant de l'investissement a été ensuite ramené à 2 millions, le mercredi 16 au soir ou le jeudi 17 au matin, après discussion entre MM. Thérêt et Reiplinger.

Pour sa part, M. Reiplinger a expliqué qu'après avoir eu connaissance de l'étroitesse du marché du titre Triangle il avait demandé, le mercredi 16 novembre au matin, à M. Gruman de s'en tenir à un montant de 2 millions de francs.

**b) La nature des ordres.**

— Les responsables de la CPP ont affirmé que les ordres avaient été passés « soignés », c'est-à-dire d'une manière telle à ne pas provoquer une hausse sensible des cours.

— Soulignant l'absence de précipitation dans leur comportement, MM. Thérêt et Gruman ont précisé avoir refusé un bloc de titres proposé à 11 dollars l'unité.

— La limite de cours a été fixée à 10,5 dollars, selon les premières déclarations de MM. Thérêt, Gruman et Re



# Le texte intégral du rapport

(Suite de la page 39.)

— d'autre part, la fiche émanant de Standard and Poor's datée du 23 septembre 1988, indique que CII a réussi sa prise de contrôle, qu'elle change son nom en Triangle, que son symbole NASDAQ (marché OTC) devient TRIA et que, désormais, plus aucune information ne sera donnée sur l'ancienne société Triangle cotée au New-York Stock Exchange et objet de la fiche Value-Line. L'ancienne Triangle a été rayée de la cote le 11 juillet 1988.

A la lecture de ces éléments, M. Thérêt qui a fait état à plusieurs reprises du côté « médiatique » de M. Peltz, et connaissait donc les moyens (junk bonds) utilisés par ce dernier pour financer ses acquisitions, aurait dû s'enquérir des données financières concernant la société dans laquelle il souhaitait investir.

b) Les informations recueillies sur la stratégie de Pechiney dans la Lettre confidentielle de la communication et du livre.

Aucun élément n'a permis de conforter l'existence des « rumeurs » concernant des projets de Pechiney dans le secteur de l'emballage aux Etats-Unis, et M. Thérêt a refusé de dévoiler ses sources à ce sujet.

— En ce qui concerne l'article n° 40 de la Lettre confidentielle, consacré à Pechiney, l'enquête a montré qu'il s'agissait d'une transcription partielle d'une étude publiée par la société de bourse DLP James Capel, le 21 octobre 1988 (Revue Valeurs françaises, n° 2).

On observera dans cet article :

— d'une part, une coupe de la rédaction de la Lettre confidentielle, malheureuse et de toute évidence involontaire, qui altère très sensiblement la compréhension du paragraphe consacré au secteur emballage de Pechiney ;

— d'autre part, la disproportion entre les chiffres d'affaires du secteur emballage de Pechiney (4 milliards de francs), celui des cinq sociétés acquises par Pechiney en Europe citées dans cet article (400 millions de francs) et celui d'American National Can (24 milliards de francs).

Cet article ne pouvait donc en aucune façon être un élément déterminant d'acquisition de titres Triangle Industries Inc., ce qu'a confirmé d'ailleurs la rédactrice de l'étude réalisée par la société de Bourse DLP James Capel, M<sup>me</sup> F. Girard.

— M. Thérêt a déclaré avoir pris connaissance de la Lettre confidentielle de la communication et du livre, le 9 novembre (lors de sa première audition et dans la note annexée) puis le 10 novembre après-midi à sa sortie de l'hôpital (lors de sa deuxième audition).

D'après les renseignements obtenus lors de l'audition de M. Perisse, rédacteur en chef de la Lettre confidentielle, le n° 40 a été posté le lundi 7 novembre 1988 au soir, rue Turgot, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement.

Or, cette date se situant dans la période de grève qui a perturbé le fonctionnement du service postal, il résulte des éléments recueillis auprès de l'administration des postes, bureaux du 9<sup>e</sup> arrondissement et du 15<sup>e</sup> arrondissement (bureau dont dépend la CPP), qu'il est hautement improbable que le n° 40 de la Lettre confidentielle soit arrivé aux bureaux de la CPP, le 9 novembre, le 10 novembre et même le 15 novembre.

La Lettre confidentielle de la communication et du livre est diffusée à environ 200 exemplaires, dont seulement une trentaine à titre payant. Elle comporte essentiellement des informations relatives aux médias (tirages d'ouvrages, taux d'écoute d'émissions) et est éditée par une association, dont l'essentiel des activités ne s'exerce pas dans le secteur financier mais notamment dans le domaine dit des « messageries conviviales ».

c) Les éléments conduisant à retenir ANC et Triangle.

M. Thérêt, dans sa note du 3 janvier 1989 annexée à sa première audition du 4 janvier 1989, fait état de sa « connaissance spécifique et approfondie du marché mondial de l'emballage ».

Or, M. Thérêt se contente de nommer les sociétés déjà citées par la grande presse (Les Echos, L'Usine nouvelle) alors qu'il existe nombre d'autres sociétés d'emballage de bon niveau. Il en est ainsi des sociétés Van Dorm Company, Crown-Cork Seal, Constam, Anchor Glas, Ball Corporation. Ces sociétés, cotées et consommatrices d'aluminium pour la plupart, ont des chiffres d'affaires variant entre 330 millions et 2 milliards de dollars. Elles ont d'ailleurs servi à la banque conseil de Pechiney pour évaluer American National Can.

Il est établi par les enregistrements des conversations téléphoniques et la déposition de M. Glas que la CPP n'a pas pris contact avec Morgan Stanley téléphoniquement le 14 novembre 1988 mais seulement le 15 novembre quelques minutes avant l'ouverture du marché de New-York.

Il est également formellement établi que la fiche Value-Line sur Triangle et la note Standard and Poor's intitulée « Take over completed » n'étaient pas à la disposition de la CPP avant la passation des premiers ordres d'achat faite le 15 novembre à 14 h 21 (heure de Londres).

En effet, ces documents transmis par télécopie ont été émis par Morgan Stanley à 16 h 09 (heure de Londres) et reçu par la CPP à 17 h 08 (heure de Paris) en raison du décalage horaire de une heure entre Paris et Londres à cette époque de l'année.

Par ailleurs, les mêmes éléments établissent de façon incontestable que M. Gruman a passé ses premiers ordres d'achat sans connaître l'intitulé exact de l'action qu'il voulait acheter, le prix de ce titre et les quantités journalièrement traitées. Il voulait seulement à tout prix acheter l'action de la société « Triangle qui fait des cons » (sic). Il a demandé à M. Glas de trouver parmi les homonymes le bon titre à acquérir précisant « achetez tout de suite » (sic).

En conséquence, la CPP n'était pas en possession de ratios « excellents » (sic), dont elle aurait disposé avant la passation de ses ordres sur l'action recherchée.

On est donc fondé à penser que « le déterminant » de la décision de la CPP était de toute autre nature et que toutes les explications et les documents joints ont été accumulés a posteriori pour les besoins de la cause.

La CPP a agi comme si les caractéristiques de la société Triangle ne l'intéressaient absolument pas. Cela apparaît nettement lorsqu'à l'annonce par son correspondant londonien des lourdes pertes de Triangle pour le troisième trimestre 1988, M. Gruman répond par un éclat de rire et par cette boutade : « On paye les pertes dix fois ! » (La perte par titre était de 1,24 dollar pour le troisième trimestre de l'année 1988).

## B. — LES MODALITÉS DE PASSATION DES ORDRES.

a) Le montant de l'investissement.

L'ordre d'achat initial transmis le 15 novembre 1988 par M. Gruman à M. Glas (Morgan Stanley) ne portait pas sur 2 millions de francs, comme indiqué lors de leur audition par MM. Gruman et Thérêt, mais sur 3 millions de francs « renouvelables par tranches d'égal montant » (sic). Il est également établi que la CPP souhaitait acquérir à cette date 100 000 à 150 000 titres, ce qui correspondait à un investissement de l'ordre de 6 à 9 millions de francs.

Cela résulte incontestablement des éléments recueillis par le service de l'inspection et cités ci-dessus.

M. Reiplinger note bien que l'ordre initial a pu être porté le premier jour à 6 millions de francs. Il le justifie par la réception des excellents ratios de la fiche Value-Line. Or à ce moment-là il est prouvé que la CPP ne disposait pas de ce document.

Par contre, l'ordre initial a été révisé à 60 000 titres le 18 novembre 1988, une demi-heure environ après l'ouverture du marché de New-York. Cet ordre représente encore une contre-valeur de 3,6 millions de francs.

### b) La nature des ordres.

L'ordre transmis initialement par M. Gruman a été un ordre précipité, sans limite de cours, correspondant à une contre-valeur en francs. En effet, à ce moment, la CPP n'avait aucune idée ni du cours de l'action ni de son marché.

C'est plus tard, à la demande de M. Glas, dont l'importance de l'ordre s'était heurtée à l'indisponibilité de son correspondant à New-York (il s'était échangé 2 100 titres la veille) qu'il a été convenu de procéder progressivement par quantités et cours limités.

Toute la suite des opérations montre que c'est sur les conseils de M. Glas et de son correspondant à New-York que l'ordre a été maintenu dans les cours, suivant ces derniers en permanence, provoquant même leur évolution à la hausse.

Par ailleurs, rien n'indique qu'un bloc de titres ait été refusé au prix de 11 dollars. M. Gruman s'est montré au contraire intéressé par tout bloc qui se présentait. La lettre de Morgan Stanley transmise à la demande de la CPP ne mentionne au demeurant nullement ce refus.

En définitive, les ordres de la CPP sont éminemment suspects.

— La CPP a agi de manière très importante et précipitée, sans connaissance boursière et financière de la société considérée, alors qu'elle prétendait vouloir investir à moyen terme à l'issue d'une longue réflexion.

De multiples contradictions, des explications successives et évolutives au fur et à mesure de leur mise en défaut et des affirmations erronées démontrent que la documentation présentée par la CPP pour justifier ses achats a été constituée a posteriori pour les besoins de la cause.

— Enfin, les propos tenus avec son broker à Londres montrent que la CPP n'agissait pas comme un client ordinaire.

Il apparaît ainsi qu'un dirigeant de la CPP a bénéficié d'une information privilégiée, seule susceptible d'expliquer ses interventions sur le marché du titre Triangle.

Au surplus, l'enregistrement des conversations téléphoniques fait apparaître que, dans leur conversation du 21 novembre 1988, MM. Gruman et Glas s'interrogent de ce qu'il conviendrait de dire en cas d'enquête de la SEC et sur la coopération entre la SEC et la COB. Il procède même à un échange de vue sur la question de la preuve en matière de délits d'intérêts.

## II. — M. ROGER PATRICE PELAT.

1) Exposé des déclarations de M. Pelat.

M. Pelat a indiqué avoir acquis des titres Triangle pour son compte et ceux des membres de sa famille à la suite d'un conseil de M. Thérêt, donné à une date et dans des conditions que les deux interlocuteurs n'ont pu préciser. Le conseil visait seulement le titre Triangle qui « pourrait faire quelque chose », sans que le nom de Pechiney ait été cité. M. Pelat a aussi déclaré verbalement que M. Thérêt lui aurait fait part de l'intention de la CPP d'acheter des titres Triangle.

M. Pelat a transmis un ordre d'achat à M. Bertrand Godbille, gérant chez Hottinguer et Cie, le 15 ou le 16 novembre, sans lui fixer de quantités ou de montants, selon une pratique qu'il considère comme courante ; en effet, M. Godbille possède un mandat de gestion sur les comptes de M. Pelat, son épouse et ses enfants.

Les ventes ont été opérées à l'initiative de M. Roger-Patrice Pelat, informé par son banquier le 21 novembre de l'évolution du cours des titres.

2. — Analyse des déclarations de M. Pelat.

M. Bertrand Godbille a précisé que M. Pelat lui a transmis son ordre le mercredi 15 novembre dans l'après-midi et confirmé par ailleurs les modalités d'exécution de l'ordre. En particulier, il a indiqué qu'il est courant que M. Pelat lui demande d'acheter un titre sans préciser les cours, les quantités et l'affectation à donner aux titres, et qu'il est convenu avec M. Pelat que ces achats portent généralement sur la contre-valeur de 0,5 à 1 % du portefeuille de l'intéressé, comme tel a été le cas.

Il convient de préciser que M. Pelat a indiqué verbalement qu'il était totalement étranger aux opérations effectuées par Expertis Treuband AG sur le titre Triangle. Il a déclaré connaître certains dirigeants d'Expertis Treuband qui ont exercé également, ou exercent encore, des responsabilités dans des sociétés qu'il connaît ou a gérées (Arlina, Vibrachoc). Il a ajouté ne leur avoir jamais parlé du titre Triangle Industries Inc. Enfin, M. Pelat a déclaré ne pas posséder de comptes bancaires en Suisse.

## III. — M<sup>me</sup> ISABELLE PIERCO

1. — Exposé des déclarations de M<sup>me</sup> Pierco.

M<sup>me</sup> Pierco a déclaré avoir acheté des titres Triangle sur un conseil donné par M. Roger-Patrice Pelat le 15 ou le 16 novembre. L'ordre aurait été remis à l'agence de la BNP où elle possède un compte, le 17 ou le 18 novembre, et porté à la hauteur de la contre-valeur de 40 000 F au lieu de 20 000 F comme prévu initialement, sur les conseils de la banque restant en avant les coûts de transaction sur le marché de New-York.

M<sup>me</sup> Pierco a indiqué avoir demandé la cession de ses actions Triangle après avoir eu connaissance, par son banquier, de l'évolution de leurs cours.

2. — Analyse des déclarations de M<sup>me</sup> Pierco.

M. Roger-Patrice Pelat a confirmé verbalement avoir bien donné un tel conseil à M<sup>me</sup> Pierco.

Dans une note remise à la COB, l'inspecteur général de la BNP a indiqué que M<sup>me</sup> Pierco a transmis un ordre par téléphone à son gestionnaire de compte le 17 novembre 1988 en début de matinée, lui demandant d'y consacrer environ 40 000 F (sic).

Il convient de noter que cet investissement représente un peu plus de 1 % du portefeuille de M<sup>me</sup> Pierco à la BNP.

## IV. — M. JOSSUA

1) Exposé des déclarations de M. Jossua.

Celui-ci a indiqué avoir pris sa décision à la suite de réflexions personnelles alimentées notamment par l'expansion des sociétés Coca-Cola et Pepsi-Cola en Extrême-Orient, et par la lecture d'un article paru en septembre ou octobre 1988, et qu'il n'a pas cité. Ayant « pensé tout de suite à American National Can », société dont le nom lui était familier, M. Jossua aurait demandé à un commis avec qui il est en relation chez

Prudential Bache à Paris, M. Shapiro, de se renseigner sur cette valeur. Ayant appris que ANC était cotée par le holding Triangle, coté au hors-cote aux environs de 10 dollars, M. Jossua a déclaré avoir souhaité limiter son investissement et ne pas y consacrer 100 000 dollars comme il le pensait au départ.

En raison des limites fixées et de la hausse des cours, M. Jossua n'a obtenu que 3 400 titres sur les 5 000 demandés.

M. Jossua a procédé à la vente de ses actions Triangle dès le 21 novembre, n'ayant pas cru à la réalité de l'offre annoncée par Pechiney. Le produit de cette cession est actuellement bloqué sur son compte à la Banque Cantonale Vaudoise à Lausanne, compte ouvert sous le numéro 666-43123.

2. — Analyse des déclarations de M. Jossua.

L'opération en cause n'a mobilisé qu'une très faible part des ressources de cet ancien remisier parisien effectuant habituellement des opérations de nature spéculative sur les titres, les devises et les matières premières, notamment sur le marché des options.

Les raisons avancées par cet opérateur pour s'intéresser au titre Triangle sont des plus vagues.

## V. — LA SOCIÉTÉ DE BOURSE MAGNIN-CORDELLÉ

1. Exposé des déclarations de M. Ricardo Zavala.

L'achat de titres Triangle a été effectué par M. Zavala dans le cadre de ses fonctions et en respectant les limites qui lui ont été fixées ; ce négociateur dispose d'une large initiative dans les opérations effectuées pour le compte de la charge.

M. Zavala a déclaré connaître la société American National Can qu'il avait sélectionnée par le passé comme une affaire présentant de l'intérêt ; il savait aussi que cette entreprise était détenue par Triangle.

Cependant, sa décision serait due essentiellement, selon ses dires, à son comportement de « trader ». En effet, en contact téléphonique le mercredi 16 novembre 1988 avec MM. Michel Glas ou Jonathan Lorie, de la société Morgan Stanley à Londres, M. Zavala a appris qu'il y avait un « courant acheteur » sur le titre Triangle chez cet intermédiaire. Sachant que ce dernier intervenait souvent pour le compte de clients français, et ayant pu confirmer auprès des professionnels new-yorkais l'existence d'un « intérêt français sur cette valeur », M. Zavala a eu, selon ses déclarations, « un réflexe de trader en faisant une opération très courte sur cette tendance » (sic).

M. Zavala a précisé en outre qu'il avait voulu se défaire de ses titres le vendredi 18 novembre en fin de journée, après la publication par l'agence Reuters des mauvais résultats de Triangle au cours du troisième trimestre 1988, mais n'avait pu le faire faute de temps.

2. — Analyse des déclarations de M. Zavala.

Les déclarations de M. Zavala sont contestées par M. Glas, qui a affirmé n'avoir jamais parlé de ce titre à M. Zavala.

## VI. — M. PIERRE-ALAIN MARSAN

1. — Exposé des déclarations de M. Marsan.

Ce commis, spécialiste de la négociation de blocs d'actions françaises à la société de Bourse Ferri-Ferri-Germe, déclare avoir acheté des titres Triangle à la suite d'une conversation entendue, le jeudi 17 novembre 1988 à l'heure du déjeuner, dans un restaurant proche de son bureau. Il était question, entre deux personnes inconnues de M. Marsan, de « gros achats sur une boîte d'emballage américaine qui, malgré le cours peu élevé de l'action à 10 dollars, paraissent bizarres » (sic).

De retour chez Ferri, M. Marsan a pu déterminer avec l'aide d'analystes de la charge — celle-ci s'étant intéressée depuis longtemps au titre Carnaud et au secteur de l'emballage — qu'il pouvait s'agir d'ANC ; il a aussi appris que cette société avait été acquise par MM. Peltz et May et se trouvait cotée par l'intermédiaire de sa maison mère, Triangle.

Ayant pu obtenir des renseignements sur le marché du titre Triangle par M. Jean-Patrick Voisin, de Drexel Burnham Lambert à Paris, notamment sur l'augmentation du volume des transactions depuis trois jours, M. Marsan a passé, en fin d'après-midi du vendredi 18 novembre, un ordre d'achat de 5 000 titres. Estimant que cet ordre avait été exécuté très facilement, il n'a pas souhaité poursuivre ses achats avant le lundi 21.

L'intéressé affirme n'avoir effectué aucune autre acquisition de titres Triangle directement ou indirectement.

M. Marsan a revendu ses titres les 23 et 30 novembre, dès que le cours lui a semblé s'être rapproché du prix offert par Pechiney.

2. — Analyse des déclarations de M. Marsan.

Il apparaît que M. Marsan a disposé d'une information sur le titre Triangle dans des conditions différentes de celles qu'il invoque. En l'état, le service de l'inspection ne détiend pas de preuve formelle.

En ce qui concerne le moyen par lequel des informations ont été irrégulièrement communiquées sur les projets et les négociations des sociétés Pechiney et Triangle, l'analyse du marché du titre, tant en France qu'à l'étranger, permet de penser que plusieurs personnes ont donné des « informations d'intérêt » et permis ainsi la réalisation d'opérations irrégulières.

Il n'a pas été relevé, en l'état, d'éléments décisifs permettant leur identification.

Les diverses personnes entendues ont toutes affirmé n'avoir donné aucune information dans des conditions irrégulières, ou favorisant des opérations sur le titre Triangle, et n'avoir pas, à l'exception des opérateurs précédemment cités, effectué directement ou indirectement une opération sur le titre pendant la période suspecte.

Ces personnes se sont expliquées en tant que de besoin sur l'ancienneté, la fréquence et la qualité de leurs relations réciproques : entre autres exemples, la fréquentation d'un même club sportif s'agissant de MM. Boubill, Marsan et Vinciguerra, directeur général adjoint de la société Pechiney, la pratique du même loi-

sir s'agissant de MM. Glas et Reiplinger, de contacts familiaux ou amicaux s'agissant de messieurs Boubill et Traboulsi, de MM. Boubill et Pelat, de MM. Pelat et Thérêt, de MM. Godbille et Marsan, de MM. Glas et Zavala, de MM. Marsan et B. Sabrier, responsable d'Unigestion.

De même, M. Traboulsi n'a pas dissimulé avoir, entre autres comptes ouverts dans les livres d'établissements belges, un compte à la société Socofin-pance SA à Genève, d'y avoir effectué des opérations sur métaux précieux et rencontré occasionnellement certains de ses dirigeants ou d'avoir eu un compte à la société Unigestion. M. Traboulsi a aussi précisé, en joignant des relevés, avoir possédé des titres Triangle et les avoir cédés avant le 20 juillet 1988.

Cinquième partie : Observations sur la compétence de la COB.

La compétence est contestée par le conseil de la Compagnie parisienne de placements, dans une note du 11 janvier 1989 jointe à la procédure.

Selon ce dernier :

— La mission de la COB et ses compétences générales telles qu'elles ont été fixées par l'ordonnance du 28 septembre 1967, modifiée par la loi du 11 juillet 1985, ne lui donnent vocation à s'exercer que sur le marché financier français, et ne sauraient s'appliquer à des opérations effectuées sur le marché américain, dont le contrôle et la régulation dépendent des autorités compétentes sur ce territoire.

— Les éléments recueillis par la Commission ne pourraient pas davantage servir aux besoins d'une enquête menée par les autorités américaines, ni même être communiqués à ces autorités, ces renseignements ne pouvant avoir trait qu'à des opérations effectuées sur le marché boursier français et la COB ne pouvant suppléer, en quelque qualité que ce soit, une autorité étrangère dans le contrôle du bon fonctionnement d'un marché étranger.

— La COB, « autorité suzeraine du ministère des finances » (sic), ne saurait se prévaloir des dispositions de la loi pénale française afin de justifier de ses compétences.

La COB ne pourrait user des dispositions par lesquelles le code de procédure pénale offre la possibilité pour une instance judiciaire répressive française de connaître des délits commis à l'étranger par une personne de nationalité française, dès lors qu'un acte constitutif de ce délit a été commis sur le territoire de la République, ces dispositions étant, selon le conseil de la CPP, exclusivement attribuées aux juridictions de l'ordre judiciaire.

Ces arguments ne peuvent être retenus.

La compétence de la COB résulte de ses pouvoirs propres comme des dispositions générales relatives à la répression en France des infractions, même commises à l'étranger.

a) La loi du 22 janvier 1988 sur les Bourses de valeurs a largement accru la mission et les pouvoirs de la commission, celle-ci ayant désormais la possibilité de faire effectuer des enquêtes de caractère général, et non plus seulement limitées à un titre déterminé.

Ces pouvoirs nouveaux, qui ont été très clairement analysés lors des travaux préparatoires de la réforme, et qui sont énoncés dans l'article 13 de la loi du 22 janvier 1988 modifiant l'article 5 de l'ordonnance du 28 septembre 1967, justifient pleinement la décision prise, le 14 décembre 1988, par le collège de la COB.

b) La compétence de la COB résulte tout d'abord de l'existence en France d'une information privilégiée liée aux négociations menées par la société Pechiney et à l'exploitation qui a pu en être faite.

c) Les faits révélés par cette enquête, et les infractions à l'article 10-1 de l'ordonnance du 28 septembre 1967 qu'ils pourraient caractériser, justifient tout autant l'intervention de la Commission.

Il résulte en effet de l'article 693 du Code de procédure pénale, qu'« est réputée commise sur le territoire de la République toute infraction dont un acte caractéristique l'un de ses éléments constitutifs a été accompli en France ».

En l'espèce, cinq opérateurs ont transmis leurs ordres depuis le territoire national, et M. Jossua, bien que résidant en Suisse, a fait transiter ses ordres par un intermédiaire parisien.

Le délit d'initié qui pourrait notamment être reproché à ces opérateurs est dès lors réputé commis à Paris, si les ordres ont été transmis depuis la France ou si des flux financiers relatifs aux opérations y ont transité.

On observera sur ce point que l'article 693 du code de procédure pénale précité ne fait pas référence à la compétence des juridictions françaises, pas plus qu'il ne vise la qualité des auteurs des faits, mais qu'il précise exclusivement les conséquences attachées à la Commission en France d'un acte constitutif de l'infraction, au regard du droit applicable.

Il convient enfin de rappeler le rôle spécifique dévolu par le législateur à la Commission des opérations de Bourse pour la mise en œuvre de poursuites pénales sur le fondement des articles 10-1 et 10-3 de l'ordonnance du 28 septembre 1967, les autorités judiciaires compétentes étant dans l'obligation de demander l'avis de la Commission lorsque les poursuites sont engagées en exécution de l'article 10-1 de cette ordonnance.

CONCLUSION

Au terme des investigations, effectuées par le service de l'inspection du 14 décembre 1988 au 27 janvier 1989, des présomptions graves, précises et concordantes de l'existence de délits d'inités susceptibles de relever de la juridiction française ont été réunies.

Aussi est-il proposé au collège de décider de transmettre dès maintenant le présent dossier au Parquet.

Le chef du service de l'inspection, JEAN-PIERRE NICHAUX.

Pas d'enquête sur la Société générale

A la suite du dépôt de son rapport sur Pechiney, le collège de la COB a décidé de ne pas ouvrir une enquête sur l'affaire de la Société générale.

« Aucune décision d'ouverture d'enquête sur l'affaire dite de la Société générale n'a été prise ce jour, ce qui ne veut pas dire que nous ne nous préoccupons pas de cette question », a indiqué M. Jean Farga.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LAMBERT FRÈRES ET CIE

Les principaux actionnaires de LAMBERT FRÈRES ET CIE, la FINANCIÈRE ET INDUSTRIELLE GAZ ET EAUX et l'OMNIUM FINANCIER DE PARIS (O.F.P.), ont souscrit en fin d'année 1988 les bons de souscription d'actions en leur possession à la suite de leur participation à l'emprunt obligataire de 172 500 000 F émis en septembre 1987.

Cette opération entraîne la création de 443 097 actions nouvelles, jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1989, et une augmentation des fonds propres de la société de 112 848 485 F.



# Économie

Avec une perte de 1,8 milliard de francs en 1988

## Le premier souci d'EDF reste son désendettement

« Notre objectif numéro un est de nous désendetter, mais sans perdre, à cet effet, de l'argent dans la poche de nos clients, tout en restant extrêmement soucieux d'avoir des comptes en équilibre. » Une triple exigence formulée par le président d'EDF, M. Pierre Delaporte, en présentant les résultats de l'entreprise nationale, mardi 31 janvier, et qui constitue une véritable page de nos dernières éditions du 1<sup>er</sup> février.

Des comptes en équilibre ? Précisément, ceux de 1988 ne le sont plus, après deux années bénéficiaires, accusant une perte de 1,8 milliard de francs contre un profit de 0,2 milliard de francs en 1987. Cette contre-performance est due à la douceur de l'hiver, qui a réduit la consommation domestique (1,7 milliard de francs en diminution de recettes), du retard de six mois dans le relèvement des tarifs (-1,6 milliard de francs), et du coût des grèves de l'automne dans les centrales nucléaires (350 millions de francs). Le déficit total aurait même dû s'élever à 3,5 milliards de francs mais il a été à moitié effacé par une consommation industrielle très satisfaisante et des efforts commerciaux d'EDF.

Le désendettement ? Il n'a pu encore commencer cette année, puisque la dette globale d'EDF est passée de 224 milliards de francs à 233 milliards de francs, soit un sixième de celle de l'Etat français, avec 26,7 milliards de francs d'intérêts à verser, c'est-à-dire 19 % d'un chiffre d'affaires de 139 milliards de francs. C'est bien trop lourd pour

l'établissement, surtout en période de désinflation. Mais, si une politique « raisonnable » est menée, une décade pourrait s'amorcer dès 1990, au rythme de 1 % par an, la charge des intérêts se trouvant ramenée à la fin du siècle à 10 %, niveau jugé « convenable ».

### « Un petit suréquilibre »

Les prélèvements sur les clients, à savoir les tarifs ? Au terme du dernier contrat de plan 1984-1988, le rythme de la hausse annuelle de ces tarifs a été inférieur de 2,8 % à celui

de l'inflation, au lieu de 1 % promis, ce qui a conduit à une baisse de 12 % en moyenne, de 1983 à 1988, en francs constants. Mais, estimant les dirigeants d'EDF, il ne paraît pas possible d'aboutir à un gel complet des tarifs, en francs nominaux, pour les quatre ans du futur contrat de plan, les gains de productivité ne pouvant dépasser 2 % par an désormais, mais, après les profits spectaculaires tirés du passage du fuel-charbon au nucléaire.

Certes, la diminution de l'emploi, qui est intervenue pour la première fois en 1988 avec mille départs nets sur un effectif de 122 625 personnes, devrait se poursuivre à ce

même rythme pendant les cinq prochaines années.

Mais, comme le relève le directeur général, M. Jean Bergeyrou, un déficit d'exploitation, toujours possible avec des prix trop serrés, et les aléas climatiques ou économiques gênent EDF dans la concurrence européenne, avec le risque de se faire accuser de dumping. Pour parer ces aléas, estime-t-il, il serait souhaitable de garder « un petit suréquilibre ». Car, pour ses dirigeants, EDF est à un tournant décisif, devenant une entreprise industrielle et commerciale à part entière, immergée dans la concurrence et abordant l'Europe sans abandonner un concept de service public qu'elle veut approfondir. L'exemple en est le contrat Pechiney qui « pourrait être le frère aîné d'une famille nombreuse » et dont toutefois on ne peut être certain qu'il sera fructueux car raison du risque pris en commun avec l'entreprise sur le prix du dollar et de l'aluminium.

En conclusion, EDF, qui revendique davantage de liberté pour sa publicité, ses moyens commerciaux et sa diversification, notamment dans les réseaux câblés, a également besoin d'un contrat de plan. Cela lui éviterait de subir une intello éclatée, le Trésor ne voulant pas trop d'emprunts, le budget refusant les dotations en capital, et la direction des prix, soucieuse de l'inflation, voulant surveiller les tarifs. Un véritable jeu de trapèze volant !

FRANÇOIS RENARD.

## Les syndicats craignent pour l'emploi

Les syndicats d'EDF réagissent assez mal aux propositions contenues dans le contrat d'objectifs défini par le gouvernement pour les quatre années à venir et qui prévoit notamment une baisse annuelle de 2,5 % des tarifs en francs constants et la réduction de 10 milliards de l'endettement.

La fédération gaz-électricité de la CFDT qualifie ce scénario d'« irréaliste » et organise du 6 au 10 février une semaine d'action pour en dénoncer le caractère « inacceptable ». Ce plan aurait pour conséquence de supprimer dix mille emplois en quatre ans, et jusqu'à quinze

mille dans les entreprises travaillant pour EDF, souligne la CFDT. L'UNCM-CGC reprend les mêmes griefs que la CFDT. Les cadres de l'UNCM-CGC, indique le communiqué, « ne sauraient promouvoir un contrat d'objectifs ne comportant pas de volet social et notamment de développement de l'investissement ».

De son côté, la fédération FO de l'électricité et du gaz a fait savoir qu'elle ne se rendra pas à la réunion de la commission supérieure nationale du personnel prévue pour le 7 février. Cette réunion doit justement examiner le dossier de l'emploi.

## Un entretien avec M. Eelsen, président d'Air Inter

« Nous nous entraînons pour le Marché européen »

M. Pierre Eelsen, président d'Air Inter, est un homme heureux. La grève de ses pilotes a pris fin. En 1988, il a transporté 13,7 millions de passagers (+7,3 %) et réalisé un bénéfice de 146 millions de francs contre 90 millions l'année précédente. Un accord équilibré avec Air France permettra au printemps à ses avions de desservir cinq villes européennes pour s'entraîner au grand vent de la concurrence. Reste la grève de certains passagers qui critiquent la qualité de service d'Air Inter.

« Vous avez passé avec Air France, votre principal actionnaire, un accord. Dans quel esprit cette convention a-t-elle été élaborée ?

« L'accord entre Air Inter et Air France remonte en réalité à 1979. Les présidents et les directeurs des deux compagnies étaient convenus d'une coopération à propos de la desserte de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle et à propos du développement de charters français. Il s'agit aujourd'hui d'étendre cette coopération.

« Beaucoup de gens croient qu'il ne se passera rien en 1993 dans le transport aérien. Je crois au contraire que ce secteur économique est tellement exemplaire que les autorités communautaires l'obligeront à sortir des relations bilatérales qui le contraignent encore. Notre objectif est de nous préparer à cette échéance et pour cela de profiter de la forte croissance qui a été la nôtre. Du début de ma présidence jusqu'à

la fin de 1989, nous aurons augmenté de 50 % le nombre de nos clients, qui passera de 10,2 millions à 15,2 millions de passagers.

« Nous sommes conscients qu'Air France doit renforcer les relations entre la province et l'aéroport Charles-de-Gaulle. Elle opérera une fois par jour et six jours par semaine nos deux avions entre Bordeaux, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes et l'aéroport parisien. C'est très courageux de sa part, car elle affrontera la concurrence des TGV Sud-Est et Atlantique.

« De notre côté, au printemps, nous effectuerons sous le pavillon d'Air France un vol quotidien entre Orly et Madrid, entre Charles-de-Gaulle et Rome ; un vol par semaine en saison entre Orly et Ibiza ; un vol le samedi et le dimanche entre Orly et Athènes. La grande nouveauté est que nous lançons, le 26 mars, deux vols quotidiens entre Charles-de-Gaulle et Londres à un tarif comparable à celui d'Air Europe, de 15 % inférieur au tarif économique le plus bas, soit 800 F l'aller-retour (1).

### La concurrence du TGV

« Quel est votre objectif ?

« Transporter 160 000 passagers sur nos lignes européennes, contre 9 500 en 1988. Ce chiffre représentera 1 % de notre trafic total. Il s'agit de nous entraîner pour le marché européen libéralisé sans pour autant nous déstabiliser sur le marché français.

« Quelles parts de marché perdez-vous avec l'entrée en service du TGV Atlantique prévue pour le 24 septembre 1989 ?

« Nous savons que le TGV Atlantique est une menace pour nous. Si nous avons cédé en 1983 au train la moitié de notre trafic entre Paris et Lyon au moment de la mise en service du TGV Sud-Est, c'est que, avec un voyage de deux heures seulement, celui-ci était un très rude compétiteur. Avec trois heures de train sur Bordeaux, le match sera plus équilibré. Lyon-Saône est un aéroport très éloigné de l'agglomération, alors qu'à Rennes, par exemple, la plate-forme est bien située. Air Inter dessert mieux la banlieue sud de Paris que le train. Je pense qu'il y aura un partage du trafic en fonction de l'intérêt des passagers.

« A propos de qualité de service, savez-vous que nombre de vos clients sont mécontents d'Air Inter ? Ils critiquent le manque de ponctualité, la suppression du café chaud à partir de 9 h 30, l'absence d'informations en cas d'incident...

« Il ne faut pas exagérer ! Le matériel nous sertons des boissons chaudes et l'après-midi des boissons rafraîchissantes. Il faut choisir, voilà tout ! L'un de nos handicaps sur le marché intérieur est que les exigences de certains clients sont parfois excessives. Il s'agit d'ailleurs d'une minorité qui a l'impression qu'elle pourrait obtenir mieux. Comme si on pouvait empêcher quelque chose au brouillard qui empêche les avions d'atterrir ou de décoller !

« LA n'est pas le problème. Dans le cas de brouillard il est reproché à Air Inter de ne pas avoir

tiré en temps utile ses passagers que l'avion ne partira pas à l'heure dite.

« Tout le monde sait quand il y a des difficultés dues au brouillard. Notre flotte était un peu trop juste jusqu'à présent. Au moins, nous devons nous entraîner à gérer les difficultés de notre exploitation. Avant l'été, nous recevrons six Airbus A-320 supplémentaires et un dix-neuvième Airbus A-300. Nous disposerons ainsi de la réserve indispensable pour faire face aux colères.

« Nous avons réalisé au cours du mois de janvier une progression de notre trafic de 12 % à 13 %. Croyez-vous que ce soit seulement parce que les passagers sont contraints d'emprunter nos avions ?

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

(1) NDLR : Air Europe vend un billet aller-retour Paris-Londres au prix de 655 F sept jours avant le départ sans possibilité de modification ou d'annulation.

(Publicité)

**Société Nationale des Télécommunications du Sénégal**

6, rue Wagane Diouf - Boite postale 69 - Dakar  
Tél. : 23-10-23 et 21-42-42

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL (PROJET TELECOM II - TFK)**

La Société Nationale des Télécommunications du Sénégal (SONATEL) lance un appel d'offres international pour la fourniture et l'installation d'équipement de télécommunication dans les régions de Thiès, Fatick et Kaolack.

Ce projet constitue le deuxième et dernier volet du projet de télécommunication n° 2 (TELECOM II).

Quel que soit leur pays de provenance, les soumissionnaires doivent respecter les normes définies ou acceptées par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT).

Il sera statué (surmatrice et travaux) dix (10) réseaux de lignes totales 17 500 paires distribuées (lot 2) et le réajustement du réseau de transmission existant (lot 5).

Les soumissionnaires seront accompagnés d'une caution de soumission de quinze millions de F CFA.

Une société (y compris ses succursales) ne pourra présenter qu'une seule proposition.

Les documents d'appel d'offres pourront être retirés à compter du 16/1/89 à la SONATEL, 6, rue Wagane Diouf, 7<sup>ème</sup> étage, Secrétariat du Directeur de l'Administration et des Finances, moyennant le versement d'une somme non remboursable de 100 000 F CFA (cent mille francs CFA) par chèque visé et libellé au nom de la SONATEL.

Les soumissionnaires seront déposés devant la Commission de Réception des Marchés de la SONATEL, qui siégera en présence des représentants des soumissionnaires qui auront choisi d'assister à l'ouverture le 31/03/89 entre 9 h et 9 h 30, à la SONATEL (4<sup>ème</sup> étage, salle de conférences), 6, rue Wagane Diouf, Dakar.

Aucun report de délai ne sera accordé du fait d'un retard tardif des documents.

(Publicité)

**Société Nationale des Télécommunications du Sénégal**

6, rue Wagane Diouf - Boite postale 69 - Dakar  
Tél. : 23-10-23 et 21-42-42

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL (PROJET TELECOM II - TFK)**

La Société Nationale des Télécommunications du Sénégal (SONATEL) lance un appel d'offres international pour la fourniture et l'installation d'équipement de télécommunication dans les régions de Thiès, Fatick et Kaolack.

Ce projet constitue le deuxième et dernier volet du projet de télécommunication n° 2 (TELECOM II) pour lequel un financement de 22 millions de dollars avait été accordé à la SONATEL par le BIRD.

La SONATEL participe au financement.

Quel que soit leur pays de provenance, les soumissionnaires doivent respecter les normes définies ou acceptées par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT).

Il sera statué (surmatrice et travaux) dix (10) réseaux de lignes totales 17 500 paires distribuées (lot 2) et le réajustement du réseau de transmission existant (lot 5).

Les soumissionnaires seront accompagnés d'une caution de soumission de quinze millions de F CFA.

Une société (y compris ses succursales) ne pourra présenter qu'une seule proposition.

Les documents d'appel d'offres pourront être retirés à compter du 16/1/89 à la SONATEL, 6, rue Wagane Diouf, 7<sup>ème</sup> étage, Secrétariat du Directeur de l'Administration et des Finances, moyennant le versement d'une somme non remboursable de 100 000 F CFA (cent mille francs CFA) par chèque visé et libellé au nom de la SONATEL.

Les soumissionnaires seront déposés devant la Commission de Réception des Marchés de la SONATEL, qui siégera en présence des représentants des soumissionnaires qui auront choisi d'assister à l'ouverture le 31/03/89 entre 9 h et 9 h 30, à la SONATEL (4<sup>ème</sup> étage, salle de conférences), 6, rue Wagane Diouf, Dakar.

Aucun report de délai ne sera accordé du fait d'un retard tardif des documents.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### DELANDE SA

Le conseil d'administration de Delalande SA, réuni le 27 janvier 1989 sous la présidence de M. C. Fomare, a examiné les résultats provisoires au 31 décembre 1988.

Le chiffre d'affaires du Groupe Delalande, pour l'exercice 1988, s'élève à 896 millions de francs en progression de 19,5 % par rapport à 1987. Ce montant comprend le chiffre d'affaires réalisé par le Laboratoire Vailant Defresne, société acquise par Delalande SA en janvier 1988 dans le cadre de son plan de développement. A structure comparable, la progression des ventes ressort à 8,7 %.

L'effort de recherche a progressé de 10 % pour atteindre 112 millions de francs, soit 12,5 % du total des ventes. De même, les dépenses

d'investissements dans les usines ont augmenté de 35 % pour satisfaire aux besoins supplémentaires de production.

Sous réserve de l'arrêté définitif des comptes par le conseil d'administration, et des vérifications effectuées par les commissaires aux comptes, le résultat net consolidé, après amortissement de l'écart d'acquisition du Laboratoire Vailant Defresne, devrait être proche de 59 millions de francs à comparer aux 56,8 millions de francs réalisés en 1987, soit 115 francs par action.

Le bénéfice net de la société mère Delalande SA devrait pour sa part s'élever à 38 millions de francs.

Les perspectives pour 1989 laissent envisager une progression des ventes de l'ordre de 6 % pour atteindre un objectif de 950 millions de francs.

## Caisse Nationale des Télécommunications

ECU 100,000,000

7% per cent. Guaranteed Notes due 1994

Deutsche Bank Capital Markets Limited		
BNP Capital Markets Limited	Banque Bruxelles Lambert S.A.	Mitsubishi Finance International Limited
Swiss Bank Corporation		
Bankers Trust International Limited	Banque Internationale à Luxembourg S.A.	Crédit Commercial de France
Crédit Lyonnais	Crédit Suisse First Boston Limited	Daewoo Europe Limited
Generale Bank	The Long-Term Credit Bank of Japan (Europe) S.A.	Merrill Lynch International & Co.
J.P. Morgan Securities Ltd.	Norinchukin International Limited	Paribas Equations
Sanwa International Limited	Shearson Lehman Hutton International, Inc.	Société Générale
Union Bank of Switzerland (Securities) Limited		

مكتبة من الأصل



## Économie

## La commission britannique sur la concurrence enquête sur le monopole de la De Beers

Le géant De Beers n'abuse-t-il pas d'une situation de monopole dans le négoce du diamant sur le marché londonien ? C'est ce que le Bureau britannique de la concurrence, Office of Fair Trading (OFT), va s'efforcer de démontrer. Il a en effet lancé ses plus fins limiers pour enquêter sur plainte formelle de l'autre mastodonte, Consolidated Gold Fields.

Ce groupe minier britannique est sous la menace depuis le 21 septembre 1988 d'une OPA inamicale de 2,9 milliards de livres (31,9 milliards de francs) lancée par Minorco, société de droit luxembourgeois contrôlée par les groupes sud-africains De Beers et Anglo American dont personne n'a jamais su qui détenait le contrôle de l'autre

tant l'imbrication des liens est étroite.

Depuis, Gold Fields se débat comme un beau diable pour faire échouer cette OPA. La plainte déposée auprès de l'OFT s'inscrit dans cette stratégie de défense. Le ministre du commerce et de l'industrie, Lord Young, qui a reçu la semaine passée l'avis de la commission des monopoles et des fusions sur cette OPA à l'issue d'une saisine, doit rendre sa décision sur un éventuel feu vert dans les quinze prochains jours.

La Commission européenne de Bruxelles étudie parallèlement les implications de cette offre de rachat sur le terrain de la concurrence dans la CEE.

## La Sanofi porte à 49 % sa participation dans Nina Ricci

La Sanofi, numéro deux de la pharmacie française, s'apprête à racheter un nouveau paquet d'actions Nina Ricci. Pour régler les droits de succession, les héritiers de la célèbre maison de luxe parisienne (parfums, haute couture) se proposent en effet de revendre au groupe un nouveau bloc de titres, qui permettrait à ce dernier de porter sa participation de 38 % à 49 %. La famille Ricci souhaite toutefois conserver pour l'instant la majorité de contrôle.

La Sanofi était entrée dans le capital de Nina Ricci il y a près d'un an (le Monde des 12 et 13 avril 1988) pour « assurer la pérennité familiale » avait alors déclaré Robert Ricci, président du groupe. Elle avait payé 250 millions de francs son billet d'entrée pour doubler son chiffre d'affaires dans la parfumerie de luxe (2 milliards de francs de chiffre d'affaires avec Nina Ricci). A terme le groupe deviendra seul propriétaire puisqu'il possède un droit de préemption sur les actions qui ne lui appartiennent pas encore.

## Accor achète un cinquième du groupe Lucien Barrière

Accor, premier groupe hôtelier en Europe et septième dans le monde (713 hôtels), a fini par trouver la porte d'entrée dans l'hôtellerie de luxe.

Il a pris une participation proche de 20 % du capital de deux sociétés du groupe Lucien Barrière, la Société des Hôtels et Casino de Deauville (SHCD) et Cannes balnéaire, qui gèrent le Palm Beach et le casino Municipal. La SHCD contrôle aussi les casinos de Trouville et d'Engligny. Seuls restent en dehors de l'accord l'Hôtel Majestic de Cannes et les hôtels de La Baule.

## REPÈRE

## Importations Les autoradios sud-coréens arrêtés aux frontières

La Commission européenne a autorisé la France à suspendre jusqu'au 30 septembre ses importations d'autoradios en provenance de Corée du Sud. Cette décision doit empêcher ces appareils d'entrer en France via un autre pays de la Communauté en profitant des dispositions sur la libre circulation des marchandises au sein du Marché commun.

Les importations d'autoradios en provenance des pays tiers, principalement d'Asie, sont passées de 1,2 million d'unités en 1986 à 2,2 millions pour les onze premiers mois de 1988. Pendant ce temps, la production française a décliné, tombant de 2,4 millions à 1,9 million environ. La part de la production nationale sur le marché français est ainsi revenue de 20,8 % en 1986 à 13,2 % en 1987.

## Contrôle des changes Assouplissement en Autriche

Première étape vers la levée totale du contrôle des changes, prévue d'ici à 1990, l'Autriche a décidé d'abolir les restrictions sur les investissements à long terme à l'étranger. Depuis le mercredi 1<sup>er</sup> février, les Autrichiens peuvent acquérir des titres financiers, effectuer des placements et obtenir des crédits en devises auprès des banques de leur pays.

Les touristes auront la possibilité de sortir un montant illimité de devises. L'autorisation préalable étant maintenue à partir de 100 000 schillings (48 300 FF).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## BSN PROGRESSE...

42,2 MILLIARDS DE FRANCS DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 1988

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe BSN s'est élevé à 42,2 milliards de francs pour l'exercice 1988 contre 37,2 milliards en 1987. Les données par branches s'établissent comme suit :

(en millions de francs)	1988	1987
Produits Frais	11.065	9.796
Epicerie	10.250	8.826
Biscuits	7.221	6.362
Bière	6.260	5.577
Champagne, Eau minérale	3.767	2.975
Emballage	4.997	4.626
Cessions internes	43.269	38.162
TOTAL GROUPE	(1.092)	(1.006)
	42.177	37.156

Le chiffre d'affaires de 1988 tient compte des acquisitions et cessions intervenues au cours de l'exercice, à partir de leur date de réalisation.

A contenu, structure et taux de change comparables, l'augmentation du chiffre d'affaires du Groupe et des Branches est la suivante :

Produits Frais	9,5 %
Epicerie	7,5 %
Biscuits	5,0 %
Bière	2,5 %
Champagne, Eau minérale	14,3 %
Emballage	4,8 %
TOTAL GROUPE	7,0 %

BSN

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

هكذا من الأصل

## Marchés financiers

## NEW-YORK, 31 janvier ↑

## Rebond en clôture

Pour la cinquième séance consécutive, la hausse a été au rendez-vous, mardi, à New-York. Mais elle est arrivée très en retard. Ce n'est, en effet, que durant la dernière heure de cotations que le marché, rendu très irrégulier par de nouvelles ventes bénéficiaires, s'est redressé. Finalement, l'indice des industriels s'est établi à 2 342,32, en progression de 18,21 points. Un moment, il était retombé à 2 302,68.

Le bilan général a été à la hausse de cette reprise. Sur 1 969 valeurs traitées, 956 ont monté, 533 ont baissé et 480 n'ont pas varié. Pour la deuxième fois en huit jours, M. Alan Greenspan, président du Federal Reserve Board, a relancé le mouvement en affirmant que des mesures seraient prises pour restaurer le crédit si la croissance économique devait se maintenir au même rythme. Autrement dit : la surchauffe ne passera pas, ce qui a eu un effet rassurant sur la communauté financière. La persistance d'un intérêt patent à l'achat a fait le reste.

L'activité s'est accrue, avec 194,05 millions de titres échangés, contre 167,83 millions la veille.

VALEURS	Cours du 31 janv.	Cours du 30 janv.
Alcoa	62 7/8	64 5/8
ALL	30 1/2	31 1/2
Boeing	62 3/4	63 3/8
Chemical Bank	31 1/2	31 1/2
Deere	101 1/2	101 3/4
Eastman Kodak	48 1/2	48 5/8
General Motors	53 5/8	54 1/2
IBM	128 3/4	130 7/8
Intel	48 3/4	48 1/2
Johnson & Johnson	51 1/4	51 3/8
Merck	50 3/8	51 1/8
Microsoft	119	122 1/4
Novartis	32 3/4	31 7/8
Roche	55 1/2	55 7/8
Schering	62	62 3/8

## LONDRES, 31 janvier ↑

## Hausse modérée

La hausse déjà enregistrée lundi s'est poursuivie le lendemain, mais à un rythme moins soutenu. Les cours des valeurs ont réduit leurs gains au fil de la séance, et l'indice Footsie a clôturé en progrès de 8,5 points à 2 501,8, après avoir bondi de 22,8 points en début de matinée.

Le marché s'est encore une fois montré très actif, avec 895,6 millions de titres échangés, contre 970,5 millions la veille. L'ouverture, faible de Wall Street, a été prise de bénéfices à court terme ont, toutefois, pesé sur la tendance. Cambrian and General Securities a accepté, mardi, l'offre de rachat soumise par le groupe américain d'investissement, Leucadia National Corporation et qui porte sur 77,3 millions de livres (775 millions de francs). La Banque d'investissement SA, par sa part, lance une OPA de 96 millions de livres (970 millions de francs) sur la totalité du capital de la société financière britannique C.T. Management PLC. Le groupe de papeterie Reed International a vu ses cours bondir sous l'effet de rumeurs d'OPA en provenance d'un consortium non identifié.

Les fonds d'Etat se sont inscrits à la baisse, alors que les mines d'or se sont raffermies.

## FAITS ET RÉSULTATS

● Arjomari rachète Redondo, un papeter espagnol. — Les grandes manœuvres dans l'industrie papetière se poursuivent. Après l'OPA d'Intertec sur la Pape, par sa part, lance une OPA de 96 millions de livres (970 millions de francs) sur la totalité du capital de la société financière britannique C.T. Management PLC. Le groupe de papeterie Reed International a vu ses cours bondir sous l'effet de rumeurs d'OPA en provenance d'un consortium non identifié.

Les fonds d'Etat se sont inscrits à la baisse, alors que les mines d'or se sont raffermies.

Le marché s'est encore une fois montré très actif, avec 895,6 millions de titres échangés, contre 970,5 millions la veille. L'ouverture, faible de Wall Street, a été prise de bénéfices à court terme ont, toutefois, pesé sur la tendance. Cambrian and General Securities a accepté, mardi, l'offre de rachat soumise par le groupe américain d'investissement, Leucadia National Corporation et qui porte sur 77,3 millions de livres (775 millions de francs). La Banque d'investissement SA, par sa part, lance une OPA de 96 millions de livres (970 millions de francs) sur la totalité du capital de la société financière britannique C.T. Management PLC. Le groupe de papeterie Reed International a vu ses cours bondir sous l'effet de rumeurs d'OPA en provenance d'un consortium non identifié.

Les fonds d'Etat se sont inscrits à la baisse, alors que les mines d'or se sont raffermies.

Le marché s'est encore une fois montré très actif, avec 895,6 millions de titres échangés, contre 970,5 millions la veille. L'ouverture, faible de Wall Street, a été prise de bénéfices à court terme ont, toutefois, pesé sur la tendance. Cambrian and General Securities a accepté, mardi, l'offre de rachat soumise par le groupe américain d'investissement, Leucadia National Corporation et qui porte sur 77,3 millions de livres (775 millions de francs). La Banque d'investissement SA, par sa part, lance une OPA de 96 millions de livres (970 millions de francs) sur la totalité du capital de la société financière britannique C.T. Management PLC. Le groupe de papeterie Reed International a vu ses cours bondir sous l'effet de rumeurs d'OPA en provenance d'un consortium non identifié.

Les fonds d'Etat se sont inscrits à la baisse, alors que les mines d'or se sont raffermies.

PARIS, 1<sup>er</sup> février =

## Calme

Après deux séances de légère baisse, la Bourse a ouvert en légère hausse dans un marché extrêmement calme. L'indice à 10 heures, qui affichait un gain de 0,14 % des premières cotations, se maintient à + 0,29 % durant la séance. La fermeture de Wall Street est à l'origine de ce renforcement, sur lequel pesent néanmoins les tensions sur les taux d'intérêt et le grève du personnel de la Bourse. Pour la quatrième fois consécutive depuis le début de l'année, l'intersyndicale avait appelé l'ensemble des salariés à arrêter le travail durant toute la journée de mercredi. Comme les autres fois, seules les valeurs cotées à la crie furent perturbées par cette décision, tandis que les titres traités par ordinateurs continuaient à être négociés sans trop de problèmes.

Au cours d'une assemblée générale, les représentants des syndicats affirmèrent que les résultats des négociations avec l'organisation patronale étaient à égale à 280. A. Après avoir rappelé leurs exigences, à savoir la révision des salaires fixes, l'application intégrale de la convention collective, et la suppression de toutes procédures de licenciement en attendant la signature d'un plan FNE, les représentants ont annoncé leur intention de diriger le mouvement, notamment en procédant à des occupations de locaux, dont éventuellement ceux du MATIF.

La séance se termina par le record des transactions sur Eurotunnel. En milieu d'après-midi, plus de deux millions de titres avaient déjà été échangés pendant que l'action s'inscrivait parmi les plus fortes hausses. L'activité était également soutenue autour d'Oliver qui enregistrait la plus forte progression de la journée. Parmi les baisses, on notait Carrefour après l'annonce du groupe australien Elders de lancer une OPA sur Bénédict, dont les opérations de fusion avec le groupe français ne sont pas achevées. Le projet s'élevait à 780 millions de francs (1,2 milliard de francs). Parmi les autres valeurs en légère baisse, on relève Epice-Bertrand-Frère, Carrefour, et la Hénin.

Devant l'incertitude quant à l'évolution des taux d'intérêt, les contrats sur le MATIF s'inscrivent en légère baisse.

TOKYO, 1<sup>er</sup> février ↓

## Baisse

La tendance s'est très nettement adoucie, mercredi, à Tokyo. Le mouvement de baisse est allé en s'atténuant. En fin de matinée, la perte de l'indice Nikkei s'était limitée à 102,44 points. A la clôture, elle dépassait 220 points (0,7 %), le thermomètre du marché s'inscrivant à 31 360,68.

Responsable du phénomène, le dollar, dont la reprise sur les déclarations du président du Fed a fait mauvaise impression. Une baisse du yen alimente les craintes d'inflation importée et d'une hausse des taux d'intérêt, déclarait, en fin de séance, M. Masaharu Sekido, directeur général de Taichiba Securities Co. Ltd. Selon des opérateurs, la plupart des investisseurs ont fait preuve d'un optimisme prudent.

L'activité s'est un peu accélérée, et 1 milliard de titres ont changé de mains, contre 850 millions la veille.

VALEURS	Cours du 31 janv.	Cours du 30 janv.
Alcoa	743	737
Budgétaire	1430	1410
Canon	120	118
Fuji Bank	3700	3610
Honda Motor	2130	2110
Mitsubishi Bank	2330	2340
Mitsubishi Heavy	1190	1140
Sany Corp.	7260	7180
Toyota Motor	2540	2530

## PARIS :

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Amis de l'Amazone	818	818	La Chaux-de-Fonds	311	311
Amis de l'Amazone	280	280	La Chaux-de-Fonds	270 10	270 10
Amis de l'Amazone	340	340	La Chaux-de-Fonds	185	185
Amis de l'Amazone	590	590	La Chaux-de-Fonds	180	180
Amis de l'Amazone	480	480	La Chaux-de-Fonds	590	590
Amis de l'Amazone	720	720	La Chaux-de-Fonds	174	174
Amis de l'Amazone	510	510	La Chaux-de-Fonds	835	835
Amis de l'Amazone	910	910	La Chaux-de-Fonds	807	807
Amis de l'Amazone	1050	1050	La Chaux-de-Fonds	301	301
Amis de l'Amazone	1050	1050	La Chaux-de-Fonds	425	425
Amis de l'Amazone	800	800	La Chaux-de-Fonds	400	400
Amis de l'Amazone	850	850	La Chaux-de-Fonds	100	100
Amis de l'Amazone	375	375	La Chaux-de-Fonds	620	620
Amis de l'Amazone	138	138	La Chaux-de-Fonds	783	783
Amis de l'Amazone	1382	1382	La Chaux-de-Fonds	354 80	354 80
Amis de l'Amazone	884	884	La Chaux-de-Fonds	1715	1715
Amis de l'Amazone	1780	1780	La Chaux-de-Fonds	207	207
Amis de l'Amazone	1248	1248	La Chaux-de-Fonds	406	406
Amis de l'Amazone	628	628	La Chaux-de-Fonds	108	108
Amis de l'Amazone	261	261	La Chaux-de-Fonds	417	417
Amis de l'Amazone	885	885	La Chaux-de-Fonds	1350	1350
Amis de l'Amazone	431	431	La Chaux-de-Fonds	431 60	431 60
Amis de l'Amazone	200	200	La Chaux-de-Fonds	342 70	342 70
Amis de l'Amazone	1430	1430	La Chaux-de-Fonds	700	700
Amis de l'Amazone	1020	1020	La Chaux-de-Fonds	239	239
Amis de l'Amazone	585	585	La Chaux-de-Fonds	287	287
Amis de l'Amazone	102	102	La Chaux-de-Fonds	285	285
Amis de l'Amazone	26 20	26 20	La Chaux-de-Fonds	495	495
Amis de l'Amazone	238	238	La Chaux-de-Fonds	495	495
Amis de l'Amazone	518	518	La Chaux-de-Fonds	495	495
Amis de l'Amazone	271	271	La Chaux-de-Fonds	495	495
Amis de l'Amazone	90 80	90 80	La Chaux-de-Fonds	495	495
Amis de l'Amazone	258	258	La Chaux-de-Fonds	495	495
Amis de l'Amazone	680	680	La Chaux-de-Fonds	495	495

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LEMONDE

## Marché des options négociables le 31 janvier 1989

VALEURS	PRIX	Mars 89	Juin 89	Mars 89	Juin 89
Accor	600	48	61	18	16
CGE	400	24	35,50	11	—
EN-Agilis	400	28	41	3	7
Lafrap-Coppé	1400	142	—	6	14
Michèle	182	18,58	23,50	3	5
Midi	1645	85	—	53	—
Paribas	480	27	43,50	15	—
Paysag	1400	189	140	16	32
Saint-Gobain	600	32	54	11,50	18,50
Société générale	520	11	23	35	—
Thomson-CSF	200	39,58	47	1,40	3

## MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 31 janv. 1989  
Nombre de contrats : 68 837.

COURS	Mars 89	Jun 89	Sept. 89
Dernier	107,32	106,74	106,88
Précédent	107,46	106,86	106,96

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
106	1,50	1,56
	0,16	0,85

## INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,37 F ↑	PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-88)
Le dollar s'est redressé, mercredi 1 <sup>er</sup> février, sur toutes les places financières internationales. Il a ainsi coté 6,3750 F (contre 6,33925 F). Les commentaires du président du Fed devant la commission mixte du Congrès sur la nécessité de restaurer le crédit sans trop menacer la croissance ont redonné des ailes au billet vert, qui, selon les cambistes, s'apprête, en outre, d'un différentiel de taux d'intérêt.	Valeurs françaises... 107,8
FRANCFORT 31 janv. 1 <sup>er</sup> fr.	Valeurs étrangères... 108,2
Dollar (en DM) ... 1,846	(DM, base 100 : 31-12-87)
TOKYO 31 janv. 1 <sup>er</sup> fr.	Indice général CAC ... 452,95
Dollar (en yen) ... 128,13	(Indice CAC 40 ... 1665,46)
MARKÉ MONÉTAIRE (offres privées)	(Indice CAC 100 : 31-12-87)
Paris (1 <sup>er</sup> fév.) ... 87/649/65	(DMF, base 100 : 31-12-87)
New-York (31 janv.) ... 91/85	Indice OMF 30 ... 464,36
	NEW-YORK (Indice Dow Jones)
	Industrielles ... 234,11
	LONDRES (Indice Financial Times)
	Industrielles ... 1664,4
	Mines d'or ... 170,6
	Fonds d'Etat ... 89,57
	TOKYO
	31 janv. 1 <sup>er</sup> fr.
	Nikkei Dow Jones ... 31 501,30
	Indice général ... 2464,85

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
SE-U. ... 6,3750	- 25 - 18	- 58 - 25	- 148 - 70
S. can. ... 5,3778	- 187 - 77	- 223 - 109	- 644 - 506
Yen (100) ... 168,68	+ 105 + 185	+ 332 + 367	+ 1013 + 1115
DM ... 3,3978	+ 67 + 84	+ 144 + 167	+ 432 + 508
Finan. ... 3,8097	+ 51 + 64	+ 111 + 128	+ 363 + 483
FR (100) ... 16,2252	+ 122 + 203	+ 256 + 382	+ 745 + 1124
FS ... 3,9980	+ 90 + 107	+ 195 + 223	+ 584 + 669
L (1 000) ... 4,6642	- 122 - 79	- 254 - 195	- 726 - 590
S. can. ... 11,1678	- 349 - 330	- 756 - 687	- 1971 - 1772

## TAUX DES EUROMONNAIES

TAUX DES EUROMONNAIES										
SE-U.....	3 7/8	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 3/16	3 5/16	3 3/8	3 1/2	3 1/2	3 1/2
DM.....	6 1/8	6 1/4	5 13/16	5 15/16	5 35/16	6 1/16	6 3/16	6 5/16	6 5/16	6 5/16
Finan.....	6 1/8	6 3/8	6 1/2	6 3/8	6 5/16	6 7/16	6 7/16	6 7/16	6 7/16	6 7/16
FR (100).....	5 1/2	5 1/8	7 1/4	7 7/8	7 5/8	8 1/8	7 3/4	7 3/4	8 1/8	8 1/8
FS.....	5 1/2	5 1/8	7 1/4	7 7/8	7 5/8	8 1/8	7 3/4	7 3/4	8 1/8	8 1/8
L (1 000).....	9 1/2	10 1/4	11 3/8	11 3/4	12 1/8	12 13/16	12 13/16	12 13/16	12 13/16	12 13/16
12 3/4.....	12 3/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
F. franc.....	8 3/8	8 3/4	8 13/16	8 13/16	8 15/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16



**Cours relevés  
à 14 h 58**

Comptant (addition)	SICAV (réduction)	31/1
---------------------	-------------------	------

[illegible]

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

45-55-91-82, page 4330

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

مَكَدًا مِنَ الْأَصْلِ



هكذا من الأصل

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Plusieurs militaires yougoslaves critiquent sévèrement les hommes politiques.	10 Municipales : la constitution des listes donne l'occasion au PCF de poursuivre la « chasse aux reconstructions ».	13 Mouloud Aïssou observe une grève de la faim depuis trois mois.	21 Femmes au bord de la crise de nerfs, de Pedro Almodovar.	35 à 40 La publication du rapport de la COB sur le rachat d'American Can par Pechiney.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ... 30 à 34 Carnet ..... 29 Météorologie ..... 28 Mots croisés ..... 28 Radio-télévision ..... 28 Spectacles ..... 25 à 27	● Le Monde vous aide à remplir votre déclaration de revenus.  ● Calculez le montant de vos impôts sur minitel ..... IMPOTS  3615 taping LM
5 La fin des affrontements entre milices chiites.	11 Inflation dans les cabinets ministériels.	14 La couche d'ozone au-dessus de l'Arctique est « mitée ».	22 Rétrospective Nestor Almendros à New-York.	41 Les résultats d'EDF.		
6 Afghanistan : le retrait des troupes soviétiques.	12 Un entretien avec M. Jean-Michel Baylet.	23 Les Variations Glenn Gould.	23 Les Variations Glenn Gould.	— Un entretien avec M. Pierre Ealsen, président d'Air Inter.		
9 La timide résurrection de Dan Quayle.		29 Communication : M. Guyou Beauchamps garde la présidence de TDF.	24 Expositions.	42-43 Marchés financiers.		

## Le débat sur les armes chimiques

### Le groupe allemand Salzgitter reconnaît que ses plans sont parvenus en Libye

La police italienne, agissant avec la police américaine et Interpol, a mis au jour un vaste trafic de composants du gaz moutarde partant des Etats-Unis pour aboutir simultanément à l'Irak et à l'Irak, les deux adversaires de la guerre du Golfe.

Un ressortissant néerlandais a été arrêté ces derniers jours à Milan. Il s'agit d'un certain Franz Nicolas Van Anraad, quarante-sept ans, président d'une société d'import-export, la FCA Contractor, dont le siège est à Bologne, dans le canton de l'Essio. Par l'intermédiaire de la société NU Kraft de New-York, dont il était représentant pour l'Europe, il achetait du thiodiglycol à la société américaine Alcolac de Baltimore pour l'expédier - sous le couvert de faux bulletins d'envoi portant d'autres destinations comme la Belgique, la Suisse ou Singapour - en Jordanie et en Iran.

En RFA, le groupe nationaliste ouest-allemand Salzgitter, incriminé dans la fourniture de plans à la firme Imhausen Chemie pour l'usine

chimique libyenne de Rabta, a reconnu, mardi 31 janvier, avoir reçu de cette firme, en 1985, une lettre faisant référence « en appendice » à l'usine de Rabta. Jusqu'à présent, le groupe avait toujours déclaré que ces plans lui avaient été commandés pour une usine de Hongkong et n'avoir eu aucune raison de penser qu'ils eussent pu avoir une autre destination.

Par ailleurs, la firme Plato-Kuehn Handelsges MBH, basée à Neustadt (Basse-Saxe), mise en cause par la presse pour avoir aidé l'Irak à effectuer des recherches sur les armes biologiques, a reconnu, mardi, qu'elle avait livré des toxines de champignon à l'Irak. Le propriétaire de la firme, M. Josef Kuehn, a indiqué qu'il avait obtenu les autorisations nécessaires de l'administration des douanes et que la livraison avait été effectuée avec l'assurance que les substances devaient être utilisées uniquement pour des travaux d'analyse et de laboratoire. — (AFP.)

## A la veille de la réunion du groupe des Sept

### Américains et Allemands s'adonnent à l'autosatisfaction

A la veille de la réunion du « groupe des Sept » (1), le jeudi 2 et vendredi 3 février à Washington, les responsables monétaires des principaux pays industriels multiplient les « petites phrases », s'adonnant à une traditionnelle autosatisfaction. Le vice-président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, a affirmé mardi 31 janvier, lors d'une conférence à Paris, que le relèvement des taux directeurs ouest-allemands ne freinerait pas la croissance en RFA comme chez ses partenaires. Tout en reconnaissant que le resserrement de la politique de crédit décidée le 19 janvier répond moins à des raisons internationales que nationales - la crainte de réurgence de l'inflation - M. Schlesinger a estimé que, pour la RFA, la croissance de 2,5 % prévue pour 1989 était « pratiquement optimale ».

Le même jour, à Washington, le président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, se félicitait du bon fonctionnement de la concertation établie par le groupe des Sept et jouissait satisfait du niveau du dol-

lar, qui assure un bon niveau « de compétitivité » aux Etats-Unis. Des déclarations qui dopaient sur le moment le billet vert. Le responsable de l'Institut d'émission américain n'avait pourtant pas caché des divergences, certes qualifiées de faibles, entre la croissance en 1989, évaluée par l'équipe Bush à 3,5 %.

(1) Etats-Unis, Canada, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie.

## Le président algérien au Maroc le 6 février

A l'invitation du roi Hassan II, le président algérien Chadli Bendjedid effectuera « une visite d'amitié et de travail » au Maroc du 6 au 8 février, a annoncé mercredi 1<sup>er</sup> février l'agence de presse algérienne APS. Les deux pays ont rétabli leurs relations diplomatiques en 1988 après treize ans de rupture. — (AP.)

Le numéro de « Monde » daté 1<sup>er</sup> février 1989 a été tiré à 540 696 exemplaires

Adultes  
STAGES INTENSIFS L'ÉTRANGER  
C8-ESPAGNE-USA-ITALIE-RFA-ALBANIE  
**LA LANGUE**  
QU'IL VOUS FAUT  
Stages sur mesure, généraux ou spécialisés  
Voyage Formation  
33, rue de Rivoli 75001 PARIS  
Tél. (1) 40.28.00.63  
V.F. Les Langues en V.O.

## Le 16<sup>e</sup> congrès de FO

### Les partisans de M. Blondel prennent l'offensive

« Le débat de succession paralyse et empêche l'organisation depuis de longs mois », se lamentait M. Roland Raignoux, secrétaire général de l'Union départementale de l'Indre, dans la soirée du mardi 31 janvier, au parc floral de Vincennes, à l'issue de la première journée du congrès fédéral de FO. D'emblée, les partisans de M. Marc Blondel ont mené l'offensive en faveur de leur candidat sous la conduite de quelques « poids lourds » fédéraux et départementaux.

Le rituel est respecté. Un congrès de FO est toujours très animé. Mais si la grande majorité des intervenants ont apporté leur soutien au rapport d'activité de M. Blondel, les « blondellistes » sont rapidement montés à l'assaut sur trois terrains.

Premier angle d'attaque : la différence, plus supposée que réelle, entre le

syndicalisme d'accompagnement - prééminent à l'heure de la contestation - et le « syndicalisme de contestation », cher à M. Blondel.

Après s'être demandé s'il n'existait pas « des passerelles » entre ces deux syndicalismes, M. Gendreau (banques), a souligné que « nous ne sommes pas dans l'accompagnement contre la crise ni dans la contestation stérile ».

Le second angle d'attaque des « blondellistes » a consisté à reprocher à la Confédération d'avoir, selon la formule de M. Raignoux, « négocié à reculons en faisant la part belle au patronat ». Les accords signés en 1986 sur le temps de travail dans la métallurgie et sur les procédures de licenciement ont été particulièrement attaqués.

« Ne faisons pas la course aux accords consentis », a lancé M. Marcel Hupel, responsable de la Fédération du bâtiment, a critiqué l'accord de 1988 sur les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), jugé « immoral ».

La polémique a été encore plus vive sur le troisième terrain, celui consistant à dire que les secrétaires généraux d'UD et de fédérations ne devaient voter pour le secrétaire général qu'en fonction des mandats impératifs de leurs instances. M. Yves Alain (organismes sociaux de la Marne) a déclenché les huées et les sifflets en s'exclamant : « Les méthodes pour promouvoir la candidature du camarade Pitous sont inacceptables et rappellent celles qui ont été utilisées par les staliniens en 1947 ». M. Bergeron devait, dans sa réponse aux intervenants, le 1<sup>er</sup> février, éviter de se prononcer sur cette question du mandat impératif... ou indicatif.

Les « pitousiens » n'ont guère répliqué, pour l'instant, à cette offensive des

« blondellistes ». Premier intervenant, M. Daniel Dreux (Tabacs, Paris) a plaidé pour une adaptation des méthodes et de langage syndical en prononçant : « un syndicalisme de services qui soit au service des adhérents de Force ouvrière ». M. Lalonde (Impôts, Gironde) a défendu une ligne réformiste traditionnelle consistant à « avancer pas à pas ». Au milieu de ce tohu-tohu, un hospitalier de Caen somme a voulu faire entendre la voix des militants de la base sur l'état de l'appareil confédéral au lendemain de l'élection : il a confié tranquillement : « Même s'ils sont défaits, eux... nous, nous serons unis ».

MICHEL NOBLECOURT.

## Sur le vif

### Un peu là !

J'ai pas le moral, moi, aujourd'hui. Je suis dans le dernier dessous. Vusés, déçus, découragés, il n'y a rien à faire, on n'y arrivera jamais, nous les nanas, à se hisser, toutes seules comme des grandes, au top 50 du pouvoir et du fric. Et ne venez pas me parler de M<sup>me</sup> Bettencourt, M<sup>me</sup> la plus-grosse-fortune-de-France. Elle le tient de son papa... alors, ça compte pas. Hier, j'ai pourtant bien cru que ça y était. Quand j'ai vu jaillir du rapport de la COB sur l'affaire Pechiney le nom d'une initiée, Isabelle Perrot elle s'appelle, j'ai sauté en l'air en poussant le cri de Tarzan, hère de fertilité et de joie. D'accord, elle a pas palpé gros : six cent cinquante petites actions, c'est pas le Pérou, mais bon, arriver à se glisser dans le club ultra-sélect, ultra-fermé des amis à mon Mimi et de leurs relations mondaines, châteaux, yachts, Rolls, tennis, bridge et golf, faut le faire.

Ce matin, je débarque au journal, excitée comme une puce, vibration de curiosité : C'est qui, cette fille-là ?

— C'est rien. C'est une copine à Pou-lé-beaucoup-en-Suisse. Il lui a refilé le tuyau. A sa femme aussi, d'ailleurs, il est gentil, pour ça. Il aime faire des petits cadeaux.

— Elle faisait pas vraiment partie de la bande, pareil que Thérèse, Roubili et les autres ? Oh ! Je suis drôlement déçue. Je croyais que...

— Qu'est-ce que tu croyais ? Qu'à la veille du troisième millénaire, vous seriez enfin descendues des arbres ? Pauvre chérie ! Tu sais qui ils ont inséré au Panthéon de la Révolution ? Rien que des micos : Condorcet, Monge, l'abbé Grégoire et Toussaint Louverture.

— Toussaint qui ? Et M<sup>me</sup> Roland, elle y est pas ?

— Bien sûr que non. Vous n'êtes nulle part. Même pas sur les nouveaux bijoux frappés par l'Hôtel de la Mornie.

— Je vous demande bien pardon. Je les ai vus. Robespierre, Danton, Marat, tout ça, t'intin. Il n'y en a que pour Marie-Antoinette et Louis XVI.

— Pas la peine de la ramener. C'était jamais que la femme de son mari, là encore. Alors, à la niche, allez, couchez !

CLAUDE SARRAUTE.

## Avant la visite de M. Dumas à Téhéran

### Campagne internationale contre la répression en Iran

A une semaine de la visite que M. Roland Dumas doit effectuer en Iran, les 5 et 6 février, Amnesty International, la Ligue des droits de l'homme ainsi que plusieurs dizaines d'opposants iraniens ont lancé une campagne pour dénoncer la violence de la répression engagée par le régime de l'imam Khomeiny contre l'opposition.

Dans un appel, publié lundi 30 janvier, « la communauté internationale afin qu'elle exige l'arrêt des exécutions massives en Iran », Amnesty déclare : « connaître le nom de plus de mille prisonniers politiques qui auraient été fusillés ou pendus en Iran ces derniers mois ».

« Cette nouvelle vague d'exécutions a commencé en août dernier », précise Amnesty, pour qui il s'agit de « la plus importante depuis le début des années 80, où des milliers de prisonniers politiques ont été exécutés ».

Toujours dans cet appel, présenté à la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève, Amnesty évoque également « ses préoccupations concernant la torture, la détention sans jugement, les procès iniques ainsi que les peines

cruelles, inhumaines et dégradantes (exemple : l'amputation de doigts aux voleurs) ».

## Lettre ouverte à M. Mitterrand

De son côté, la Ligue des droits de l'homme « souhaite » que, lors de sa visite à Téhéran, M. Dumas demande « l'arrêt des exécutions de prisonniers politiques et la possibilité d'envoyer [en Iran] une mission internationale pour visiter les prisons ».

Enfin, une quarantaine d'écrivains, poètes et universitaires français ont écrit une lettre ouverte à M. François Mitterrand, lui demandant « d'apporter un soutien actif aux droits de l'homme en rompant le silence sur la répression politique et le massacre de milliers de prisonniers politiques en Iran ». Ils expriment le vœu que les droits de l'homme « ne soient pas sacrifiés au profit » des intérêts économiques et politiques de la France. Une liste des noms de cent quinze députés politiques exécutés « ces derniers semaines » dans seize villes d'Iran est jointe à cette lettre ouverte.

## EN BREF

● **AFRIQUE DU SUD** : le PCF propose Nelson Mandela comme candidat au prix Nobel de la paix. — Une délégation de parlementaires communistes, conduite par le secrétaire général du PCF, Georges Marchais, a officiellement proposé, mardi 31 janvier à Oslo, la candidature du leader anti-apartheid sud-africain Nelson Mandela au prix Nobel de la paix 1989. — (AFP.)

● Un prêt suisse de 42 millions de dollars à Pretoria. — Le gouvernement sud-africain a obtenu un prêt de 100 millions de rands (42 millions de dollars) de la Suisse, ce qui constitue la deuxième entorse au boycottage des banques étrangères pour l'octroi de prêts à l'Afrique du Sud. — (AFP.)

● Une mission sur le redéploiement économique. — M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, vient de charger M. Claude Cremet d'une mission sur le redéploiement économique et social dans les régions d'industrie traditionnelle. Cette mission a pour objectif de proposer, dans la perspective du grand marché européen, un dispositif s'appuyant notamment sur l'expérience des pôles de conversion et sur la conduite d'actions pilotes. La première de ces actions concernera le

pôle de conversion de Saône-et-Loire. M. Claude Cremet, quarante ans, est ingénieur civil des Mines, secrétaire général à Charbonnages de France pour le bassin du Centre et Midi, conseiller scientifique et chargé de cours à l'Ecole des mines de Paris.

● **Ciments et chaux** : bonne activité en 1988. — En 1988, les ventes des sociétés cimentières françaises sur le marché intérieur se sont élevées à 23 978 000 tonnes, soit une progression de 8 % sur 1987 (17 778 000 tonnes) de plus. Ainsi se confirme, de « manière très nette », selon le Syndicat national des fabricants de ciment et chaux, la reprise amorcée en 1986 (+ 3,4 %) et 1987 (+ 2,6 %) après douze ans de baisse presque ininterrompue. Toutes les régions ou presque en ont bénéficié, mais plus particulièrement celles du sud de la France (Aquitaine, Provence, Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes).

● **ECHECS** : Youssoufop et Spraggett toujours à égalité. — La septième partie (la première des prolongations) du match des quarts de finale des candidats au titre de champion du monde d'échecs, qui oppose, à Québec (Canada), Youssoufop à Spraggett, s'est achevée, mardi 31 janvier, par la nulle. Les deux joueurs sont toujours à égalité (3,5 partout) avant la dernière partie qui se jouera jeudi.

Pour tout savoir sur Macintosh, mieux vaut tirer le bon numéro.



**INTERNATIONAL COMPUTER**  
LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26, rue du Renard - Paris 4<sup>e</sup> - Tél.: 42 72 26 26  
64, Av. du Prado - Marseille 6<sup>e</sup> - Tél.: 91372503

A C D E F G H

# SCIENCE & VIE

## NOS AVIONS SONT-ILS ENCORE SÛRS ?

800 gros avions civils sont dangereux ! Les colles d'assemblage spéciales qui ont été utilisées pour les construire sont devenues vieilles. Que font les compagnies d'aviation en face de ce risque majeur ?

### ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- ON A PRESQUE VU LA NAISSANCE DE L'UNIVERS
- COMMENT LA SCIENCE DÉTECTE LES FAUX EN ART.

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE